

FORMATIENS

?

pour une formation  
informatique, NOUS VOUS  
ALIMENTERONS à la fois  
la et vous pourrions  
être UNE VÉRITABLE  
EVOLUTION AU SEIN DE  
NOS SOCIÉTÉS

Pour une formation  
informatique, NOUS VOUS  
ALIMENTERONS à la fois  
la et vous pourrions  
être UNE VÉRITABLE  
EVOLUTION AU SEIN DE  
NOS SOCIÉTÉS

Informatique

pour une formation  
informatique, NOUS VOUS  
ALIMENTERONS à la fois  
la et vous pourrions  
être UNE VÉRITABLE  
EVOLUTION AU SEIN DE  
NOS SOCIÉTÉS

GISTICS SA

MERCIAUX

2-02

3-90

-74

## Reprise américaine

LES bonnes nouvelles qui viennent d'outre-Atlantique devraient rendre un peu d'espoir aux économies européennes enfoncées dans une crise dont personne ne sait quand elle se terminera. En novembre, le baromètre de confiance des consommateurs américains s'est tellement amélioré qu'on n'avait jamais vu un tel regain d'optimisme depuis vingt-cinq ans.

Sans doute e-t-on tendance à se méfier des indices qui viennent des États-Unis tant ceux-ci ont fluctué depuis 1992, souffrant du chaud et du froid, annonçant alternativement la reprise et la poursuite de la crise. Il ne s'agit pourtant plus maintenant de savoir si l'Amérique est sortie de la récession qui l'a durément frappée en 1990 et au début de 1991 : l'économie américaine est bel et bien engagée depuis l'été 1992 sur la voie d'une croissance qui approchera 3 % cette année, peut-être un peu plus l'année prochaine. Des taux de croissance qui font rêver en Europe.

LA belle santé que l'Amérique est en train de retrouver, l'affermissement de la stature politique de M. Clinton depuis qu'il a obtenu la ratification du traité de libre-échange avec le Mexique, sont-ils suffisants pour tirer les économies européennes du marasme dans lequel elles sont plongées depuis presque deux ans ? En d'autres termes, le dynamisme américain peut-il compenser la récession allemande ? La question est bien sûr au centre de toutes les réflexions. Si la production allemande continue de décroître, l'Europe ne pourra malheureusement pas se relever. Quelles que soient les performances américaines. Mais il suffirait qu'outre-Rhin les choses cessent de se détériorer pour que 1994 apparaisse sous un jour bien meilleur.

Car, du côté américain, la reprise semble de plus en plus solidement accrochée. Elle est faite d'un boom impressionnant des investissements depuis deux ans, un boom qui est en train de transformer l'appareil productif outre-Atlantique. De ce point de vue, et alors que le Japon traverse une bien mauvaise période, l'Amérique regagne un terrain considérable, y compris dans des secteurs où elle semblait perdre pied, comme l'électronique et l'informatique.

UN autre élément de la reprise américaine devrait être porteur d'espoir : la croissance du produit national est relativement soutenue mais ne laisse pas craindre de surchauffe, même si les taux d'intérêt à long terme ont eu tendance à remonter, dans la crainte d'une accélération - bien peu probable pour l'instant - de l'inflation.

La reprise va donc durer. Wall Street y croit dur comme fer et, pour la troisième année consécutive, vient de pulvériser ses records de hausse. Et l'on découvre maintenant, tous calculs refaits, que, contrairement à ce qui avait été dit, cette reprise, aux États-Unis, crée autant d'emplois que par le passé. Un volume croissant de salaires va être distribué par l'économie : le cercle vertueux est en place.

M0147 - 1202 0 - 7.00 F

20147 - 1202 0 - 7.00 F

## Le regain de violence et les menaces sur le processus de paix

### MM. Rabin et Arafat tentent de maîtriser la situation à Gaza

Le territoire de Gaza a été, mardi 30 novembre, le théâtre de multiples manifestations et de violents affrontements, opposant des milliers de Palestiniens à l'armée israélienne, comme aux pires moments de l'intifada. Un adolescent a été tué « par erreur » et des dizaines d'autres Palestiniens ont été blessés. A quelques jours du début du retrait israélien prévu par l'accord du 13 septembre, Itzhak Rabin et Yasser Arafat donnent l'impression de n'être pas en mesure de maîtriser la situation.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Mort à Israël ! Finie la paix ! Vive la lutte palestinienne ! » Deux jours après la mort d'un de leurs héros, ce sont plusieurs milliers de Palestiniens qui ont pris part, mardi 30 novembre, aux émeutes les plus violentes et les plus généralisées qui aient été vues depuis de nombreux mois dans la bande de Gaza.

Vengeance, misère, frustration, impatience devant l'absence de concrétisation des espoirs nés de la poignée de mains entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin, tout se conjugue à Gaza pour former un cocktail explosif. Si l'on ajoute à cela que, lorsque les différentes factions politiques décrètent la grève générale, ce sont des dizaines de milliers de gamins qui sont privés d'école et qui se retrouvent dans les rues, on peut commencer à comprendre les déclenchements en cours.

Comme aux jours les plus brûlants de l'intifada, les soldats d'Israël ont donc riposté aux jets de pierres et aux insultes par des tirs tendus et précis de projectiles divers : balles plastifiées, balles d'acier couchouteuses et balles réelles. Le bilan de la journée est l'un des plus lourds du soulèvement avec 1 mort, un adolescent de quatorze ans tué « par erreur » et 60 à 70 blessés, dont 4, au moins, sont dans un état sérieux.

Partout, dans la plupart des localités et des camps de réfugiés de ce territoire de 360 kilomètres carrés, où s'entassent plus de 800 000 miséreux, des barricades de pneus enflammés et de carcasses d'automobiles avaient été érigées par des groupes de jeunes émeutiers.

En six ans d'intifada, le scénario est devenu infatigable : à chaque fois, les patrouilles motorisées de soldats dépêchées sur les lieux pour dégager les barricades se sont retrouvées prises sous un déluge d'insultes et de pierres. Parfois, comme dans le camp de réfugiés de Jabalya, ce sont les postes fortifiés de l'armée que les gamins ont attaqués à coups de pierres. Ici, comme ailleurs, on a pu voir et revoir des tireurs d'élite, à l'abri derrière des sacs de sable ou de gros cubes de béton, ajuster leurs cibles et tirer sur tel ou tel jeteur de pierres repéré dans la foule.

Furieux contre la presse qui, selon eux, a délibérément grossi les événements des derniers jours, certains soldats, très peu découragés par leurs officiers, s'en sont pris notamment aux photographes. L'un d'eux (de l'agence AP) a reçu une balle d'acier dans la jambe.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 7

### Un point de vue de Jacques Chirac

Le président du RPR plaide, dans nos colonnes, pour l'instauration d'une allocation d'« libre choix », car il s'agit, pour lui, d'un anneau de société majeur. Elle doit pouvoir être attribuée aux mères mais aussi aux pères pour élever leurs enfants ou faire une pause dans leur vie professionnelle.

page 2

### Concertation franco-allemande sur la négociation du GATT

Au sommet franco-allemand qui devait s'achever mercredi 1<sup>er</sup> décembre à Bonn, les dirigeants des deux pays ont affirmé leur volonté de cohésion sur le dossier du GATT. M. Kohl a indiqué à M. Mitterrand et Balladur qu'il avait mis en garde le président Clinton contre toute tentative d'isoler la France.

page 7

## COMMENTAIRE

12 % de la population active au chômage

### L'implosion permanente

À défaut de l'explosion sociale régulièrement annoncée, la société française n'en finit pas d'imploser. Mois après mois, la publication des chiffres officiels du chômage révèle l'étendue de la fracture sociale à laquelle est confrontée le pays. Aux yeux de l'opinion, pourtant toujours indifférente dans les sondages, l'exemple français a cher à Edouard Balladur, c'est aujourd'hui un taux de chômage qui représente 12 % de la population active, avec pour la seule mois d'octobre 40 300 demandeurs d'emplois supplémentaires, soit une hausse sur un an de 347 800 ! Une augmentation tarifaire dans un pays où le salaire est de plus en plus écarté et où on assiste à un traitement des problèmes sociaux à plusieurs vitesses, selon que l'on est fonctionnaire, employé du secteur public, salarié d'une PME ou d'une grande entreprise, chômeur indemnisé ou que l'on appartient à la masse silencieuse des exclus, des démunis, des « hors-circuits ». Si l'on ne s'en tenait qu'à la population active

effectivement exposée au risque de licenciement - 50 385 de plus en un seul mois ! -, notre taux de chômage serait supérieur à 20 %... Pour Edouard Balladur, cette fracture sociale qui s'aggrave mois après mois est le problème numéro un, celui sur la résolution duquel son action sera en définitive jugée. Or le mollesse de la reprise qui est annoncée pour 1994 laisse présager une poursuite de l'aggravation du chômage, les plus optimistes parlent seulement, si une modeste croissance est au rendez-vous l'année prochaine, sur une « décelération de la dégradation », avec un ralentissement des licenciements économiques. Tout cela est encore bien conditionnel et ne dispense pas de s'interroger sur les limites de la politique économique mise en œuvre par M. Balladur.

Dès son arrivée à Matignon, le premier ministre a donné la priorité, à travers son plan du 10 mai, à la réduction des déficits budgétaires et sociaux et à l'aide aux entreprises, concevant

pour ces dernières le plan de soutien le plus ambitieux de ces dernières années. Or que voit-on ? Les régimes sociaux, qui ont joué un rôle d'émiettisseur fusa à l'envoie du chômage évitant cette explosion sociale tant redoutée depuis que le nombre de demandeurs d'emplois a franchi le seuil du million, risquent déjà de se retrouver en difficultés. La hausse du chômage se traduit par un manque à gagner en recettes et une charge accrue en prestations. Comme la note l'Union des Industries métallurgiques et minières (UIMM) dans son dernier bulletin, en 1994 « les déficits sociaux ne vont pas manquer de s'accroître, les recettes chutant brutalement en raison des réductions d'emploi et de la faible progression des salaires ». Pour l'AGIRC (régime de retraites complémentaires des cadres), par exemple, la manque à gagner est de trois milliards de francs par an...

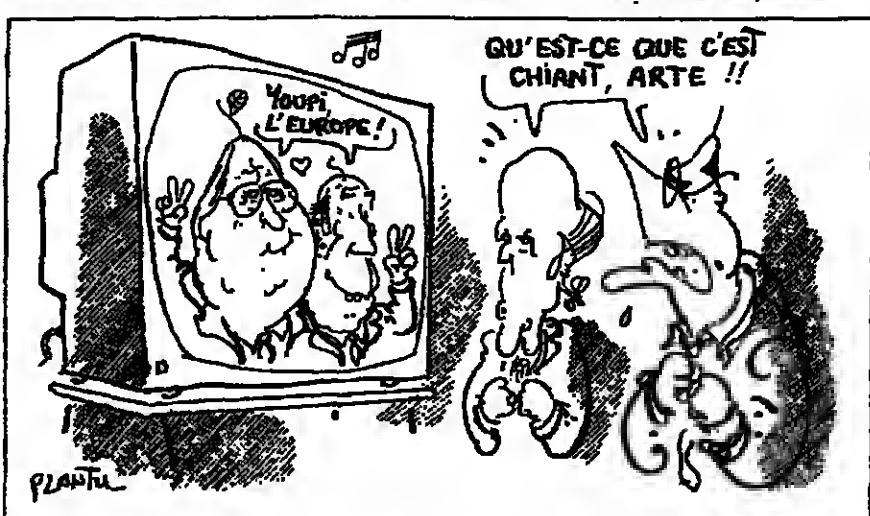
MICHEL NOBLECOURT

Lire la suite page 20

## Projet de chaîne éducative, sort de RFO

### La réforme de l'audiovisuel divise la majorité

Les réformes à apporter au système audiovisuel divisent la majorité parlementaire à la veille du débat sur le projet de loi défendu par le ministre de la communication. Alain Carignon a l'intention de refuser l'ajournement du lancement de la chaîne de télévision éducative qui a été souhaité, mardi 30 novembre, par les députés UDF. L'avenir de RFO et la promotion de la chanson française constituent deux autres points de friction. Michel Péricard (RPR) et Michel Peichot (UDF-PR), devaient tenir, mercredi, à 12 heures, une conférence de presse.



Toutes les précautions prises depuis neuf mois par Edouard Balladur et Alain Carignon n'auront servi à rien. La discussion du projet de loi modifiant la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication, qui doit commencer vendredi 3 décembre au Palais-Bourbon, confirmera pleinement l'une des lois de la science politique contemporaine : chaque fois qu'on confie au Parlement le soin de réformer un peu la télévision, on court le risque de provoquer des remous politiques aux conséquences imprévisibles.

Il y a une semaine, le 25 novembre, le ministre de la communication se flattait, devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, de présenter un texte « en rupture » avec les quatorze projets de loi sur la communication audiovisuelle déposés depuis 1981. M. Carignon se vantait d'appartenir à un gouvernement soucieux de « respecter les acquis » des réformes précédentes et de ne pas « rechercher le changement pour le changement ». Cooformément

aux arbitrages rendus par M. Balladur, il n'était pas question de « redessiner l'ensemble de notre système audiovisuel ». Il s'agissait de s'en tenir à l'essentiel, en particulier à la création, l'an prochain, d'une chaîne « du savoir et de la formation », sur l'ancien canal de La Cinq, occupé le soir, désormais, par la chaîne culturelle franco-allemande ARTE (le Monde du 27 novembre). Les réactions, à chaud, des membres de cette commission présidée par Michel Péricard, député RPR des Yvelines, donnaient l'impression que M. Carignon venait de convaincre la majorité parlementaire d'adopter sa démarche modérée. Il semblait acquis que le ministre de la communication n'aurait pas plus de mal à imposer son point de vue qu'il n'en avait eu, le 15 novembre, au cours de la discussion budgétaire, pour cootrer l'offensive d'une poignée de « grognards » du RPR contre ARTE. Cette vision des choses était trop optimiste.

ALAIN ROLLAT

Lire la suite page 15

## "LA GOURMANDISE"

"Si tu savais combien j'ai payé ce bureau aux enchères, tu comprendrais pourquoi j'ai aussi acheté l'ordinateur, le fax, le central téléphonique, le fauteuil en cuir..."

Vous souhaitez acheter aux enchères, ouvrez le catalogue sur votre minitel

LEADER FRANÇAIS DES BOUTES DE BONNES AFFAIRES

36 17 VAE

VENTE AUX ENCHÈRES

JUDICIAIRE • VÉHICULE • MOBILIER • IMMOBILIER



## FAMILLE

## Pour l'allocation de « libre choix »

Pour Jacques Chirac, l'allocation de « libre choix » pour les mères ou les pères est un véritable enjeu de société.

par Jacques Chirac

PARCE QUE j'ai défendu depuis longtemps le principe de l'allocation de libre choix, je suis heureux de constater, à la lecture du rapport de Colette Codecioni sur la politique familiale, que cette idée fait son chemin. Il s'agit en effet d'un véritable enjeu de société.

Nous le savons tous, la condition des femmes a profondément changé au cours des trente dernières années. La maternité n'est plus sujétion de nature ou de culture. Elle est décelée librement acceptée et définie à l'heure de chaque jour. Travail et vie familiale s'imbriquent toujours davantage : ce sont plus des deux tiers des mères de famille qui exercent désormais une activité professionnelle. En réalité, c'est l'identité même des femmes qui se modifie sous nos yeux, et par là, leur relation à la famille. Cela signifie que de nouvelles harmonies sont à créer. Car ces changements sont complexes et ne vont pas tous dans le sens d'une vie plus facile pour les femmes.

Je pense à toutes ces solitudes qui ne sont pas toujours voulues et résultent souvent de ruptures douloureuses. Je pense aussi aux difficultés, toujours plus grandes, à

concilier vie familiale et vie professionnelle. Cet équilibre entre travail et famille est l'un des défis majeurs de la société d'aujourd'hui. Non que le travail des femmes soit un phénomène récent, mais il s'exerce dans des conditions nouvelles.

Les femmes travaillent hors de leur domicile et de plus en plus loin. Les temps de trajet dans nos grandes villes épuisent souvent presque autant que la journée de travail elle-même. Cela est évidemment vrai pour tous, mais il s'y ajoute pour les femmes, quand elles rentrent chez elles, une seconde journée de travail dont chacun connaît le poids.

Ce n'est pas nier l'identité nouvelle des femmes que d'agir pour alléger leurs contraintes. C'est permettre tout simplement à la famille, quelles que soient les mutations qu'elle connaît, de demeurer le lieu où s'apprennent le respect et l'amour de l'autre, la solidarité et la responsabilité. C'est faire en sorte qu'elle reste le creuset où se transmettent, de génération en génération, le savoir et les valeurs, qui forment l'âme, la culture et l'identité d'un peuple. C'est, en définitive, faire aller de l'avant toute la société, en donnant à chaque famille la liberté de construire son destin et son bonheur.

Depuis de longues années, nous sommes à la recherche des meilleures solutions possibles. Je pense, en particulier, à la garde des jeunes enfants à laquelle nous

avons consacré nos efforts, avec un succès indéniable puisque la France se situe aux premiers rangs en Europe pour les possibilités d'accueil en crèches et haltes-garderies. Beaucoup resta cependant à faire pour répondre aux besoins, et ce doit être l'une des grandes priorités de notre politique familiale.

Mais l'heure est venue d'aller plus loin.

L'évolution de notre société nous offre une chance décisive. Je suis persuadé qu'elle s'orientera de plus en plus vers la possibilité pour chacun de faire alterner, tout au long de sa vie, périodes d'activité professionnelle et temps de formation ou d'activités choisies.

## Souplesse et liberté

Or, c'est ce désir d'alternance qu'expriment nombre de femmes aujourd'hui. Elles ne souhaitent pas s'enfermer dans un choix. Elles veulent tout à la fois travailler et élever leurs enfants, pouvoir faire une pause, et reprendre ensuite une activité professionnelle sans regard ni handicap. C'est de fluidité, de souplesse et de liberté dont elles ont besoin.

C'est donc cet esprit que j'ai depuis longtemps proposé une allocation parentale de libre choix, ouverte bien évidemment aux pères comme aux mères de famille. Car ce qui est d'abord une demande des femmes est aussi le

souhait de certains pères. A Paris dès 1984, au niveau national en 1986, j'ai voulu que soit franchie une première étape : l'ajout d'un parentale d'éducation, qui permet aux parents qui le souhaitent de s'arrêter temporairement de travailler à la naissance du troisième enfant. Nous devons poursuivre dans cette voie.

Il faut lever, le plus et le plus vite possible, les contraintes financières qui pèsent sur la liberté de choix des mères de famille. Bien sûr, je n'ignore pas la situation difficile des comptes sociaux. Tout ne peut être fait tout de suite, et c'est une démarche progressive, qui, dans la conjoncture actuelle, s'impose. Mais avançons à la mesure des marges de manœuvre que nous pourrions dégager.

Donner cette allocation dès le premier, dès que ce sera possible. L'ouvrir à toutes les mères de famille, qu'elles travaillent ou qu'elles ne travaillent pas : dans le premier cas, pour compenser le coût de la garde des enfants, dans le second, de façon à compenser l'absence d'un revenu. Tels sont les chemins à explorer si nous voulons répondre à une véritable attente.

C'est parce que j'ai conscience de cette aspiration que je n'ai cessé de défendre ce projet devant les Français. Je me réjouis aujourd'hui que le gouvernement inscrive au rang de ses priorités. Le libre choix est un enjeu de société.

## « EXCEPTION CULTURELLE »

## Réponse à Hervé Bourges

Pierre Delanoë, Claude Brulé et Guy Seligmann répondent au point de vue d'Hervé Bourges sur l'« exception culturelle » dans les négociations du GATT, publiés dans *Le Monde* du 17 novembre.

par Pierre Delanoë, Claude Brulé et Guy Seligmann

HERVÉ BOURGES, dans son article du *Monde* du 17 novembre, administre à ses lecteurs une leçon de dialectique impressionnante. Il parvient en effet à leur faire croire que l'« exception culturelle » n'est qu'un vague slogan protectionniste. Il ouvre, comme un prophète, à la réflexion de ses contemporains, la voie d'une véritable modernité de l'audiovisuel, et découvre, comme Claudel rencontre Dieu, que la seule réponse au développement technologique futur épuise la création et la production.

Personne en Europe ne l'aurait véritablement attendu pour dériver au monde une telle révélation. Mais le détour moqueur que son texte emprunte, le petit côté « coup de pied dans la fourmi » qu'il administre en voulant se situer au-dessus de la mêlée, nous oblige à répliquer, non pour contester les conclusions de son plaidoyer, mais pour en raciner le sens et les enjeux.

La demande d'« exception culturelle », promise et soutenue par les auteurs, n'est pas une invention médiatique pour créer un front de protection supplémentaire à l'enrichissement des produits nippons. L'application du traitement national, une des règles fondamentales du GATT, en octroierait aux entreprises américaines les mêmes droits et soutiens aux entreprises françaises dont la production européenne ne se relèverait pas.

L'« exception culturelle » n'est pas la demande identitaire d'un pays rapplé sur lui-même. Le « panache blanc » sur lequel ironise Hervé Bourges, à savoir l'organisation du système financier français, mais aussi la loi qui préside à la place de l'auteur à l'intérieur de ce système, n'a pas été donné à notre pays comme un cadeau tombé du ciel. Ce fut une lutte, menée par les auteurs, contre les puissances que l'on retrouve justement derrière ceux qui prônent aujourd'hui un libre-échangeisme débridé, un paysage audiovisuel abandonné aux seules lois du marché.

L'enjeu du GATT, et le fait qu'il aggrave à ce point les conversations, c'est le souci diffus du public inquiet de voir sa société envahie par les programmes nippons. Les auteurs de la loi ont voulu que le public devienne l'acteur principal de la lutte, et les producteurs, à Strasbourg et à Bruxelles, et dont la qualité et la brillante semblent

tant avoir impressionné Hervé Bourges, ont été plus que positifs. Le débat sur la diffusion des œuvres peut être monopolisé par les plus riches et les plus puissants ; et que la production d'un pays, d'un continent peut être réduite à néant.

Que veulent les Américains ? « Tout, tout de suite. » C'est d'ailleurs ce qu'ils déclarent sans embages, à preuve cette déclaration de Carla Hills, négociatrice américaine pour le compte de l'administration Bush : « Nous ouvrirons les marchés étrangers avec une barre à mine où cela est nécessaire, mais avec une poignée de mains toutes les fois où cela sera possible. »

L'« exception culturelle » impose que les échanges de production culturelle soient traités différemment des échanges de services strictement commerciaux. C'est une franchise poignée de mains, mais sans coup de poing américain dissimulé dans la poigne.

## Le respect de l'œuvre et de l'auteur

A quel cela sert-il de se gargariser de technologie et de mesures d'audience comme le fait Hervé Bourges ? Les Américains ne s'embarassent pas d'étude de prévision. Ils veulent occuper tout le marché et y régner en maître. Ne pas rapplé la violence de leur pratique serait coupable, comme il est naïf d'applaudir bêtement leur reddition à l'UNESCO.

Les Américains savent que la télévision française, subventionnée par les pouvoirs publics, est une des plus riches de l'Europe. Ils savent aussi que la télévision française est une des plus riches de l'Europe. Ils savent aussi que la télévision française est une des plus riches de l'Europe. Ils savent aussi que la télévision française est une des plus riches de l'Europe.

L'« exception culturelle », c'est la chance donnée à l'Union européenne, à travers les directives importantes sur le droit d'auteur, la location vidéo, la copie privée, les soutiens automatiques, etc., de promouvoir une nouvelle cinématographie à identité culturelle nationale et un financement auto-

péen. Hervé Bourges devra se souvenir que ce n'est que dans cette perspective de construction d'un harmonisé que la production pourra à nouveau s'élever et se développer. Et dans ce cadre réglementaire et protégé, il pourra rêver. France Télévision pourra être l'épître des initiatives du secteur public.

Dans cette Europe forte et structurée, France 3 pourra reprendre les productions de documentaires de création, sans les ramper par des magazines de conversations filmées inexploitable. Dans cette Europe, cette même chaîne servira à ses téléspectateurs autre chose qu'un film américain ou un soir de deux pour s'assurer les bonnes grâces des annonceurs. Elle pourra réserver des cases de petits documents à des œuvres hors quotas. Dans cette Europe, France Télévision pourra monter de véritables coproductions européennes, y compris avec ses partenaires présents et futurs du service public français.

Dans cette Europe, l'éthique du service public, signifiée autre chose que de présenter une version française, tronquée de vingt minutes, d'Amélie de Fellini le soir de sa mort. Dans cette Europe, l'auteur sera respecté et son œuvre ne sera pas livrée au caprice des sauteuses de le pub et à la fantaisie des coloristes en mal de plus-value. Dans cette Europe, l'œuvre sera protégée en tant que telle, et non reléguée au rang de marchandise comme le souhaitent les Américains à l'aide des accords du GATT.

L'« exception culturelle » ne sous-entend aucun discours nationaliste ni égoïste. Elle invite juste aujourd'hui à choisir son camp. M. Bourges doit entendre le marionnettiste de la dialectique et doit faire taire son goût bien sympathique pour l'ironie. Si, comme il le prétend, il est du côté de la création, il doit reconnaître que quelques lumières encore nous parviennent d'un siècle qui, pour avoir été baptisé du beau nom de frères inventeurs du cinématographe, peut encore éclairer, inspirer, susciter à la française une politique de l'image en Europe.

A l'aube de ce nouveau siècle, qui seure regarder vers le passé pour préparer le futur, l'Europe pourra faire compter chaque image, créer sa propre vision, inventer son véritable regard. Elle ne le méritera dans l'avenir que si elle peut prouver aujourd'hui qu'elle sait résister.

Pierre Delanoë est président de la SACEM, Claude Brulé président de la SACD et Guy Seligmann président de la SCAM.

## REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Mettre de la politique dans le moteur européen

Au moment où l'Union européenne se met en place, les nationalismes ont le vent en poupe. Pour les partisans de l'Europe, il faut, pour relancer la dynamique, passer de l'économie à la politique et donner à l'Union de vrais moyens d'action contre le chômage.

LES Français regrettent-ils d'avoir dit « oui » à Maastricht ? Cette question, beaucoup, apparemment, se le posent, si l'on se souvient du sondage publié dans nos colonnes (*Le Monde* du 21 septembre), révélant que, si c'était à refaire, 56 % d'entre eux voteraient « non ». Ce mouvement de recul peut évidemment s'expliquer par la crise économique, le sentiment que l'Europe est impuissante face au chômage ou au drame yougoslave. Bref, par des difficultés circonstancielles.

Mais il est plus préoccupant de constater qu'il correspond aussi à des mouvements de fond et à la résurgence des idéologies nationalistes. Loin d'être emportés par un élan communautaire, les Européens redécouvrent les valeurs patriotiques. Il est significatif de constater que, au moment où l'Union européenne se met officiellement en place, deux revues de politique consacrant des numéros spéciaux à « la souveraineté » (*Pouvoirs*) et à « la République » (*Philosophie politique*), c'est-à-dire à deux concepts liés à la constitution des Etats-nations et qui font partie du vocabulaire fétiche des anti-Maastricht.

## Un président élu pour trois ans

On conçoit que cet état d'esprit préoccupe les partisans de l'Europe et que ce grand débat — « La nation contre l'Europe ? » — ait été choisi par les socialistes proches de Jacques Delors comme thème du premier numéro de leur nouvelle revue *Témoignage*. Soucieuse à la fois de ne pas abandonner la nation aux « nationalistes » de droite ou de gauche (M. Séguin et M. Chevenement) et de donner une nouvelle dynamique à l'idée européenne, les animateurs de *Témoignage* estiment que l'une et l'autre ne sont pas antagonistes, mais souffrant du même mal : la crise du politique. La nation, estime François Hollande, est malade de la démission des politiques et doit redevenir le lieu de l'action collective en faveur de la justice sociale. Elle est le cadre naturel de l'exercice de la démocratie. « C'est toujours la nation, écrit-il, qui intègre les minorités, assure les droits, couvre les risques, bref arbitre le juste niveau de la solidarité. » La crise de la nation, ajoute-t-il, est d'abord celle de la politique, dont l'erreur majeure fut de prétendre agir là où elle était impuissante et de rester inerte là où on l'attendait.

Mais la politique doit réinvestir aussi le niveau européen, comme la souhaite ardemment Jacques Delors. Interviewé par Jean-François Kahn, reconnaissant que les pro-Européens, à commencer par lui-même, n'ont pas été bons pendant le campagne pour Maastricht, parce qu'ils n'ont pas osé afficher assez nettement leurs convictions, le président de la Commission regrette amèrement que le traité ait été essentiellement l'écrit sur l'économie et non sur les dimensions politiques, sociales et culturelles. « Pendant longtemps j'ai cru qu'on ferait progresser l'Europe par l'économie et qu'inausurissablement des habitudes se créeraient. Aujourd'hui je pense que si on ne va pas à la tête, au politique, alors nous n'aurons jamais une Europe sur ses deux jambes, mais une Europe handicapée à priori. »

C'est pourquoi il se prononce fermement pour une Europe fédérale, avec un exécutif ayant à sa tête un président élu pour trois ans par le Parlement et la Commission (ce n'est pas mûr pour le suffrage universel, estime-t-il) et un Parlement ren-

forcé. Une Europe ainsi « musclée » pourrait avoir une véritable politique de lutte contre le chômage (par l'aide à la recherche et à l'innovation, l'amélioration des infrastructures, la mise en place d'une politique commerciale extérieure commune), ce qui serait le meilleur moyen de convaincre les Européens de sa nécessité.

## Renforcer le poids du niveau régional

Jacques Delors suggère également la création d'un comité des régions consultatif, destiné à renforcer le poids du niveau régional dans l'édifice européen. Cette dynamique régionale qui accompagne la construction européenne est un autre sujet d'inquiétude pour les nationalistes (on se souvient de l'hostilité de Georges Pompidou à la décentralisation). Et cette tension entre « jacobine » et « régionalistes-européens » est bien ancrée dans la réalité française, comme le confirme l'étude de Jean Renard et Anne Kervel, dans *Hérodote*, sur le « vote breton » au référendum. L'analyse des résultats montre que le « oui » à Maastricht l'a emporté grâce au vote largement positif de quatre régions : l'Île-de-France, le Bretagne, l'Alsace et Rhône-Alpes, c'est-à-dire les plus prospères et les plus dynamiques, et où le sentiment identitaire est le plus fort.

Dans le cas de la Bretagne, le « oui » s'appuie sur une vieille tradition régionaliste, où se mêlent l'héritage démocratique chrétien et l'ouverture sur le large. Le référendum sur l'Europe a fait réapparaitre, à l'intérieur du territoire, de vieilles fractures régionales qu'on croyait en voie de disparition, après des décennies de consensus et d'homogénéisation sociale. Pour Emmanuel Todd, qui analyse ce phénomène dans *Témoignage*, le vote sur l'Europe a été un « révélateur », en « dramatisant le conflit latent entre les deux subcultures qui se partagent l'Hexagone : l'europhisme technocratique » et le « nationalisme républicain ».

L'Europe d'un côté, les régions de l'autre... l'espace politique et symbolique dans lequel vont vivre les générations futures diffère sensiblement de celui composé au fil des siècles par nos ancêtres. Ce qui ne manque pas de poser un problème aux professeurs d'histoire. Dans un pays où cet enseignement était essentiellement centré sur l'exaltation de la seigneurie nationale, que va-t-on apprendre aux enfants, s'il s'agit de les préparer à devenir des « citoyens européens » ? François Lebrun, professeur émérite à l'université Rennes-II et membre du conseil national des programmes, aborde franchement le problème dans *Le Débat* et fait des propositions. Sans bouleverser le programme, il faudrait, estime-t-il, donner une orientation résolument européenne à l'enseignement de l'histoire au collège et consacrer la classe de seconde à « une réflexion sur les fondements de l'Europe contemporaine, de l'Antiquité à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle », à partir de trois grands sujets : « l'organisation politique, le fait religieux, les débuts de la modernité ».

Les cinq qui sont soulevés ces suggestions (Serge Berstein, Dominique Borne, Philippe Jourdain, Jacques Le Goff, Jean-Claude Méritin) ne manquent pas de souligner les difficultés de l'entreprise (la difficulté de trouver le savoir du passé de quelle Europe on parle...). Mais tous reconnaissent qu'il faut faire quelque chose, si l'on veut qu'une identité européenne prenne forme dans la tête des gens.

La France s'est faite pour une grande part à l'école. Pourquoi n'en serait-il pas de même de l'Europe ?

► *Pouvoirs*, n° 87, PUF.  
► *Philosophie politique*, n° 4, PUF.  
► *Témoignage*, n° 1, Balland, 70 F.  
► *Hérodote*, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre 1993, n° 62/70, La Découverte, 185 F.  
► *Le Débat*, novembre-décembre 1993, n° 77, Gallimard, 82 F.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Loefer, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappet, directeur de la rédaction  
Jacques Guiz, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
adjoints au directeur de la rédaction

Thomas Fereczi,  
Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauvillier-Méry (1944-1988), Jacques Fauriol (1988-1992)  
André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-05-25-26  
Télécopieur : 40-05-25-39

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVILLIER-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-05-25-26  
Télécopieur : 40-05-30-10



# Les faux reflets de l'Asie

Les Occidentaux ont souvent une perception erronée du « miracle » asiatique

BANGKOK

de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

L'Asie de l'Est, comme d'autres régions du monde, renvoie désormais à l'Occident un reflet de son image. Les signes extérieurs de la réussite sont, ici : le complet veston, la montre suisse, la limousine allemande ou suédoise (et non japonaise), le parfum français et, pour les plus fortunés, la collection d'œuvres d'art, souvent occidentales.

Leurs enfants préfèrent le jean, les bousculades à l'occasio d'un concert de Michael Jackson, le rap ou le jazz, la fréquentation des McDonald et les crèmes glacées. Il faudrait encore évoquer le type de publicité à la télévision, le style de vie et, bien entendu, l'anglais comme instrument privilégié des échanges.

Les Occidentaux s'inquiètent davantage des méthodes prêtées aux Asiatiques. Parce que leur environnement culturel et social est différent, entend-on dire, leur concurrence est déloyale — de l'importante production de contrefaçons à leur exploitation d'une main-d'œuvre à trop bon marché parce que mal payée et dénuée de protection sociale.

Si, ces deux générations au plus, les « tigres » d'Asie de l'Est, inspirés par le Japon, ont atteint des résultats qu'Américains et Européens ont mis de huit à dix générations à engranger, c'est, dit-on encore, au prix de terribles sacrifices en termes de droits de l'homme et de respect de l'environnement. C'est, aussi, ajoutent-ils, en trichant, et en utilisant le « marchepied » offert par les puissances déjà industrialisées, de part et d'autre de l'Atlantique nord. Ce double effet de l'Asie, si populaire à l'heure du chômage et de la récession, est illusoire.

CAMBODGE

## Seize soldats tués par les Khmers rouges

Des Khmers rouges se servant de villageois comme boucliers humains ont tué seize soldats et en ont blessé sept autres lors de combats survenus la semaine dernière, a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, un porte-parole du gouvernement de Phnom Penh. Six rebelles ont par ailleurs été tués à l'occasion de ces affrontements, et quatre gouvernements sont portés disparus. Ce grave incident a eu pour théâtre quatre villages des régions de Chikeng et Stung, dans la province de Kompong-Thom. Il s'agit des combats les plus violents depuis le retrait des « casques bleus » il y a un mois.

« Les Khmers rouges tentent de se servir des gens comme boucliers humains, ce qui nous inquiète beaucoup », a déclaré le porte-parole. Trois policiers ont aussi été pris en otages par des rebelles sous le commandement d'un homme de soixante ans, Ta Mok, surnommé « le boucher ». Les gouvernements ont été contraints de se retirer de la zone où ont eu lieu les combats, occupée désormais, selon le ministère cambodgien de la défense, par au moins 1 200 Khmers rouges. — (Reuters).

CHINE : disparition d'un dissident. — Le dissident Ma Shaohua a disparu depuis le 29 novembre, et ses proches craignent qu'il n'ait été arrêté. Ma, vingt-cinq ans, anime un groupe de dissidents de la ville de Xian, au centre du pays. Il était venu à Pékin avec un autre activiste, Zheng Xuguang, pour rencontrer, le 25 novembre, les signataires d'une récente « charte pour la paix ». Zheng a été interpellé le 27 novembre. Deux signataires de la Charte, Qin Yongmin et Yang Zhou, avaient, quant à eux, été arrêtés dès le 15. La police n'a confirmé les interpellations de Qin et Yang mais n'a donné aucune information sur Zheng et Ma. — (AFP).

Tout d'abord, avec le développement effréné des moyens de communication, à une époque où les modes sont universalisés, les Extrêmes-Orientaux sont attirés plus que d'autres — ils s'en donnent davantage les moyens — par tout ce qui est nouveau et, bien entendu, prospère. On en oublierait presque les millions de gens qui, chaque soir, en Asie de l'Est, rêvent, devant leur écran de télévision, fasciés par un fantastique qui est dans leur tradition.

Que ces films, produits à Hongkong, à Taiwan ou ailleurs, s'inspirent de légendes travesties ou de vrais contes historiques, que la facture en soit très inégale, les arguments n'ont qu'une importance relative : les héros restent Bruce Lee et ses héritiers — non Woody Allen ou Louis de Funès. La ébauche populaire offre un exemple encore plus convaincant : empruntant aux instruments venus d'ici et d'ailleurs, y compris donc d'Occident, les chanteurs populaires, en Thaïlande comme au Japon, ont leurs millions de fans.

Le foods culturel, tout aussi vivant, s'accommode lui aussi d'apports étrangers, comme l'a fait (et le fera sans doute toujours) celui d'Occident. Cette réflexion ne vaut pas seulement pour les deux empires dominants, la Chine et le Japon. La littérature et la peinture vietnamiennes, pour prendre un autre exemple, n'ont jamais été si riches de talents. Les quatre peuples (chinois, japonais, coréen et vietnamien) qui ont hérité, chacun à sa façon, de Confucius n'évoluent pas dans un désert intellectuel.

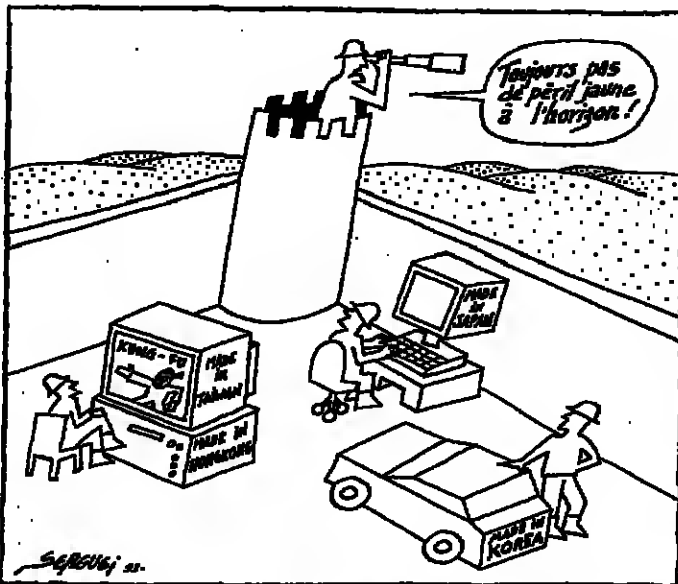
## Démocratie et consensus

On aurait tort de généraliser, à ce propos, l'image offerte, parfois, par les Chinois d'outre-mer, qui forment des minorités dynamiques mais parfois controversées dans plusieurs pays du Sud-Est asiatique : nouveaux riches influents, avides de stabilité, donc d'une prospérité qui est le principal gage de leur tranquillité.

La liberté est indivisible. Les dirigeants qui, en Asie de l'Est, opposent des valeurs orientales aux occidentales le font soit par intérêt soit parce qu'ils n'ont pas encore digéré une loque phase de domination occidentale, soit les deux à la fois. Mais le discours occidental sur les droits de l'homme est ici jugé ambigu puisqu'il mélange principes et intérêts : il ne peut avoir qu'une portée limitée puisqu'il tient peu compte des réalités : combien de décennies se sont écoulées, à l'Ouest, dans la conquête des droits sociaux, ou avant l'accès des femmes au vote ? De surcroît, il est affaibli du simple fait qu'il vient d'ailleurs (ici l'étranger n'a raison, au départ, que s'il se comporte en invité, le reste relevant de la loi du plus fort).

L'Ouest ne reconaît certes pas qu'il existe deux formes de démocratie : une occidentale (individualiste) et une autre orientale (collective, ou par consensus). Faut-il par ailleurs préciser que développement matériel n'est pas forcément synonyme de liberté ? Mais ce débat, en Asie de l'Est, se porte vraiment que lorsqu'il a lieu « en interne ». C'est bien ainsi que les choses commencent à se passer, comme le souligne l'audience croissante d'organisations homéopathiques ou écologistes du cru.

Les Occidentaux peuvent, certes, servir d'accélérateurs, car ils disposent de moyens de pression auprès des gouvernements. Encore faut-il qu'ils en usent avec discernement, sauf à susciter l'effet contraire. Il importe donc qu'ils définissent clairement la frontière entre les principes généraux et leurs intérêts. Encore faut-il, aussi, qu'ils sachent (ou veuillent bien comprendre) ce qui se passe : ainsi, les Occidentaux qui dénoncent, à juste titre, la prostitution infantile ou la vente des enfants devraient aussi savoir (ou ne pas faire semblant d'ignorer) que le client n'est



pas toujours un Occidental, et qu'on peut aussi vendre son enfant (ou celui, adopté, du voisin) non pour survivre mais plus simplement pour s'offrir un récepteur de télévision.

Quant au procès occidental sur « l'environnement social et culturel différent en Asie », il ne

résiste pas à l'analyse. A Singapour, après trente ans d'industrialisation accélérée sous un régime quasiment de parti unique, le niveau de vie et la protection sociale sont nettement plus développés qu'ils ne l'étaient en Europe de l'Ouest à l'issue d'un siècle de révolution

industrielle. L'Asie de l'Est est de moins en moins la région de la main-d'œuvre à très bon marché, sans garantie d'emploi et services sociaux.

Même la Thaïlande exporte à présent davantage de produits de haute technologie que de vêtements. Les fabriques de chaussures sud-coréennes ferment leurs portes les unes après les autres (pour s'installer en Chine ou au Vietnam), sans que l'indice de chômage du pays en soit affecté — preuve que les transferts dans les secteurs industriels avancés et des services ne posent pas nécessairement des problèmes insurmontables.

## Concilier passé et avenir

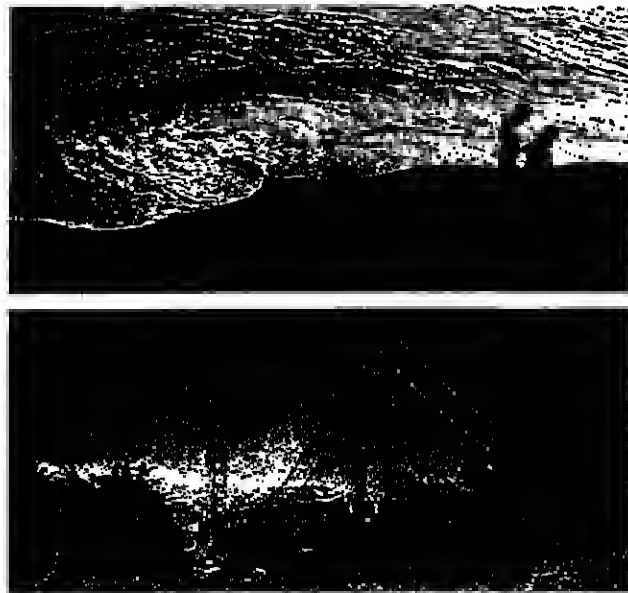
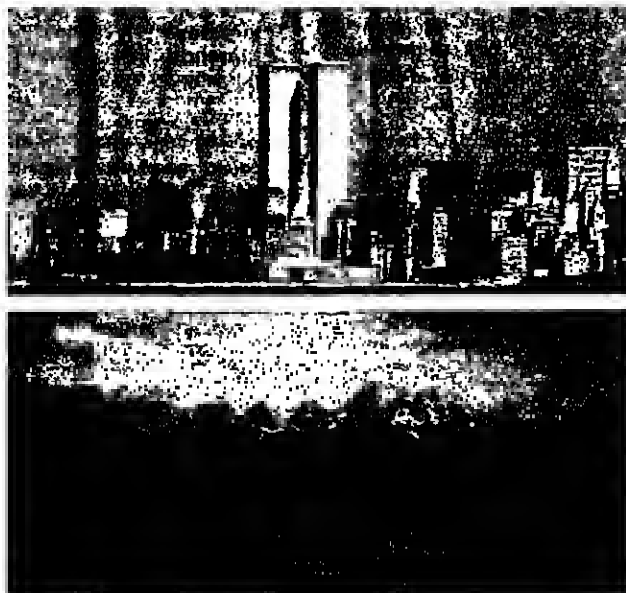
La production asiatique de haute technologie n'est plus l'apanage du Japon et des « tigres » (Hongkong, Corée du Sud, Taiwan et Singapour). Et, dans le domaine des transferts de technologie, les choses vont vite. Les Occidentaux, Européens en particulier, doivent donc mieux ouvrir les yeux

aujourd'hui, faute de quoi ils devront les écarquiller demain. Il n'y a pas « miracle » en Asie de l'Est, mais simplement émergence d'un ensemble complexe et mouvant, qui est loin d'avoir trouvé une cohésion, dont les intérêts sont souvent divergents, et qui fermentent et espèrent, au fil des ans ou des décennies, coexister passé et avenir.

Les csps à franchir sont pleins d'écueils, pour les Asiatiques comme pour tous. Produits de ce bouillonnement, les classes dirigeantes du moment ne fournissent pas forcément le reflet le plus fidèle des changements en profondeur. Au panthéon de l'histoire appartenant déjà, dans une région où les statues ont tendance à demeurer sur leurs socles, Mao, Ho Chi Minh, Hirohito et Sukarno, ils y seront rejoints un jour par Deng Xiaoping, Lee Kuan Yew et Suharto. A chaque époque son histoire. Car un nouveau chapitre, ici, n'efface pas le précédent. Il se contente de prendre la place qui lui est réservée... dans l'attente du suivant.

JEAN-CLAUDE POMONTI

# Une Seule Compagnie. Toute L'Amérique. C'est Forcément Delta Air Lines.



Pour votre plus grand confort, une seule compagnie vous emmène sans escale de Paris à New York, Atlanta, Cincinnati et de Nice à New York, d'où vous pourrez vous rendre dans plus de 250 villes aux USA avec le même billet d'avion. Cette compagnie c'est Delta Air Lines.

Pour plus d'information et pour toute réservation, contactez votre agent de voyages ou appelez-nous au (1) 47 68 92 92 ou tapez 3615 GO US rubrique Delta. De Nice ou de Paris, jamais l'Amérique ne vous semblera si proche qu'avec Delta Air Lines !



© 1993 Delta Air Lines, Inc.



# LES ÉMIRATS ARABES UNIS VERS UN MONDE MEILLEUR



Son Altesse Cheik Zayed bin Sultan Al Nahyan, président depuis 1971.

Aujourd'hui, les Emirats Arabes Unis (EAU) fêtent le vingt-deuxième anniversaire de leur création comme Etat indépendant. Ce pays, dont le président depuis 1971 est Son Altesse Cheik Zayed bin Sultan Al Nahyan, se situe sur le littoral méridional du golfe Arabique. Les Emirats ont connu une période d'évolution rapide, se transformant en une société moderne qui jouit à la fois d'une stabilité sociale et d'une prospérité économique remarquable. Pendant ce temps, ils ont peu à peu acquis la réputation d'un Etat qui joue un rôle de plus en plus important dans les initiatives internationales pour alléger la souffrance humaine occasionnée par les désastres naturels et les conflits.

Il s'agit en effet d'une fédération de sept emirates : Abou Dhabi, Dubaï, Sharjah, Ras al Khaimah, Fujairah, Umm al Qaiwain et Ajman, créée en 1971, après un siècle et demi de présence britannique au golfe Arabique. Son développement a commencé il y a tout juste trente ans, quand, en 1962, Abou Dhabi a exporté sa première cargaison de pétrole. En 1968, le nombre d'habitants n'avait pas encore atteint 180 000, et il n'y avait presque pas de routes carrossables. La plupart des habitants vivaient dans des maisons traditionnelles, souvent primitives, et les services de santé et d'éducation publiques étaient alors à leurs débuts. On avait à peine terminé la construction du premier aéroport et du premier port modernes.

Maintenant, bien sûr, vingt-deux ans plus tard, les Emirats se sont transformés. Le gouvernement a très bien su tirer parti des énormes ressources pétrolières du pays, et les EAU, avec des réserves de plus de 100 billions de barils, se trouvent parmi les premiers producteurs mondiaux. On a construit plus de 3 000 kilomètres de routes dans un pays dont la superficie n'est que de 83 600 km<sup>2</sup>. Le pays est maintenant desservi par cinq aéroports modernes (un sixième entrera en service en 1994) par où passent plusieurs millions de passagers tous les ans. Le pays possède également quelques-uns des ports les plus modernes du monde, dont deux figurent parmi les cinquante premiers ports pour fret conteneurisé. Grâce à la superbe infrastructure des EAU, beaucoup de sociétés étrangères y ont ins-

tallé leurs centres d'opérations régionales, et le pays est devenu un centre important pour le commerce international.

La population a augmenté, et en 1993 on l'estime à 2,083 millions d'habitants. Le nombre d'enfants d'âge scolaire s'est élevé depuis moins de 30 000 jusqu'à plus de 400 000. Plus de 15 000 étudiants suivent des cours d'enseignement supérieur, soit dans leur propre pays, soit à l'étranger. Beaucoup d'entre eux font leurs études à l'université des EAU, qui se trouve à Al Ain, à l'intérieur du pays. L'analphabétisme nulle, de l'ordre de plus de 60 pour cent en 1971, est tombé actuellement à 16,8 pour cent. Le pays possède 150 centres d'alphabetisation, qui fournissent aux gens d'âge mûr les occasions de apprendre à lire et à écrire.

Le taux de mortalité infantile a baissé à 11,7 sur mille naissances, et l'espérance de vie s'est élevée à 73 ans pour les femmes et 70 ans pour les hommes : le même niveau que celui des pays industrialisés du monde développé. On n'a plus ou moins éliminé certaines maladies autrefois endémiques, telles la malaria et la tuberculose. Les services publics fournissent un médecin pour 600 habitants, avec des cliniques modernes qui mettent à la disposition des malades les techniques médicales les plus avancées.

Lors de la création des EAU, il y avait dans le pays environ 60 000 foyers, dont beaucoup, surtout à la campagne, étaient primitifs, dépourvus d'eau courante, d'électricité et d'autres services. Maintenant, on en compte presque 400 000, y compris 50 000 habitations construites par le gouvernement et offertes gratuitement à des citoyens. Les villes principales sont pleines de belles villas, d'appartements et de gratte-ciel qui impressionnent souvent par l'excellence de leur architecture.

Sur le plan social, les femmes ont été encouragées à participer pleinement au développement de la société, que ce soit chez elles ou à l'étranger. Plus de 7 000 femmes détiennent des licences de l'université des Emirats, et il y en a 7 000 encore qui suivent actuellement des cours. Pour la première fois, le pays possède des femmes médecins, des femmes pilotes et des femmes ingénieurs, qui ont toutes reçu leur formation aux EAU. Les forces

armées possèdent leur propre corps d'armée féminin, seule unité de ce genre parmi tous les Etats du Golfe. La femme du président, Cheikha Fatma bint Mubarak, qui est à la tête de l'Association des femmes du pays, a joué un rôle essentiel dans ces développements. Elle a été soutenue activement dans ses efforts par le président Cheik Zayed lui-même, car Son Altesse croit fermement que les femmes ont le droit de travailler dans tous les secteurs de l'économie, et de participer aux services publics.

Situés au bord du désert Ruba-el-Khali, les EAU se trouvent dans une des régions les plus arides du monde. Les températures élevées et les faibles précipitations en font un lieu peu propice à l'agriculture. Cependant, au cours de ces vingt dernières années, plus de 100 000 hectares ont été rendus cultivables grâce à un vaste programme pour encourager l'agriculture en utilisant de l'eau dessalée. Ce pays qui jadis était obligé d'importer la majeure partie de ses denrées alimentaires produit maintenant assez de légumes et de volaille pour satisfaire ses propres besoins : il exporte même des fraises et des fleurs en Europe. On a planté presque 120 millions d'arbres, y compris 18 millions de palmiers, afin de « reverdir le désert », et les EAU figurent maintenant parmi les plus gros producteurs de dattes du monde.

On a fait de grands efforts pour assurer la conservation du milieu naturel et pour protéger la faune du pays. Des programmes d'élevage en captivité ont été établis visant à protéger les espèces menacées, tels la gazelle et l'oryx d'Arabie. Des études récentes ont montré que les oiseaux des EAU, bénéficiant du renouveau de leur milieu naturel, deviennent tous les ans plus nombreux. On en a maintenant recensé plus de 360 espèces. En 1993, on a fondé une nouvelle Agence fédérale pour la protection de l'environnement.

Le programme ambitieux introduit par le président Cheik Zayed, visant à faire reverdir le pays, a connu un tel succès qu'Abou Dhabi, capitale des EAU, avec ses nombreux parcs et jardins, a bien mérité son appellation de « cité-jardin du Golfe ».

Tous les ans, les EAU accueillent de plus en plus de touristes. Le pays possède de belles plages peu fréquentées, de superbes hôtels à cinq étoiles et d'excellents magasins. On y trouve tout ce qu'il faut pour pratiquer les sports, depuis des clubs de golf jusqu'aux patinoires sur glace. Les touristes savent qu'ils sont en sécurité, car, ici, il n'y a presque pas de crimes.

Les EAU attachent beaucoup d'importance à la conservation du patrimoine national. Un vaste programme de recherches a révélé des témoignages archéologiques qui datent d'il y a sept mille ans. Pendant des milliers d'années, les habitants de la région ont fait du commerce maritime le long du Golfe, passant par l'Inde, pour s'aventurer jusqu'en Vietnam et en Chine.

La maturité des EAU se manifeste d'abord et

surtout dans leur souci de la protection de l'environnement et du patrimoine. Cette maturité se montre également dans le rôle de plus en plus important qu'ils jouent dans les affaires internationales.

Depuis le début des années 70, les EAU accordent des sommes considérables en aide économique, sous des conditions très favorables, à bien des pays, que ce soit dans le monde arabe ou ailleurs. Cela permet à ces pays d'obtenir les fonds indispensables à leurs programmes de développement. Plus de 40 pays ont reçu de l'aide, dont le montant global est de plus de 4 billions de dollars.

Parfois, il a fallu agir rapidement, à la suite de crises occasionnées par des désastres naturels ou par les conséquences de la guerre ou du conflit civil. Citons à titre d'exemple l'aide qui a été accordée d'urgence à l'Inde et au Pakistan pour leur permettre de faire face aux suites des tremblements de terre et des inondations ; citons aussi le secours porté à la population musulmane bosniaque, victime d'atrocités barbares.

En 1993, des soldats des EAU ont porté pour la première fois le « baret bleu » des Nations unies. Ils ont participé aux missions UNOSOM I et UNOSOM II, qui avaient pour but de ramener la stabilité et l'espoir en Somalie, ce pays déchiré par les conflits.

Malgré l'ampleur de leurs ressources pétrolières, les EAU constituent un Etat relativement petit, qui suit toujours son propre programme de développement. Au cours des vingt dernières années, sous la direction aussi bienveillante que prévoyante du président Cheik Zayed, la pauvreté et le sous-développement d'autrefois ne sont plus qu'un lointain souvenir aux EAU.

En même temps, conformément aux doctrines fondamentales de l'Islam, le gouvernement et le peuple ont toujours reconnu et accepté leurs responsabilités envers d'autres pays et d'autres peuples qui n'ont connu ni les mêmes circonstances favorables ni les mêmes avantages que les EAU.

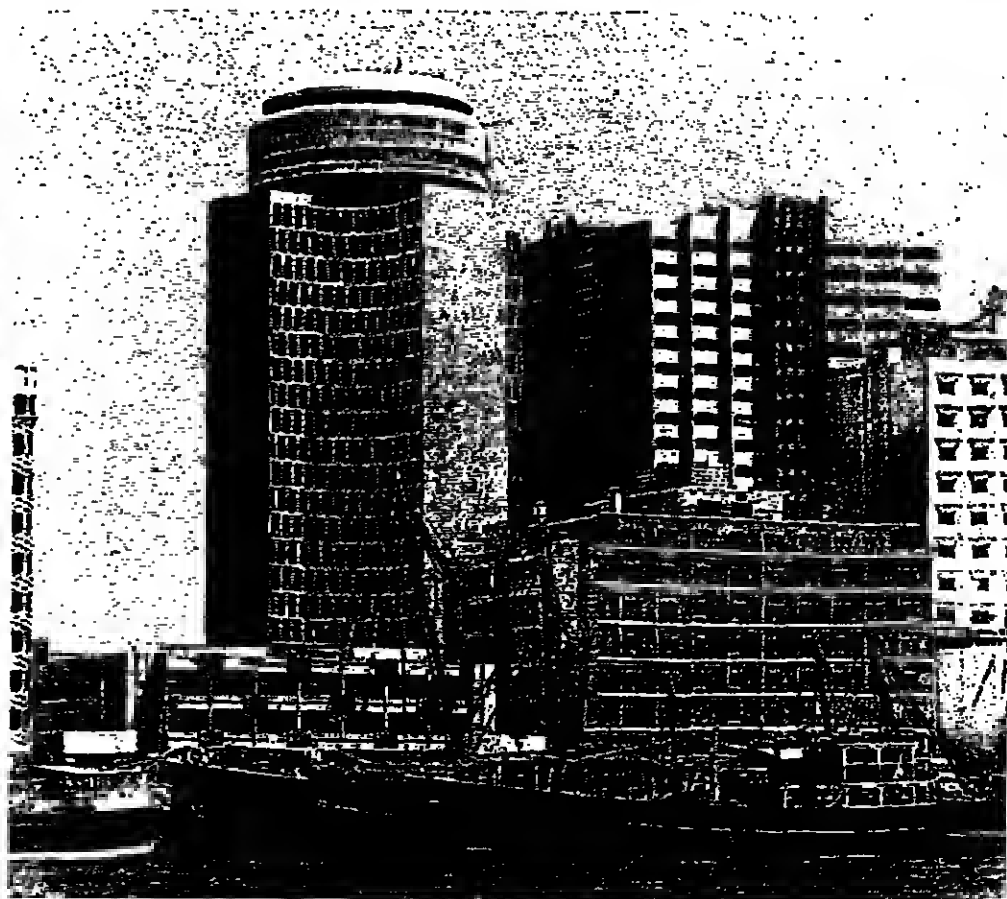
La culture et la tradition politique du pays prévoient un système de gouvernement où la légitimité du pouvoir du chef d'Etat repose sur le soutien du peuple, la consultation et le consensus. Le président Cheik Zayed maintient des rapports étroits avec son peuple. Il lui rend souvent visite, et il s'intéresse vivement à ses opinions. Sa façon de gouverner, dite « porte ouverte », donne à chaque citoyen le droit d'accès au président, pour lui expliquer son point de vue. Cela a permis l'évolution d'un système de gouvernement démocratique qui, bien que peu protocolaire, est remarquablement efficace.

Résolus, mais discrets, le gouvernement et le peuple des EAU se sont consacrés pendant vingt-deux ans à la création d'un beau pays reverdi et d'une société évoluée, renommée pour sa stabilité politique, son harmonie sociale et ses progrès économiques.

**On a planté 120 millions  
d'arbres, y compris 18 millions  
de palmiers, afin de « reverdir  
le désert ».**



Depuis 1971, le nombre d'enfants scolarisés a augmenté de 30 000 à 400 000.



Gratte-ciel dans la crique de Dubaï, centre d'affaires des Emirats arabes unis.

Ministère de l'information et de la culture – Boîte Postale 17 – Abou Dhabi – Emirats Arabes Unis



INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

# Pérou : retour sur un massacre

En 1992, neuf étudiants et un professeur avaient été tués par un commando de l'armée. L'enquête sur la tuerie de Cantuta embarrassa M. Fujimori

LIMA

de notre envoyé spécial

L'exécution sommaire par un commando spécial de l'armée, près de Lima, le 19 juillet 1992, de neuf étudiants et d'un professeur de l'université de la Cantuta est un casse-tête pour le gouvernement Fujimori. L'opposition, revigorée par son très bon score au référendum du 31 octobre, demande que les responsables de cette tuerie soient dénoncés et poursuivis.

Les Etats-Unis, encore choqués par le coup d'Etat civil du 5 avril 1992, font de l'affaire de la Cantuta un test de la volonté du gouvernement péruvien de réprimer la violation des droits de l'homme par les forces de l'ordre. La Cantuta est maintenant un cas exemplaire, comme le fut, au Salvador, le massacre délibéré des jésuites par des militaires. Les analogies sont évidentes et, dans les deux cas, la volonté des autorités de dissimuler une vérité gênante est manifeste.

## Les communiqués du «Lion endormi»

C'est ce qu'affirme, dans un rapport publié la semaine dernière, Americas Watch. L'organisation américaine des droits de l'homme, après une enquête sur le terrain, met en cause un «escadron de la mort aux ordres des services secrets de l'armée», dénoncé le rôle joué par Vladimir Montesinos, conseiller du président Fujimori pour la sécurité, et accusé de chef des forces armées, d'avoir couvert cette opération clandestine.

Americas Watch reproche à la justice, réorganisée de manière arbitraire par M. Fujimori en 1992, d'avoir fermé les yeux, et à la majorité pro-gouvernementale de l'Assemblée constituante, élue en novembre 1992, d'avoir paralysé les travaux de la commission d'enquête. Certains parlementaires

ont en effet défendu la thèse étonnante d'un «auto-enlèvement».

Americas Watch considère que le massacre de la Cantuta «est pas un cas isolé mais un exemple de la méthode par laquelle le gouvernement péruvien traite la question des droits de l'homme». Elle rappelle d'autres massacres inexplicables dans la capitale depuis deux ans et les neuf cas de «disparitions» signalés par le Congrès américain.

Les étudiants assassinés ont longtemps été considérés comme «disparus», enlevés sur le campus par des hommes armés et capotés de voir que les témoins devaient cependant comme des militaires. Les familles affirmaient que leurs enfants n'avaient jamais eu d'activité politique. La Cantuta est une université technique, dans la banlieue est de la capitale, qui accueille des étudiants d'origine modeste, comme l'université de San Marcos, qui a également la réputation justifiée d'avoir été très longtemps infiltrée par les militants du Sentier lumineux.

La liste des massacres - ceux de paysans pris entre deux feux dans la sierra, ou de migrants tués dans les banlieues misérables de Lima - est si longue depuis le début de la guerre civile déclenchée par le Sentier en 1980, que l'épisode de la Cantuta n'a pas tout d'abord exagérément passionné une opinion exaspérée par les attentats terroristes des sentinistes. Il s'agit donc d'un indice de plus pour que les indices se multiplient et que les soupçons devienent finalement des quasi-certitudes. Des assassinats, mais aussi des objets (des clés appartenant aux étudiants disparus) ont été retrouvés la semaine dernière dans une fosse commune, proche du champ de tir où avait eu lieu l'exécution de juillet 1992. Un décapage, des gâchettes de roquettes, sous un ciel gris. Pas une habitation, en vue. A l'ouest, émergent vaguement de la brume, le piton d'El Agustino, haut lieu de la délinquance, et l'un des fiefs du Sentier lumineux.

La localisation de la fosse commune a été facilitée par une

«information confidentielle», transmise à certains organes de presse et à des parlementaires, par des organisations clandestines de militaires hostiles à l'actuel haut état-major. Des militaires se réunissent dans les casernes, brochant les autorités et ne cachent pas leurs sympathies pour le général Salinas, cerveau de la conspiration avortée de novembre 1992 (il prétendait «restaurer» la démocratie bafouée par le coup de force d'avril 1992) et toujours détenu dans une forteresse. Ce dernier fait déjà figure de candidat possible à l'élection présidentielle de 1995 contre M. Fujimori.

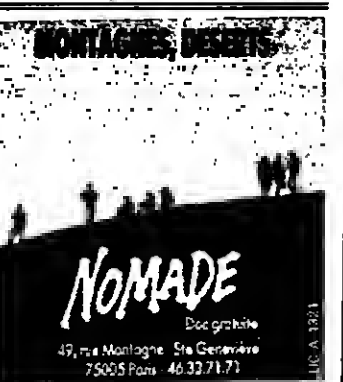
L'un de ces groupes contestataires de militaires signe des communiqués «Leon dormido» (Le Lion endormi). Lequel sommé plutôt si l'on en juge par la fréquence de ses déclarations et surtout sa liberté de langage. Le malaise de l'armée, supposé être le pilier principal du régime, est bien réel. Promotions arbitraires ou différées, démissions ou destitutions : la gromme monte.

Selon le général Obando, impliqué dans la conspiration de 1992, «les officiers rebelles ont le soutien de 80 % de leurs collègues». Parce que, dit-il, «ils ont voulu et veulent défendre l'honneur de l'armée».

## Premier pas ambigu

C'est aussi à l'honneur de l'armée que se réfère le général de Barrios pour s'opposer à l'enquête sur la Cantuta. Il a pourtant admis qu'il y avait bien eu «une opération militaire» dans cette université, mais il n'a pas plus précisé, en mai dernier, à lancer les chars dans les rues de Lima. Une manœuvre d'intimidation à l'adresse d'opposants trop curieux. De Buenos Aires, où il s'est exilé pour, dit-il, «être en paix avec sa conscience», le général Robles, ex-coureur de l'armée, dénonce lui aussi «un escadron de la mort, un groupe de délinquants en uniforme, responsable du massacre de la Cantuta». Il accuse Vladimir Montesinos d'être «l'organisateur de ces opérations». «J'ai les preuves», s'efforce-t-il. Et il demande instamment au président Fujimori de «faire toute la lumière sur ce drame» s'il ne veut pas demain être accusé de l'avoir couvert. M. Fujimori a fait un premier pas ambigu en faisant récemment allusion «à trois ou quatre militaires détenus pour cette affaire». Mais sans donner plus de précision et sans revenir depuis sur le sujet. Ce qui ne satisfait ni les amis du général Salinas, ni les rédacteurs anonymes de «Lino endormido».

MARCEL NIEDERGANG



Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990, le Monde vous propose deux services MINTEL :

**36 17 LMDOC**  
recherche de références par thème, rubrique, pays, auteur, etc

**36 29 04 56**  
recherche et lecture en texte intégral

Commande et envoi possible par courrier ou fax, paiement par carte bancaire.

M. N.

## HONDURAS

# Le nouveau président Carlos Reina prône une «révolution morale»

Carlos Reina, candidat de l'opposition libérale, élu, dimanche 28 novembre, à la présidence de la République avec près de 52 % des suffrages exprimés, veut lutter contre la corruption dans son pays. Il souhaite, d'autre part, le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba mais avoue sa très nette préférence pour le régime démocratique en vigueur au Costa Rica.

TEGUCIGALPA

de notre envoyé spécial

«Je veux que le Honduras devienne un pôle de développement démocratique sur le modèle costaricien pour que nos deux pays contribuent à l'unification de l'Amérique centrale», nous a déclaré le nouveau président du Honduras, Carlos Reina. «Je préférerai que le président Callejas [en fonction jusqu'en janvier] prenne lui-même la décision de rétablir des relations normales avec Cuba, comme il l'a fait entendre à plusieurs reprises. Cela éviterait de donner des arguments à ceux qui n'ont traité de communiste au cours de la campagne électorale», ajoute-t-il avec un grand sourire (La Havane a déjà un représentant au Honduras et les échanges commerciaux se développent rapidement entre les deux pays).

Le futur président hondurien a aimé pendant longtemps l'aile gauche du Parti libéral et s'est engagé en faveur de la défense des droits de l'homme dans un pays où se succédaient les dicta-

tures militaires. Cela ne l'a pas empêché d'adopter une position très sévère à l'égard des dirigeants sandinistes au Nicaragua.

Carlos Reina, qui prendra ses fonctions à la tête de l'Etat le 27 janvier, milite au sein du Parti libéral depuis les années 40. Son engagement politique contre le régime du général Tiburcio Carías le conduisit en prison en 1944. Après une détention de plus de cinq mois, il s'exila au Salvador d'où il revint en 1947. Il termina ses études de droit en 1954, avant de se rendre à Londres pour se spécialiser en droit international, puis à Paris où il obtint un diplôme des Hautes Etudes internationales.

## Politique, diplomatie et droit

Au cours d'une longue carrière où se mêlent la politique, la diplomatie et le droit, il est ambassadeur en France de 1960 à 1963, député, président de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et représentant à la Cour internationale de La Haye pour défendre la position de son pays dans plusieurs litiges frontaliers. Après plusieurs tentatives infructueuses pour être désigné candidat du parti libéral à la présidence, ses efforts ont finalement été couronnés de succès à soixante-sept ans.

Dès l'annonce de sa victoire, il s'est confirmé son intention de mener une «révolution morale» pour mettre fin à la corruption et à l'impunité au sein du gouvernement. Il a rappelé sa disposition à collaborer avec Washington

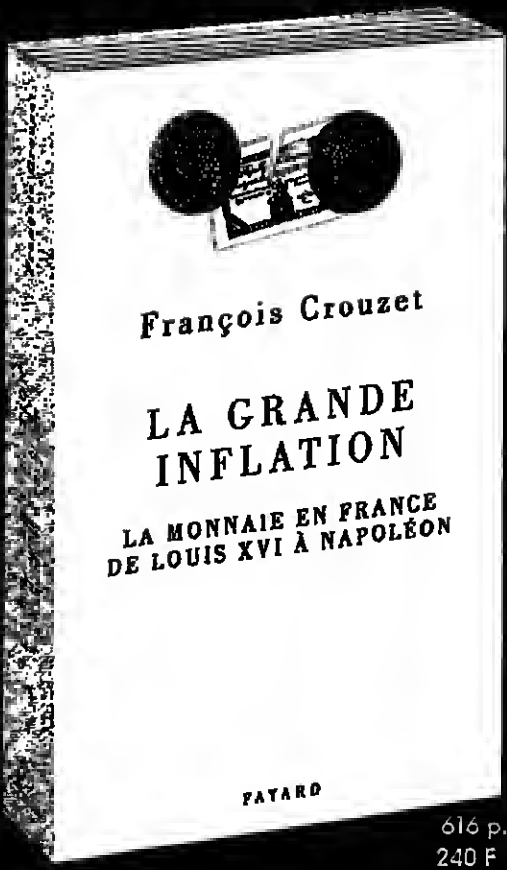
dans la lutte contre les cartels colombiens de la drogue qui utilisent le Honduras comme escale sur la route des Etats-Unis. «Dans ce contexte», déclare-t-il, la base militaire de Palmerola sera maintenue, d'autant que nous l'utilisons déjà pour l'exportation de certains de nos produits agricoles et que la population locale désire son maintien dans une proportion de 99 %.

Pour améliorer le niveau de vie des cinq millions de Honduriens (plus de 70 % d'entre eux vivent dans la misère, malgré une croissance économique d'environ 6 % cette année), M. Reina veut diversifier les exportations, y compris vers l'Europe dont il espère devenir «l'interlocuteur privilégié en Amérique centrale». «Avec la baisse constante des cours de la bonone et du café, nous ne pouvons plus nous borner, dit-il, à servir le dessert des pays industrialisés».

Quant à la redéfinition du rôle de l'armée, le thème le plus délicat pour les partis politiques, M. Reina estime qu'il faut supprimer le service obligatoire et confier aux militaires la lutte contre le trafic de drogue et la destruction de l'environnement. «Maintenant que la guerre froide est terminée en Amérique centrale, dit-il, on peut même se permettre de parler de ce qui était considéré comme une hérésie il n'y a pas longtemps : la possibilité de créer un ministère de la défense et de le confier à un civil».

BERTRAND DE LA GRANGE

# LA MONNAIE EN FRANCE DE LOUIS XVI À NAPOLEON



La France de Louis XVI avait une bonne monnaie, mais de mauvaises finances. François Crouzet part de cet étrange contraste pour explorer la crise qui finit par emporter l'Ancien Régime. Il décrit comment des emprunts excessifs en pleine paix ont ruiné la situation financière du royaume. Héritage empoisonné que la Révolution allait bientôt aggraver par l'invention de l'assignat, ce papier-monnaie dont les émissions répétées et massives aboutiront à la première hyper-inflation de l'époque moderne.

Ce livre est l'histoire de cette grande inflation galopante, dévastatrice.

l'Histoire  
chez  
**FAYARD**

# Vladimir Montesinos l'«agent 002» du président

Il passe pour être l'homme le plus influent du Pérou après le président Fujimori. On le décrit comme le vrai patron du SNI, les services secrets, celui qui décide des promotions des généraux, qui accomplit les basses besognes. La commission d'enquête de l'Etat, qui l'appelle «mon agent 002» depuis l'opération réussie de la lègue de cerveau d'Abimael Guzman, le leader incarcéré du Sentier lumineux, opportunément sorti de sa prison de haute sécurité à la veille du référendum constitutionnel. En effet, c'est Vladimir Montesinos qui aurait convaincu le «président Gonzalo» de ce ralliement tactique et peut-être provisoire. Car Guzman a retrouvé son cachet souverain et a disparu des écrans de la télévision. L'agent 002 continue, lui, d'évoluer dans l'ombre du pouvoir.

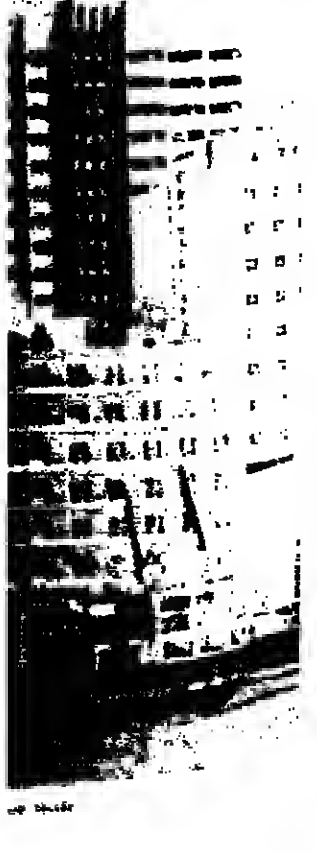
## «Des amis au sein de la CIA»

On l'a photographié une seule fois, par surprise. Le même cliché circule maintenant au Pérou et à l'étranger. Un visage plein, des joues rondes, des lunettes d'intellectuel, un sourire timide : Montesinos n'a pas la tête d'un Raspoutine. Mais il fait l'unanimité. «Cet homme est dangereux», affirment d'autres conseillers présidentiels, tout comme Gustavo Gortzi, un journaliste contraint de s'exiler aux Etats-Unis. Mme Lourdes Flores, une parlementaire de l'opposition à l'Assemblée constituante, ou encore le général Robles, menacé de mort, dit-il, pour avoir demandé le limogeage de l'émirance grise du palais pré-

sidentiel. Ce presque quinquagénaire, solide et trapu, né à Arequipa, a des états de service étonnants. Ancien capitaine, il fut expulsé de l'armée pour avoir livré des documents secrets à une puissance étrangère. Ancien avocat de trafiquants de drogue de 1978 à 1986, accusé d'avoir transmis des informations «sensibles» à la CIA, mais finalement obscur. Il a repris ensuite des galons dans les services secrets péruviens. «Il a des dossiers sur tous les gens importants», murmurent ceux qui redoutent ses révélations ou ses sbires. Il mettrait à l'occasion la main à la pâte. Des officiers arrêtés après la conspiration de novembre 1992, qu'il a largement contribué à faire découvrir, affirment avoir été torturés personnellement par Montesinos.

La plus surprenante est le soutien sans cesse renouvelé du président Fujimori à un homme aussi controversé. «C'est parce qu'il est le parfait exécutant et n'a pas d'ambitions politiques», dit Hernando de Soto, qui fut aussi conseiller du président Fujimori, en 1991, pour les questions de drogue. Le président, qui a admis que Montesinos avait été son «avocat pour des affaires privées» a aussi laissé entendre que son conseiller «avait des amis au sein de la CIA». Pour tant, l'agent 002 est très mal vu à Washington, où l'on déplore ouvertement son influence qui a encore grandi, semble-t-il, depuis l'opération «retournement du président Gonzalo». Il garde pour le moment toute la confiance de M. Fujimori.

M. N.





## AFRIQUE

## ALGÉRIE

## L'inquiétude des étrangers persiste

ALGER

de notre correspondant

L'ultimatum du Groupe islamique armé (GIA), menaçant de mort les étrangers qui n'auraient pas quitté le pays d'ici à «un mois», est arrivé à échéance mardi 30 novembre, dans un climat d'indifférence quasi totale. Le GIA, à qui a été attribué l'enlèvement des trois agents consulaires français, retrouvés sains et saufs les 30 et 31 octobre à Alger, avait transmis son message par le biais d'un de ses otages, Michèle

Thévenot. Le semblant de suspense, entretenu ici et là à l'approche de la date fatidique s'est donc éteint comme feu de paille.

Personne, à Alger, ne s'en est étonné. Car il en va des menaces comme des rumeurs : le fait, assez courant, qu'elles soient précisément datées a toujours fait partie du «jeu», qui vise à rendre plus crédible — et redoutable — le message transmis. Reste, avant comme après, une profonde inquiétude qui n'épargne personne, les étrangers comme les nationaux.

L'enlèvement des trois Français, après plusieurs attentats contre des ressortissants étrangers, avait brutalement éveillé l'angoisse de la communauté étrangère, jusqu'à la peur touchée par la violence. La première réaction avait été de faire quitter le pays, en douceur, aux femmes et aux enfants. Profitant des vacances de Toussaint, plusieurs milliers de personnes avaient ainsi plié bagage. La période de Noël sera vraisemblablement propice à de nouveaux départs.

## La logique du préalable

Ceux qui restent ont pris les précautions d'usage, évitant de circuler seuls et de sortir la nuit. Les quelques restaurants habituellement prisés par les résidents étrangers sont saisis de précautions, mais ne trouvent guère de clients en cette période. Quant aux employés des ambassades ou de sociétés étrangères dont les logements sont jugés trop isolés ou exposés, ils ont été «regroupés» soit dans des hôtels, soit dans des villes ou appartements placés sous haute surveillance.

Dans la communauté française, outre la mise en service de lignes téléphoniques d'urgence, le talon-walkie a fait une timide apparition. Malgré le «syndrome du bunker», déformé mais réel parmi les étrangers, l'humour —

et la lucidité — n'ont pas perdu leurs droits. «Le meilleur talon-walkie, c'est l'avion», dit-on en privé.

Autre échéance, dont la presse locale fait, ou revanche, grand cas : celle du 31 décembre, qui marquera la fin du mandat du Haut Comité d'Etat (HCE). L'organisation d'une conférence nationale censée rassembler pour l'opposition, afin d'élaborer une issue «consensuelle» à la crise, continue d'alimenter les commentaires des médias algériens. Celle-ci se tiendra-t-elle les 15 et 16 décembre, comme l'ont écrit certains ? Rien n'est moins sûr.

Mardi, lors d'un point de presse, le porte-parole de la Commission du dialogue national (CDN), Abdelkader Bensalah, a estimé qu'il fallait «associer tous les courants» aux discussions. Il a toutefois mis en garde ceux qui, comme le Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Ali Ahmed ou le Mouvement démocratique algérien (MDA) d'Ahmed Béchir, seraient tentés de surenchérir en posant comme condition à leur participation la prise de «mesures d'apaisement», comme l'allègement du couvre-feu ou la libération de certains détenus. «La logique du préalable doit être écartée», a souligné M. Bensalah.

La CDN est convaincue, a-t-il ajouté, de l'impossibilité de réaliser le consensus, en l'absence d'une frange importante de la société. Cette déclaration, que d'aucuns interprètent comme un nouvel appel au pied en direction des islamistes, ne manquera pas de relancer la polémique qui divise, depuis de longs mois, les partisans d'un «compromis» avec les héritiers de l'«Front islamique du salut (FIS)» et ceux qui prônent leur «éradication».

CATHERINE SIMON

## SOMALIE

## L'absence du général Aïdîd paralyse la conférence d'Addis-Abeba

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

«Il est regrettable que certaines factions n'aient pas jugé bon de participer», Mike Sbeeban, conseiller de l'amiral Howe, représentant spécial de M. Boutros-Ghali en Somalie, ne fait pas mystère de la déception des initiateurs de la conférence humanitaire — le quatrième — devant l'absence de dialogue entre le général Aïdîd, qui boycotte cette réunion, et les douze autres factions présentes à Addis-Abeba.

Mais, pour rester optimistes, certains responsables des Nations unies affichent maintenant plus de modération qu'à la veille de la rencontre, affirmant qu'il «n'a jamais été question de faire de cette conférence un meeting politique mais plutôt une occasion de rétablir les contacts entre le général Aïdîd et les autres, et entre le général Aïdîd et les Nations unies».

## «Rétablir le dialogue»

«Nous devons nous attacher à rétablir progressivement le dialogue», affirme M. Lansana Kouyaté, l'adjoint de l'amiral Howe, qui voit un signe positif dans la présence à Addis-Abeba d'une délégation conduite par le colonel Omar Jess, fidèle allié du général Aïdîd. Maintenant, il semble que les organisateurs de la conférence envisagent de prolonger celle-ci par une sorte de forum politique auquel le général Aïdîd pourrait participer. Et tout cas, le président éthiopien, Meles Zenawi, qui a reçu Omar Jess, mardi 30 novembre, ne ménage pas ses efforts dans ce sens.

Les adversaires du général Aïdîd ont réagi à ses déclarations déclarant qu'il demande le remplacement des troupes des

Nations unies par «une force neutre composée d'Africains, de pays donateurs et de Somaliens» et propose des pourparlers en janvier à Mogadiscio. «Il s'attribue une idée déjà avancée par l'ONU», estime Abdoulahi Sheikh Ismaïl, président du SSNM (Mouvement national somalien) et ancien allié du général Aïdîd, qui a fait défection lors des affrontements de juin dernier entre le chef de guerre et les «casques bleus». «Nous acceptons le principe, mais avec une médiation onusienne», ajoute-t-il, rejetant à l'avance l'idée que cette réunion puisse se tenir sous l'égide du général.

Dans un communiqué lu à la tribune de l'Africa Hall par le général Mohamed Abshir, les douze factions ont tenté, une fois de plus, d'attirer l'attention des donateurs et des médias sur le fait que «Mogadiscio n'est pas la Somalie». «Une vue plus large de la situation en Somalie», a rappelé le président du SSDF (Front démocratique pour le salut de la Somalie), «suffirait à dissiper le sentiment de panique manifesté par certains» qui soulignent l'instabilité dans le sud de la capitale. Mais on perçoit dans les rangs des adversaires du général Aïdîd l'inquiétude de finir par passer pour les transfuges aux yeux des donateurs, de guerre lasse, semblent se ranger au point de vue du plus puissant des chefs de guerre.

«Le peuple somalien ne doit pas devenir l'otage d'une minorité qui refuse le dialogue», concluent les «Douze», en critiquant le fait que les donateurs s'abstiennent à tout prix une consensus, parmi les factions rivales, comme basé d'un accord, alors que «la démocratie est la règle de la majorité».

JEAN HÉLÈNE

## AFRIQUE DU SUD

## MM. De Klerk et Mandela s'alarment des menaces de sécession

Le ton est monté en Afrique du Sud où les menaces de sécession de l'extrême droite blanche se sont attisées, mardi 30 novembre, les foudres du président Frederik De Klerk, tandis que le leader de l'ANC Nelson Mandela préconisait la mise sur pied d'un «front anti-fasciste». Une explosion le même jour dans un autobus en plein centre de Durban, sur la côte de l'Océan Indien, a contribué à accroître la tension. Le sinistre dû, selon la police, à un engin explosif, a fait 1 mort et 16 blessés, selon un dernier bilan.

Le Front du peuple afrikaner (AVF), qui fédère plusieurs organisations d'extrême droite, devrait préciser ses intentions le 16 décembre, jour hautement symbolique qui marque la victoire des colons afrikaners sur les armées zouloues, en 1838.

## Propos «irresponsables»

Lundi, Ferdi Hartzenberg et l'ancien chef des armées sud-africaines, le général Constand Viljoen, ont annoncé que l'AVF comptait bien mettre en place des «contre-structures» de gouvernement, avec une «armée du peuple» et l'élection par les Afrikaners de leurs propres représentants, dont un président. Selon eux, un Etat afrikaner serait fondé en mars — avant les premières élections ouvertes à la majorité noire le 27 avril 1994 — et toute autorité noire sera alors considérée comme «illégitime».

Déjà menacé de sécession au Kwazulu par le leader de l'Inkatha, Mangosuthu Buthezi, le président De Klerk a qualifié d'«irresponsables» ces propos. «Si ce n'est pas si tragique, on est irrité», a-t-il déclaré. M. Mandela, le 30 novembre, a affirmé qu'un «front anti-fasciste» devrait être formé. «La législation doit continuer à empêcher la transition vers la démocratie», a-t-il ajouté.

**RWANDA** : vingt personnes auraient été tuées par les rebelles. — Une vingtaine de personnes ont été tuées par des éléments du Front patriotique rwandais (FPR), opposition armée, dans un village du nord du pays, a affirmé, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, la radio officielle rwandaise captée à Nairobi, information démentie par le FPR. Si cette attaque était confirmée, elle constituerait une violation de l'accord conclu entre le gouvernement et le FPR, le 4 août, à Arusha, après trois ans de guerre civile. — (AFP)

VOYAG'AIR	
BALAD'AIR	
Vols aller-retour	
Paris-Pékin à partir de	
MARRAKECH	1190*
TENERIFE	1390*
MIAMI	2590*
LES ANTILLES	2690*
Tél : 42 62 45 45	
ou dans toutes agences de voyages	

**Le Monde**  
EN POCHES

**Le Monde**  
YUGOSLAVIE  
UN NOUVEAU  
NOUVEAU

Disponible en kiosques et en grandes surfaces

**Le Ministère de la Culture et de la Francophonie propose**

**Le GUIDE CULTUREL**  
des programmes de la France entière,  
650 pages  
(10 000 spectacles, 1000 expositions et 100 festivals.)

**BON DE COMMANDE**  
à retourner à :

**ASSOCIATION D.C.L.I.C**  
Département de l'information et de la communication  
Ministère de la Culture et de la Francophonie  
3, rue de Valois - 75042 Paris Cedex 01

Prière de joindre au présent bon de commande votre règlement à l'ordre de l'ASSOCIATION D.C.L.I.C

Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) de  
**LA SAISON CULTURELLE, FRANCE 1993-1994**  
au prix unitaire de 60 Francs

Montant total de votre commande : ..... Frs

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Egalement vendu en kiosque et Maison de la presse

## REPÈRES

## ALLEMAGNE

## Les libéraux quittent la coalition du Land de Saxe-Anhalt

Les membres du Parti libéral (FDP) ont quitté, mardi 30 novembre, la coalition gouvernementale qu'ils formaient avec les chrétiens-démocrates (CDU) du chancelier Helmut Kohl, dans le Land de Saxe-Anhalt, en Allemagne orientale, à la suite de la démission du gouvernement régional, dont plusieurs membres étaient impliqués dans une affaire de corruption (la *Monda* du 30 novembre). Ce retrait semble rendre inévitables des élections anticipées, annoncées par Hans-Joachim Heise, dirigeant du FDP dans ce Land. Des appels en faveur d'un scrutin anticipé avaient été rejetés, lundi, par la CDU. Ce parti proposait la candidature de Roland Bargner, chef du groupe parlementaire CDU à la Diète régionale, pour succéder au ministre-président démissionnaire, Werner Menoh. Une réunion de la dernière chance entre les responsables régionaux de la CDU et du FDP devait se tenir mercredi à Magdebourg, capitale du Land. Vanant après le retrait de la candidature de Steffen Heitmann à la présidence de la République, cette crise politique en Saxe-Anhalt effraie encore plus la position des chrétiens-démocrates dans les «nouveaux Länder» de l'Est. Elle met, en effet, en lumière l'évidente faiblesse de certains politiciens occidentaux envoyés en mission dans l'ex-RDA après l'unification. — (Reuters)

## IRAN

## Le pirate de l'air voulait «fuir la répression»

Le pirate de l'air qui a détourné un avion iranien sur Bassorah, dans le sud de l'Irak (le *Monda* du 1<sup>er</sup> décembre) a indiqué qu'il était «officier sapeur-pompier»

de la direction de la défense civile iranienne. Dans une déclaration que lui a attribuée, mardi 30 novembre, l'agence irakienne INA, Ali Riza Karimi, quarante-deux ans, a déclaré avoir «projeté depuis trois ans de détourner un avion» pour «fuir la répression subie par sa famille de la part du régime». Affirmant n'appartenir à «aucun mouvement politique d'opposition», il a expliqué que les autorités iraniennes avaient «exécuté» son frère et son beau-frère. «Moi-même et ma famille avons été arrêtés à plusieurs reprises», a-t-il ajouté. Bagdad ne s'est pas encore prononcée sur la demande d'asile politique ou de transfert à l'étranger faite par le pirate.

L'agence iranienne d'information IRNA a affirmé, pour sa part, avoir reçu une revendication du détournement de l'avion au nom des Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition au régime, qui a démenti. — (AFP)

## IRLANDE DU NORD

## M. Major décidé à poursuivre les contacts avec l'IRA

Le premier ministre britannique John Major a affirmé, mardi 30 novembre, devant la Chambre des communes, que les contacts avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA) «peuvent jouer un rôle utile». «J'espère, a-t-il précisé, que ces contacts auront aidé l'IRA à comprendre que la violence doit cesser avant que ceux qui la soutiennent puissent participer à des négociations avec le gouvernement». «Si nos efforts actuels n'aboutissent pas, nous continuerons à explorer tous les moyens de parvenir à la paix» en Irlande du Nord, a-t-il ajouté.

M. Major a également remercié les députés de tous bords pour leur «très ferme soutien» au gouvernement après la divulgation de ces contacts. Il a toutefois déploré que les «événements de ce jour (...) montrent que la violence n'a pas cessé», allusion à un attentat à l'explosif, qui n'a pas fait de victimes, contre une patrouille des forces de sécurité et au meurtre d'un catholique (la *Monda* du 1<sup>er</sup> décembre). Dans la nuit de mardi à mercredi, une nouvelle bombe de forte puissance attribuée à l'IRA a été désamorcée dans la région de Belfast, a annoncé la police. — (AFP)

## TURQUIE

## L'aviation bombarde des camps kurdes dans le nord de l'Irak

L'aviation turque a bombardé des régions du nord de l'Irak à la frontière turque dans une série de raids contre des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui «s'apprêtaient à des actions» sur le territoire turc, ont indiqué, mardi 30 novembre, des sources militaires à Ankara. Les avions ont effectué seize sorties, a-t-on indiqué, dans la même zone. Aucune localité civile ne se situe à moins de 4 km des objectifs bombardés et les dirigeants kurdes d'Irak ont été informés à l'avance, selon les militaires. En Irak, des habitants du village kurde de Hesan, à la frontière turque, ont déclaré que deux personnes avaient été tuées et treize autres blessées lors d'un bombardement de l'aviation turque lundi sur un village qui n'abritait pas de base du PKK.

Par ailleurs, le ministre grec des affaires européennes, Theodoros Pangalos, a déclaré mardi qu'il n'était pas «prêt à conseiller» aux Kurdes de mettre fin à leurs actions. M. Pangalos a déploré l'usage par les Kurdes du PKK de la violence pour «régler leurs problèmes et pour réclamer leurs droits». Mais, a-t-il ajouté, «ont-ils un moyen pacifique pour exercer leurs droits contre leurs tyrans?». — (AFP)







## EUROPE

La conférence de Genève sur l'ex-Yougoslavie

## Musulmans, Serbes et Croates restent sur leurs positions

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Reprises laborieusement lundi, après deux mois d'interruption, les négociations sur la Bosnie devaient se poursuivre mercredi 1<sup>er</sup> décembre et donner lieu à une nouvelle rencontre entre le dirigeant des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, et le président bosniaque, Alija Izetbegovic. A en juger par la rigidité des positions réaffirmées de part et d'autre lors des discussions bilatérales de mardi, il faudra sans doute encore beaucoup de patience et de persévérance pour parvenir à débloquer la situation.

Une fois repartis les ministres des affaires étrangères des Douze venus prodiguer les encouragements de l'Union européenne, les protagonistes du conflit se sont retrouvés face à face avec leur intransigence et leurs certitudes. Si, dans un accord signé lundi, les trois parties belligérantes se sont engagées à laisser passer les convois humanitaires, les vieux réflexes n'ont pas tardé à reprendre le dessus. A cet égard, les premiers pourparlers entre les

trois factions rivales et les représentants de Belgrade et de Zagreb ont, une fois de plus, tourné au dialogue de sourds. Serbes et Croates accusent les Musulmans de se livrer à de la surenchère et le gouvernement de Sarajevo brandissant le menace d'une rupture.

En tout cas, la satisfaction exprimée par le président de Serbie, Slobodan Milosevic, contrastait avec l'irritation affichée par la délégation musulmane. Premier à s'en aller, mardi en milieu d'après-midi, M. Milosevic a qualifié de « très constructives » ses conversations avec le président croate, Franjo Tudjman, ainsi qu'avec Alija Izetbegovic. Estimant que les négociations étaient « maintenant rétablies », il leur a souhaité « plein succès ».

## « Point critique »

Pour sa part, M. Karadzic a reproché aux Musulmans d'avancer des « demandes exagérées », tout en exprimant l'espoir qu'une « solution juste » soit finalement trouvée. Le gouvernement de

Sarajevo réclame la rétrocession de territoires occupés par les Serbes et une partie de la côte dalmate. Avant de regagner Zagreb, Franjo Tudjman a déclaré que cette dernière exigence était « inacceptable », rappelant qu'il avait été convenu en septembre que les Musulmans auraient accès à l'Adriatique par le port de Ploce.

Selon la délégation de Sarajevo, « aucun progrès » n'a été réalisé mardi. « Le principal obstacle, c'est que les territoires qui doivent revenir à leur légitime propriétaire ne lui sont pas rendus », a indiqué le premier ministre bosniaque, Haris Siladzic. Pour ce qui concerne l'accès à la mer, il a déclaré qu'il ne s'agissait pas seulement d'un droit de passage, mais d'une question de souveraineté sur le port dalmate de Neum. En septembre, les Musulmans avaient rejeté le plan de paix qui leur était proposé par la communauté internationale parce qu'ils n'avaient pas obtenu satisfaction sur ce point et jugeaient insuffisantes les concessions territoriales serbes.

Dans l'espoir d'obtenir satisfaction, ils se réfèrent aujourd'hui à la nouvelle initiative européenne qui prévoit un assouplissement des sanctions contre la Serbie et le Monténégro en échange de concessions territoriales aux Musulmans et d'un *modus vivendi* dans les régions de Croatie contrôlées par les forces serbes. A en croire l'ambassadeur de Bosnie aux Nations unies, Mohamed Sacirbey, son gouvernement a préscoté un nouveau

décapage, réclamant 4 % de territoires en plus des 30 % actuellement proposés. M. Sacirbey a reproché aux Serbes de chercher à faire diversion en orientant les discussions sur le statut de Sarajevo.

Jugeant que les négociations avaient atteint un « point critique », il est allé jusqu'à prédire « un échec si le mandat de l'Union européenne n'est pas respecté ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

## Les États-Unis et l'Europe augmentent leur contribution à l'aide humanitaire en Bosnie

Tandis que l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie connaît de nouvelles difficultés dues au mauvais temps et, selon un porte-parole du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), au « harcèlement bureaucratique » pratiqué par les autorités serbes, les États-Unis et l'Union européenne ont annoncé, mardi 30 novembre, une augmentation de leur contribution à cette aide.

Cet effort supplémentaire se chiffre à 150 millions de dollars pour les États-Unis et à 20 millions de dollars pour les Douze. Le secrétaire d'État américain Warren Christopher, a, quant à lui, expliqué à Rome, devant la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qu'il fallait dorénavant « faire face aux conséquences d'un conflit qui défie toute solution ». — (AFP, AP).

## RUSSIE

## Poursuite de la polémique sur l'éventuelle interdiction de deux partis d'opposition

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La commission électorale, saisie, dimanche 28 novembre, par le premier vice-premier ministre, Vladimir Choumeïko, d'une demande d'exclusion de la campagne électorale de deux partis s'opposant au projet de Constitution de Boris Eltsine, (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> décembre) a demandé « deux ou trois jours » de réflexion avant de donner son avis. Cette réponse dilatoire prouve l'embaras du pouvoir qui semble comprendre que la mise hors course, à moins de deux semaines du scrutin, de deux partis d'opposition, d'importantes voix à la commission électorale, pourrait porter un coup fatal à la crédibilité, déjà douteuse, des votes du 12 décembre.

Un conseiller de Boris Eltsine, Sergueï Stankovitch, a ainsi déclaré que l'initiative de M. Choumeïko n'avait « aucune base légale ». Certains, dans l'entourage présidentiel, vont même jusqu'à parler d'un « coup monté » pour discréditer le président russe. En oubliant toutefois que c'est Boris Eltsine lui-même qui avait donné le « la », en laissant entrevoir la possibilité de couper l'accès à la télévision aux partis qui attaquaient la présidence et son projet de Constitution.

Les représentants des partis concernés par les propos de M. Choumeïko — ceux qui, comme le Parti démocratique de Russie de Nikolai Travkine et le Parti com-

muniste de Guennadi Ziougouov ont été menacés d'exclusion pure et simple mais aussi les quatre autres, qui ont reçu un « sursis » — n'ont pas réagi, à l'exception de Nikolai Travkine qui a déclaré qu'« après une telle déclaration on ne pouvait plus parler d'élections démocratiques ».

Igor Iakovenko, un des candidats aux élections sur la liste de l'économiste réformateur Grigori Iavlinski, visé aussi par les déclarations de M. Choumeïko, a pour sa part, estimé que ce dernier « a voulu avant tout faire peur » et qu'il ne fallait pas « prendre cela vraiment au sérieux ».

J.-A. F.

Report de la grève des mineurs. — Les mineurs de charbon du bassin de la Vorkouta ont décidé, mardi 30 novembre, de reporter d'une semaine la grève prévue au 1<sup>er</sup> décembre, afin de donner au gouvernement russe un délai supplémentaire pour verser les arriérés de salaire. Cette décision est intervenue à la suite de la visite du vice-Premier ministre russe, Egor Gaidar, dans cette région où des milliers de mineurs n'ont pas été payés depuis des mois. A quelques jours des législatives du 12 décembre, le gouvernement veut à tout prix éviter une épreuve de force sociale qui pourrait nuire à son image. — (Reuters).

## ITALIE

## Rapport parlementaire inquiétant sur la Camorra

La Camorra, organisation criminelle de Naples et de sa région, la Campanie, a été largement sous-estimée et exerce un contrôle sur son territoire et ses institutions qui n'a d'égal ni en Sicile ni en Calabre, indique un rapport alarmant de la commission parlementaire antimafia présenté mardi 30 novembre. La Camorra, constituée de 111 clans et de 6 700 affiliés pour 549 communes et près de 6 millions d'habitants, « est une véritable confédération pour une gestion criminelle du territoire, avec une capacité décisive d'intervention sur l'économie, les institutions, la politique », indique le rapport, selon lequel l'organisation est indifférente aux idéologies et ne soutient aucun parti particulier, mais seulement « des personnes disponibles pour rendre des services en échange de son soutien ».

Le rapport met notamment en cause le député démocrate-chrétien Antonio Gava, ancien ministre de l'Intérieur. Les activités de la Camorra comprennent des escroqueries aux dépens de l'Union européenne, dont une partie de l'aide, après le tremblement de terre de 1980 qui avait ravagé la région, a été détournée. Dix ans plus tard, 28 572 personnes restaient sous des tentes ou dans des roulottes. — (AFP).

80 millions de francs de pots-de-vin pour le Démocrate-chrétien en six ans. — Severino Citaristi, sénateur démocrate-chrétien, secrétaire administratif de la DC de 1986 à 1992 a admis, mardi 30 novembre, devant le juge milanais Antonio Di Pietro, avoir reçu pendant cette période, pour le financement de son parti, 16 à 17 milliards de francs (environ 60 millions de francs) de pots-de-vin. M. Citaristi, qui totalise soixante-quatre informations judiciaires pour corruption, a expliqué au juge que la DC avait besoin chaque année de 60 à 65 milliards de francs pour son fonctionnement et de 90 milliards en période électorale. Seulement la moitié de ces dépenses était assurée par des contributions légales, a-t-il indiqué, en précisant qu'il avait toujours informé les principaux responsables politiques du parti de ces versements. — (AFP).

## PAYS-BAS

## Le prince-héritier enterre sa vie de garçon

AMSTERDAM

de notre correspondant

Willem IV, ou Willem-Alexander 1<sup>er</sup> ? Le fils aîné de la reine Béatrix ignore quel nom il prendra lorsqu'il aura atteint la majorité. Il se sent déjà capable, psychologiquement, d'assumer son destin de futur roi. Le prince d'Orange l'a confié à ses compatriotes lors d'un récent entretien télévisé ressemblant à une mise sur orbite.

Filmé dans le château de son enfance, Willem-Alexander a publiquement enterré, à vingt-six ans, « la vie aussi normale que possible » menée jusqu'à présent. Ferme ce chapitre de sa biographie sans grandiloquence, il a ouvert le surlendemain sans équivoque, s'efforçant de parler simplement mais articulément.

Ouvrant aux Néerlandais les portes de la résidence-bureau qu'il est en train de faire aménager à deux pas du palais de sa mère, Willem-Alexander leur a exposé les grandes lignes de son programme de formation : un stage dans l'armée de terre et dans l'aviation, pour compléter le bagage militaire acquis dans la marine pendant son service (une école de persé-

vérences) qui l'a fait « homme », des plongées dans la société civile, des obligations protocolaires, la participation aux travaux du Conseil d'Etat... Il n'a, bien sûr, pas dit combien de temps cet apprentissage durera.

Se décrivant comme « organisé et ponctuel », il est implicitement confirmé qu'il était plus un homme d'action que de réflexion. Il est vrai que les questions posées à l'invité n'ont pas été de la portée de la réflexion. Il est vrai que, dans le cas contraire, le futur souverain aurait eu sans doute du mal à y répondre : la marque de « liberté d'expression », inhérente à une monarchie constitutionnelle dans laquelle les membres de la famille royale ne peuvent rien dire ni faire qui n'ait l'aval du gouvernement, lui pèse déjà.

Les seules notes personnelles auront été consacrées à l'abolition du service militaire, que Willem-Alexander a dit « regretter », et au concubinage, auquel il s'est déclaré « opposé ». Mais un mariage n'est pas pour autant d'actualité, et ce n'est celui avec le pays.

Ch. Ch.

GÉORGIE : début de pourparlers de paix entre Géorgiens et Abkhazes. — Des pourparlers préliminaires de paix entre Géorgiens et Abkhazes ont commencé, le mardi 30 novembre, à Genève, sous la présidence du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU sur l'Abkhazie, Edouard Brunner. Les négociations doivent se terminer en fin de semaine. — (AFP).

SUÈDE : cinq cents arrestations lors de manifestations d'extrême droite et d'extrême gauche. — Environ cinq cents Suédois et Danois ont été arrêtés mardi 30 novembre (anniversaire de la mort en 1718 du roi Charles XII, héros nationaliste suédois) par la police suédoise afin d'empêcher des manifestations nazies et antiracistes de dégénérer, a annoncé la police. Elle a précisé que les manifestations se sont déroulées dans le calme à Sto-

ckholm et à Lund, dans le sud du pays, les arrestations ayant permis de les contrôler. Une quarantaine de jeunes ont été arrêtés à Stockholm et environ quatre cents à Lund, a encore indiqué la police. Quarante-quatre manifestants restaient placés en détention provisoire à Lund, mercredi matin. — (AFP, AP, Reuters).

POLOGNE : un nouveau chef du renseignement. — Le premier ministre polonais, Waldemar Pawlak, a nommé, mardi 30 novembre, le colonel Grzegorz Czapinski au poste de chef des services de renseignement (UOP), a annoncé l'agence PAP. Selon des sources bien informées, le colonel Czapinski a piloté du côté polonais la récente opération qui a abouti à la saisie, dans un port britannique, d'armes destinées à Belfast et provenant de Pologne. — (AFP).

## ROUMANIE

## L'absence de l'ancien roi Michel à la fête nationale divise le pays

BUCAREST

de notre correspondant

Le président Ion Iliescu voulait placer la fête nationale roumaine du 1<sup>er</sup> décembre sous le double signe du « consensus et de la réconciliation ». Il a finalement été rattrapé par les polémiques qui ont suivi le refus des autorités d'accorder un visa à l'ex-roi Michel de Roumanie, contraint à l'exil par les communistes il y a quarante-cinq ans. Face à ce refus, la Convention démocratique (CDR), la principale coalition d'opposition, a décidé de boycotter les cérémonies officielles organisées dans la ville d'Alba-Iulia (Transylvanie) et a invité les Roumains à une commémoration parallèle à Bucarest.

Le roi Michel de Hohenzollern, depuis sa résidence suisse de Vevey, a exprimé sa déception, regrettant que « tous les moyens » aient été « une nouvelle fois employés pour [l'] empêcher de venir dans son pays ». Le gouvernement a refusé de lui accorder un visa sous prétexte que la mention « roi de Roumanie » figure sur son passeport et que celle-ci est en contradiction avec la Constitution républicaine, adoptée par référendum en décembre 1991.

Sous différents prétextes, et par cinq fois depuis le changement de régime en décembre 1989, les autorités de Bucarest ont refusé au roi de séjourner en Roumanie. Une telle obstination n'est pas innocente. Une seule fois en 1992, le roi Michel 1<sup>er</sup> a pu se rendre dans son pays pour une visite privée et l'événement avait alors donné lieu à d'importantes manifestations de soutien au roi.

Aujourd'hui, les réserves du pouvoir sont d'autant plus grandes que le gouvernement est soumis à une forte pression sociale. Deux meetings de protestation organisés à une dizaine de jours d'intervalle par les syndicats ont ainsi réuni, selon les estimations, entre cinquante et cent mille personnes dans plusieurs grandes villes. Les manifestants, soutenus par l'opposition, ont alors demandé la démission du gouvernement de Nicolae Vacaroiu, qu'ils jugent incapable de sortir le pays de la crise.

Dans ce contexte tendu, le gou-

vernement a estimé que la visite du souverain était pour le moins inopportune. Sur le fond, la question d'une éventuelle restauration de la monarchie revient régulièrement dans le débat politique mais cette éventualité semble lointaine. Même la CDR, dont les dirigeants militent pourtant en faveur du retour du roi sur le trône, fait, elle aussi, preuve de circonspection. Elle considère

ainsi que l'organisation d'un référendum à ce sujet n'est pas envisageable aujourd'hui car la majorité des Roumains est encore trop marquée par quarante-cinq ans de propagande anti-monarchiste. En attendant, la route vers le consensus politique en Roumanie semble encore longue et elle ne passera pas, le 1<sup>er</sup> décembre, par Alba-Iulia... — (Reuters).

CHRISTOPHE CHATELOT

Dans le Monde diplomatique de décembre

## Des sociétés sacrifiées aux désordres économiques

Implacables, l'engrenage d'une mondialisation fondée sur la compétitivité et la recherche effrénée du profit met partout en péril la cohésion des sociétés. Sous la pression des États-Unis, et à leurs conditions, la signature du Cycle de l'Uruguay du GATT le 13 décembre aggraverait les ravages de l'économie. Dans le Monde diplomatique de décembre, Claude Julien et Ignace Ramonet s'interrogent sur la possibilité de renverser les logiques dominantes, de donner à nouveau la parole aux citoyens. Laurent Carroué analyse le nsuffrage des industries textiles en Europe, tandis que Jacques Barthélemy décrit les ravages du productivisme agricole. Mohamed Larbi Bouguerra raconte la lutte écologique des paysans indiens contre les « voleurs de gènes ».

D'autre part, on trouve dans ce numéro un bilan du grand débat sur le travail en France. Bernard Cassen et Jacques Robin dénoncent la cécité des experts et explorent les pistes ouvertes par les chercheurs en vue de nouvelles stratégies de l'emploi.

Egalement au sommaire : la Lituanie hésite sur ses choix (Kerel Bartak). Comment l'Alliance estonienne tente d'adapter son système de sécurité

(Paul-Marie de la Gorce). Organisation de la défense et prévention des conflits (Jean Kish). Les nationalismes grecs corrodés par les pressions internationales (Christophe Chatelet). Palestine, état d'esprit (Salim Nassib). Introuvable modèle pour l'économie algérienne (Akram Belkaid). Quand l'Almanach menace le monde (Alain Gresh). Festueuses banques de développement (Abraham Warde). M. Clinton garantira-t-il le droit à la santé ? (Elisabeth Chamorrand). ALENA, la ruineux triomphe de l'administration démocrate (Serge Halimi). Au Mexique, le terrain est déjà miné (Robert Rolland). Le mémoire inorgé de Chicanos (Carlos Perdo). Darnell, 2,4 milliards d'Alstiques en ville (Jacques Decornoy). A la recherche d'une meilleure sécurité en mer (Philippe Boisson). Eroulement de l'espérance démocratique ou Burundi (Colette Breckman). Echéec d'une transition sous surveillance au Nigeria (Daniel C. Bach). Ces immigrés stouts du développement (Charles Condemines). Trieste, le rêve en panne (Constance Colonna-Césari). Et enfin, l'informatic et surveillance sociale (André Vitalis).

► En vente chez votre marchand de journaux : 20 F.



POLITIQUE

Les travaux du Parlement

# Les députés adoptent la création d'un « dossier médical » proposée par Simone Veil

■ SANTÉ PUBLIQUE. L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, mardi 30 novembre, le projet de loi sur la santé publique et la protection sociale, voté le 26 octobre dernier par la Sénat. Le RPR et l'UDF se sont prononcés pour, le PS et le PC contre. Le gouvernement a introduit, par amendements, deux nouvelles dispositions : l'instauration du « dossier médical » et la création d'un « établissement français des greffes ».

■ PERPÉTUITÉ RÉELLE. La commission des lois de l'Assemblée nationale, mercredi, l'examen des articles du projet de loi instituant une peine de perpétuité réelle pour les auteurs de meurtres accompagnés de viols sur mineurs, présenté par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux. La commission a procédé, mardi, à l'audition publique de Jacques Léautaud, professeur de droit pénal, qui a rappelé que la libération conditionnelle de détenus actuellement condamnés à la perpétuité dépend du ministre de la justice (lire page 10).

Le projet de loi sur la santé publique et la protection sociale, adopté mardi 30 novembre par l'Assemblée nationale, avait pour objet, selon Simone Veil, de modifier « des dispositifs qui étaient inadéquats ou inapplicables ». Le ministre des affaires sociales avait elle-même reconnu, la veille, en le présentant, qu'il s'agissait d'un texte « complexe et touffu, qui regroupe des mesures les plus diverses » — comme la lutte contre la tuberculose, la protection sociale des détenus, l'Agence du médicament ou la réforme hospitalière —, mais elle avait ajouté qu'il trouve sa cohérence dans la nécessité de « remédier à des imperfections juridiques ».

L'aspect quelque peu fourre-tout du projet a été renforcé par l'introduction, à l'Assemblée nationale, de nouvelles dispositions, objets d'amendements gouvernementaux, dont les principales sont l'instauration du dossier médical, résultat de la récente convention médicale signée entre médecins et caisses d'assurance-maladie, et la création d'un établissement public national, baptisé Etablissement français des greffes, placé sous la tutelle du ministre de la santé et chargé de coordonner l'activité de transplantations d'organes, de tissus et de moelle osseuse.

Le projet du gouvernement va d'ailleurs encore gagner en diversité, puisque M<sup>me</sup> Veil a d'ores et déjà annoncé, devant les députés, au terme de la discussion, de nouveaux amendements en seconde lecture, le 17 décembre, sur « la revalorisation des petites retraites des agriculteurs, décidée par le premier ministre lors de la conférence de Matignon le 15 novembre dernier », et sur

« l'extension aux entreprises publiques des allègements de cotisations familiales déjà en vigueur dans le secteur privé », pour leur permettre de « contribuer davantage au développement de l'emploi ».

## Protection du secret médical

L'instauration du « dossier médical » doit favoriser, selon M<sup>me</sup> Veil, « la qualité, la coordination et la continuité des soins ». Il sera d'abord réservé aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans et atteintes d'une double pathologie exigeant un traitement de plus de six mois. « Ce sont elles qui ont intérêt à ce que toutes les informations soient centralisées dans le même dossier », afin de mieux « appréhender l'histoire de la

maladie dans sa globalité », a précisé Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé. Le système sera progressivement généralisé. Le dispositif comporte un dossier de suivi médical tenu par un médecin, choisi librement par le patient. De son côté, le patient détiendra un « carnet de liaison », qu'il devra présenter pour obtenir le remboursement de ses soins et sur lequel le médecin en charge de son dossier portera les informations qu'il jugera nécessaires.

La création de ce « dossier médical » a donné lieu à un long débat mardi, plusieurs députés — de la majorité comme de l'opposition — craignant qu'il ne mette en cause le principe du secret médical. « J'estime que le carnet de liaison est un document très important pour la mise en œuvre de la convention médicale, a sou-

ligné Jean Bardet (RPR), rapporteur de la commission des affaires sociales, mais il ne faut pas minimiser les risques de divulgation du secret médical ».

Pour répondre aux souhaits des députés, M<sup>me</sup> Veil a ajouté deux précisions dans le texte. D'une part, le dossier médical, « propriété du patient, est couvert par le secret médical », et des sanctions pénales sont prévues « à l'encontre de quiconque [autre que le médecin choisi par le malade ou le service médical de sa caisse d'assurance-maladie] aura obtenu ou tenté d'obtenir les informations contenues dans le carnet médical » du patient. D'autre part, le dossier de suivi médical est confié à un médecin généraliste, mais, « pour certaines catégories de patients, il peut être confié à un autre médecin », selon les pathologies.

Parmi les autres dispositions votées, les députés ont notamment adopté :

- l'instauration d'une prestation complémentaire à l'allocation aux adultes handicapés (AAH) pour ceux qui disposent d'un logement indépendant, dans le but de faciliter le maintien à domicile des handicapés ;
- la limitation du tiers payant aux personnes en difficulté ;
- la création, contre l'avis du gouvernement, d'un « comité d'observation de la santé publique » dans chaque département d'outre-mer ;
- la réforme du régime de sécurité sociale des artistes-auteurs, des mesures prises antérieurement et très controversées n'ayant jamais été mises en application.

CLAIRE BLANDIN

## M<sup>me</sup> Royal (PS) attaque le gouvernement sur l'urbanisme

Les socialistes ont déclenché une vigoureuse offensive contre le projet de loi « portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction », présenté par Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme et dont l'Assemblée nationale a entamé l'examen mardi 30 novembre. Modifiant trois lois votées sous les législatures socialistes précédentes — « loi montagne », « loi littoral » et « loi paysans » (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre) —, ce texte vise à rendre les règles de l'urbanisme « plus sûres, plus claires et plus opérationnelles », selon la formule de M. Bosson, afin de « favoriser la relance du bâtiment », a précisé

André Santini (UDF), président de la commission de la production et des échanges et rapporteur du projet. Celui-ci, qui comprend des « mesures d'urgence », sera suivi par une réforme de fond du code de l'urbanisme, que le gouvernement présentera au Parlement au printemps prochain.

« Vous me voyez hésiter entre la colère et la consternation », a lancé Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres), ancienne ministre de l'environnement, en opposant pendant près d'une heure et quart la question préalable, qui a été repoussée. « Il s'agit d'un saut de quinze ou vingt ans en arrière », a-t-elle affirmé, à l'époque de la prise de conscience de

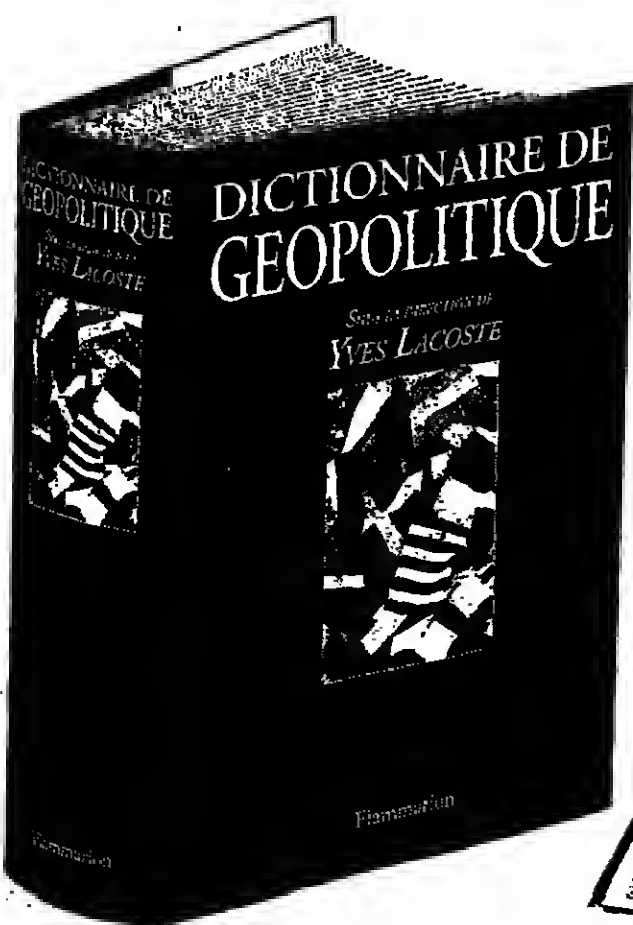
« la France défigurée ». Vous nous faites croire que vous allez créer des emplois en défigurant davantage la France. C'est un retour à une sorte d'obscurantisme. « En cédant à cette mode de la déréglementation, vous commettez un crime contre l'histoire et une erreur économique », a-t-elle ajouté.

A de nombreuses reprises, M<sup>me</sup> Royal, interrompue par des exclamations et des claquemets de pupitres sur les bancs de droite, a regretté l'absence de Michel Barnier, ministre de l'environnement, estimant qu'il y a des « contradictions » au sein du gouvernement sur ce dossier.

F. B.

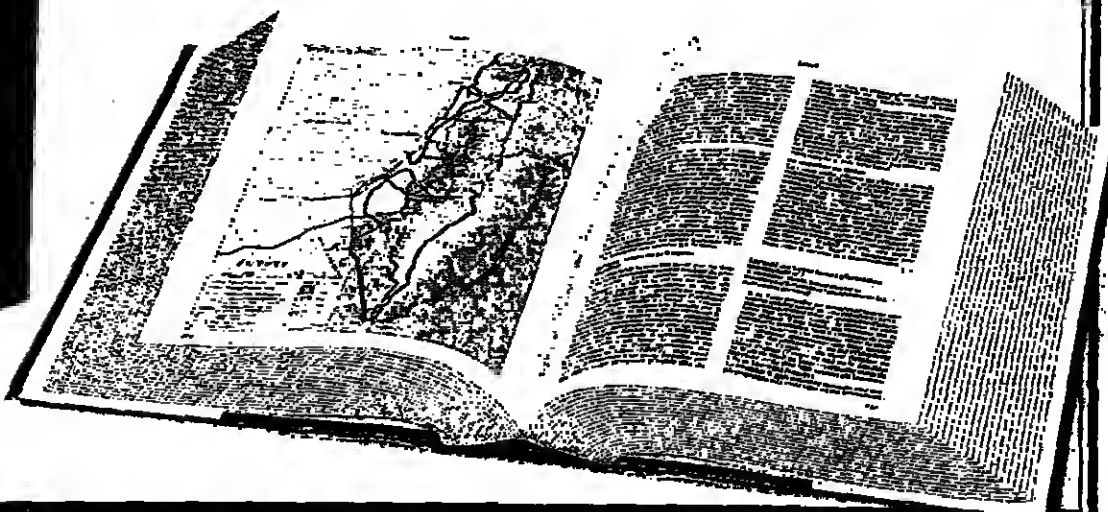
SÉNAT : l'examen du budget. — Le Sénat a poursuivi, mardi 30 novembre, la discussion du projet de loi de finances pour 1994. Les sénateurs de la majorité ont adopté sans enthousiasme, compte tenu de la baisse de ses crédits, le budget de la jeunesse et des sports, présenté par Michèle Alliot-Marie. Les crédits de l'environnement, présentés par Michel Barnier, ont également été adoptés par les groupes de la majorité, non sans quelques regrets. Enfin, Michel Giraud a défendu le budget du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et obtenu le soutien élargi de la majorité. Les socialistes et les communistes ont voté contre ces trois budgets.

# Dictionnaire des Etats et des idées. Pour mieux comprendre les soubresauts du monde.



Sous la direction de Yves Lacoste.

Prix de lancement : 395 F.  
jusqu'au 31 décembre 1993  
[450 F. ensuite]



Dictionnaire de  
Géopolitique  
1692 pages, 18 x 27,5  
plus de 1500 articles,  
200 cartes, relié sous  
jaquette.

Flammarion



## POLITIQUE

Devant la commission des lois de l'Assemblée

## Le professeur Léauté rappelle que le garde des sceaux peut refuser les libérations conditionnelles

L'émotion d'une mère, le constat d'un professeur de droit, les incertitudes d'un psychiatre, les inquiétudes d'un gardien de prison : quatre voix différentes sur la perpétuité « réelle » se sont exprimées, mardi 30 novembre, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale. Au nom des parents de victimes, Annie Gourgue a vigoureusement défendu le texte de Pierre Méhaignerie, qui rompt, selon elle, avec la pratique des « peines en trompe l'œil ». Constatant que la perpétuité réelle peut avoir un effet dissuasif sur les auteurs et assassins d'enfants, M<sup>me</sup> Gourgue a exprimé le vœu que « la peine maximale, applicable aux crimes les plus graves, soit fixée par la voie du référendum ».

C'est au législateur, a rappelé Jacques Léauté, professeur de droit pénal, qu'il revient « d'interposer la justice entre les assassins et les familles des victimes ». Il a souligné que la justice ne doit pas se « résigner à faire droit au besoin d'une sanction exemplaire éprouvée par l'opinion publique ». M. Léauté a précisé que, selon lui, une nouvelle disposition législative n'est pas nécessaire, puisque le droit en vigueur donne au garde des sceaux la possibilité de rendre effective-

ment perpétuelle la peine de réclusion criminelle, car il lui suffit de refuser la libération conditionnelle ». Une nouvelle loi, a-t-il ajouté, n'aurait pas d'effet que de « s'assurer que, dans le futur, les personnes qui exercent la fonction de garde des sceaux ne faibliront pas dans la protection des innocents ».

Bernard Cordier, psychiatre, et Gilles Sicard, membre de l'administration pénitentiaire, ont fait entendre la voix de deux futurs praticiens du texte Méhaignerie. Au plan médical, a indiqué M. Cordier, les incertitudes demeurent sur le « traitement » des pervers sexuels. Soulignant que les personnes souffrant de troubles du comportement sexuel ont souvent commis, avant le viol et le meurtre, des actes moins graves, il a insisté sur la nécessité, pour les juges, les médecins, l'environnement social et familial, de prêter attention à ces premières manifestations révélatrices d'un déséquilibre profond.

M. Léauté a également souligné que la prise en charge psychiatrique des pervers sexuels en prison est « notoirement insuffisante », puisque aucune obligation ne leur est faite de suivre un traitement au cours de leur détention. Les

services médico-psychologiques sont insuffisants et nombreux, estime M. Léauté, d'autant plus qu'ils sont installés exclusivement dans les maisons d'arrêt, qui accueillent que rarement les condamnés à de longues peines.

S'exprimant au nom du syndicat (majoritaire) de surveillants de prison, l'Union fédérale autonome pénitentiaire, M. Sicard a indiqué, pour sa part, que son organisation se refuse à prendre position pour ou contre le texte de M. Méhaignerie. Ses inquiétudes portent, en revanche, sur les conditions de sa mise en œuvre et l'octroi de moyens supplémentaires au personnel pénitentiaire pour assurer la surveillance et la protection de ces condamnés pour crimes sexuels, souvent menacés par leurs codétenus. La commission des lois devait commencer, mercredi matin, la discussion générale et l'examen des articles du projet de loi. Elle a été saisie d'un amendement de Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes), visant à supprimer le système de grâce judiciaire introduit par le Sénat, qui ouvre aux condamnés à la perpétuité réelle une possibilité de révision de peine après trente ans d'emprisonnement.

PASCALE ROBERT-DIARD

Loi sur le cumul et inéligibilités

## De plus en plus d'élus se font remplacer par leurs épouses

Le Conseil constitutionnel a invalidé son élection pour détournement du plafond des dépenses normales de campagne. Il l'a déclaré inéligible pendant un an. Jean-Pierre Pierre-Bloch, désormais ancien député (UDF-PSD) de la dix-neuvième circonscription de Paris, a mobilisé la presse, mardi 30 novembre, pour dénoncer « ce coup monté » et affirmer avec solennité qu'il a bien l'intention de « défendre son honneur ». Comment ? En présentant, à l'élection législative partielle qui va devoir être provoquée, son épouse Anne-Marie.

La politique ressemble de plus en plus à un grand jeu des familles, où, après le père, on demande le fils. Après le mari, on choisit la femme. Après le frère, on tire l'autre frère. On s'occupe plus les figures. À ce jeu, la droite est championne, et les centristes, très forts. On connaît depuis longtemps les héritiers tranquilles, les Méhaignerie, Bosson, Barrot, Baudis, tuteurs de ce qui reste du centre. Sont veules, ensuite, au RPR, les de Gaulle, les Debré, les Dassault et, à l'UDF, récemment, les Alduy et, à Paris, les Dominati, père, fils et fils. Si prompt à dénoncer « le système », Jean-Marie Le Pen lui-même n'a

pas résisté en poussant en avant filles et gendres. Et voilà qu'on annonce même un jeune Giscard dans le Puy-de-Dôme ! On a connu, encore, l'arrivée de veuves : Anne d'Ornano prenant le fauteuil de son mari à la présidence du conseil général du Calvados, après avoir été investie de son vivant à Deauville ; Jacqueline Lecanuet, élue conseillère générale, ex-Seine-Maritime, en attendant peut-être un autre destin.

On s'est surtout assisté, depuis 1986, à un véritable détournement familial de la loi sur le cumul des mandats. Cette loi était faite pour ouvrir les portes de la politique. Ces abus de famille les referment. Un comble ! Les exemples fourmillent, de dames s'installant dans les conseils généraux désertés par des maris trop occupés : M<sup>me</sup> Jacques Chirac, Jean-Pierre Fourcade, Claude Barate, Patrick Balkany, Maurice Dousset et tant d'autres.

Pire, aujourd'hui, les épouses sont appelées à la rescousse pour faire oublier l'invalidation de leur cher époux. À la Réunion, Camille Sudre ne peut plus être président de région : il propose Margie. Pour ne prendre que les élections les plus récentes, Daniel Cournot est invalidé dans son canton de l'Aisne, sa femme Annie se fait

élire en septembre ; même scénario, le même jour, dans les Hauts-de-Seine, avec le suppléant de Charles Pasqua au Sénat, Jean-Pierre Schostack, qui propose au conseil général son épouse Mireille. Dans le Pas-de-Calais, il y a quinze jours, c'est Eva Urbaniak qui remplace son mari invalidé, Bernard.

A toutes ces mises en scène de ménage, somme toute peu reluisantes pour le rôle des femmes en politique, il faudrait ajouter la liste secrète - et jamais exhaustive - des femmes, fils et filles attachés parlementaires, membres de cabinet, chargés de presse. Naturellement, un nom ne peut interdire les vocations. Les électeurs, dira-t-on aussi, sont libres, mais une telle profusion dérange. À l'heure où la politique réclame l'élite, tenue et générosité, le « personnel » politique donne trop l'image de vouloir ainsi, en ces temps de crise, gérer d'abord ses propres intérêts familiaux et financiers. Par les règles oco écrites de cette « familleocratie », il ne s'agit, bien souvent, que de conserver au foyer de bonnes indemnités.

DANIEL CARTON

Le tour de France de Lutte Ouvrière

## Arlette Laguiller défend le communisme contre sa « caricature »

ORLÉANS

de notre envoyé spécial

La vieille dame trotte avec regret vers la sortie. « S'il avait été là, il aurait été avec ceux, murmure-t-elle à son voisin, quand il la chahutait, il fallait que tout le monde se taise. C'était un dur. » Quelques minutes auparavant, psalmodiée par les plus jeunes, l'Internationale résonnait dans la petite salle Fernand-Pellucier, hémicycle de drapeaux rouges et de poings levés.

À la tribune, une banderole proclame que « le communisme est toujours l'avenir du monde ». Sur les murs, des affiches assurent que ce qui meurt en Russie n'est que la « caricature » du communisme, alors que la société souffre de « la crise du capitalisme ». Après quinze étapes, le Tour de France de Lutte Ouvrière touche à son terme, mardi 30 novembre, à Orléans, dans le quartier de La Source. Devant près de cent cinquante personnes, Arlette Laguiller a conclu son long discours par une perspective optimiste. « Le prolétariat détruira l'appareil de l'État, il expropriera les moyens de production, regroupera les banques et supprimera les dépenses d'armement », a-t-elle affirmé. « Collectivement, la classe ouvrière est en situation de tout contrôler. Le retour de la combativité du prolétariat est inévitable », a-t-elle déclaré. « L'insurrection révolutionnaire, qu'une fine paille d'incertitude semble, néanmoins, traverser : « L'avenir, a-t-elle ajouté en effet, sera notre génération aura servi à transmettre le message

ou si nous aurons la chance d'être au cœur de la lutte ».

L'assistance a parfois du mal à se faire à l'orthodoxie trotskiste. « Pourquoi l'Humanité et Lutte Ouvrière ne sont-ils pas un seul journal ? » demande une inconnue. « Comment faire pour ressusciter le Front populaire ? » s'interroge un « épistémiste ». (1) M<sup>me</sup> Laguiller, qui a fustigé pendant de longues tirades la gestion du PS et l'abandon, par le PC, du centralisme démocratique et de la dictature du prolétariat, répète que la nouvelle mouture d'union de la gauche qu'elle voit poindre ne lui dit rien qui vaille. « Le PC et le PS sans réformes, expliquent-elle, à l'extrême gauche, on ne propose pas la même chose ».

Une petite femme brune, au français hésitant, demande « si, des fois, vous seriez nommée présidente ». « D'ailleurs les papiers », pour les étrangers. « On le fera, mais il ne faut pas trop se faire d'illusions sur Arlette présidente », lui répond la dirigeante trotskiste. « Comment concilier le pacifisme et la révolution, la révolution et la participation aux élections ? » demande un homme en chemise de travail. « On est prêt à gagner les élections, lui dit-on. Si la bourgeoisie nous en empêche, on espère que ce sera le moins sanglant possible ».

Avec une vie de militantisme et trois candidatures à l'élection présidentielle, on peut avoir réponse à tout.

GILLES PARIS

Les élections législatives partielles

## Le RPR de la Marne se divise sur le soutien à Bernard Stasi (UDF-CDS)

Des militants RPR de la 6<sup>e</sup> circonscription de la Marne ont décidé de soutenir Philippe Martin (div. d.), dont l'élection à l'Assemblée nationale a été annulée par le Conseil constitutionnel (le Monde du 8 octobre), contre Bernard Stasi (UDF-CDS), lors des élections législatives partielles des 5 et 12 décembre. Cette décision a été prise, lundi 29 novembre, lors d'une assemblée de 90 militants RPR réunis à Hautvillers (Marne).

La direction nationale du RPR a aussitôt répliqué en rappelant, dans un communiqué, que le RPR « a décidé, dans le cadre des engagements pris au titre de l'union de la majorité, d'apporter son soutien à Bernard Stasi et à son suppléant RPR Bernard Doucet ». M. Chirac, président du RPR, devait d'ailleurs venir soutenir M. Stasi à

Epernay le 2 décembre. L'un des militants RPR favorables à M. Martin, Marc Thomas, a expliqué dans une déclaration que « lors du scrutin de mars, tous les militants RPR de la circonscription avaient soutenu Philippe Martin, mais dans la discrétion la plus absolue ». « Le 8 novembre, nous avons reçu une lettre des députés cantonniers RPR d'Epernay nous enjoignant de voter, au nom de l'union, pour Bernard Stasi, a-t-il ajouté. Nous avons alors écrit aux 276 militants RPR de la circonscription pour leur demander leur sentiment, et 62 % d'entre eux se sont prononcés pour Philippe Martin ». « Nous allons faire connaître notre position à Jacques Chirac lors de sa venue dans la Marne », a conclu M. Thomas.

La propagande du Front national en direction des étudiants

## « Nous allons leur en mettre plein la gueule »

Les deux principales branches de l'extrême droite étudiante ont organisé, mardi 30 novembre, dans la soirée, à Paris, une réunion publique commune, qui a rassemblé environ deux cent cinquante personnes. Il y avait là des représentants du Renouveau étudiant (RE) dirigé par Michel Murat - syndicat rattaché au Front national de la jeunesse (FNJ) - et des militants de l'Union et défense des étudiants d'Assas (UDEA), anciennement GUD (Groupe union et défense), que préside Frédéric Pichon. Ce meeting unitaire était placé sous l'égide du Front national, représenté à la tribune par François Timmermans, secrétaire général adjoint, et Damien Bariller, directeur du cabinet de Bruno Mégret, délégué général du mouvement léniniste.

Le Front national, sous l'impulsion de M. Mégret et de la jeune garde qui l'entoure, tente d'investir les facultés (le Monde daté

28-29 novembre), avec pour but immédiat d'obtenir des résultats probants aux prochaines élections universitaires, qui devraient précéder de peu le congrès national du parti d'extrême droite, en février. À cette fin, le Renouveau étudiant et l'UDEA se sont retrouvés sous la bannière commune du Renouveau étudiant parisien (REP) pour dénoncer les « gauchistes », les « syndicats de gauche » (UNEF-ID et UNEF-SE) et, surtout, le syndicat de droite, l'UNI, lié au RPR, ainsi que le « cosmopolitisme », le gouvernement et le « système américain ».

## « Un combat révolutionnaire »

Précédé, a-t-il, par la qualité des programmes des gauchistes, Philippe Nicolas, professeur de droit, a déploré l'effacement de l'enseignement du droit romain en lançant : « Notre droit est né à Rome et pas sur les rives du lac de Tibériade ! » Quel-

ques allusions de la même aue, facilement comprises par ce public averti, ont été faites par un responsable du REP, qui a associé, dans ses louanges, Pierre Drieu la Rochelle et Robert Brasillach, ainsi que Pierre Vidal, un des fondateurs du GRECE, qui aide au comité central du Front national. On s'est félicité du « grand réveil idéologique », qui va « de Dreux à Rome et de Rige à Gaza » et l'on a fustigé « la culture rap-coca », (qui) a fait beaucoup plus de ravages que l'idéologie communiste ». Prolongeant la réflexion, le président du RE a indiqué que « le système américain, c'est de la merde ».

Ce style direct a également été utilisé par M. Timmermans, qui a tiré les conclusions les plus évidentes, à ses yeux, du compromis passé entre les jeunes membres de la famille d'extrême droite. « Au-delà des petites querelles passées, a-t-il dit, l'union est faite, et nous allons leur en

mettre plein la gueule. » Assurant que « le jeune nationaliste mène un combat révolutionnaire », M. Bariller, pour sa part, a déclaré : « Nous nous foudrons des baisers de paix entre Robin et Arif, nous nous foudrons des préoccupations mondaines ou des droits-de-l'homme de nos politiciens. Leurs calculs nous font vomir, à vrai dire. »

Si les soutiens de ce collectif se situent surtout autour de M. Mégret, le responsable national du Renouveau étudiant, M. Murat, a tenu à préciser qu'il a « des amis, même, au secrétariat particulier de Jean-Marie Le Pen », en soulignant la présence, dans le salle, de Patrick Peillon, membre de l'équipe rapprochée du président du Front national. Le nom de M. Le Pen n'a été cité, ainsi, qu'une seule fois au cours de la soirée.

OLIVIER BIFFAUD

## Le compte rendu du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mardi 30 novembre, au palais de l'Élysée sous la présidence de François Mitterrand. À l'issue de la réunion, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont nous publions les principaux extraits :

## Contrats de services.

Le ministre de l'économie a présenté au conseil des ministres un projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services, la loi du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence. Le projet de loi transpose dans notre législation deux directives communautaires des 14 et 18 juin 1992 relatives aux procédures de passation des marchés publics de services. (...)

## Vote par procuration dans les territoires d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté un projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte de l'article L.71 du code électoral relatif au vote par procuration. (...)

## Institutions de prévoyance.

Le ministre délégué à la santé

a présenté un projet de loi modifiant le code de la Sécurité sociale en ce qui concerne notamment les institutions de prévoyance et portant transposition des directives des 18 juin et 10 novembre 1992 du conseil des Communautés européennes. Les institutions de prévoyance ont pour rôle de compléter les garanties offertes, en matière de maladie et de retraite, par les organismes de Sécurité sociale et les mutuelles (...). Les institutions de prévoyance pourront exercer leur activité dans l'ensemble des États membres de la Communauté européenne. Les règles de bonne gestion s'imposent à elles sont renforcées. Le projet de loi réaffirme le principe de la participation paritaire des représentants des salariés et des employeurs aux organes dirigeants des institutions de prévoyance.

## Convention internationale.

Le ministre délégué aux affaires européennes a présenté un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie sur la création et les modalités de fonctionnement des centres culturels, signé à Paris le 12 novembre 1992. L'accord prévoit la création de centres culturels français à Moscou et à Saint-Petersbourg.

## Les conséquences

des intempéries dans la eud de la France.

Le ministre d'Etat, ministre

de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, a présenté une communication sur les conséquences des intempéries dans le sud de la France (...). Au total, de lourds dégâts sont enregistrés dans 15 départements. La disparition de 22 personnes est à déplorer. Le montant des dommages matériels s'élève à ce jour à plus de 3,5 milliards de francs, dont 1,9 pour les infrastructures publiques et 0,5 pour les exploitations agricoles. Compte tenu de l'ampleur des sinistres, l'Etat a arrêté un dispositif exceptionnel de solidarité à l'égard des victimes.

1. - L'Etat apportera une aide de 590 millions de francs à la réparation des infrastructures publiques ou collectives (...). Les interventions les plus urgentes de l'Etat sur les digues et les rivières s'élèvent à 58 millions de francs. (...)

2. - La procédure d'indemnisation des dégâts agricoles sera accélérée. La commission nationale des calamités agricoles se réunira à cette fin dès le 2 décembre.

3. - L'état de catastrophe naturelle a été proclamé pour 1342 communes. Cela permettra aux particuliers d'obtenir dans tous les cas l'indemnisation par les compagnies d'assurances des dommages qu'ils ont subis. Des secours d'urgence d'un montant de 43 millions de francs ont été versés.

4. - La situation des petites et moyennes entreprises sinistrées, notamment celle des commerçants

et artisans, sera examinée avec attention. En particulier, des facilités de paiement de leurs dettes fiscales et sociales pourront leur être accordées, selon les procédures existant à l'échelon départemental ou au domicile.

## La situation du commerce extérieur.

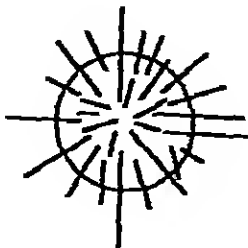
Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur a présenté une communication sur la situation du commerce extérieur. Au cours du premier semestre de 1993 et en données brutes, notre excédent commercial s'est élevé à 50,5 milliards de francs contre 21,9 milliards de francs au cours de la même période de l'année précédente. Le taux de couverture des importations par les exportations s'élève à 107,8 %, soit un niveau qui n'avait pas été atteint depuis trente ans.

INSPECTION DES FINANCES : M. Rocard est admis à la retraite. - Par arrêté paru au Journal officiel, Michel Rocard a été admis, sur sa demande, à la retraite de l'inspection générale des finances, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994. Nommé inspecteur des finances en 1958, inspecteur des finances de première classe en 1974 et inspecteur général des finances en 1985, le premier secrétaire du PS est âgé de soixante-trois ans.



11, RUE BAILLY, 75003 PARIS (40-27-84-44)

OFFRE CETTE PAGE A CEUX QUI CROIENT ENCORE NE PAS ETRE CONCERNÉS PAR CETTE MALADIE



# SANCTION INÉVITABLE DE L'A-NORMAL

# SEULE INFECTION DES AUTRES

# SILENCE

## EXCLUSION

## REJET

# OUBLI

## PRÉJUGÉ

# O PROBLEMA

## S ÉGRÉGATION

## INDIFFÉRENCE

# TÉNÈBRES

## INTOLÉRANCE

# FAUTE

## SOLITUDE

# I SOLEMENT

## DÉTRESSE

# A BANDON

# POUR QUE LE SIDA SOIT AUTRE CHOSE

## SOLIDARITÉ

# INNOCENCE

# DIGNITÉ

# A MOUR

## S ÉCURITÉ

## INFORMATION

## DIALOGUE

## ACTION

# SOYEZ INQUIETS DES AUTRES

## PRENEZ CONTACT AVEC TOUTES LES ASSOCIATIONS CONCERNÉES



Après les coups de filet policiers dans les milieux kurdes et islamistes en France

## Deux organisations réputées proches du PKK sont dissoutes par décret

■ **DISSOLUTION.** Le gouvernement a annoncé, mardi 30 novembre en conseil des ministres, la dissolution de deux organisations kurdes en France, présentées par le ministre de l'intérieur comme les « façades légales du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ». La dissolution du Comité du Kurdistan et de la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (Yekkom) intervient après l'interdiction du PKK décidée le 28 novembre en Allemagne.

■ **STRATÉGIE POLICIÈRE.** Les deux décrets de dissolution pris en conseil des ministres font suite à l'opération policière du 18 novembre qui s'était soldée par l'incarcération de vingt sympathisants kurdes du PKK en France. Après la rafle du même type opérée dans les milieux islamistes, début novembre, le gouvernement envoie un avertissement aux groupes clandestins installés dans l'Hexagone.

■ **RÉACTIONS.** Tandis qu'Ankara faisait connaître sa « satisfaction », plusieurs partis et associations se sont indignés en France de la décision des autorités françaises.

Le conseil des ministres a annoncé, mardi 30 novembre, la dissolution de deux organisations kurdes réputées proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à la demande du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua. Il s'agit du Comité du Kurdistan et de la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (Yekkom), ainsi que des sept associations qu'elles regroupent.

Pris sur la base de la loi du 10 janvier 1936 relative aux « groupes de combat et milices privées », les deux décrets de dissolution ont imputé à ces associations des « manifestations armées dans la rue », « leur forme et leur organisation militaire » présentant le « caractère de groupes de combat ou de milices privées », ainsi que leur participation « sur le territoire français ou à partir de ce territoire, à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger ». Un rapport d'une dizaine de pages, détaillant les faits

reprochés dans le cadre de la loi de 1936, avait été remis au président de la République.

« Ces associations sont les façades légales du PKK qui, en France comme dans d'autres pays d'Europe, se livre à des actions de caractère terroriste ou délinquant, qu'il n'est pas possible de tolérer sur notre sol », a commenté M. Pasqua après le conseil. Le ministre a cité des jets d'engins incendiaires, le 29 octobre contre la Banque du Bosphore, à Paris et à Londres, puis le 4 novembre contre le consulat de Turquie à Strasbourg. Il a rappelé la prise d'otages du consulat de Turquie, le 9 août à Marseille, « plusieurs assassinats sous forme de règlements de compte en France » entre 1987 et 1992, ainsi que « l'enlèvement de quatre touristes français en Turquie, commenté de Paris par un porte-parole du mouvement ».

Précisant que « l'immense majorité » des soixante mille Kurdes vivant en France n'aspirent qu'à s'intégrer à la communauté française, et qu'il

n'était pas question d'interdire les « multiples associations kurdes qui ont un objet culturel », il a affirmé que les mesures prises « ne sont en aucune façon dirigées contre le peuple kurde ».

Le MRAP a aussitôt dénoncé des décisions arrêtées « sous le prétexte de la chasse aux terroristes » et a appelé à une manifestation, jeudi soir 2 décembre, de la République à la Bastille. SOS-Racisme a qualifié les dissolutions d'« actes graves portant atteinte à la liberté d'expression » et s'est inquiété « du risque de dérive qui réside dans la confusion entre la sécurité nécessaire du territoire et la politique diplomatique de la France à l'égard de la Turquie ». Evoquant une « forfaiture », Alain Krivine a déclaré, pour la LCR, que « MM. Balladur et Pasqua (...) bafouent le droit le plus élémentaire d'hommes et de femmes qui ont dû fuir les exactions du régime d'Ankara ».

E. In.

## Le message des opérations « Chrysanthème » et « Rouge-Rose »

Avec les rafles de novembre, le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, lance un avertissement aux mouvements clandestins installés dans l'Hexagone

Les coups de code policier des coups de filet réalisés contre les islamistes algériens, puis contre les Kurdes de Turquie, étaient d'inspiration florissante : l'opération « Chrysanthème » visant les islamistes, le 9 novembre, avait été suivie par l'opération « Rouge-Rose », le 18 novembre, contre les milieux kurdes. Adressé aux mouvements clandestins installés en France, le message de Charles Pasqua à l'issue de ces opérations met en avant des considérations policières, même si les motivations gouvernementales sont politiques et les arrière-pensées diplomatiques.

Évaluées à l'aune policière, les rafles de novembre ont pourtant donné des résultats contrastés. L'action dirigée contre les sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a conduit à l'incarcération de vingt Kurdes qui ont été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et « extension de fonds ». Presque tous appartenaient à l'une des deux associations dissoutes, commente-t-on du côté des enquêteurs : le Comité du Kurdistan et le Yekkom leur servaient de paravent ; le premier, comme interface entre le PKK et les milieux politico-médias ; le second, pour faire fonctionner un vaste réseau d'extension de fonds prélevant l'impôt révolutionnaire au profit du PKK, de gré ou de force, dans la communauté kurde.

La maison de documents similaires saisis lors des perquisitions opérées dans une trentaine de départements — des listes de noms de Kurdes, commençant ou partant par des lettres relatives à des dates en face de chaque nom, ainsi que des récépissés de versement et des talons de chèques — a renforcé cette conviction, précise-t-on de même source.

A Montpellier, une liste portant cinquante-deux noms kurdes a

ainsi été découverte. Au oiseau central, dans l'appartement parisien de l'un des responsables associatifs les plus influents de la communauté kurde, un document manuscrit récapitulait les sommes recueillies dans l'Hexagone de janvier à septembre — 5 millions de francs à Paris et 2,2 millions en province — a été découvert. Des versements de fonds entre la France et des associations kurdes en Europe, notamment en Allemagne, ont été relevés. Il restera à obtenir les témoignages des « victimes » d'extensions de fonds, opérées avec ou sans menaces physiques. Les Kurdes soumis au racket s'y refusent généralement, comme l'attestent les instructions judiciaires engagées, à Rouen, à Strasbourg ou à Paris, contre d'autres militants kurdes. Enfin, des documents du PKK ont été trouvés chez la plupart des Kurdes écroués, ainsi que — chez certains d'entre eux — des échanges de correspondance avec des chefs historiques de ce parti.

### Réseaux embryonnaires

L'opération « Chrysanthème » s'était soldée par un bilan moins éloquent. Les informations collectées lors des perquisitions ont certes permis aux services de renseignement — la Direction de la surveillance du territoire (DST) et les Renseignements généraux (RG) — de préciser leur connaissance des milieux favorables au FIS. Il s'agissait en particulier de sonder l'importance prise, en leur sein, par ceux qui seraient étroitement liés aux « militaires » du mouvement.

Des éléments concrets — télégrammes ou courriers — prouvant le rôle de courroie de transmission joué par la Fraternité algérienne en France (FAF) auprès des instances

dirigeantes du FIS à l'étranger ont bien été réunis. Mais trois personnes seulement ont été écrouées, et huit assignées à résidence. Conclusion : les réseaux proches du FIS n'existent guère qu'à l'état embryonnaire dans l'Hexagone. Seule la découverte de composants électroniques pouvait permettre le déclenchement d'explosifs à distance, dans un appartement d'Orléans, a pu donner un début de coexistence à l'hypothèse d'une aide logistique au oiseau « militaire » des Algériens. Tout cela explique que la FAF n'a pas été dissoute, pour l'heure, même si ses principaux acteurs sont désormais sous haute surveillance policière.

S'appuyant sur ces deux opérations policières au bilan nuancé, M. Pasqua a surtout voulu adresser un « message » aux groupes clandestins installés dans l'Hexagone. Si le ministre ne les a pas cités, on peut considérer que le coup de semonce s'adressait notamment aux Basques d'ETA, aux Moudjahidins du peuple iraniens, aux Tatars sri-lankais et aux Sikhs indiens : « La France n'accepte pas, quelles que soient les motivations ou les idéologies, que soit installée sur son sol une quelconque organisation qui ne respecterait pas les lois de la République ou qui se livrerait à des activités de nature terroriste ou délinquante », a assené M. Pasqua, mardi 30 novembre. Elle n'accepte pas que des organisations puissent entreprendre, à partir de son sol national, des actions terroristes ou délinquantes contre d'autres États.

Politiquement, Charles Pasqua fait le pari d'un soutien populaire à une stratégie de fermeté contre les étrangers qui ne respectent pas — la police le savait depuis des années — les lois républicaines. Au risque, bien sûr, de raviver les réflexes xénophobes de ceux qui sont prompts aux amalgames communautaires. Le ministre prend pourtant soin de justifier son action

contre le PKK en soulignant « la pression constante accompagnée d'utilisation de moyens qui confinent à la terreur pour extorquer des fonds à la communauté kurde (qui a) le droit de vivre en liberté et en sécurité sur notre territoire, sous la protection de nos lois ». M. Pasqua parle aussi sur la démobilitisation d'une gauche française, qui pouvait difficilement manifester de la sympathie pour des islamistes partisans du FIS, mais pourrait se montrer plus solidaire avec les opprimés du Kurdistan. Il a donc précisé que les dissolutions n'étaient « en aucune façon dirigées contre le peuple kurde », dont « chacun sait les souffrances et les difficultés ».

Prise quatre jours après l'interdiction du PKK et de ses satellites en Allemagne, la décision française n'en apparaît pas moins comme le fruit de la campagne diplomatique lancée par la Turquie en Europe (le Monde daté 28-29 novembre). Réunis lundi 29 novembre à Bruxelles, les ministres de la police des Douze ont d'ailleurs évoqué les affaires de terrorisme en Europe, lors d'une séance à huis clos du conseil des affaires intérieures. Paris « n'a pas l'intention de prendre parti dans les conflits qui peuvent opposer un certain nombre de mouvements kurdes aux gouvernements des États qui sont concernés », a indiqué M. Pasqua, au moment où l'aviation turque bombardait des positions kurdes en Turquie et en Irak.

Cette fermeté gouvernementale risque en tout cas d'aviver les menaces terroristes contre des ressortissants ou des intérêts français. Du côté islamiste, les risques d'attentats sont d'abord évidents sur le territoire algérien. Du côté kurde, les spécialistes français de la lutte antiterroriste ont observé avec inquiétude la simultanéité des attentats commis ces derniers mois — en France et en Angleterre, en Suisse et au Danemark — contre des intérêts turcs (des locaux consulaires ou des agences bancaires) ; cette capacité d'actions à caractère militaire inquiète d'autant plus qu'elle émane de militants formés à la dure loi du marxisme-léninisme de guerre. Or, les menaces du PKK ont déjà été exprimées après l'interdiction prononcée en Allemagne : sa branche politique — le Front de libération nationale du Kurdistan — avait alors annoncé que « l'Allemagne et les intérêts allemands (allaient) attirer la colère du peuple kurde », dans un communiqué diffusé vendredi 26 novembre à Paris par le Comité du Kurdistan. Si des menaces devaient viser la France, elles ne passeraient plus par le truchement de cette organisation, puisque le Comité du Kurdistan est à présent dissous.

ERICH INCYAN

## MÉDECINE

Selon une enquête dans les hôpitaux franciliens

## Les services pour malades du sida sont surchargés

Le comité Paris-Ile-de-France de l'association AIDES de défense des malades du sida a rendu publics, mardi 30 novembre, les résultats d'une enquête sur la vie quotidienne des patients atteints du sida dans les établissements hospitaliers de la capitale et de la région (1). L'étude conclut à la surcharge des services spécialisés, « victimes de leur succès », et à la nécessité de développer « une prise en charge de proximité ».

« Trop de dérapages sont constatés dans les services généraux et dans les services où se pratiquent des examens complémentaires », estime l'association AIDES à l'issue d'une enquête de terrain qui a duré plus de six mois. « Les conditions d'accueil changent considérablement des qu'il s'agit de services non hospitaliers aux patients atteints par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) », précise-t-elle.

« Peur, discrimination, refus de soins », apparaissent dans les témoignages recueillis par l'association. 73,66 % des personnes interrogées dans la totalité des hôpitaux franciliens, contre 15,45 % dans ceux de Paris uniquement, déclarent observer « des attitudes, des comportements « anti-sida » parmi le personnel soignant ». Du coup, les patients s'orientent « vers les services réputés pour leurs compétences médicales et la qualité de leur accueil », ajoutent les enquêteurs, qui constatent que « l'augmentation de la file active de ces services induit d'autres problèmes, du fait de la surcharge de travail qui en résulte et de leur capacité d'accueil limitée ».

Les malades provinciaux ou banlieusards-sentant, en outre, préférer la capitale, pour des motifs de « discrétion » et de confidentialité. La relation entre le

médecin de ville et l'hôpital ne semble pas satisfaisante, quand « moins d'un médecin généraliste sur deux reçoit un compte-rendu d'hospitalisation ». La prise en compte de la douleur, d'une part, et, d'autre part, le suivi psychiatrique obéissent par l'état de certains malades soit, à leur dire, insuffisants. C'est cependant la délivrance des médicaments — qui nécessite souvent un déplacement jusqu'à la pharmacie centrale des hôpitaux — et la médiocre qualité des repas — « il est urgent d'engager une réelle réflexion pour que la nutrition soit enfin considérée comme un acte de soin » — qui viennent en tête des « réclamations ».

Cet état des lieux, dans lequel « la qualité et le dévouement des équipes soignantes » sont constamment évoqués, plaide en faveur du « regroupement des malades dans des grands services VIH ». Parallèlement, le comité Paris-Ile-de-France de l'association AIDES estime « fondamental de développer une prise en charge de proximité dans des petites unités et de renforcer la formation des personnels hospitaliers, y compris lorsque ceux-ci ne travaillent pas dans un service de maladie infectieuse ». Citant la multiplication par trois, cette année, de ses moyens financiers affectés à la nourriture et au logement, AIDES estime enfin qu'il faut envisager d'autres termes à l'alternative de l'hospitalisation « que la seule hospitalisation à domicile ».

L. F.

(1) « VIH à l'hôpital - État des lieux », AIDES Paris-Ile-de-France, novembre 1993. Enquête effectuée entre le 15 octobre 1992 et le 30 avril 1993 à partir de 657 questionnaires administrés dans les hôpitaux et au siège de l'association (247, boulevard de Belleville, 75019 Paris), et de 4.870 fiches d'appel au numéro vert Sida info-service (05-36-66-30).

## « La colère de Dieu »

Le sida, comme tout ce qui relève des problèmes sexuels, est un sujet quasi tabou au Proche-Orient, particulièrement dans les États de droit islamique où la pénalité arabe. Aussi l'initiative qui vient de prendre les autorités des Emirats arabes unis n'en est-elle que plus remarquable. A l'occasion de la Journée mondiale du sida, les mosquées ont été invitées par la miniatur des affaires religieuses à consacrer les sermons de la grande prière hebdomadaire à la lutte contre ce mal, à considérer que « l'islam [qui interdit les rapports sexuels hors mariage] peut pré-

venir du sida », qui est, précisément, « une manifestation de la colère de Dieu contre ceux qui ne respectent pas ses règles ».

La décision est d'autant plus importante qu'il a été prévu de ratenir les émissaires de ces prêches, en direct, par la radio et la télévision, et que la campagne devait comporter également l'organisation de conférences, la distribution de tracts d'information et la projection de films. Salon des affaires officielles, quelque 1 200 malades du sida, dont une majorité d'étrangers, ont été dénombrés dans les Emirats depuis le début, en 1985, du dépistage.

Dans un entretien à « Libération »

## « L'urgence est déclarée », affirme Edouard Balladur

Le premier ministre Edouard Balladur affirme dans une interview au quotidien Libération, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, que les membres du gouvernement « ne sont et ne seront ni timides ni hésitants » dans la lutte contre le sida. Il ajoute que la lutte contre l'épidémie est « une de ses préoccupations majeures » et que, vues les augmentations de crédits entre 1993 et 1994 — 26 % supplémentaires dans la loi de finances pour 1994 — « l'urgence est donc déclarée ». Le chef du gouvernement précise qu'il « arrêtera ses décisions » après la remise de son rapport par le professeur Luc Montagnier, mercredi 1<sup>er</sup> décembre en fin d'après-midi.

Rappelant que le gouvernement « est opposé au dépistage obligatoire », M. Balladur s'est dit « prêt à envisager la création d'une ou plusieurs nouvelles obligations de proposer le test, en accompagnant cette proposition et le résultat de l'analyse des

conseils et des explications nécessaires pour qu'il soit utile ». Le premier ministre a également annoncé le lancement « dans les tout prochains jours » d'une campagne « de grande envergure » sur le préservatif à l'usage.

A propos de la campagne publicitaire de Benetton montrant des parties du corps humains où était tatoué « HIV positif », M. Balladur se dit « très choqué », « à titre personnel et en tant que responsable politique ». Interrogé sur la position de l'Eglise face aux campagnes de prévention et du préservatif, il estime que « chacun est dans la logique de ses convictions, chacun est dans l'exercice de sa responsabilité ». Concernant enfin la lutte contre l'exclusion que soit son origine, M. Balladur a souligné que « les structures gouvernementales et administratives se prêtent mal à ce type d'action ». « Mais tout n'est pas non plus de la responsabilité de l'Etat », a-t-il ajouté.

2<sup>e</sup> édition

**OPA, OPE**  
**GARANTIE DE COURS**  
**RETRAIT - OPV**  
- droit des offres publiques -  
**Alain VIANDIER**  
Agrégé des Facultés de Droit  
Professeur à l'Université René Descartes - Paris V

636 pages  
540 francs  
(France : 570 F)

itec



MÉDECINE

# La légalisation rampante de l'euthanasie aux Pays-Bas

Le Sénat a voté la loi reconnaissant à titre exceptionnel la pratique de la « mort douce »

LA HAYE

de notre correspondant

Les Pays-Bas ont franchi, mardi 30 novembre, un cap historique. Après vingt ans de débat, deux rapports d'enquêtes nationales, trois premiers projets de loi, ils se sont dotés d'une législation, unique au monde, en matière de « décisions médicales sur la fin de la vie ». Ce terme s'entend de l'euthanasie au sens strict (délivrance d'un médicament à dose létale à la demande du patient), de l'aide médicalisée au suicide et de l'abandon des soins des patients ne pouvant pas ou plus exprimer la volonté de mourir (comateux, déments et alcoolisés incurablement handicapés) : ces trois formes de « mort douce » restent en principe interdites, mais leur pratique exceptionnelle est reconnue comme faisant partie de la réalité médicale et encadrée dans des conditions strictes définies par les tribunaux.

Issue d'un compromis interne à la coalition gouvernementale entre les chrétiens-démocrates et

les travaillistes, cette loi, votée au Sénat à une très courte majorité (37 voix pour, 34 contre), laisse donc inchangés les articles du code pénal réprimant l'euthanasie, l'aide au suicide et l'homocide. La « mort douce » n'est pas légalisée. La réglementation adoptée ne décrit d'ailleurs aucune situation objective de légitimité, ni ne définit aucun critère pratique l'autorisant a priori.

Mais, comme l'a expliqué le ministre de la justice, Ernst Hirsch Ballin, cette interdiction de principe « doit laisser une place, lorsque le combat contre la douleur est définitivement perdu, à la force majeure ». Cette notion est la clé du dispositif néerlandais. Elle justifie que, dans certaines circonstances, l'auteur d'un acte prohibé par la loi soit relevé de sa responsabilité.

En l'occurrence, pour permettre l'appréciation de ces circonstances, le médecin ayant administré la « mort douce » devra le notifier aux autorités sanitaires et judiciaires, au moyen d'un formulaire-questionnaire pouvant

conduire à l'ouverture d'une procédure judiciaire. Exceptionnel dans les cas d'euthanasie, pour laquelle la Cour suprême a déjà élaboré une jurisprudence connue des médecins (requête du malade, souffrances insupportables et épuisement des autres voies), l'engagement de poursuites sera de règle dans les cas d'obéissance de la vie d'un malade incapable d'exprimer la volonté de mourir, afin de permettre l'élaboration d'une jurisprudence.

3 700 cas par an

Le texte de ce formulaire sera prochainement soumis au Parlement pour approbation. Mais le gouvernement, sous la pression de la majorité sénatoriale, a d'ores et déjà annoncé que l'entente rappellerait le principe de l'interdiction de la « mort douce » et préciserait que la déclaration d'actes euthanasiés n'a pas, en

soi, d'« effet légitimant : la déclaration permettra le contrôle, qui est le cœur de notre dispositif ».

Les Pays-Bas font ainsi un pari sur le civisme de leurs praticiens et sur la vigilance de leurs magistrats. En vigueur depuis 1991, mais sans avoir de force obligatoire, ce système déclaratif a conduit les médecins à déclarer un nombre croissant de cas de « mort douce », dont une bonne partie reste toutefois encore cachée : 454 en 1990, 590 en 1991, 1 323 en 1992 et 1 230 depuis le 1<sup>er</sup> janvier, pour un nombre annuel évalué à 3 700. Mais seul un nombre infime de dossiers a conduit à une information judiciaire (5 en 1992 et 8 cette année) et aucun n'a encore débouché sur un procès.

Cette situation de légalisation rampante a été critiquée aussi bien par les partisans que par les adversaires du projet de loi : les premiers pour demander que sa mise en œuvre s'accompagne de garde-fous, les seconds pour déplorer que le texte ne soit pas plus libéral. Mais le gouvernement n'a rien cédé à personne, se contentant de promettre que le traitement des déclarations des médecins ne prendrait pas le caractère d'une « routine administrative ».

Le ministre de la justice n'a rien cédé non plus sur le volet le plus contesté de la législation qu'est la soumission au cas des malades dits « incapables » aux mêmes règles de procédure que le cas des malades « volontaires », ou risque de susciter un début de délégalisation. L'opposition a dénoncé l'ouverture d'une porte sur une « pente glissante ». Mais la majorité, au départ elle aussi réticente, a fini par se ranger à l'argumentation du ministre : il arrive, dit-il en substance, que les médecins mettent fin aux jours de tels patients. Autant sortir ces cas de la clandestinité, pour les contrôler et élaborer un cadre protecteur des intérêts des malades.

C'est sans doute sur ce terrain délicat que le débat sur la « mort douce » va désormais se poursuivre, confirmant la position des Pays-Bas en tant que pionniers dans la recherche d'un équilibre entre la protection de la vie humaine dans sa phase finale et le droit ultime à une mort digne, entre la transparence des pratiques médicales et le secret des cabinets ou des salles d'hospitalisation.

CHRISTIAN CHARTIER

Docteurs Jean-Baptiste BRUNET et Jean-Claude DESENCLOS (Centre européen sur le sida et Réseau national de santé publique, hôpital national de Saint-Maurice)

Fondateur du Centre de contrôle des maladies d'Atlanta

## Alexander Langmuir est mort

Alexander Langmuir vient de mourir. Le *New York Times* écrit, en rendant hommage à ce professeur de santé publique américain, qu'il a sauvé des centaines de milliers de vies humaines. Professeur à Harvard, puis à John Hopkins, A. Langmuir était surtout l'un de ceux qui ont créé les « Centers for Disease Control », le CDC d'Atlanta, un organisme fédéral dont il a été l'épidémiologiste en chef de 1949 à 1970.

On a souvent entendu parler du CDC en France, depuis le jour, de juin 1981, où il décrivait les cinq premiers cas d'une étrange maladie qui devait prendre, un an plus tard, le nom de sida. D'autres enquêtes du CDC sont bien connues des médecins, de la fièvre de Lassa au Hantavirus, responsable de l'épidémie qui a touché cette année les Navajos du Nouveau-Mexique, en passant par la maladie du légionnaire.

On connaît moins en revanche l'originalité du fonctionnement de cet organisme, qui avec 20 milliards de francs de budget et environ 6 500 employés, dont près de 3 000 sont en permanence dans les différents États, s'occupe, suivant son programme officiel, de « la prévention des maladies, des handicaps et des décès prématurés évitables ».

causés par les maladies infectieuses, les maladies chroniques, les dommages corporels, l'environnement, le travail, le tabagisme, la sédentarité, l'hypertension, le stress et l'utilisation de drogues ».

Alexander Langmuir a profondément changé les conceptions traditionnelles de la surveillance de santé publique en donnant autant de poids à l'analyse scientifique des données et à leur dissémination publique qu'à leur collecte. Surtout, il a été à l'origine de deux des grandes caractéristiques du CDC : la première est la réunion sous une même direction d'activités de surveillance, de recherche appliquées et de diagnostic à travers le regroupement d'épidémiologistes et de biologistes. La seconde est la création d'un programme de formation à l'épidémiologie de terrain, véritable compagnonnage, où les étudiants passent deux ans sur le terrain à réaliser eux-mêmes les investigations des épidémies dans les États sous la supervision d'un épidémiologiste chevronné.

La force principale du CDC, c'est la qualité des ressources humaines dont il dispose grâce à ce programme qui a permis de former environ 1 500 épidémiologistes depuis 1951 (dont 11 Français). L'influence d'Alexander Langmuir

et du CDC peut se voir en France dans plusieurs réalisations, à travers le Bulletin épidémiologique hebdomadaire de la direction générale de la santé qui tente de s'approcher du modèle que constitue le *Morbidity and Mortality Weekly Record*, la publication du CDC, mais aussi de l'association Epitree qui regroupe les jeunes épidémiologistes ayant suivi le cours d'épidémiologie appliqué, développé en France à partir de celui du CDC ; de l'association Episcience, qui, au côté de Médecins sans frontières, participe à l'intervention en situation de crise ; et, plus récemment, à travers la création du Réseau national de santé publique. L'ambition d'A. Langmuir peut être partagée par tous ceux qui se préoccupent de santé publique : il s'agit de mettre l'information épidémiologique au service de la décision et de l'action. Sa leçon est plus difficile : pour réussir, il faut mettre en place les moyens nécessaires à cette ambition.

Docteurs Jean-Baptiste BRUNET et Jean-Claude DESENCLOS (Centre européen sur le sida et Réseau national de santé publique, hôpital national de Saint-Maurice)

REPÈRES

### CATASTROPHE

Remise en liberté du chauffeur impliqué dans l'accident de l'A-10

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers a donné suite à la demande de mise en liberté du chauffeur polonais, Mariusz Pawlowski, impliqué dans la catastrophe qui, le 10 novembre, a fait quinze morts et quarante-sept blessés sur l'autoroute A-10, à Mirambeau (Charente-Maritime). Arrivé en dernière position avec son camion de 38 tonnes chargé de rouleaux de papier, Mariusz Pawlowski avait percuté la file de véhicules qui se trouvaient devant lui, provoquant l'explosion de réservoirs et le gigantesque incendie qui avait ajouté au drame. Lundi 29 novembre, le procureur de la République de Saintes, Claude Montillet, avait confirmé l'ordonnance de mise en détention de Mariusz Pawlowski - le seul à avoir été inculpé - en raison des nécessités de l'instruction du fait que le chauffeur réside à l'étranger et du trouble occasionné par l'accident à l'ordre public. L'avocat de la défense a plaidé devant la chambre d'accusation en s'appuyant sur le fait qu'après la destruction du disque du camion aucun élément matériel ne permet d'affirmer que le poids lourd roulait trop vite, et en mettant en doute le crédit des témoignages avancés à ce sujet. Le conseil de Pologne s'est engagé à ce que le chauffeur réponde à toute convocation de la justice. La cour

d'appel a obligé le chauffeur routier à demeurer sur le territoire français. (Corresp.)

### IMMIGRATION

Charles Pasqua expose sa politique dans un journal algérien

Charles Pasqua a justifié la politique française d'immigration dans un entretien publié, mardi 30 novembre, par *Algérie Actualité*, hebdomadaire gouvernemental algérien. « Le gouvernement français tout entier souhaite faire passer auprès des peuples du Maghreb le message suivant : la France n'a plus les moyens d'être une terre d'immigration », déclare le ministre de l'Intérieur. Évoquant les dispositions de la loi récente qui porte son nom, il explique que « les immigrés en situation irrégulière ne bénéficieront plus des formes d'action sociale qui faisaient parfois de la France une sorte de « paradis social ». Rappelant le dispositif « visant à contrôler les organisations intégristes et extrémistes », M. Pasqua estime que « la France peut concourir à la stabilité en Algérie », soulignant que « notre intérêt et de construire un partenariat est d'éviter ainsi le scénario catastrophe ».

### INTEMPÉRIES

Le verglas en France a fortement perturbé les trafics aérien et routier

Les aéroports d'Orly et de Roissy

ont été entièrement bloqués par le gel, mardi matin 30 novembre. Jusqu'à environ 14 heures, aucun avion n'a pu décoller ni atterrir et tous les moyens et long-courriers en provenance de l'étranger ont dû être déviés, en particulier sur Lyon-Satolas. Le trafic routier aussi a été très perturbé par le verglas, notamment sur les autoroutes du Nord et de l'Est, en Champagne et en Bourgogne, où de nombreux carambolages, faisant plusieurs blessés, ont eu lieu.

A Paris et dans la proche banlieue, les pompiers sont intervenus neuf cents fois, mardi matin, pour éteindre des incendies provoqués par des chutes (fractures et entorses) sur des trottoirs transformés en patinoires. « La Ville », a précisé la Mairie de Paris, qui avait mis en place trente-quatre sautoires, n'intervient que sur les chaussées, les trottoirs étant à la charge des riverains.

### OZONE

Greenpeace manifeste contre Elf-Atochem

Une dizaine de militants, français et allemands, de l'organisation écologiste Greenpeace ont pénétré, mardi 30 novembre, dans l'usine Elf-Atochem de Pierre-Bénite (Rhône), pour dénoncer la production d'hydrochlorofluorocarbures (HCFC). « Elf-Atochem est l'unique producteur français de substances qui détruisent l'ozone », souligne Greenpeace. Leader en Europe, cette société est la seule à avoir

misé autant sur les HCFC et à produire du bromure de méthyle. Le conseil des ministres de l'environnement de l'Union européenne doit statuer, jeudi 2 décembre, sur la proposition de la Commission européenne qui prévoit d'éliminer les HCFC à partir de 2014 (les CFC devant être interdits, eux, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995) et de geler la production de bromure de méthyle. Lors d'une récente conférence internationale réunie à Bangkok, M<sup>re</sup> Dowdswell, directeur général du Programme des Nations unies pour l'environnement, avait indiqué qu'en février 1993, les niveaux d'ozone au-dessus de l'Amérique du Nord et d'une grande partie de l'Europe étaient de 20 % au-dessous de la normale ».

RISQUES NATURELS : mise en place d'une instance de la prévention. - L'instance d'évaluation de la politique publique de la prévention des risques naturels a été installée, mardi 30 novembre, par Michel Barnier, ministre de l'Environnement. Présidé par Paul-Henri Bourrellet, ancien directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières, cet organisme, qui comprend vingt-neuf membres (élus, représentants d'associations, experts), « mènera une réflexion et proposera des améliorations afin de rendre cette politique plus efficace ». Son rapport d'évaluation sera rendu public par le commissariat général au Plan au printemps 1995.

JUSTICE

Le procès de Jean-Marie Villemain

## L'emploi du temps troublant de Murielle Bolle

Après avoir virtuellement fait le procès de Christine Villemain, le cour d'assises de la Côte-d'Or examine désormais l'hypothèse de la culpabilité de Bernard Laroche dans l'assassinat du petit Grégory, au travers du témoignage de Murielle Bolle, qui a commencé au cours de l'audience du mardi 30 novembre et sera au centre des débats pendant plusieurs jours.

DIJON

de notre envoyé spécial  
« Il y a neuf ans que ça s'est passé. C'est très difficile de s'en rappeler. Quand j'ai dit que Murielle Bolle n'était pas dans le car, j'étais sincère et honnête. Mais s'il faut se rappeler de tous les détails, ça ne va pas être facile. » En quatre phrases, Sandrine Parrin résume, avec un solide bon sens, l'une des plus grandes difficultés de ce procès. Neuf ans après, la plupart des témoins ne se souviennent plus des faits, et les seuls souvenirs qu'ils ont gardés ne concernent souvent que la dernière déposition faite lors du supplément d'information effectué de mars 1987 à février 1993.

Ces dépositions n'étaient souvent qu'une recopie plus ou moins édulcorée des déclarations faites à la police judiciaire, elles-mêmes inspirées par les procès-verbaux de la gendarmerie avant que celle-ci ne soit dessaisie de l'enquête. « Si j'ai dit ça, c'est que c'était vrai », cette phrase revient donc chez tous les témoins. Celui-ci se raidit et affirme se souvenir péremptoirement, comme si le fait datait de la veille. Celui-là n'ose plus parler tellement on lui a posé de questions. Et les plus sages se réfugient derrière leurs premières déclarations. La sacrosainte orléité des débats se réduit le plus souvent à la confirmation verbale... d'un écrit...  
Ce constat prend une dimension caricaturale lorsque les témoins s'expriment sur l'emploi du temps de Bernard Laroche et de Murielle Bolle le jour où Grégory fut assassiné. Au début de l'enquête, le 30 octobre 1984, Murielle Bolle déclarait aux gendarmes que, le 16 octobre vers 17 heures, elle avait pris le car devant le CES de Bruyères pour se rendre à Aumontzay chez la tante de Bernard Laroche où elle avait trouvé ce dernier avec son fils, Sébastien.

Les 2 et 3 novembre, elle faisait une autre déclaration en expliquant que Bernard Laroche était venu le chercher au CES avec sa voiture et qu'ils s'étaient rendus sur les hauteurs de Lépeignes, à proximité d'une maison. Là, Bernard Laroche s'était absenté pour revenir avec un enfant de quatre ans, et la voiture était repartie vers Bruyères avant de s'arrêter sur une route barrée. Bernard Laroche était parti seul à pied pour revenir quelques instants après. La voiture serait ensuite repartie dans le sens opposé vers le village où elle aurait fait un nouvel arrêt. Bernard Laroche se serait éloigné avec l'enfant et, quelque temps après, serait revenu seul. Enfin, la voiture aurait pris le chemin d'Aumontzay.

Après un week-end passé en famille, Murielle Bolle confirmait cette déclaration devant le juge d'instruction, le 5 novembre, et Bernard Laroche était aussitôt inculpé d'assassinat et écroué. Mais, le lendemain, Murielle Bolle, accompagnée de sa mère, se rétractait en soutenant que ses déclarations lui avaient été imposées par les gendarmes.

A l'audience, Murielle confirme, en disant que les gendarmes l'ont traitée de « menteuse », avant de lui crier : « Toi, t'es couché avec Laroche. » Selon Murielle Bolle, les

militaires lui auraient « dicté » sa déposition au la menace de l'envoyer en maison de correction. « J'étais peur, murmure Murielle en larmes. Ils disaient : « Tu signes : tu t'en vas. Tu signes pas : tu restes. »

Les gendarmes seront entendus mercredi à ce propos. Mais la cour s'est d'abord penchée sur l'emploi du temps de Bernard Laroche et de Murielle Bolle. Laroche décrit comme « travailleur, calme, réservé et bon camarade », aurait été vu dans un supermarché de Laval-sur-Vologne, dans une fourchette que les témoins situent entre 17 h 30 et 18 h 15. Un horaire difficilement compatible avec sa présence sur les lieux du crime à 17 h 30.

En revanche, l'emploi du temps de Murielle Bolle est troublant : l'an se fie aux dépositions de ceux qui l'ont vue sortir de l'école. Le chauffeur du car est sûr de lui : « Le 16 octobre, je ne l'ai pas vue descendre à Aumontzay. » Et ce chauffeur, qui ne fait ce service que le mardi, se souvient très bien de la présence de cette jeune fille, très roussie, le 9 et le 23 octobre. Or, le 23 octobre, Murielle n'a pas été au collège, ce qui ne prouve pas pour autant qu'elle n'ait pas pris le car. Parmi ses anciennes camarades, Nelly se souvient de l'avoir vue dans le car le 16 octobre, et Marie-Claude, propre sœur de Murielle, le confirme.

« J'étais dans le car »

Sonia, qui habite Bruyères, a vu Murielle monter dans une voiture. Elle a reconnu la jeune fille roussie, mais n'a pas fait attention au conducteur. Claude, très intimidée, murmure le même témoignage, que le président doit lui arracher mot à mot : « J'ai vu Murielle Bolle monter dans une voiture, et la voiture a pris la direction de Laval-sur-Vologne. » Véronique, plus à l'aise, a le même langage que Sandrine : « J'ai témoigné que Murielle Bolle ne se trouvait pas dans le car le mardi 16 octobre 1984. » Devant ces dépositions, Murielle répond seulement : « Elles se trompent, j'étais dans le car ».

Selon le sens des témoignages, les avocats encouragent ou fustigent les propos tenus à la barre. Ils s'acharnent, posant plusieurs fois la même question et, du côté des conseils de la famille Laroche, parfois divisés, l'inquiétude est perceptible. Chaque question est précédée d'une longue plaidoirie, et la réponse du témoin est le plus souvent que M<sup>re</sup> Hubert de Montille coupe l'homme qui balbutie : une réponse en lui lançant un brutal « Taisez-vous. » Dans le millier des cas, les témoins doivent subir une véritable cross examination, qui n'est pas pour autant encadrée par la rigueur de la procédure anglo-saxonne. Les questions sont souvent sous la forme : « Ne pensez-vous pas que... ? » Et si l'interlocuteur résiste, les avocats ne lui donnent le choix qu'entre deux réponses verrouillées à l'avance.

Visiblement navré, le président Olivier Ruysser multiplie les appels au calme. Le ton est plus suppléant que ferme et, par instants, la maîtrise de l'audience échappe au magistrat, qui se fâche : « Maître ! Vous prélevez les débats ? » Dans les couloirs, une autre dérive rappelle les épisodes les plus délirants de cette affaire qui n'en finit pas de ronger tout ce qu'elle touche comme un acide. Après la publication des émotions de Marguerita Duras durant l'enquête, c'est la photographie d'art Helmut Newton qui, pour *Paris-Match*, prépare, entre deux suspensions, une galerie de portraits !

MAURICE PEYROT

Au « Journal officiel »

## Nominations de magistrats

Par décret publié au *Journal officiel* du 28 novembre, sont nommés présidents de tribunal de grande instance :

A Nanterre, M. Jean-Marie Coulon, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; à Châteauroux, M<sup>me</sup> Patricia Brosse, épouse Watre-

mez-Dufour, vice-président ou tribunal de grande instance de Limoges ; à Cambrai, M. Jean-François Beynel, juge d'instruction au tribunal de Saint-Denis de la Réunion ; à Valenciennes, M. Bernard Langlade, président de chambre à la cour d'appel de Lyon.



## JUSTICE

Après trois ans d'enquête

## Le meurtrier présumé du maire de Soveria a été arrêté

Dominique Santelli, un époux de trente-neuf ans, a été mis en examen et écroué mardi 30 novembre à Bastia. Il est suspecté de l'assassinat le 31 décembre 1990 de Paul Mariani, maire de Soveria, un village de deux cents habitants situé près de Corte (Haute-Corse). Attaché au cabinet de François Douhin, alors ministre du commerce et de l'artisanat, la victime avait été tuée de cinq balles de 9 mm sur le pas de porte de sa maison, le soir du réveillon du jour de l'an.

BASTIA

de notre correspondant

Trois ans après le drame de Soveria, des enquêtes successives du SRPJ d'Ajaccio, de la brigade de recherches de la gendarmerie nationale ont abouti à la mise en examen pour assassinat d'un suspect. Dominique Santelli, qui n'a pas avoué. Le « faïçeau convergent d'éléments » accumulé au cours de trois ans d'enquête contre Dominique Santelli pourrait être fondé sur d'éventuels différends financiers ou fœdéraux opposant à Paul Mariani.

Le maire de Soveria aurait, à titre personnel, accordé un secours financier de quelques milliers de francs à Dominique Santelli. Celui-ci aurait eu quelques difficultés à rembourser la dette, dont rien n'indique qu'elle lui ait été réclamée. L'autre contentieux éventuel entre les deux hommes pourrait porter sur le projet de vente à un tiers d'une petite partie de terre limitrophe à une parcelle communale dont le suspect était locataire. S'ajoutant aux présumptions de culpabilité, le fait que le réseau d'éclairage public, dont Dominique Santelli assurait l'entretien, était tombé en panne le soir du drame, facilitant ainsi la fuite du meurtrier.

L'absence de preuve matérielle retenue contre le suspect au terme d'une aussi longue enquête, à laquelle la famille de la victime aurait d'ailleurs souhaité une autre

orientation, ne favorise pas la démonstration d'efficacité de la justice en Corse. La seule année 1992 a compté quarante-deux homicides volontaires dans l'île. Seules une dizaine d'affaires de flagrant délit ou de drames passionnels constituent les « affaires élucidées » des statistiques de la préfecture de police. Les autres assassinats restent inexpliqués.

## Des affaires non élucidées

« Depuis trois ans le parquet général, le parquet de Bastia, les magistrats instructeurs, les services de police judiciaire et de gendarmerie travaillent avec méthode, rigueur et complémentarité », assure pourtant le procureur de la République Roland Mahy. Au cours de cette période, sanctions, déplacements, remises en ordre ont en effet amélioré l'administration de la justice et de la police dans l'île. Des pièces à conviction placées sous scellés ne disparaissent plus du palais de justice de Bastia. Les services de police judiciaire ont récemment été initiés aux méthodes d'investigation scientifiques.

Si l'assassinat de Soveria ne semble pas avoir totalement profité de ces changements, peut-être en sera-t-il autrement des enquêtes en cours sur les deux affaires qui avaient ému la Corse peu auparavant : Charles Grossetti, le maire de Grossetto-Prugna, a été tué le 26 septembre 1990 par deux tireurs à moto placés en embuscade alors que la victime s'arrêtait à une station-service de Porticciolo en Corse-du-Sud, et Lucien Tirroli, président de la chambre régionale d'agriculture, est mort le 19 décembre 1990 après avoir assisté à la cérémonie de l'arbre de Noël des employés de la chambre consulaire à Ajaccio. Ces affaires n'ont toujours pas été élucidées. Deux des victimes dont les familles réclament toujours publiquement justice, au nom de l'Etat de droit, dont les ministres de l'intérieur successifs prônent le rétablissement en Corse.

MICHEL CODACCIONI

**RACISME :** six mois de prison ferme pour discrimination raciale. — Le tribunal correctionnel d'Evreux (Eure) a condamné, vendredi 26 novembre, Alain Bideault, 43 ans, responsable d'un club sportif, à six mois de prison ferme pour discrimination raciale envers une femme de ménage qu'il avait refusé d'embaucher car elle était noire. Il devra aussi payer 50 000 francs de dommages-intérêts à la plaignante. Le prévenu avait indiqué au bas du document de l'ANPE que lui avait apporté la candidate à l'embauche en juin dernier : « Pas de gens de couleur. Impossible ». M. Bideault a indiqué qu'il ne reconnaissait pas son écriture et ne se rappelait pas avoir vu cette demandeuse d'emploi, qu'il se disait au demeurant prêt à embaucher immédiatement.

## ÉDUCATION

Délégés après la fermeture du Grand Palais

## Les étudiants en langues de la Sorbonne hébergés dans les anciens locaux d'HEC

Les quatre mille étudiants en langues de la Sorbonne (Paris-IV), délogés du Grand Palais après la décision du ministre de la culture, Jacques Toubon, de fermer l'édifice au public pour des raisons de sécurité, pourront poursuivre leurs études dans un bâtiment appartenant à la chambre de commerce et d'industrie de Paris, rue de Tocqueville, qui a abrité l'Ecole des hautes études commerciales (HEC) jusqu'à son transfert à Jouy-en-Josas. C'est ce qu'a annoncé, mardi 30 novembre, Daniel Vitry, vice-chancelier des universités de Paris.

Une première solution de relogement avait été envisagée, le 22 novembre, dans les locaux du Centre national d'enseignement à distance (CNED) de Vanves

(Haut-de-Seine), inoccupés après la délocalisation de l'établissement à Poitiers. Mais la commission de sécurité s'était opposée au transfert. Malgré ce rebondissement, une partie des cours a pu être assurée. L'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm ayant été mise à contribution ainsi que certains lycées des alentours, des bibliothèques et même une caserne de pompiers.

Les étudiants devraient, en principe, réintégrer le Grand Palais le 1<sup>er</sup> février, ainsi que l'avait indiqué le ministre de la culture : les travaux de la grande nef doivent durer près de deux ans, mais les salles de cours ne sont pas situées dans une partie dangereuse, et seule une évacuation de secours doit être reconstruite.

M. A.

## SCIENCES

## Le théorème de Fermat fait de la résistance

Malgré le travail d'Andrew Wiles, la démonstration du célèbre théorème du mathématicien français buterait sur un « détail ».

« Manifestement, il a sauté une maille quand il a tricoté son rang. Mais c'est quand même un beau pull-over. » Le ton est badin, mais il y a du dépit dans le propos de ce mathématicien. Comme le plupart de ses confrères qui, en juin, fêtaient le « tour de force » d'Andrew Wiles, parvenu à résoudre, après trois siècles et demi, le fameux théorème de Fermat (1), il fait aujourd'hui grise mine. Pourtant, la belle démonstration du mathématicien britannique, ou plutôt la trame de cette démonstration, paraissait sans faille. Au début de l'été, chacun s'émervillait du travail accompli et attendait avec impatience la mise au propre des deux cents pages de son argumentation. Jusqu'à ce jour où le temps s'est arrêté : la démonstration de Wiles avait un trou.

Au début, personne ne s'est inquiété. « Tout le monde savait, confie un mathématicien, que la présentation de Wiles à Cambridge était

empreinte de quelques imperfections. Mais a priori, rien de bien grave. » John Coates, un des apôles de la théorie des nombres, avait d'ailleurs, à cette époque, rappelé qu'il s'agit « certes [...] des détails à vérifier », mais, ajoutait-il, ce n'était plus qu'une question de technique. Pour lui, ce qui avait été présenté à Cambridge [suffisait] à démontrer Fermat.

## Une « regrettable erreur »

Bien des « détails » ont en fait été réglés, par l'intermédiaire du courrier électronique, par le petit nombre des références chargées de « peigner » la démonstration de Wiles. Une procédure normale, entachée toutefois d'une anomalie que personne n'aurait crue, si le travail avait abouti rapidement : Andrew Wiles s'est en effet entouré du plus grand secret, ne diffusant son texte qu'aux seuls referees chargés de le peaufiner, alors que la communauté s'attendait à en disposer librement après la présentation du mois de juin.

La démarche a surpris les mathématiciens, habitués à plus de transparence. « C'est une

regrettable erreur, disent-ils, car, s'il y a une difficulté, plus nombreux nous aurons à la connaître et plus facilement nous la laverons, si elle peut l'être. » Dans l'entourage d'Andrew Wiles, on affirme, depuis plusieurs semaines, que tout va bien et que tout cela n'est qu'une question de temps.

Soulement, certains s'impacientent, et chacun y va de son commentaire. « Même ceux qui ne connaissent pas ce domaine des mathématiques. » On sait sans avoir. On suppose. Bientôt la rumeur s'enfle. Sans contrôle. C'est la raison pour laquelle John Coates — celui-là même qui accueillait, en juin, son ancien élève Andrew Wiles au séminaire de Cambridge pour sa présentation — a brisé le silence la semaine dernière, et informé la communauté qu'il y avait un problème dans la démonstration. Lequel ? Personne ne sait qu'elle est la taille du « trou », et il peut être comblé et dans quel délai. Mais cette fuite organisée peut, peut-être, aider à dénouer l'affaire.

« Même si l'on échoue à lever cet obstacle, s'il existe, souligne le mathématicien Jean-Pierre Serre, du Collège de France, le travail de Wiles reste

tout à fait important. La stratégie qu'il a adoptée dans sa tentative de démonstration du théorème de Fermat est très belle, pleine de promesses et suggère une façon de faire et de travailler qui devrait conduire à prospecter bien des voies. »

Piece donc aux spécialistes. Peut-être suffira-t-il, si Wiles accepte d'en dire plus, de quelques mois de travail intense aux mathématiciens pour en finir une bonne fois avec Fermat. Ou, au contraire, rester en compagnie du grand Pascal, qui, voilà plus de trois siècles, invitait le magistrat de Toulouse et de Castres à chercher « ailleurs qu'ici » la suite des [ses] inventions numériques. « Pour moi, ajoutait-il, je vous confesse que cela me passe de bien loin ; je ne suis capable que de les admirer. »

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Ce qu'Andrew Wiles a tenté de démontrer et a présenté en juin à Cambridge (Grande-Bretagne) n'est pas le théorème de Fermat lui-même, mais « cet inaccessible sommet des mathématiques » qu'est la conjecture de Taniyama-Weil. Le grand théorème du magistrat toulousain n'est en effet qu'une conséquence de cette conjecture plus récente ainsi que l'a montré, il y a quelques années, l'Américain Kenneth Ribet (Le Monde du 25 juillet).





## COMMUNICATION

### Le projet de loi sur l'audiovisuel

## La majorité divisée

Suite de la première page

A quelques heures de l'ouverture du débat en séance publique, la majorité apparaît, bien au contraire, divisée. Sur plusieurs points, et ses divergences mettent en évidence, notamment, le lancement de la chaîne éducative. Au cours de sa réunion hebdomadaire, mardi 30 novembre, le groupe UDF de l'Assemblée nationale, présidé par Charles Millon, s'est, en effet, prononcé en faveur d'un ajournement de ce projet. Le président de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, est intervenu en personne pour soutenir que le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, bénéficie d'un délai de « réflexion » supplémentaire afin de pouvoir procéder à une meilleure « évaluation » du projet. Il a été suivi par plusieurs autres députés qui ont souligné que le cinquième canal ne couvre pas l'ensemble du territoire, particulièrement les zones faiblement peuplées qui auraient bien besoin des services d'une chaîne « du savoir ».

Au même moment, rue de Varenne, M. Carignon adoptait les premières conclusions du « comité de pilotage » mis en place pour préparer l'installation, dès le mois de février, de la structure opérationnelle chargée de lancer ce programme sur le cinquième réseau hertzien avant la fin de 1994.

Mardi matin, le ministère de

la communication faisait donc savoir que M. Carignon, fort des arbitrages rendus par M. Balladur, s'opposera à cette proposition d'ajournement qui ferait la part belle aux promoteurs du secteur privé, lesquels ne cessent de faire du lobbying, depuis la disparition de la Cinq, dans l'espoir de voir les pouvoirs publics autoriser la création d'une nouvelle chaîne commerciale sur ce même canal. M. Carignon recevra, sur ce front, le soutien du rapporteur du projet de loi, Michel Pelchat, député UDF de l'Essonne, qui ne s'est pas associé à la prise de position de son groupe. Le ministre de la communication s'opposera aussi aux amendements favorables à la réintroduction immédiate d'une seconde coupure publicitaire dans les œuvres audiovisuelles, réclamée par le groupe UDF.

Deuxième sujet de crispation : l'avenir de RFO, la chaîne publique de radio et de télévision des départements et territoires d'outre-mer. C'est M. Péricard lui-même qui se propose de soutenir un amendement reprenant à son compte les pressions de certains élus locaux en faveur de la suppression de l'autonomie reconnue à RFO en 1982 puis confirmée en 1986 et 1988. Le président de cette chaîne, François Giquel, reconduit dans ses fonctions en novembre 1992, par le Conseil supérieur de

l'audiovisuel (CSA), s'est aussitôt insurgé, mardi, contre cette initiative. Il a écrit à chacun des députés siégeant à la commission présidée par M. Péricard pour souligner que le rattachement de RFO à la structure de France Télévision, qui chapeaute déjà France 2 et France 3, se traduirait par une dégradation des services de la télévision publique dans l'ensemble de l'outre-mer parce que RFO ne pourrait certainement plus disposer des images de TF1. M. Giquel, qui est bien placé pour connaître la sensibilité des populations des DOM-TOM en ce domaine, a mis en garde les parlementaires contre le risque de « forts mécontentements » locaux.

### Tempête sur les ondes

Il est peu probable, au demeurant, que la majorité se retrouve unie sur un amendement de cette nature. Avant les élections législatives du printemps dernier, l'UDF s'était démarquée du « Projet de loi RPR pour l'outre-mer » qui se proposait de « libérer » RFO en procédant à une « remise en cause drastique de ses structures comme de ses méthodes ». Mais, curieusement, loin de préconiser l'abolition de l'indépendance de cette chaîne, ce document du RPR préconisait, à l'inverse, de « jouer à fond le jeu de la décentralisation en donnant un maximum d'autonomie aux stations régionales » de RFO. Le ministère de la communication n'était pas le dernier, mercredi

matin, à souligner l'incohérence qu'il y a, de la part de certains des représentants du RPR, à militer tout à la fois pour la suppression de la présidence commune de France 2 et France 3 et, aujourd'hui, pour le rattachement de RFO à France Télévision qui regroupe ces deux chaînes.

Troisième sujet de contestation : la promotion de la francophonie à la radio. En se lançant dans une surenchère à partir du projet de loi qui, dans un article 7 délibérément flou, prévoyait que le CSA « pourra imposer aux services de radiodiffusion sonore (...) une diffusion minimale de chansons de langue française », M. Pelchat lui-même a déclenché une tempête sur toutes les ondes. Son projet d'amendement visant à imposer aux réseaux de radio nationale la programmation d'un quota minimal de 40 % de chansons françaises a été élaboré dans des conditions telles qu'il mobilise contre lui presque toute la bande FM et qu'il va sans doute contraindre le ministre de la communication à un surcroît de pédagogie, voire à un recul.

Cela fait beaucoup de contradictions, en quelques heures, pour un gouvernement dont le chef assure, en février dernier, qu'il n'y aurait pas lieu d'entreprendre « la x-ième réforme du système audiovisuel », en croyant peut-être très sincèrement, alors, s'épargner des querelles intestines sur ce terrain mouvant. Sincèrement ou naïvement. A moins que ce fut fascinement.

ALAIN ROLLAT

## Le président de RFO défend l'autonomie de sa chaîne

Le président de RFO, François Giquel, a adressé, mardi 30 novembre, aux membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, une lettre dans laquelle il s'oppose à un amendement dont le but est de supprimer l'autonomie de la chaîne d'outre-mer et de la placer sous une présidence commune en compagnie de France 2 et France 3. M. Giquel écrit notamment : « Cet amendement paraît de nature anodine (...) justifié par un souci de cohérence (RFO fait partie du service public comme France 2 et France 3) et par une volonté de briser l'isolement de l'outre-mer (les programmes et les personnels circuleront mieux). Je tiens à dire qu'il s'agit là d'apparences et que les effets seront à moyen terme très différents de ces bonnes intentions. » Il n'y a pas de synergie entre France Télévision et RFO : parce que RFO regroupe radio et télévision, que RFO diffuse sur des territoires où France 2 et France 3 ne sont pas diffusées directement et parce que le contexte concurrentiel dans lequel évolue RFO est totalement différent de celui de la Métropole.

Pour M. Giquel, le risque est de perdre les programmes de TF1. « L'amendement proposé implique une conséquence inéluctable qui privera plus de 40 % des populations

d'outre-mer de programmes auxquels ils avaient accès jusqu'à présent. Je veux parler des programmes de TF1 qui relèvent de l'intérêt général, comme les émissions politiques et les grandes retransmissions sportives et culturelles. Il est bien évident en effet que TF1 refusera de livrer des programmes à une société faisant partie d'un groupe directement concurrent du sien en métropole, et considérera que les termes de la loi de privatisation ne sont plus respectés. »

M. Giquel insiste aussi sur la nécessité de poursuivre le processus de décentralisation aujourd'hui largement engagé et dont le but est « de donner plus d'autonomie aux stations de RFO, afin de respecter l'identité et la spécificité de chacun des départements et territoires d'outre-mer ». Il précise également que « seule l'indépendance complète de RFO a permis de faire émerger une génération de cadres originaires d'outre-mer alors qu'auparavant toutes les fonctions de responsabilité, ou presque, étaient occupées par des personnels de France 3 ». Il conclut que l'intégration de RFO à France Télévision ne pourrait « qu'alourdir le processus de décision » et « diminuer le service rendu au lieu de l'améliorer » au risque de « susciter de forts mécontentements ».

## Le « quota de chansons françaises » voulu par M. Pelchat (UDF-PR) sème le trouble dans les radios

C'est une petite phrase prononcée lors d'un entretien au Figaro, mercredi 24 novembre, qui a semé le trouble dans le petit monde de la radio. Député UDF-PR de l'Essonne et rapporteur du projet de loi sur l'audiovisuel à l'Assemblée nationale, Michel Pelchat a déclaré qu'un « amendement fixant à 40 % le seuil des quotas de chansons françaises pour les radios aussi bien généralistes que thématiques » lui semblait « indispensable ». M. Pelchat devait préciser, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, les termes de l'amendement qu'il souhaite déposer en séance lors de la discussion du projet de loi.

Les chansons françaises, qui devront constituer 40 % de la programmation des stations « nationales » — ce qui exclut les radios locales, notamment associatives — seront tenues de réserver la moitié de leurs plages « aux jeunes talents », à « des heures significatives ». Toutefois, précise M. Pelchat, les conditions d'application de cet article, s'il était adopté, n'entreraient en vigueur que dans deux ans et « seraient fixées par décret sur la base d'une concertation entre gouvernement, producteurs distributeurs, et diffuseurs » qui pourrait d'ailleurs aboutir, selon le député UDF de l'Essonne, à la « création d'un fonds de soutien à la chanson française ».

L'idée d'un quota de chanson française applicable aux radios n'est pas nouvelle. L'ancien ministre de la culture, Jack Lang, avait déjà évoqué en 1991 un « taux minimal de musique francophone » (le Monde du 28 août 1991). Il avait fait machine arrière devant le tollé qu'avait soulevé ce projet auprès des opérateurs radios. On en était donc resté à un statu quo qui laisse le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) passer des conventions avec les radios commerciales et imposer une proportion minimale du temps consacré à la chanson française (1). « Des négociations au cas par cas » ont lieu, assorties de mises en demeure en cas de non-respect des engagements, un système qui a la préférence du CSA, même s'il regrette que « les réseaux jeunes offrent à la chanson francophone une résistance beaucoup plus grande que les réseaux s'adressant aux adultes ».

En revanche, l'initiative de M. Pelchat satisfait les auteurs, interprètes, producteurs et diffuseurs réunis au sein du comité de liaison interprofessionnel de la musique (CLIM). Le projet de loi du ministre de la communication, Alain Carignon, qui autorise les réseaux à diffuser désormais sur un bassin de 120 millions d'habitants et facilite la reconduction d'autorisation d'émettre — deux fois cinq ans — (le Monde du 22 septembre),

a soulevé le colère de Gilles Paire, président du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP), celle de François Parrot, délégué général du Syndicat des artistes, et de Jean-Loup Tournier, président du directoire de la Société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique (SACEM). Mardi 30 septembre, ils lançaient un « cri d'alarme » devant un projet de loi qui « risque d'accentuer considérablement la prééminence des réseaux radios à dominante anglosaxonne ».

### Lettres, messages et... mitraillette

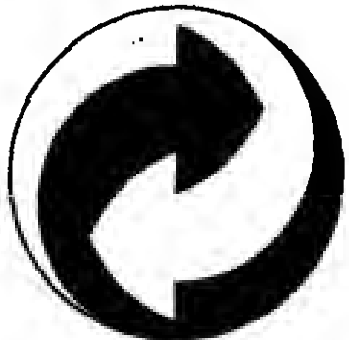
Du côté des radios, la consternation est quasi-généralisée face à l'amendement de M. Pelchat. Hormis Jean-Paul Baudécroux, président de NRJ, pour lequel, « si on en est là, c'est parce que certains réseaux comme Fun ne respectent pas leurs engagements », les stations musicales « rock » et « françaises », mais aussi généralistes, se soulèvent contre l'amendement Pelchat. « Je suis philosophiquement contre les quotas », explique Jacques Rigaud, PDG de RTL, « surtout au moment où nous débattons de l'exception culturelle. Si la finalité d'un tel amendement est sympathique, il s'agit d'une erreur politique : le paysage radiophonique est stable et diversifié, les auditeurs s'adaptent d'une radio à l'autre. Des quotas risquent de bouleverser le paysage et de mettre en difficulté les chaînes qui diffusent beaucoup de musique française, comme M 40 ». « Nous allons faire une radio à format unique, une radio Pelchat », renchérit Jean-Pierre Ozannat, directeur général d'Europe 1 et président du syndicat des radios généralistes privées (SRGP).

Sous la houlette de son directeur, Benoît Sillard, également président du Syndicat des éditeurs radiophoniques nationaux, Fun appelle pour sa part ses auditeurs à la révolte et fait tache d'huile auprès d'autres réseaux musicaux. Dès le lundi 29 novembre, des bandes annonces appelaient à prendre les armes. « Pour une France qui se dit un pays libre, pour continuer à écouter la musique que vous aimez, écrivez à l'Assemblée. Amendement Michel Pelchat. A l'antenne, les auditeurs défient. « Mitche, ma poule, j'ai un truc à te dire », lance un auditeur parisien. Silence. Un tir de mitraillette troue l'antenne. « C'est pour rire », précise l'animateur Difool. Car le CSA veille...

ARIANE CHEMIN

(1) 15 % pour Fun et Skyrock, 20 % pour NRJ, 25 % pour RFM, 30 % pour Europe 2, 50 % pour Nostalgie, 50 % pour Chérie FM... Les « généralistes » ont contracté des engagements à hauteur de 40 %, mais leurs programmes dépassent 50 % de chanson française.

1884.  
On organise le  
ramassage des ordures  
ménagères.



1993.  
Chaque produit qui porte  
le point Eco-Emballages  
finance la récupération  
des emballages.

Programme Eco-Emballages.



## « Université 2000 » : le désenchantement

Difficultés de financement et cafouillages administratifs retardent sérieusement la réalisation du plan de développement de l'enseignement supérieur

### Affichage

Tranta-trois mille postes seront mis aux différents concours de recrutement (internes et externes) des enseignants du second degré en 1994, soit autant qu'en 1993. François Bayrou a annoncé ce maintien de l'offre de postes, mercredi 24 novembre, alors qu'il relevait, dans le même temps, une augmentation importante du nombre des préinscriptions (+ 38 % sur un an), classées au 12 novembre (la Monda du 26 novembre).

Meis l'arbre ne saurait cacher la forêt. Si la nombre global de postes mis aux concours n'est pas en baisse, il n'y a pas pour autant statu quo. Sur les 21 200 postes mis aux concours externes, 720 postes ont été supprimés au CAPES (disciplines générales) pour être transférés au CAPET (disciplines techniques), le nombre de postes mis aux concours du professorat en lycée professionnel (CAPLP) restant inchangé.

Le choix ministériel s'explique notamment par les besoins impérieux de recrutement dans les disciplines techniques, traditionnellement déficitaires. Selon la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère, parmi les 17 000 nouveaux enseignants qui sont à recruter chaque année d'ici à 2001 - et que ne « couvrent » toujours pas le « flux frais » des nouveaux arrivants -, les disciplines techniques connaîtront à elles seules de plus en plus d'enseignants : 4 900 en 1995, 5 400 en 1997. Les 4 500 postes offerts en 1994 (CAPET et CAPLP) ne seront donc pas du luxe.

### La bonne cote des langues régionales

La baisse, par compensation, du nombre de postes mis aux concours des CAPES externes porte essentiellement sur les documentalistes (250 postes offerts entre 1990 et 1993), les sciences physiques (1 450 contre 1 650) et l'histoire-géographie (1 650 contre 1 850). Qualifiée de « mauvais coup » par la Syndicat national des enseignants du second degré (SNES-FSU), cette baisse pourrait être lourde de conséquences. L'affichage du nombre de postes mis aux concours demeure encore l'un des meilleurs moyens d'attirer les candidats - et François Bayrou le sait, qui a insisté fortement sur le « bon nombre » du maintien de l'offre globale. Il y a donc fort à parier que la réduction soudaine de plus de 60 % du nombre de postes en documentation tarisse la flux de candidats attirés par cette voie.

En revanche, ceux-ci apprécieront l'effort du ministre à promouvoir les langues régionales : le nombre de postes aux concours externes enraspandant augmentant, eux, de... 60 % (32 postes seront ainsi offerts aux concours externes contre 20 en 1993, dont 14 pour la seule CAPES de langue d'oc (7 l'an passé). En terme d'affichage, le ministre-président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, n'aura donc pas oublié les aïeux.

J.-M. Dy.

ON le répète volontiers, actuellement, dans l'entourage du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon : le plan « Université 2000 » de développement de l'enseignement supérieur est à la fois « un coup de génie et un coup de bluff ».

Le coup de génie, indéniablement, fut de tenter de sortir, par le haut, de la crise explosive qui menaçait l'université à la fin des années 80. Loin de se contenter de construire ou de rénover quelque 2 millions de mètres carrés de locaux neufs, 50 000 mille places de bibliothèques universitaires et 30 000 logements pour accueillir les 350 000 étudiants supplémentaires attendus dans les universités d'ici à 1995, le plan conçu, en 1990, par M. Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, et son conseiller spécial, Claude Allègre, avait une triple ambition.

Tout d'abord, ne pas répéter les mêmes erreurs que dans les années 60. Pour faire face au premier « boom » universitaire, on avait, alors, transplanté les universités, trop à l'écart des vieux centres-villes, vers des campus éloignés, mal desservis, mal équipés et construits à la manière des grands ensembles de l'époque. L'objectif affiché d'« Université 2000 », au contraire, est de sortir les universités de l'isolement urbain et du misérabilisme architectural, de les réconcilier avec la ville et de leur redonner un rôle actif dans la cité.

La deuxième ambition fut de faire du remodelage de la carte universitaire l'un des moteurs de l'aménagement du territoire. Cela passait par le réajustement de la répartition des universités, au profit du Nord et de l'Ouest, bénéficiaires des trois universités nouvelles du Littoral (Dunkerque, Calais et Boulogne), de l'Artois (Arras, Lens, Béthune et Douai) et de La Rochelle. Cela supposait également l'émergence de « pôles européens » dans les grandes villes universitaires de l'Est et du Sud. Il s'agissait, en outre, de désengorger Paris, avec la création en grande banlieue de quatre universités dans les villes nouvelles de Cergy, Evry, Marne-la-Vallée et Saint-Quentin-en-Yvelines.

Enfin la relance spectaculaire des instituts universitaires de technologie (175 créations de départements d'IUT ont été programmées entre 1991 et 1995, pour 50 000 étudiants supplémentaires) devait permettre de contrebalancer le développement anarchique des petites antennes universitaires dans le réseau des villes moyennes (lire ci-contre).

La troisième ambition - qui tenait à l'époque du pari - était d'associer l'ensemble des collectivités locales au financement de cet énorme investissement que l'Etat aurait été incapable d'assumer seul. Au prix d'une modification de la législation sur la maîtrise d'ouvrage en faveur des collectivités locales et de leur association plus étroite au ciblage des formations à développer, l'Etat a réussi à obtenir les concours des régions, des départements et des communes : avec 16 milliards de francs d'investissements sur cinq ans, celles-ci sont, à parité avec l'Etat, les cofinanciers du plan « Université 2000 ».

Trois ans après, le « coup de génie » semble avoir réussi. Parmi les projets sortis de terre, les architectes ont retracé, souvent avec bonheur, le chemin de l'université. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir Amiens, qui a fait de l'université la vitrine de son développement, avec en particulier la séduisante faculté des sciences, construite, dans le quartier Saint-Léon, par Henri Gaudin, et qui doit être complétée par la nouvelle faculté de gestion et d'économie, à deux pas de la cathédrale. Avec, à chaque fois, un souci remarquable d'intégration

urbaine. Ou encore de visiter le superbe bâtiment conçu par Michel Rémoin pour l'université de Cergy, au cœur de la ville nouvelle, avec une intelligence de l'espace et une qualité du détail que les universitaires français croyaient réservées à leurs homologues étrangers.

Et l'on peut multiplier les exemples. Depuis l'IUT d'Auxerre, conçu par Jean-Michel Wilmotte au bord de l'Yonne, jusqu'aux extensions de l'université Paris-VIII, à Saint-Denis; depuis les développements du campus de Dijon jusqu'au nouveau bâtiment de l'université de Haute-Bretagne (Rennes-II); depuis le campus du Mirail, enfin relié à Toulouse par le métro, jusqu'à l'antenne universitaire de Blois; depuis la réhabilitation de l'ancienne Manufacture des tabacs, au cœur de Lyon, destinée à accueillir les étudiants de gestion et d'économie de Lyon-III, jusqu'à la rénovation réussie d'anciens locaux industriels, sur le vieux port de Dunkerque, pour accueillir l'université du Littoral.

A l'évidence, l'université française a commencé à sortir de cette sorte de dépression où elle était plongée depuis une vingtaine d'années. L'impulsion de l'Etat, l'engagement des collectivités locales et le dynamisme de bon nombre de présidents d'université ont permis d'échapper à l'architecture indigente qui semblait la marque de fabrique des facultés.

### Retards et enlèvement

Depuis quelques mois, pourtant, le charme semble rompu et l'Etat initial incertain. Cela tient, tout d'abord, aux retards dans la réalisation du plan « Université 2000 » et c'est là qu'est, pour François Fillon, le « coup de bluff ». En effet, il a répété à maintes reprises depuis son arrivée, pour en reporter la responsabilité sur ses prédécesseurs : ce plan se sera engagé, à la fin de 1993, qu'à hauteur de 40 % de l'enveloppe globale de 32 milliards de francs prévue pour 1991-1995, alors qu'il devait être, pour les trois premières années, à hauteur de 60 %.

Encore s'agit-il d'un chiffre moyen : pour un programme universitaire comme celui de Tours, déjà engagé à plus de 70 % malgré son ampleur, d'autres projets, comme ceux concernant l'agglomération marseillaise ou l'académie de Reims, par exemple, semblent sérieusement à la traîne. Il ne s'agit toutefois que d'ordres de grandeur, tant les chiffres concernant l'avancement du plan sont entourés d'un flou considérable au point de paraître relever du secret d'Etat.

Après avoir obtenu, au début de



l'été, une rallonge de 400 millions de francs ponctionnés sur les rentrées de l'emprunt d'Etat lancé par le gouvernement, M. Fillon s'est vigoureusement engagé à mener à bien, d'ici à 1995, l'ensemble des opérations prévues pour les villes universitaires de province. Et les préfets, qui négocient actuellement avec les conseils régionaux les futurs contrats de plan Etat-région pour la période 1994-1998, ont reçu pour mandat d'inscrire le solde des opérations « Université 2000 » non encore engagées dans le « nœud dur » des futurs contrats.

L'incertitude est forte, cependant. Dès à présent, il a été annoncé que les opérations prévues pour la région parisienne, ne seraient pas terminées avant 1998, soit trois ans de retard qui banniraient nécessairement le développement des quatre universités nouvelles d'Ile-de-France. Le choix de l'Etat de reporter les reports d'opérations du plan « Université 2000 » dans les futurs contrats de plan Etat-région, pour l'instant, une grande confusion sur les échéanciers d'opération. Au point que la plupart des opérateurs estiment, aujourd'hui, à un ou deux ans, le retard inéluctable dans la réalisation du plan en province, qui n'en dit le ministre.

Or, ces retards sont de nature à casser l'espoir créé par « Université 2000 ». Dans bien des cas, en effet, ils semblent dus à une sérieuse « incurie » de la maîtrise d'ouvrage d'Etat, selon le mot d'un architecte. En privé, bon nombre de responsables le reconnaissent : le ministère avait sous-estimé la complexité de bon nombre d'opérations qui auraient nécessité une programmation ex-

geante et minutieuse. Et, surtout, l'éducation nationale n'était pas efficacement armée pour gérer des programmes d'une telle ampleur.

### Le retour des préfabriqués

Cette faiblesse des relais techniques, accentuée par la valse des sous-directeurs de la construction depuis trois ans (le dernier en date, M. Donnetville, vient de quitter le ministère après moins d'un an), expliquent, dans bien des cas, l'enlèvement des dossiers ou leur mauvaise préparation. Telle opération strasbourgeoise, financée et techniquement prête, attend depuis des mois le feu vert indispensable du contrôleur financier. La construction de la bibliothèque universitaire de Saint-Denis, opération phare de la relance de ce secteur et dont le projet (conçu par Pierre Riboulet) est retenu depuis 1991, butte depuis bientôt un an sur un problème foncier qui n'avait pas été sérieusement examiné. Il fait partie des trente-sept projets de bibliothèques universitaires prévus par « Université 2000 » et toujours pas engagés.

Même situation pour l'université nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, où - les autorisations de programme acquises et l'appel d'offres lancé auprès des entreprises - le chantier ne peut démarrer. Pour une raison simple : le ministère du budget a changé les règles en cours de route et impose désormais que l'université soit propriétaire du foncier. Or, le terrain prévu avait été mis à disposition par l'établissement public de la ville nouvelle avec un bail emphytéotique (de longue durée).

« L'inertie de la chaîne de décision,

l'improvisation des mécanismes budgétaires et financiers ont scandalisés », lance Antoine Grumbach, l'architecte du projet. Et on atteint l'absurde lorsque, devant le retard pris, on s'apprête à dépenser 6 millions de francs pour construire, à la hâte, des bâtiments préfabriqués provisoires afin de passer le cap de la rentrée 1994.

Du fait de ces bricolages, qui retardent les opérations et démobilisent la communauté universitaire, le sentiment que l'embellie est terminée commence à s'installer. C'est vrai pour les architectes qui ont pu échapper, ici ou là, depuis deux ans, au fameux système normatif de références de 1976, qui ligote toute construction universitaire dans un carcan tatillon de règles désuètes, uniformes et inadéquates. Un moment entrouverte, la porte s'est désormais refermée, comme le notent les architectes. Michel Rémoin, qui avait pu, à Cergy, dépasser de 25 % à 30 % les normes sur la surface des circulations ou de locaux techniques ou sur la qualité des matériaux, est ramené plus de « classicisme » érigé par le projet d'Etat à la charge à l'écume.

De même, l'ambition de réconcilier l'université et la ville est, dans bien des cas, en train de s'effriter dans l'échec de délocalisations locales et des intérêts contradictoires des différentes collectivités locales, comme à Grenoble où le réaménagement du campus semble avoir fait long feu, ou à Nanterre où l'on construit à nouveau des préfabriqués, faute d'avoir inscrit le développement d'un campus dans les projets, il est vu confus, d'extension du quartier de la Défense.

C'est enfin le cas au plan national, où l'on commence à mesurer les risques d'une dissémination de structures universitaires trop petites (antennes et IUT) dont la vocation - ce n'est pas niveau - est souvent plus électoral qu'académique. Yves Fréville député (UDF) d'Ille-et-Vilaine, notait déjà dans son rapport sur le projet de budget pour 1993 : « Une chance extraordinaire d'innovation du réseau universitaire français risque d'être gâchée, l'espace universitaire éclaté plus qu'il ne se structure ».

Bref, lâche un bon observateur « on va recommencer à passer en coût au mètre carré, sans réfléchir sur le fond ». Au risque d'avoir se réaliser la crainte exprimée par Jean-Paul de Gaudemar, rapporteur général des Assises nationales « Université 2000 », le 2 juillet 1990 à la Sorbonne : « Rien ne serait pire qu'un rêve annoncé non advenu ».

GÉRARD CORTOIS

## L'heure de vérité pour les syndicats

Des élections professionnelles auront lieu le 6 décembre, un an après l'explosion de la Fédération de l'éducation nationale

V A-T-ON assister à un combat des chefs ? Les quelque 700 000 enseignants de l'éducation nationale sont appelés à élire, jusqu'au 6 décembre, leurs représentants aux différentes commissions administratives paritaires (nationales, académiques ou départementales), organismes consultatifs - compétents - notamment en matière de gestion des carrières. Ce scrutin, qui n'a lieu que tous les trois ans et où la participation est traditionnellement importante, fournira l'occasion de mesurer les forces syndicales en présence, un an après que la « forteresse enseignante » - la Fédération de l'éducation nationale (FEN) - s'est désintégrée, mettant fin à quarante-cinq années de syndicalisme unitaire.

C'est peu dire qu'un an le paysage syndical enseignant a considérablement évolué. L'exclusion puis le départ volontaire de plusieurs syndicats de la FEN - SNES, SNEP (éducation physique), SNETAA (enseignement technique), SNESUP (enseignement supérieur) - a abouti à la naissance, au printemps dernier, d'une nouvelle fédération. La Fédération syndicale unitaire de l'enseignement, de la culture, de la recherche et de la culture (FSU) regroupe aujourd'hui 14 syndicats d'enseignants ou de personnels et

effrène 130 000 à 150 000 adhérents, quand la FEN n'en compte plus guère que 160 000 à 180 000.

Dans le premier degré, l'ancien Syndicat national des instituteurs (SNI-PECC) (62 % des voix en 1990), rebaptisé Syndicat des enseignants (SE-FEN), a fait le choix d'élargir son champ de syndicalisation à l'ensemble des enseignants, de la maternelle à l'université. Cette option lui a valu de perdre, instantanément, un tiers de ses militants, minoritaires, qui ont depuis constitué un nouveau syndicat : le SNUipp (25 000 adhérents, dont un quart seraient de jeunes enseignants jusqu'à non syndiqués). Tandis que, dans le second degré, le SNES (57 % des suffrages exprimés en 1990), et le SNETAA (48 % des voix dans les lycées professionnels) ont vu le SE-FEN empiéter sur leurs plates-bandes.

### Les risques de l'abstentionnisme

Frères ennemis hier et, aujourd'hui, cousins éloignés en situation de concurrence, les syndicats FEN et FSU ne se risquent à aucun pronostic. D'autant plus que le jeu pourrait bien profiter aux autres organisations syndicales (CFDT, Force ouvrière,

CGT, CSEN...). Ou à l'abstentionnisme. Dans le premier degré, le SE-FEN devrait cependant logiquement conserver sa première place. Mais où s'arrêtera l'érosion entamée depuis une dizaine d'années, qui avait fait perdre 35 000 voix au SNI en 1990 par rapport aux élections précédentes ? Concurrencé aujourd'hui par le SNUipp, le SE-FEN n'a pas pu constituer, par exemple, de liste départementale dans les Hautes-Alpes. Une vacance symbolique pour le SNUipp, qui, lui, peut se targuer de présenter des candidats dans tous les départements. Mais cette guerre des listes, fait-on remarquer à la FEN comme à la FSU, ne risque-t-elle pas, avant tout, de faire émerger aucun syndicat « fort » ?

Dans le second degré, l'implantation du SNES - et donc de la FSU - ne semble, à l'inverse, pas contestée. A l'évidence, le SE-FEN n'a pas réussi à percer de façon significative les rangs du second degré. Il n'a pas pu, par exemple, constituer de liste dans trois des vingt-huit académies métropolitaines (Corse, Nantes et Rennes dans le corps de certifiés). A titre indicatif et selon des résultats partiels (portant sur une trentaine de départements), les syndicats de la FSU totalisent eux alentours de 32 % des voix aux

récentes élections des représentants aux conseils d'administration des collèges et des lycées. Le SE-FEN, lui, obtiendrait environ 4 % : 1 % dans les lycées moins de 5 % dans les collèges. En revanche, avec 8 % de suffrages recueillis dans les lycées professionnels, le SE-FEN confirme avoir grignoté dans les rangs du SNETAA, qui tient habituellement le haut du pavé dans le technique.

Enfin, sans les prendre pour argent comptant, certains s'interrogent également devant les résultats des élections au comité technique paritaire universitaire (CTPU), qui ont eu lieu en octobre et qui ont vu Force ouvrière (9 % des suffrages) céder plus de la moitié de ses voix et la CGT faire un « flop » (2 %), alors que la confédération avait émis le vœu, l'an passé, de syndiquer massivement les enseignants (ce qu'elle ne souhaitait pas faire du temps de l'ancienne FEN).

Derrière les mots d'ordre portant sur la défense du service public et une meilleure définition de son rôle et de sa mission les résultats aux élections professionnelles auront ainsi eu, pour les uns et les autres, valeur de test et d'épreuve de vérité.

JEAN-MICHEL DUNAY

DEVCOM 93  
4<sup>ème</sup> Salon des Associations  
Le carrefour professionnel du monde associatif  
du 15 au 17 décembre 1993  
Palais des Congrès - PARIS  
THEMATICA  
TEL : (1) 34 24 90 90

LES POLITIQUES DE L'EMPLOI  
par Jérôme Gautié  
75 F  
Vuibert

هنا من العمل



ment

# Les villes moyennes font leurs comptes

Après une période d'euphorie, le ministre et les élus s'interrogent sur la multiplication des antennes universitaires

LES villes moyennes se sont engagées, tête baissée, dans la bataille pour le développement universitaire. Stimulées par une demande sociale de plus en plus pressante et par un gonflement sans précédent des flux de bacheliers, aiguillonnées par des lois de décentralisation qui ne leur confèrent pourtant aucune compétence particulière en matière d'enseignement supérieur, elles ont réclaté haut et fort d'être intégrées à la nouvelle géographie universitaire qui se dessinait.

Le mouvement est déjà ancien puisque les antennes universitaires de Bourg-en-Bresse et de Valence, comme celles de Troyes, Laval, Brive et Quimper existaient déjà au début des années 70. En outre, de nombreux départements d'instituts universitaires de technologie (IUT) ont été implantés avec succès dans les villes de moins de cent mille habitants.

Mais la dynamique s'est emballée à partir de 1986-1987. Sous l'effet de la loi de décentralisation et de la loi de création de l'IUT en nombre suffisant, les élus des villes moyennes se mettent à rêver de se payer un petit morceau d'université... les antennes, alors, prolifèrent. La relance massive des IUT en 1991 ne tempère pas l'ardeur des élus. Car les IUT et leurs filières courtes professionnalisées ne peuvent répondre à la diversité des besoins.

Les créations d'antennes se font, dans la plupart des cas à l'initiative des élus, avec l'accord plus ou moins enthousiaste des universités mères, un peu sceptiques mais pas mécontentes, au fond, de pouvoir décongestionner d'un coup leurs premiers cycles. Certaines antennes qualifiées de «sauvages», n'accueillent pourtant que quelques dizaines d'étudiants. Le plan «Université 2000» se donne, entre autres missions, celle de rationaliser la prolifération des antennes et de corriger les plus gros défauts de la formule. L'évaluation conduite par le ministère de l'éducation nationale et de la culture durant l'année 1991-1992, qui a fait l'objet d'une note d'étape rédigée en janvier 1993 (1) montre que cet objectif n'a été que très partiellement atteint.

## Un faible choix de filières

Les quarante antennes recensées - hors région parisienne - regroupent environ dix mille étudiants (soit 1,3 % de l'effectif total des universités), et elles ne proposent pratiquement que des formations de premier cycle. Dès 1989, le ministère avait fixé un certain nombre de conditions à la reconnaissance - et donc au financement - des antennes : qu'elles développent des formations scientifiques, qu'elles accueillent au moins 2 000 étudiants, qu'elles s'adressent, enfin, à un bassin de population d'au moins 100 000 personnes. Or, quatre ans plus tard, on constate que l'on est loin du compte. Seuls les pôles universitaires de Valence et de Vannes-Lorient dépassent 1 500 étudiants, les antennes de Troyes, Saint-Nazaire et Cambrai frôlant le millier, signalé l'étude du ministère. En revanche, Niort, Colmar ou Cherbourg, plafonnent à moins de 200 étudiants.

Autre problème soulevé par le ministère : les filières se sont peu diversifiées entre 1989 et 1992. On enseigne essentiellement le droit dans les antennes, plus rarement les lettres et les sciences humaines, exceptionnellement les sciences, plus coûteuses. Et, dans des unités à très faibles effectifs, il est difficile d'offrir un large éventail de choix sans entraîner une dispersion de l'effort et des surcoûts considérables.

Les enseignants des universités de rattachement ne se bousculent pas non plus pour y assurer des cours. Faute d'emplois fléchés, les antennes doivent le plus souvent se contenter d'intervenants extérieurs ou d'enseignants du second degré détachés dans le supérieur. Les facilités et les compléments de rémunération proposés par la quasi-totalité des élus pour attirer des candidats ne suffisent pas toujours. Selon une

enquête conduite en 1992 par la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM), 60 % des élus concernés participent pour tant à la rémunération des enseignants de leur antenne, en leur attribuant des compléments de salaire, des indemnités de frais de déplacement ou des aides au logement.

## Réalisme et prudence

Le mode de financement des antennes est de toute façon assez anarchique. Les universités reversent théoriquement une partie des droits d'inscription et des crédits pédagogiques, mais selon des règles de répartition très floues. Certaines sont financées à égalité par la ville ou le district et le conseil général (Aurillac, Châteauroux, Laval, Niort), d'autres essentiellement par le conseil général (Bourges, Evreux, Angoulême) ou par la ville (Brive, Cambrai, Cherbourg).

Autant de difficultés qui, la crise économique et les restrictions budgétaires aidant, commencent à tirer les élus vers plus de réalisme et de prudence. Quatre ans après la création de la plupart de ces «universités de proximité», l'heure des comptes a sonné. Et l'on s'aperçoit que les équipements sont souvent luxueux qu'on a financés - «pimpants, bien équipés, souvent disproportionnés» selon la note du ministère - s'avèrent plus coûteux que prévu (notamment leur entretien), ou que le coup de ponce économique escompté n'est pas au rendez-vous.

Après l'euphorie de la période écoulée, l'enthousiasme est encore vivant chez les responsables des collectivités, mais ton revendiquant aujourd'hui un partage plus équitable des charges.

Ce changement d'attitude était nettement perceptible au cours du colloque de la Fédération des maires de villes moyennes (FMVM), organisé à Cholet (Maine-et-Loire), les 7 et 8 octobre derniers. A quelques semaines du lancement du débat sur l'aménagement du territoire orchestré par Charles Pasqua, Jean Auroux, ancien ministre du travail, maire de Roanne et président de la FMVM avait invité des élus, des responsables de collectivités et des universitaires à débattre, en présence de François Fillon, des «conditions de la réussite» du mariage de l'enseignement supérieur et des villes moyennes.

Parmi les points forts, il en est un, indéfectible, plaidé vigoureusement par les responsables des collectivités : «l'équipement universitaire «de proximité» favorise l'accès aux études supérieures des étudiants aux revenus modestes. La proportion de boursiers accueillis par les antennes est quatre à cinq fois supérieure à celle des universités de rattachement. En même temps, la faible diversité des filières proposées limite considérablement les possibilités de réorientation des étudiants qui constituent, plus qu'ailleurs, une clientèle captive. Si les écoliers au DEUG sont de l'ordre de 35 à 45 % en moyenne - comme dans les universités mères - les abandons d'étude semblent plus fréquents. Un responsable de l'antenne de Châteauroux signalait, par exemple, lors du colloque, son inquiétude devant le nombre important de jeunes passés par l'université qui s'adressent à la mission locale pour trouver un stage ou un emploi d'attente.

Pour éviter la constitution de filières universitaires «cul-de-sac», les responsables des collec-

tivités sentent bien qu'ils vont devoir, dans les années à venir, développer dans leurs antennes un ou deux «pôles d'excellence», étroitement articulés sur les ressources locales. «Sans renier notre rôle dans la démocratisation de l'accès aux études supérieures, nous ne voulons pas être de simples pourvoyeurs d'étudiants de second cycle pour les universités mères» ont très vigoureusement soutenu les participants au colloque. «80 % de nos étudiants sont originaires de l'agglomération et du département», a expliqué, par exemple, Joël Barthe, maire (PS) de Saint-Nazaire. «C'est trop si nous voulons acquérir une visibilité nationale, même sur un nombre réduit de nos formations.» An d'été de Saint-Nazaire, Saint-Brieuc ou Roanne, par exemple, s'inscrivent résolument dans cette logique. Avec, en point de mire, les exemples de Vannes-Lorient et de Valence, devenues «pôles de développement universitaire» par la grâce du plan «Université 2000». D'autres sont encore à la traîne et risquent de jouer, à l'avenir, un rôle de second plan. «Comment cadre le développement des antennes?» interroge, dans sa note, le ministère. Doit-on pousser à la transformation en IUT celles d'Aurillac, Brive, Niort, Nevers, connaissant la résistance des collectivités à faire perdurer leurs efforts? Une interrogation qui fait écho, un peu brutalement, à bien des années qu'on sent peser actuellement.

CHRISTINE GARIN

(1) «Les antennes universitaires». Note d'étape. Ministère de l'éducation nationale et de la culture, janvier 1993 (non publié).

## REPÈRES

### ÉCOLES NORMALES SUPÉRIEURES.

Les trois écoles normales supérieures d'Ulm, Lyon et Cachan concentrent leurs efforts pour le concours de recrutement 1994. En mai prochain, trois banques d'épreuves communes seront mises en service pour les séries scientifiques M, P et B. Les jurys seront composés de correcteurs des trois établissements et la durée de la première partie du concours est ramenée de trois semaines à une seule. Chaque établissement garde sa spécificité en restant maître des coefficients appliqués à chaque épreuve et pour déterminer sa «barre» d'admissibilité. Les épreuves orales, en revanche, restent spécifiques à chaque école. Les candidats seront invités à effectuer leur pré-inscription par le biais du Minitel entre le 1<sup>er</sup> décembre 1993 et le 15 janvier 1994. La confirmation d'inscription et la remise de dossier se feront avant le 15 février.

**PHARMACIE ET DENTAIRE.** - Le nombre d'étudiants de première année d'études de pharmacie, admis à poursuivre leur scolarité à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 1993-1994, est fixé à 2 250 par un arrêté du

25 octobre paru au Journal officiel du 23 novembre. Le nombre d'étudiants de première année du premier cycle des études médicales admis après les épreuves de fin d'année 1993-1994 à poursuivre des études en odontologie est fixé à 800 par un arrêté du 25 octobre 1993 paru au Journal officiel le 23 novembre.

**INDEMNITÉS.** - L'indemnité de première affectation qui avait été promise aux jeunes professeurs débutants de treize départements déficitaires en enseignants, mais qui, pour raison budgétaire, avait été supprimée sans préavis dans huit d'entre eux (le Monde du 11 novembre) devrait être finalement attribuée sans discrimination. Parlementaires et syndicats s'étaient mobilisés pour le rétablissement de cette indemnité (environ 38 000 francs versés aux trois ans) dans les départements de l'Aisne, de l'Oise, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine-Maritime, de l'Eure, de Seine-et-Marne et des Yvelines. Les sommes correspondantes, selon le ministère, devraient être inscrites au collectif budgétaire qui sera voté en décembre.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

Plus qu'un institut, une institution

Admissions directes

- HEC - ESCP - ESC 1<sup>re</sup> et 2<sup>es</sup> années
- SCIENCES PO PARIS 2<sup>es</sup> année

Examen d'entrée

- CRFPA Formation professionnelle d'avocats

Sessions semestrielles et intensives

Choix élargi d'options et prépa orale complète

Taux de succès à + de 60%

## COURRIER

### Les embûches de l'orientation

Dans votre article «La psychologie prise d'assaut», publié par votre journal dans son édition datée du 16 novembre, vous mettez en cause les conseillers d'orientation dans l'afflux que connaissent les départements de psychologie des universités à cette rentrée 1993.

Selon vos propos, les conseillers d'orientation qui travaillent en lycée (c'est mon cas) auraient abusivement conseillé aux futurs bacheliers, intéressés par le professorat des écoles, de s'inscrire au DEUG de psychologie.

Quelles sont vos sources? S'agit-il d'une rumeur? Il est vrai que lors des entretiens avec les élèves de terminale, nous constatons souvent que ces jeunes pensent que les études de psychologie sont la meilleure préparation pour entrer en Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM).

Il faut admettre que, dans la confusion qui a accompagné leur création il y a deux ans, il n'était pas facile de voir clair dans les critères de recrutement en première année du professorat des écoles. Les directions d'IUFM étaient souvent elles-mêmes incapables de nous donner des informations précises à ce sujet.

A notre demande, la direction de l'IUFM de Strasbourg a organisé une réunion d'information pour l'ensemble des conseillers d'orientation de l'académie d'orientation de novembre 1992. Dès lors, nous étions en possession des informations nécessaires pour conseiller efficacement les futurs bacheliers : statistiques sur la filière d'origine des étudiants d'IUFM à

l'appui, nous pouvions dissuader les lycéens de s'engager massivement en DEUG de psychologie. Il faut aussi vous faire remarquer que tous les IUFM ne souhaitent pas communiquer ces informations (...)

PASCAL DERACHE  
Illkirch (Bas-Rhin)

### En connaissance de cause

(...) Il n'existe que des conseillers d'orientation-psychologues (statut de 1991), rattachés à un Centre d'information et d'orientation (CIO) (...). Si les anciens dans la profession ont souvent fait préalablement des études de sciences humaines - et surtout de psychologie - c'est le cas de tous les nouveaux puisque le recrutement se fait sur concours à partir d'une licence de psychologie (...). Les conseillers d'orientation-psychologues, ayant eux-mêmes éprouvé durement les difficultés à trouver un emploi après des études de psychologie, ne sauraient donc inciter les bacheliers à se jeter tête baissée dans ce type de formation en ignorant les conséquences en terme d'emploi. C'est par ailleurs donner beaucoup de poids à un simple «conseil en orientation» dans le choix de la décision finale (...).

Mais est-il si absurde que des personnes qui visent à devenir enseignants souhaitent, préalablement, apprendre à connaître les rythmes d'apprentissage ou les étapes de développement des élèves (...).

ALAIN CHARBONNIER  
et MARYSE BÉHAR  
Responsables SGEN-CFDT  
(Versailles)

Le Monde

EDITIONS

Bronislaw Giermek ..... Philippines

Stokodan Milosevic ..... Cambridge

Ferdinand Marcos ..... Pologne

Hun Sen ..... Roumanie

Ariel Sharon ..... Yougoslavie

Petra Roman ..... Israël

**L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR**

Index alphabétique et thématique

Journée mondiale de lutte contre le sida.

Aidez Europe 2 à aider l'association APARTS à aider les malades du sida

Pour faire don d'un appartement à l'association APARTS, qui héberge et assiste les malades du sida, vous pouvez dès maintenant envoyer un chèque à l'ordre de «APARTS opération Europe 2», à Europe 2 Aparts Cedex 2222, 99222 Paris concours.

PROGRAMME

Europe 2

Le meilleur de la musique.

dicats











## ÉCONOMIE

Le nombre de sans emploi atteint 12 %

## 40 300 chômeurs supplémentaires en octobre

■ **DÉTÉRIORATION.** Avec 3 282 500 demandeurs d'emploi à la fin octobre, le chômage a encore augmenté de 1,2 % en un mois et de 12 % en un an. L'aggravation dépasse par son ampleur ce qui s'était passé en 1984, au moment des restructurations industrielles. Pour la première fois, le taux de chômage atteint les 12 % par rapport à la population active. Le nombre de chômeurs de longue durée se maintient au-dessus du million et les sorties de l'ANPE deviennent plus rares. Peut-être par manque de mobilisation, le traitement social perd de son efficacité.

■ **EMPLOIS PERDUS.** En un an, de septembre à septembre, les effectifs salariés ont baissé de 2,2 %. Ce qui correspond à la perte de 321 200 emplois. Tous les secteurs d'activité sont en diminution, l'industrie, le bâtiment, mais également le tertiaire. Jusqu'à présent, seuls les services demeurent créateurs de postes de travail, en net.

■ **FRACTURE.** La dégradation continue du marché de l'emploi entraîne une fracture sociale, qui ne cesse de se confirmer. La France à plusieurs vitesses est devenue une réalité. Pour le gouvernement Balladur, le chômage fait figure de défi majeur et il lui sera difficile de le contenir en 1994, comme il l'a promis. En s'alourdissant, le déficit social pèsera de plus en plus sur les débats politiques.

Annoncés comme catastrophiques (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre), les chiffres du chômage à la fin du mois d'octobre l'ont malheureusement été, et au-delà de ce qui pouvait être attendu. En données corrigées, selon les statistiques publiées mardi 30 novembre par le ministère du travail, il y avait 3 282 500 demandeurs d'emploi, soit, une fois encore, le nombre le plus important jamais atteint en France. En un mois, la hausse de 1,2 % correspond à 40 300 chômeurs supplémentaires. En un an, l'augmentation de 12 % signifie que 321 200 personnes de plus sont sans emploi. Un résultat qui, par son ampleur, dépasse tout ce qui a pu se produire par le passé : même en 1984, à l'époque de la plus forte dégradation du marché du travail, l'augmentation annuelle n'avait été « que » de l'ordre de 300 000.

En données brutes, la courbe décroche dangereusement. A l'ANPE, les chômeurs inscrits sont 3 368 300, soit 68 200 de plus qu'en septembre, et cela représente une progression mensuelle de 2,1 %. Au sens du BIT (Bureau international du travail), le chômage frappe pour la première fois la barre des trois millions, avec 3 030 000, et le taux de chômage par rapport à la population active érève le plafond. Il est de 12 %, en croissance de 0,2 point en un mois, et de 1,4 point en un an.

Mais à cette série de mauvaises nouvelles, il faut en ajouter une

autre, encore plus préoccupante, qui en dit long sur l'état réel de l'emploi en France. De septembre 1992 à septembre 1993, les effectifs salariés dans les secteurs marchands non agricoles auraient diminué de 321 200. L'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre confirme ainsi ce que tout le monde pressentait. Les pertes d'emplois se multiplient (-2,2 % en un an), on ne seules dans l'industrie (-4,3 % en un an) et dans le bâtiment (-3,2 %), mais aussi dans le tertiaire (-0,7 % en un an). Or ce secteur avait longtemps été le seul à pouvoir afficher un solde net de créations de postes. En compensation, la très légère reprise enregistrée pour les offres d'emplois déposées à l'ANPE en cours de mois apparaît bien timide et insuffisante : 105 700, dont les CES (contrats emploi-solidarité), soit +4,4 % en un an.

## Manque de mobilisation

Chaque des indicateurs suivants démontre à quel point la délabération est inquiétante. Si les nouvelles entrées à l'ANPE en cours de mois sont en baisse minime (-0,7 % en un an), leur volume (361 000) doit être comparé au nombre des sorties pendant le même temps, soit 311 800, en recul sévère de 13,7 % en un an. C'est-à-dire que si un palier est peut-être atteint dans le rythme des destructions

d'emploi les possibilités de recensement demeurent extrêmement faibles, et que les mesures de traitement social ont perdu de leur efficacité, sans doute à cause d'une mobilisation moins intense.

Quelques données résument cette situation. Les retours dans

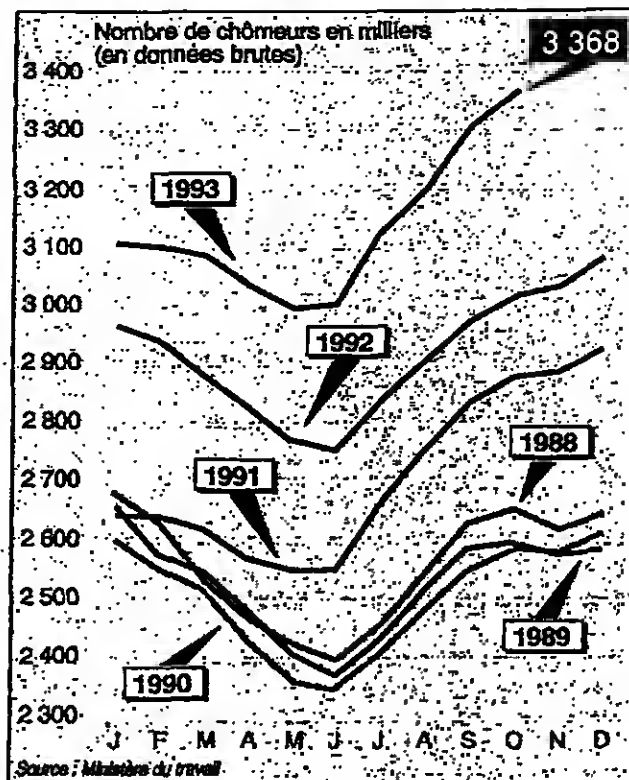
un emploi après le chômage baissent de 12,6 % en un an. Les entrées en stage, qui sont soutenues par les pouvoirs publics, reculent de 9 % en un an. Pour les jeunes, les formules telles que crédit formation individualisé (CFI) ou le programme PAQUE, lancé par Martine Aubry, sont en

perte de vitesse. Pour les adultes, les actions de formation et d'insertion connaissent une déroute. Il n'y a guère que les contrats emploi-solidarité pour progresser encore, en apparence, et les conventions de conversion pour se gonfler à mesure qu'entrent en application les plans sociaux des entreprises.

Signe des temps, la cohorte des licenciements économiques s'enfle. Ils ont augmenté de 7 % en un an, alors qu'ils avaient déjà beaucoup progressé, et il y en a eu plus de 50 000 rien que pour le mois d'octobre. Parallèlement, le chômage partiel pulvérise tous ses records, au point que la semaine de 32 heures n'est sûrement plus une utopie. En un an, la croissance en est de 139,3 %, et le nombre des journées indemnisables devient faramineux : 2 598 800.

Pourquoi, dans ces conditions, s'étonner que le chômage de longue durée se maintienne au-delà du seuil du million ? Avec 1 055 000 chômeurs inscrits depuis plus d'un an, l'opération « 900 000 » de Pierre Bérégovoy est oubliée, pis, annulée. En moyenne, l'ancienneté d'inscription sur les listes s'est accrue de sept jours pour atteindre les 344 jours. C'est, avec le retour en force du chômage des jeunes, la preuve d'un affaiblissement.

ALAIN LEBEAUE



Source : Ministère du travail

## CLÉS / Déclarations

## Les réactions

## Laurent Fabius craint une « explosion sociale »

Les socialistes ont vivement réagi à la publication, mardi 30 novembre, des derniers chiffres du chômage. Laurent Fabius a déclaré que la dégradation de la situation de l'emploi risque de conduire à « une explosion sociale ». Martin Malvy, président du groupe PS de l'Assemblée nationale, a qualifié de « catastrophique » l'augmentation du chômage des jeunes.

De son côté, Michel Giraud, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a déclaré au Sénat, au cours de la discussion de son budget pour 1994, que « si les perspectives de croissance pour 1994 » sont « plus encourageantes » que les chiffres enregistrés en 1993, « elles ne suffisent pas à déclencher une véritable reprise du marché du travail ». « Même si quelques frémissements se manifestent », a précisé M. Giraud, « il nous faudra développer une politique de l'emploi forte pour accompagner une activité qui demeurera insuffisante ».

## SERVICES

■ 8 avril. — Dans sa déclaration de politique générale, devant l'Assemblée nationale, le nouveau premier ministre assure que l'emploi est la « priorité absolue ». Il annonce la constitution d'une « commission composée de personnalités nationales et internationales », qui « étudiera toutes les mesures permettant d'éliminer les obstacles structurels à la création d'emplois au sein de notre société. Ses conclusions vous seront présentées lors de la session de printemps de 1994 ». Edouard Balladur explique qu'un des objectifs de la loi quinquennale qu'il promet est « rendre le traitement social du chômage plus efficace ». Il ajoute : « Il ne s'agit pas de trouver une solution définitive à un problème avec lequel nous devons vivre sans doute de longues années encore. Il s'agit de faire en sorte que le chômage, qui (...) progressera inéluctablement cette année, soit stabilisé à la fin de 1993, et qu'une déroute puisse être ensuite évitée. Si nous y parvenons ce serait déjà un résultat appréciable ».

rend un « rapport d'étape » à M. Balladur le 3 août, où elle préconise la réduction du coût du travail, car, dit-elle, il faut « arbitrer entre un confort irresponsable et l'angoisse de l'exclusion ». Cette commission devrait à nouveau se réunir dans les jours à venir.

■ 12 août. — Dans un entretien à France 2, depuis sa résidence de Chamonix, M. Balladur déclare : « On peut espérer stabiliser (le chômage) en 1994 et amorcer (sa) décroissance (...). Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir pendant des années et des années plus de dix pour cent des Français au chômage. Nous ne pouvons pas nous résigner à une société qui fabrique des délaissés, qui fabrique des hommes et des femmes qui ont met à l'écart pour des années souvent et qui sont isolés parfois au désespoir ».

■ 21 novembre. — Au journal de 20 heures de France 2, à la sortie du séminaire gouvernemental, le premier ministre affirme que le changement « sera vraiment perceptible aux yeux du pays, lorsque nous aurons réussi à ralentir considérablement la progression du chômage, et à le stopper. J'espère que cela se fera en 1994 ».

## L'implosion permanente

## Suite de la première page

Alors qu'Edouard Balladur envisage, pour réduire le coût du travail, de diminuer par étapes les cotisations patronales d'assurance maladie sur les bas salaires, Simone Veil n'a pas hésité, mardi 30 novembre, à tirer la sonnette d'alarme. « On a pris l'habitude d'utiliser l'exonération de charges pour encourager des mesures sociales très diverses, parfaitement légitimes », a déclaré le ministre des affaires sociales. « J'en vois bien les raisons mais je m'alarme des pertes de confiance qu'elle entraîne dans un dispositif qui ne peut être admis que s'il est simple, et de l'ignorance dans laquelle nous restons trop souvent de l'intérêt réel de ces mesures ».

Le rappel de M<sup>me</sup> Veil renvoie aussi à l'autre axe majeur de la politique de M. Balladur, celui de l'aide aux entreprises. L'idée était de permettre aux entreprises de se redresser, de reconstruire leurs trésoreries et en définitive de reprendre, stimulées par la baisse des taux d'intérêt, le chemin de l'investissement. Pour la collectivité, un tel soutien devait avoir pour moyen terme un effet sur l'emploi, les entreprises recourant moins aux licenciements et même se remettant à créer des emplois. C'est ce que Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, appelait mardi 30 novembre leur « responsabilité ». Or, privées de caméras de commande gamia, en raison de demandes tant intérieures qu'extérieures faibles, hésitantes à investir en raison des incertitudes sur le moment et l'ampleur de la reprise annoncée, les entreprises continuent d'être dans l'incapacité de renvoyer l'ascenseur, même si le coût du chômage accroît leurs charges sociales. Comme le soulignait le rapport Gandois sur la compétitivité globale, rien ne servirait à un pays d'avoir des entreprises individuellement très compétitives si elles devaient ensuite être écrasées directement ou indirectement par les charges correspondantes aux inactifs et aux exclus ». De septembre 1992 à septembre 1993, les effectifs salariés ont chuté de 321 000 personnes.

■ **Une épée de Damoclès**  
C'est un cercle infernal pour les entreprises. C'est une épée de Damoclès pour tous les salariés, pour tous ceux qui ne sont pas statutairement à l'abri du licenciement. C'est aussi un redoutable casse-tête pour Edouard Balladur, qui risque de voir de plus en plus de voix au sein de sa majorité réclamer une vraie politique de relance. Même si l'objectif volontariste du gouvernement est atteint en 1994 — avec une croissance du produit intérieur brut de 1,4 % —, alors que la dernière analyse mensuelle de la Société générale parle d'une croissance inférieure à 1 %, le chômage ne pourra pas être stabilisé en 1994 et l'heure de la déroute paraît encore lointaine. L'UIMM évoque une situation meilleure seulement dans la mesure où elle escompte de se dégrader et, comme Raymond Barre, parle de « palier ». Il ajoute le patronat de la métallurgie, « dans le brouillard ou l'obscurité où nous sommes, le palier conduit à un escalier, mais qui sait si l'escalier monte ou descend ? Peut-être la reprise sera-t-elle là dans trois mois, dans six mois, mais les conditions de la dite reprise, pour l'heure, ne sont pas réunies ».

Le gouvernement parie sur une reprise de la demande mondiale, ce que les bons chiffres de la croissance américaine attestent mais que les incertitudes allemandes rendent plus aléatoire. Il peut aussi espérer que l'initiative européenne de croissance prenne vraiment corps, au conseil européen les 10 et 11 décembre, et qu'elle ne bénéficie pas seulement aux pays les moins économiquement avancés de l'Union européenne mais celle-ci n'est-elle pas aussi liée aux résultats des négociations commerciales internationales, un échec du Cycle de l'Uruguay, surtout s'il est imputé à une quelconque intransigence française, risquant de faire voler en éclats la cohésion européenne ?

## EN BREF

■ **TOURISME :** plusieurs centaines de vacanciers français bloqués au Mexique. — Plusieurs centaines de touristes français sont bloqués au Mexique après la « faillite » de leur agent de voyage français, Amerimex (groupe Mediascom). Quelque 600 touristes français pourraient être concernés, répartis entre Mexico, Oaxaca (sud du pays) et Cancun (est, Yucatan). Le consul de France au Mexique a précisé qu'il avait pris contact avec le ministère du tourisme du Mexique afin de faciliter les démarches d'abandonnement et de rapatriement éventuelles, ainsi qu'avec le Quai d'Orsay, pour qu'il détermine la situation exacte du groupe Amerimex. — (AFP)

■ **VAL DE RENNES :** le gouvernement propose 372,8 millions de francs. — Après avoir refusé la subvention de 500 millions de francs, en l'état actuel du projet, pour le métro dénommé VAL de Rennes (le Monde du 27 novembre), le ministre des transports, Bernard Bosson, est prêt à apporter une subvention de 372,8 millions de francs sur la base du projet le plus économique, tel qu'il a été défini par une mission de « sages ».

Malgré la réunion à Bruxelles d'un conseil des ministres

## Les Douze divergent toujours sur la réglementation du transport aérien

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

Tout en réaffirmant leur volonté de ne pas remettre en question la libéralisation des transports aériens dans l'Union européenne, les ministres des transports des Douze s'efforcent d'élaborer des mesures pour permettre aux compagnies d'échapper à la crise très grave qui frappe la grande majorité d'entre elles. Cependant, la réunion du mardi 30 novembre à Bruxelles ne leur a guère permis de progresser.

Deux sensibilités s'affrontent au sein du conseil. Les Britanniques, appuyés par les Danois, les Néerlandais et, jusqu'à un certain point, par les Allemands, sont hostiles à une intervention masquée des pouvoirs publics, qui consisterait par exemple,

pour lutter contre la surcapacité, à geler provisoirement les droits de trafic sur des lignes encombrées. Ces pays, qui par ailleurs sont d'accord pour rechercher les moyens de réduire les coûts d'exploitation (les charges d'aéroport et de contrôle aérien sont plus élevées en Europe qu'aux États-Unis), considèrent que les aides d'État accordées aux compagnies nationales sont les principales responsables de la surcapacité et, donc, des difficultés du moment.

## Décisions urgentes

Les Français, qui avaient soumis un mémorandum dans ce sens au conseil et qui sont plus ou moins appuyés par les autres États, estiment qu'il est temps de faire usage des clauses de sau-

vegarde inscrites dans la réglementation européenne afin de freiner un accroissement de la capacité.

Bernard Bosson, le ministre français, prompt à dénoncer « l'ultra-libéralisme » européen, a reproché à la Commission de Bruxelles de ne pas avoir déjà agi dans ce sens, faisant valoir que l'opinion publique, très attachée au maintien des compagnies nationales, se détournerait de l'Europe si les entreprises se trouvaient menacées par l'isolement des autorités communautaires. Abel Matutes, commissaire chargé de la politique des transports, a eu beau jeu de répondre que l'initiative de mesures de sauvegarde revenait aux États et qu'aucun, jusqu'à présent, n'avait fait de démarche dans ce sens. Après un tour de

table, M. Bosson a encore évoqué en expliquant que ceux qui se trouvaient sur la même ligne que la France. Les Allemands ont tenu à faire savoir qu'en ce qui les concernait, ce n'était pas le cas.

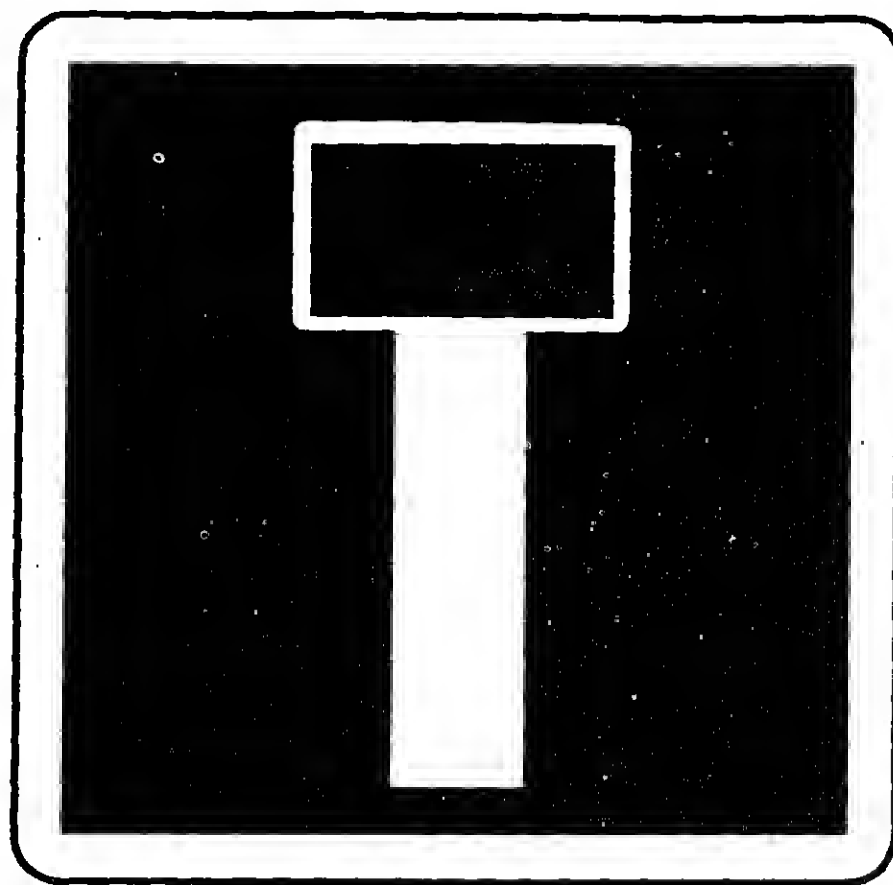
Cependant, les « conclusions de la présidence », redoublées publiées par Guy Coëme, le ministre belge qui dirigeait les travaux, et qui reflètent le point de vue majoritaire (le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas et l'Allemagne se sont désolidarisés de ce texte), ont une tonalité plus proche des thèses françaises que de celles des Britanniques. Le seul intérêt de cet échange de vues est d'avoir fait mieux percevoir l'urgence de décisions.

PHILIPPE LEMAITRE

هكذا من العمل



tobre



**BAISSE DES TAUX, NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES.**

**SI VOUS NE FAITES RIEN AVANT LE 31 DÉCEMBRE,  
VOS PLACEMENTS RISQUENT  
DE SE RETROUVER DANS UNE IMPASSE.**



**CONJUGUONS NOS TALENTS.**



## ÉTRANGER

Un budget de relance en Grande-Bretagne

## Le chancelier de l'Echiquier veut éliminer le déficit public avant la fin de la décennie

Le budget annoncé, mardi 30 novembre, par le chancelier de l'Echiquier, prévoit un tour de vis fiscal modéré, afin de ne pas nuire à la reprise naissante de l'économie. Pour s'attaquer à la réduction du déficit public — qu'il se propose d'éliminer totalement avant la fin de la décennie —, Kenneth Clarke compte sur un coup de frein sur les dépenses, notamment militaires.

## LONDRES

de notre correspondant

Se plantant pour la première fois à cet exercice parlementaire difficile que représente la présentation du budget (1), Kenneth Clarke a comparé son rôle à celui d'un « dompteur de lions ». Le nouveau chancelier de l'Echiquier s'est plutôt bien tiré de cette épreuve, réussissant à amadouer à la fois les parlementaires du parti conservateur, le patronat britannique et la City, tout en provoquant des réactions beaucoup moins favorables de la part de l'opposition, des syndicats et des représentants des classes moyennes et des groupes sociaux les plus défavorisés, ces derniers étant particulièrement touchés par l'augmentation des impôts. Il s'agit d'un budget à la fois très politique et marqué par un souci — nouveau — d'orthodoxie budgétaire.

Le « triomphe » personnel dont M. Clarke a été gratifié par les parlementaires Tories, lequel revêt une importance toute particulière pour un homme souvent présenté comme le successeur potentiel de John Major, s'explique dans la mesure où la droite du parti, incarnée par les défenseurs du Thatcherisme a obtenu gain de cause : la stratégie de lutte contre le déficit des finances publiques privilégiée la réduction des dépenses de l'Etat (10 milliards de livres sur trois ans), et non l'alourdissement de la fiscalité. La santé, l'éducation, le budget consacré au maintien de la loi et de l'ordre (les priorités traditionnelles du conservatisme), ainsi que la sécurité sociale sont les grands vainqueurs des arbitrages budgétaires, la défense (crédits en baisse de 12 %), les transports et l'environnement, faisant figure de perdants.

Les derniers bons résultats du

tableau de bord économique de la Grande-Bretagne (inflation ramenée à 1,4 %, baisse régulière du chômage, réduction du déficit commercial), donnaient au chancelier une marge de manœuvre appréciable pour ne pas accroître la pression fiscale, sans pour autant alléger de façon suffisante le fardeau que représente un déficit des finances publiques qui devrait atteindre 8 % du PNB, soit 50 milliards de livres (2), à la fin de l'année budgétaire, en mars prochain. Un sévère tour de vis fiscal aurait, certes, permis de renflouer les caisses de l'Etat, mais risquait de couper l'élan de la croissance économique, maintenant bien engagée. Kenneth Clarke a joué la prudence, en limitant l'augmentation du produit des impôts l'année prochaine à 1,75 milliard de livres, celle-ci grimperait cependant à 4,9 milliards en 1995-1996, puis à 6,1 milliards en 1996-1997.

Ces montants s'ajoutent en outre aux fortes augmentations d'impôts (6,7 milliards de livres pour l'exercice 1994-1995), annoncées par son prédécesseur, Norman Lamont, lequel s'était prému contre toute critique immédiate en annonçant, en mars, une quasi neutralité fiscale. Le chancelier s'attaque également avec plus de détermination que M. Lamont au gonflement record du déficit public, le PSBR (3), qu'il entend réduire de 5,5 milliards en 1994-1995, de 7 milliards l'année suivante, de 10,5 milliards en 1996-1997 et éliminer totalement à la fin de la décennie. En proportion du PNB, le déficit devrait être ramené à 6,5 % en 1994-1995. Globalement, le chancelier prévoit une croissance de l'économie de l'ordre de 1,75 % cette année, la croissance du PNB devant atteindre 2,25 % en 1994-1995.

Mais si l'augmentation du produit des impôts constitue une mesure visant à combattre l'évasion fiscale (quelque 2 milliards de livres supplémentaires), elle n'est pas à la hauteur de l'ambition annoncée par le chancelier en matière de réduction du déficit. Kenneth Clarke a donc recouru à ce que les économistes ont appelé sa « baguette magique » : la « réserve d'urgence », dont la vocation est de prendre en charge le

coût financier d'événements exceptionnels (comme la guerre des Malouines), mais qui est aussi la « cassette » des dépassements budgétaires, va être amputée à hauteur de 3,5 milliards de livres. La satisfaction manifestée par les organisations patronales, notamment la Confederation of British Industry (CBI), s'explique par la volonté affichée par M. Clarke de restaurer les grands équilibres et de ne pas mettre en danger une reprise toujours qualifiée de « fragile et instable ».

## Après le « bâton » vient la « carotte »

Un certain nombre de mesures tendent à favoriser les petites et moyennes entreprises (aménagement de l'impôt sur les sociétés, hausse du seuil d'imposition de la TVA, baisse du taux des contributions sociales payées par les employeurs, etc.). Favorable à l'industrie (bien que la tendance de celle-ci à gonfler ses marges bénéficiaires plutôt qu'à investir, ne soit guère combattue par des mesures d'incitation), le budget est rude pour les classes moyennes : les propriétaires de logements, les automobilistes, les fumeurs et les vacanciers sont particulièrement visés ; l'allocation perçue par les détenteurs de prêts hypothécaires est graduellement diminuée de 25 % à 15 % en 1995 ; le prix du carburant augmente, ainsi que les cigarettes (de 3 %), et le vin. Les passagers devront, d'autre part, acquiescer à une taxe de 5 livres sur les vols européens et de 10 livres pour les vols internationaux ; enfin, les primes d'assurance vont progresser, à la fois pour les maisons et les automobiles.

M. Clarke s'est cependant montré soucieux d'alléger la situation financière des retraités, tout spécialement concernés par l'augmentation de la TVA sur le fioul domestique, l'électricité et le gaz (8 % en avril, puis application du taux normal de 17,5 % l'année suivante), laquelle risquait par ailleurs de créer de biens mauvaises surprises aux candidats conservateurs lors des prochaines élections locales et européennes. C'est en partie pour cette raison que l'idée d'étendre la TVA à des biens qui en sont actuellement exemptés (journaux, nourriture, vêtements

d'enfants), a été abandonnée. Après le « bâton », vient donc la « carotte », sous la forme d'un saupoudrage de modestes aides sociales. Si le barème de l'impôt sur le revenu n'est pas modifié, le montant des abattements est cependant gelé et la déduction pour couple marié est abaissée de 20 à 15 %.

En dénonçant une « attaque vicieuse contre le Welfare state » (l'Etat providence), John Smith, le leader du parti à fait référence à un ensemble de mesures dont vont pâtir les couches sociales les plus défavorisées : l'allocation-chômage et le revenu minimum garanti pour les demandeurs d'emploi (income support) sont regroupés en une seule allocation (le job seeker's allowance), dont le bénéfice est ramené de 12 à 6 mois. L'allocation pour « invalidité » (qui s'était généralisée, car plus généreuse que le income support), va être soumise à de stricts tests médicaux. Enfin, le gouvernement a confirmé que l'âge de la retraite pour les femmes sera peu à peu égalisé (à partir de 2010) avec celui des hommes, c'est-à-dire porté de 60 à 65 ans.

Bien qu'étalée sur deux ou trois ans, l'augmentation de la pression fiscale est cependant lourde. L'économie britannique est tout juste convalescente et, compte tenu d'un climat de confiance encore faible qui n'incite pas l'industrie à investir, sa croissance repose notamment sur une relance de la consommation. Les échéances politiques des prochains mois devraient donc convaincre le chancelier de l'Echiquier d'ajuster la reprise par une nouvelle baisse des taux d'intérêt.

LAURENT ZECCHINI

(1) Jusqu'à l'année dernière, le budget britannique était présenté en deux fois, d'abord en novembre, recensement au mois. A la suite de la réforme de la loi de finances introduite l'année dernière, une seule présentation annuelle a lieu, en novembre.

(2) Une livre sterling vaut environ 8,50 francs.

(3) Le déficit public est exprimé en termes de PSBR (Public Sector Borrowing Requirement) et englobe à la fois les dépenses de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises publiques et de la sécurité sociale.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Après trois semaines de rupture des discussions

## L'Etat et le conseil régional du Limousin révisent le contrat de Plan

## LIMOGES

de notre correspondant

Après trois semaines de rupture, les négociations vont reprendre à Limoges entre le conseil régional du Limousin et la préfecture sur l'élaboration du prochain contrat de plan (1994-1998). Robert Savy, président (PS) de la seule région française à être dirigée par la gauche, avait rompu, début novembre, les conversations avec l'Etat, jugeant irrecevables les propositions transmises par le préfet. Une enveloppe globale de 1,48 milliard de francs qui, sous une apparente augmentation par rapport au plan précédent, lui paraissait comme une « technique particulièrement sophistiquée de transfert de charges » en incluant dans le contrat en préparation des engagements financiers qui relevaient auparavant de la seule compétence de l'Etat.

La droite — minoritaire dans l'assemblée, mais très majoritaire au niveau parlementaire avec neuf députés sur dix, et qui prétend incarner le nouveau légitimité régionale — avait boycotté l'assemblée plénière du conseil régional lundi 22 novembre. Mais une majorité (la gauche plus Génération Ecologie, les Verts et l'Élu de Chasse, pêche, nature et traditions) s'est déclarée solidaire du président régional pour estimer « insuffisantes les propositions de l'Etat ». Dans l'intervalle, le préfet, Bertrand Landrieu, avait estimé, dans une lettre au conseil régional, qu'il lui « semblait possible » par redéploiement des crédits et dans le respect des grandes priorités proposées par l'Etat, « d'aller dans le sens des préoccupations exprimées » par l'exécutif régional.

GEORGES CHATAIN

## REPÈRES

## BTP

4 milliards de crédits bonifiés pour les collectivités locales

Le ministre du logement, Hervé de Charette, a annoncé l'ouverture prochaine d'une enveloppe de 4 milliards de francs de crédits bonifiés en faveur des collectivités locales destinée à relancer le bâtiment et les travaux publics. La coordination de cette initiative, qui a l'appui des organisations professionnelles, sera assurée par la Compagnie BTP. Les prêts, à 6,65 % sur dix ans ou 5,95 % sur quinze ans, seront distribués par trois réseaux bancaires : la Crédit agricole, le Crédit local de France et le Crédit foncier. L'action est ciblée sur les communes de moins de 10 000 habitants. Un milliard et demi à taux réduit (4 %) sera apporté par la profession du BTP, le reste de la somme venant des trois établissements de crédit ne prenant pas de marge. Le Comptoir Central de Matériel d'Entreprise (CCME) (filiale de la Compagnie BTP), apporte sa garantie. La signature du protocole interviendra le 7 décembre.

7 décembre. La S-E Banken est considérée au Sude comme le Banque des Wallenberg, dynastie industrielle-financière suédoise qui s'est prononcée en faveur de la fusion il y a quelques semaines.

Les fonds d'investissements de S-E Banken représentent 5,6 % des droits de vote. Cette banque gère d'autres fonds (fonds de pension) qui totalisent 3,3 % des voix. Mais leur conseil d'administration n'est pas encore prononcé et il n'y aurait pas de lien entre les décisions de l'un et de l'autre.

Cette décision porte à 16,8 % des voix les intentions de vote négatives, contre 30,1 % d'intentions positives, dont Renault, qui dispose de 10 % des voix.

## SOCIAL

La SNCF peut imposer un départ en retraite à 55 ans

Contrairement aux dispositions générales du code du travail, un cheminot peut être mis d'office à la retraite dès qu'il atteint l'âge de cessation d'activité, vient de décider la chambre sociale de la Cour de cassation. Selon la Cour, la combinaison d'un décret de 1954 et d'une loi de 1909, permet à la SNCF de mettre à la retraite, à l'âge de 55 ans, les agents des services actifs, autres que les mécaniciens et les chauffeurs, qui ont vingt-cinq années d'affiliation au régime d'assurance-vieillesse des cheminots de fer. Cette décision confirme un arrêt rendu en 1989 par la cour d'appel de Paris, saisi par un cheminot refusant sa mise à la retraite d'office.

Le prêt-à-porter féminin contre le travail au noir

Le syndicat de Paris de la mode féminine a signé, mardi 30 novembre, une convention relative au travail clandestin, avec les ministères de l'Industrie et du Travail. Le prêt-à-porter féminin représente en région parisienne, après l'imprimerie et l'édition, le deuxième employeur avec 40 000 emplois directs et indirects répartis dans 2 000 établissements. Cette convention vise à réprimer le travail au noir exercé par des immigrées clandestines, mais surtout à contrôler les recours aux heures supplémentaires. En ce sens, elle est un signal en direction des entreprises de vente par correspondance et des centrales d'achat. Elle devrait être prolongée d'ici la fin de l'année par une convention nationale signée par l'Union fédérale des industries de l'habillement (UFIH) sur l'ensemble du secteur de l'habillement.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
46-62-72-67

Devant le recul de la production industrielle

## Le gouvernement japonais annonce une réduction de l'impôt sur le revenu

Les mauvaises nouvelles qui s'accroissent au Japon montrent que l'économie nipponne n'est pas sur le point de sortir de la récession. Au mois d'octobre, la production industrielle a reculé de 5,1 % par rapport à septembre. Cette dégradation explique l'annonce faite mardi 30 novembre par le premier ministre nippon d'une prochaine baisse de l'impôt sur le revenu.

Sans doute le choc sans précédent de la production industrielle s'explique-t-elle en partie par la forte progression enregistrée en septembre : + 2,2 % par rapport à août. Fort progressif qui ne reflète pas l'activité réelle de l'économie du pays mais le souci des chefs d'entreprise de faire apparaître des résultats semestriels convenables. Il y a eu compensation d'un mois sur l'autre et le chiffre — catastrophique — d'octobre donne de la réalité une vision trop noire. Il n'empêche que sur un an (octobre 1993 comparé à octobre 1992), la baisse de la production industrielle est impressionnante puisqu'elle atteint 6,2 %.

Même s'il reste très bas par rapport à ce qu'il est en Europe, le chômage a tendance à augmenter au Japon, s'inscrivant à 2,7 % de la population active en octobre contre 2,6 % en août et 2,1 % en moyenne sur cours des années 1990-1991-1992. La proportion des offres d'emplois ne cesse de décroître par rapport aux demandes (69 pour 100). Encore une partie des licenciements qui semblent se multiplier se produisent-ils dans les petites et moyennes entreprises, souvent sous-traitantes des grandes

firmes mais dont les mouvements d'emplois ne sont pas recensés.

Le fait nouveau est que l'économie japonaise connaît une récession beaucoup plus longue qu'à l'accoutumée. Les industriels ont surinvesti durant les années 80 et le pays est en train de payer cher une surchauffe qui s'est traduite par des actifs mobiliers et immobiliers. La Bourse n'a toujours pas récupéré les moins values catastrophiques qu'elle a enregistrées. A ces graves dysfonctionnements est venu s'ajouter le choc de la dévaluation du yen.

Depuis la seconde guerre mondiale, la durée moyenne des crises n'avait pas dépassé quinze mois en moyenne. Cette fois la croissance a commencé de se ralentir en 1990, freinage qui s'est accentué en 1991. La croissance devrait être inférieure à 1 %, cette année, et probablement de même en 1994. Entre l'été dernier et ces dernières semaines, le gouvernement a tenté de relancer l'activité en injectant dans l'économie l'équivalent de 1 500 milliards de francs, en trois plans de relance, dont une bonne partie a profité à la construction, aux travaux publics et aux PME.

Parce que la reprise qui était attendue ne se produit pas, le premier ministre, Morihiro Hosokawa, va réduire l'impôt sur le revenu. « J'introduirai une réduction de l'impôt sur le revenu dans la réforme fiscale », a-t-il déclaré au Parlement, pour relancer la consommation. Les effets de cette réforme pourraient se faire sentir l'année prochaine.

ALAIN VERNHOLLES

Inflation et masse monétaire en diminution

Le président de la Bundesbank constate une embellie économique

Les perspectives en matière d'inflation se sont « récemment » améliorées et la croissance monétaire s'est « ralentie depuis l'été », déclare, mardi 30 novembre, Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank. Il a rappelé que l'inflation en Allemagne occidentale s'est reculée à 3,7 % en glissement annuel en novembre contre 3,9 % en octobre et estimé qu'une « hausse des prix supérieure à 2 % en glissement annuel n'est pas tolérable sur une longue durée ». Quant à la croissance monétaire (+ 6,8 % en octobre), « elle s'est fortement rapprochée de la limite supérieure de la fourchette (6,5 %) » préconisée par la Bundesbank, selon M. Tietmeyer. La banque centrale allemande « continuera dans le futur d'utiliser le potentiel de baisse des taux du moment que cela soit compatible avec son objectif de stabilité monétaire », a-t-il ajouté, mais elle ne cédera pas « aux chants des sirènes » qui prôneraient une marche forcée vers la détente monétaire.

## INDICATEURS

## ÉTATS-UNIS

■ Confiance des consommateurs : forte hausse en novembre. — Le baromètre de confiance des consommateurs américains s'est fortement accru en novembre pour atteindre 71,2 % contre 60,5 % en octobre (chiffre révisé). La proportion des 5 000 ménages qui qualifie l'environnement économique de mauvais est tombée au plus bas depuis trois ans en novembre.

## FINANCES

Le directeur de la prévision quitte ses fonctions

François Monier, directeur de la prévision au ministère de l'économie et des finances, quitte ses fonctions. Il a été nommé, au conseil des ministres du mardi 30 novembre, conseiller maître à la Cour des comptes sur proposition du ministre de l'économie, Edmond Alphandéry.

Ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique, M. Monier, 48 ans, avait été nommé directeur de la prévision en février 1992 en remplacement de Patrice Vial, l'actuel directeur de cabinet de M. Alphandéry. De 1989 à 1992, il avait travaillé comme chargé de mission auprès de Pierre Bérégovoy, alors ministre de l'économie et des finances. Selon l'entourage de M. Alphandéry, « il ne s'agit pas du tout d'une sanction ». M. Monier, qui n'a pas de successeur désigné, obtient avec sa nomination à la Cour des comptes, un « poste tout à fait convoité », indique-t-on de même source.



## DIVERSIFICATION DEFISCALISEE

GENERALE

## CONTJUGUONS NOS TALENTS.











## CARNET

## Naissances

Alexandra de COMARMOND  
Marc AMZALLAG  
laissent à Margot  
la joie d'annoncer la naissance de sa  
petite sœur,  
Louise,  
à Paris, le 23 novembre 1993.  
1, rue Albert-Camus,  
75010 Paris.

## Décès

Etel. Sarzeau. Anney. Vannes.  
Toronto. Paris.  
Nous avons la douleur de faire part  
du décès de

M. Albert DEGEZ,  
ancien architecte  
des Bâtiments de France,  
survécu à l'âge de soixante-dix-huit  
ans.

Les obsèques seront célébrées jeudi  
2 décembre 1993, à 13 h 30, en l'église  
de Sarzeau.

De la part de  
M<sup>me</sup> Elise Degez,  
son épouse,  
Annick et Jean-Pierre Marion,  
Francis et Marie-Claude Degez,  
Laurence et Alain Rolland,  
ses enfants,  
Carole et Sébastien, Mathieu, Julia,  
Cécile, Grégory, Thomas, Maël et  
Anton,  
ses petits-enfants.

Visites au salon funéraire, 35, avenue  
Victor-Hugo, à Vannes.  
La famille ne recevra pas de con-  
dolances.

— Sa fille,  
Et sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Marie HARARY,  
née Misse,  
survécue le 29 novembre 1993.

Les obsèques auront lieu le jeudi  
2 décembre, à 14 h 30, au cimetière  
parisien de Bagneux (entrée porte prin-  
cipale, 43, avenue Marx-Dormoy).

Micheline HARARY,  
20, rue Mirabeau,  
75016 Paris.

## MOTO CYCLISME

## Honda CB 500 : véhicule de crise

« Moins de passion, plus de  
raison », c'est ainsi que cer-  
tains motards, qui manifestent  
la 20 novembre dans plu-  
sieurs villes, expliquent  
leur colère contre ceux qui  
transmettent des idées moto-  
phobes. Après le triomphe  
des « gros cubes », jugés sou-  
vent dangereux, observés ces  
dernières années, la mode est  
aujourd'hui aux « motos sages »  
d'un prix abordable.  
La CB 500, qui vient de  
sortir Honda, répond à ce  
concept qui fait le succès de la  
Yamaha 600 Diversion deve-  
nue, quelques mois après son  
lancement, la moto la plus ven-  
due en France.

Presque banale, la ligne de la  
CB 500 n'est pas faite pour  
retenir le regard, d'autant que  
ses dimensions l'apparentent  
plutôt à une grosse 125. L'ab-  
sence de tout carénage, la sus-  
pension conventionnelle, le  
frein à tambour sur la roue  
arrière constituent l'équipement  
minimal de ce qu'on appelle les  
« motos basiques ». La CB 500  
privilégie avec une certaine  
ostentation la simplicité de  
conception qui est caractéristique  
de la philosophie d'usage.  
La sonorité du gros bicylin-  
dre et de l'échappement par un  
unique silencieux n'évoque que  
vaguement le bruit des gros  
cubes mécaniques. La sou-  
pleté n'est pas non plus le  
point fort d'un moteur qui  
affiche cependant un véritable  
tempérament dans les régimes  
élevés. La CB 500 souffre donc  
en ville de la nécessité de tirer  
sur chacun des six rapports de  
la boîte de vitesses. Mais cette  
petite moto affiche un caractè-  
re sportif dès que l'on solli-  
cite les régimes. Et surtout,  
grâce sans doute à son poids  
plume de 170 kilos, elle se  
montre très à l'aise sur auto-  
route où ses 58 chevaux ne  
s'essouffent qu'avec un pas-  
sager sur la selle arrière.

Certains détaillants, comme le  
progressivité du freinage dis-

— Mario-Odile Dugert,  
son épouse,  
Anne-Laure et Renaud,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Clotilde Dugert,  
sa mère,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Dugert  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Henri Dugert  
et leurs enfants,  
Parents et alliés,  
ont la douleur de faire part du décès  
accidental de

M. Jean-Marc DUGERT,  
ingénieur civil des Mines,  
directeur de la SED, A,  
survécue le 24 novembre 1993, à l'âge  
de cinquante-cinq ans.

Les funérailles ont eu lieu le  
27 novembre, à Saut-de-Navailles  
(Pyrénées-Atlantiques).

— Jacques Boucard,  
Emilie et Zola,  
M. et M<sup>me</sup> Roland Leynaud,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Boucard,  
leurs enfants et petits-enfants,  
Sa famille,  
Et ses nombreux amis,  
ont la douleur d'annoncer le décès, à  
l'âge de trente-sept ans, de

Christine LEYNAUD,  
le 6 novembre 1993, à l'hôpital neuro-  
logique à Lyon.

Le 21 novembre, ses cendres ont été  
dispensées du sommet de la roche de  
Solstère.

— M. Robert A. Mallet,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Sophie Mallet,  
et ses enfants, Lucie, Mathilde, Gas-  
pard,  
M<sup>me</sup> Valérie Mallet,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Bertiaux  
et leurs enfants, Mélanie, Justine,  
M. et M<sup>me</sup> Stéphane Ferrand,  
ses filles, ses gendres et ses petits-  
enfants,  
ont la douleur de faire part du retour à  
Dieu de

Jacqueline Laure MALLET,  
née Achalm,  
survécue le 16 octobre 1993, à l'âge de  
soixante-neuf ans.

La messe de funérailles aura lieu le  
vendredi 3 décembre, à 10 h 30, en  
l'église neuve de Notre-Dame-de-Grâce  
de Passy (Paris).

Une bénédiction, en l'église d'He-  
nnesville (Calvados), ce même jour,  
à 13 h 30, précèdera l'inhumation.

Le présent avis tient lieu de faire-  
part.

« Mane nobiscum quantum adve-  
rascit et inclinat in jam dix »  
Luc, 24, 29.

M<sup>me</sup> Louise Labbé,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Labbé  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part de la mort  
de

M. Claude LABBÉ,  
inspecteur de l'aviation civile,  
député de Seine-et-Oise (1958-1962),  
député des Hauts-de-Seine  
(1967-1993),  
président du groupe de RPR  
à l'Assemblée nationale (1973-1986),  
vice-président de l'Assemblée nationale  
(1986-1992),  
titulaire de la croix de guerre  
1939-1945  
et de la médaille de la Résistance,  
décédé le 29 novembre 1993, dans sa  
soixante-quatrième année, muni des  
sacrements de l'Eglise.

Les obsèques seront célébrées à  
Paris, en l'église Sainte-Clotilde, le ven-  
dredi 3 décembre, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus  
stricte intimité, dans la sépulture fami-  
liale.

Le présent avis tient lieu de faire-  
part.

— Charles Pasqua,  
ministre d'Etat,  
secrétaire départemental de la fédéra-  
tion des Hauts-de-Seine du Rassemble-  
ment pour la République,  
Michel Maurice-Bolancowski,  
ancien ministre,  
président du comité départemental  
des élus du RPR des Hauts-de-Seine  
Et les membres du comité départe-  
mental,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur compagne

Claude LABBÉ,  
présidente du groupe  
du Rassemblement pour la République  
de l'Assemblée nationale  
de 1973 à 1986,  
vice-présidente de l'Assemblée nationale  
de 1986 à 1992,  
députée des Hauts-de-Seine  
de 1967 à 1993.

Les obsèques seront célébrées en la  
basilique Sainte-Clotilde, 23 bis, rue  
Lafayette, à Paris, le vendredi 3  
décembre 1993, à 11 heures.

Une chapelle ardente sera dressée à  
la chambre funéraire du Mont-Valé-  
rien, 42, chemin des Cendres, Nanterre  
(Hauts-de-Seine), le jeudi 2 décembre,  
à partir de 14 heures.

129 bis, avenue Charles-de-Gaulle,  
92200 Neuilly.

— M. Jean-Jacques Guillet,  
député de la 8<sup>e</sup> circonscription des  
Hauts-de-Seine,  
M<sup>me</sup> Christine Vattier,  
Et les membres du comité de la 8<sup>e</sup>  
circonscription des Hauts-de-Seine  
du Rassemblement pour la République,  
M. Pierre Vétien,  
président,  
Et les membres du comité de soutien  
à l'action de Claude Labbé,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur compagne

Claude LABBÉ,  
présidente du groupe  
du Rassemblement pour la République  
de l'Assemblée nationale  
de 1973 à 1986,  
vice-présidente de l'Assemblée nationale  
de 1986 à 1992,  
députée de la 8<sup>e</sup> circonscription  
des Hauts-de-Seine  
de 1967 à 1993.

Les obsèques seront célébrées en la  
basilique Sainte-Clotilde, 23 bis, rue  
Lafayette, Paris-7<sup>e</sup>, le vendredi  
3 décembre 1993, à 11 heures.

Une messe à sa mémoire sera célé-  
brée le samedi 4 décembre, à 10 heures,  
en l'église Saint-Martin, 45,  
rue de la République, à Mondon  
(Hauts-de-Seine).

2 bis, avenue de l'Europe,  
92310 Sèvres.

118, rue de Bellevue,  
92100 Boulogne-Billancourt.

— Jacques Chirac,  
ancien premier ministre,  
président du Rassemblement pour la  
République,  
Philippe Séguin,  
président de l'Assemblée nationale,  
Bernard Pons,  
président du groupe du Rassemblement  
pour la République de l'Assemblée  
nationale,  
Joscelin de Roban,  
président du groupe du Rassemblement  
pour la République du Sénat.  
Les membres des bureaux des  
groupes RPR de l'Assemblée et du  
Sénat,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur collègue

Claude LABBÉ,  
présidente du groupe  
du Rassemblement pour la République  
de l'Assemblée nationale  
de 1973 à 1986,  
députée de Seine-et-Oise  
de 1958 à 1962,  
députée des Hauts-de-Seine  
de 1967 à 1993.

Les obsèques seront célébrées en la  
basilique Sainte-Clotilde, 23 bis, rue  
Lafayette, Paris-7<sup>e</sup>, le vendredi  
3 décembre 1993, à 11 heures.

(Le Monde du 1<sup>er</sup> décembre.)

— M<sup>me</sup> Colette Pietri,  
son épouse,  
Nathalie, Florence et Camille,  
ses enfants,  
Le professeur Jacques Pietri,  
M<sup>me</sup> Marie-Annette Pietri,  
M. José Pietri,  
Le docteur Marcel Pietri,  
Le docteur Henri Pietri,  
M<sup>me</sup> Pietri-Poli,  
Et leurs familles,  
Ses amis proches,  
ont la douleur de faire part du décès  
brutal de

Jean Camille PIETRI,  
inspecteur départemental  
de l'Éducation nationale,  
président  
de la Maison de la poésie d'Avignon,  
chevalier des Palmes académiques.

survécue le 22 novembre 1993.

L'inhumation a eu lieu le 25 novem-  
bre, à Saint-Gervais-d'Arles (Corse-  
du-Sud).

« La cour est la forme supérieure  
de l'intelligence. Il faut savoir aller  
le temps d'aimer. » J. C. Pietri.

Famille Pietri,  
Mas de Bontou,  
13160 La Crau-de-Châteauneuf.

— M<sup>me</sup> Helga Szabo,  
son épouse,  
Le département de neurophysiologie  
sensorielle,  
Et les collaborateurs de l'Institut  
Alfred-Passard du CNRS à Gif-sur-  
Yvette,  
font part du décès, le 28 novembre  
1993, du

docteur Thomas SZABO,  
directeur de recherche.

La cérémonie religieuse aura lieu à  
15 h 45, le vendredi 3 décembre, en  
l'église de Gif-sur-Yvette.

## Remerciements

— M. et M<sup>me</sup> Robert Achkar,  
M. et M<sup>me</sup> André Kamel,  
ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Samir Tannous,  
M. et M<sup>me</sup> Charles Sakr,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Kawan,  
M. Pierre Kamel,  
ses petits-enfants,  
Et toute la famille,  
profondément touchés par les marques  
d'amitié et d'affection que vous leur  
avez témoignées dans l'immense peine  
du départ de

M<sup>me</sup> veuve Georges ACHKAR,  
née Mary Rabat,

vous prient de trouver ici l'expression  
de leur inoubliable gratitude.

## Avis de messes

M. l'abbé DEVIENNE,  
professeur de mathématiques  
au lycée Notre-Dame-des-Dunes  
de Dunkerque,

fétera son jubilé sacerdotal au cours de  
la messe de 18 heures, samedi 4 décem-  
bre 1993, en l'église Saint-Eloi de Dun-  
kerque.

Que ses anciens élèves, s'ils ne peu-  
vent être présents ce jour-là, se mani-  
festent par une carte postale adressée  
au lycée Notre-Dame-des-Dunes, 60,  
rue de Sud, 59140 Dunkerque.

## Anniversaires

— Le 1<sup>er</sup> décembre 1992

Stephan Francis BUFFINGTON Jr

quittait sa famille et ses amis.

Que ceux qui l'ont connu, apprécié  
et aimé se souviennent.

— Il y a trente-sept ans, le 2 décem-  
bre 1956, disparaissait brutalement,  
à l'âge de quarante-neuf ans, mon père

Elie COHEN.

## Communications diverses

— Comité de liaison des associations  
juives laïques : grande réunion de sou-  
tien aux accords israélo-palestiniens,  
dimanche 5 décembre 1993, à 16 h 30,  
Sorbonne (amphithéâtre Richelieu),  
17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

## Soutenances de thèses

— Raphaële Desplechin soutiendra  
sa thèse de doctorat d'Etat : « Le lien  
commun dans les Mémoires de Cen-  
dray : un mémoire d'écriture », le  
samedi 4 décembre 1993, à 14 heures,  
université Paris-X-Nanterre, salle C 24.

## CARNET DU MONDE

Renseignements :  
40-65-29-94

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel

du 27 novembre 1993 :

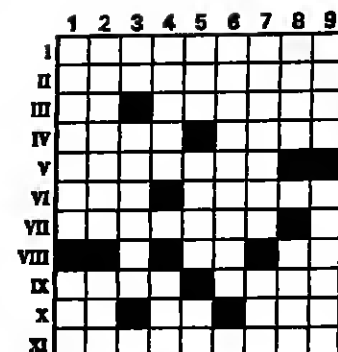
UN DÉCRET

— N<sup>o</sup> 93-1262 du 22 novembre  
1993 modifiant le livre II du  
code rural et concernant le per-  
mis de chasser.

UN ARRÊTÉ

— Du 17 novembre 1993 auto-  
risant Aérospatiale, société na-  
tionale industrialisée, à participer à  
l'augmentation de capital d'une  
société.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N<sup>o</sup> 6183

exemple. — XI. De belles paroles.

## VERTICALEMENT

1. Essayer de faire repartir.  
Feçon de boire. — 2. Sénateur  
quand elle est blanche. D'une  
seule teinte. — 3. Siffié. Une  
envie, par exemple. — 4. Au bout  
de la ligne. Se dresse sur la tête.  
— 5. Une terre. Héroïne grecque.  
Pronom. — 6. Ne s'arrête pas  
devant la porte. — 7. Transmet-  
tre une propriété. D'un auxiliaire.  
— 8. Geste gracieux. Fait perdre  
la face. — 9. Se charge de son  
père. Qui pourraient envier les  
unjambeaux.

Solution du problème n<sup>o</sup> 6182

## Horizontalement

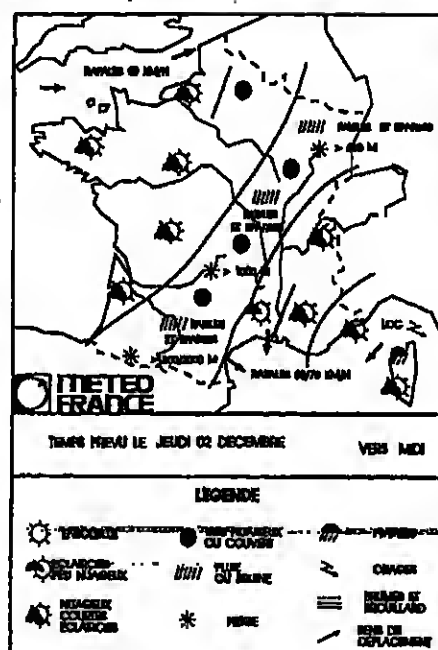
I. Accordeur. — II. Coupeur. —  
III. Clientèle. — IV. Ut. Ré. —  
V. Eire. Rome. — VI. Ino. St. In.  
— VII. Légal. Tôt. — VIII. Usuriers.  
— IX. Vrenell. — X. Isée. Ente. —  
XI. Sec. Tus.

## Verticalement

1. Accueil. Vie. — 2. Colti-  
neure. — 3. Cui. Roessées. —  
4. Opéra. Aunée. — 5. Réna.  
Sirs. — 6. Durtet. He. — 7. Ere.  
Teint. — 8. Lirier. Tu. — 9. Rue.  
Entêté.

GUY BROUTY

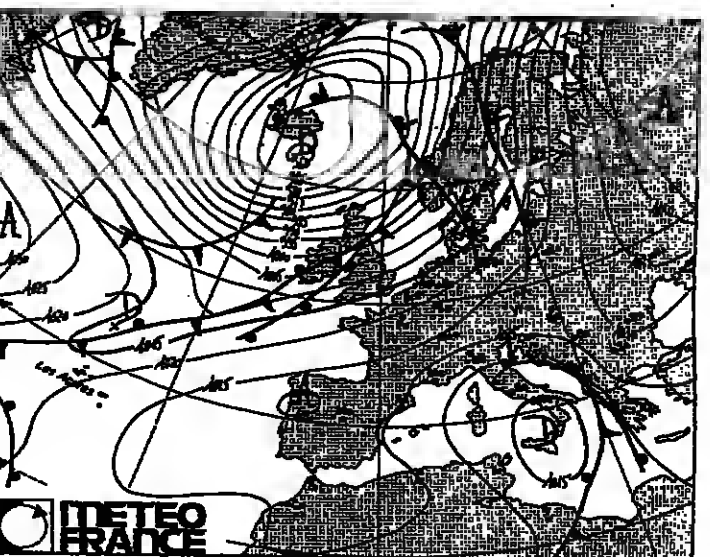
## MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES moyennes - minima	
FRANCE	
ALGER	14/7
BARCELONE	12/8
BORDEAUX	10/6
BRESCIA	2/1
BREST	11/4
CAEN	7/3
CHERBOURG	8/2
CLERMONT-FR.	3/1
DIJON	0/-1
GRENOBLE	3/0
LILLE	-1/-1
LIMOGES	5/6
LYON	2/1
MARSEILLE	13/6
MAURILLON	12/4
NAIMES	10/3
NICE	14/8
PARIS-MONTS	12/1
PAU	10/6
PERPIGNAN	11/8
POINTE-A-PRE	31/22
REIMS	14/8
ST-ETIENNE	2/0
STRASBOURG	-3/-6
TOLLOUSE	8/6
TOURS	4/2
ÉTRANGER	
ALGER	20/12
AMSTERDAM	-1/-2
ATHÈNES	14/12
BANGKOK	34/27
BARCELONE	14/8
BELGRADE	-1/-4
BERLIN	-5/-7
BRUXELLES	0/-2
COPENHAGUE	2/14
DAKAR	27/20
DIJON	0/-1
ISTANBUL	11/3
JERUSALEM	17/9
LE CAIRE	24/15
LISBONE	15/11
LONDRES	10/6
LOS ANGELES	21/13
LUXEMBOURG	-3/-6
MADRID	10/6
MARRAKECH	20/9
MEXICO	19/9
MILAN	11/2
MONTREAL	-1/-3
MOSCOW	-8/-11
NEW-YORK	17/8
OSAKA	15/8
PARIS	12/6
PRAGUE	7/-2
RIO-DE-JANEIRO	-1/-2
ROME	11/2
SEVILLE	23/20
STOCKHOLM	32/24
SYDNEY	24/18
TOKYO	15/11
TUNIS	18/13
VARSOVIE	-5/-7
VIENNE	8/0
ZURICH	0/-1

JEUDI : pluies faibles par l'ouest avec plus  
de douceur. — Le matin, à l'ouest d'une ligne  
Brest-Reims, le temps sera couvert avec quel-  
ques pluies faibles éparses. Des éclaircies  
reviendront sur la Bretagne en cours de mati-  
née. De l'Aquitaine au Massif Central jusqu'à la  
Lozère, les nuages élevés envahiront le ciel.  
Plus à l'est, de l'Alsace à la Franche-Comté jus-  
qu'à Rhône-Alpes, les brouillards seront nom-  
breux. Sur la Sud-Est et en Corse, le temps sera  
très nuageux avec quelques averses. Sur la Lan-  
guedoc-Roussillon, il y aura des éclaircies et la  
trouée soufflera à 80 km/h en rafales.  
L'après-midi, de la Bretagne à la Basse Nor-  
mandie jusqu'au Poitou, le soleil fera quelques ap-  
paritions. De l'Aquitaine aux régions nord le ciel  
sera très nuageux. Des Pyrénées jusqu'au Nord-  
Est, il pleuvra faiblement avec un peu de neige  
au-dessus de 500 mètres sur le Nord-Est et  
au-dessus de 1 800 mètres sur les Pyrénées.  
Sur les Alpes, le pourtour méditerranéen et en  
Corse, nuages et éclaircies alternent.  
Les températures minimales seront de l'ordre  
de 3 à 5 degrés au nord, et de 4 à 6 degrés au  
sud. Sur le Nord-Est il ne fera que 0 à 1 degré  
au lever du jour.  
L'après-midi, il fera 7 à 8 degrés dans le Nord-  
Est, 9 à 11 degrés dans le Nord. Sur les régions  
ouest et sur la Sud-Est, le thermomètre mar-  
quera 13 à 15 degrés.  
(Document établi avec le support technique spécial  
de la Météorologie nationale.)

## PRÉVISIONS POUR LE 3 DÉCEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC





RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

TF 1

14.35 Club Dorothée.  
17.50 Série : La Miel et les Abeilles.  
18.20 Série : Héloïse et les garçons.  
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !  
19.50 Divertissement : Le Bébé Show (et à 0.25).  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Variétés : Sacré soirée.  
22.45 Sport : Football.  
0.30 Journal et Météo.  
0.35 Documentaire : Histoire naturelle.

FRANCE 2

15.40 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.00). Émission présentée par Pascal Sevran.  
16.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
17.05 Magazine : Giga.  
18.35 Jeu : Un pour tous.  
19.15 Jeu : Qui le meilleur gagne (et à 4.20).  
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).  
20.00 Journal, Journal des courses.  
20.50 Météo.  
21.00 Téléfilm : J'aime pas qu'on m'aime.  
22.25 L'Amor de la bête, documentaire de Gérard Rougeron.  
23.25 Journal et Météo.  
23.45 Magazine : La Carole de minuit.  
0.55 Court métrage : Histoire courte.  
14.45 La Magazine du Sénat.  
15.00 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.  
16.45 Jeu : Les Délices d'Hugo.

FRANCE 3

17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.  
18.25 Jeu : Questions pour un champion.  
18.50 Un livre, un jour.  
19.00 La 19-20 de l'information.  
20.05 Divertissement : La Grande Classe.  
20.30 Le Journal des sports.  
20.45 JNC.  
20.50 Magazine : La Marche du siècle.  
22.30 Journal et Météo.  
23.00 Magazine : L'Europe.  
15.05 Téléfilm : Querantaine.  
16.25 Surprises.  
18.40 Dessin animé : Les Simpson.  
17.05 Les Superstars du catch.  
18.00 Canaille peluche.  
18.30 Ça cartoon.  
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.  
19.00 Les Superstars du catch.  
18.00 Canaille peluche.

CANAL PLUS

15.05 Téléfilm : Querantaine.  
16.25 Surprises.  
18.40 Dessin animé : Les Simpson.  
17.05 Les Superstars du catch.  
18.00 Canaille peluche.  
18.30 Ça cartoon.  
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.  
19.00 Les Superstars du catch.  
18.00 Canaille peluche.

20.30 La Journal du cinéma du mercredi.  
21.00 Cinéma : La Fille de l'air.  
22.40 Flash d'informations.  
22.50 Cinéma : Rien du tout.  
0.25 Cinéma : Puppemaster 2.  
1.50 Documentaire : National Geographic.  
17.00 Documentaire : Portrait de Teyeb Saddiki (rediff.).  
17.30 Magazine : Transit (rediff.).  
18.40 Chronique : Les Dessins des cartes.  
19.00 Série : The New Statesman.  
19.25 Court métrage : Le Complot d'Edige.  
18.35 Magazine : Mégamix.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Documentaire : Nino Rota.  
21.40 Danse : Lulu.  
23.15 Cinéma : Darius et Gildas.

ARTE

17.00 Documentaire : Portrait de Teyeb Saddiki (rediff.).  
17.30 Magazine : Transit (rediff.).  
18.40 Chronique : Les Dessins des cartes.  
19.00 Série : The New Statesman.  
19.25 Court métrage : Le Complot d'Edige.  
18.35 Magazine : Mégamix.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Documentaire : Nino Rota.  
21.40 Danse : Lulu.  
23.15 Cinéma : Darius et Gildas.

M 6

18.00 Magazine : La Tête de l'emploi.  
18.30 Magazine : Fax'D (et à 0.45).  
17.00 Variétés : Multitop.  
17.30 Série : L'Étalon noir.  
18.00 Série : Code Quantum.  
18.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.35 Magazine : École 8 (et à 1.10).  
20.45 Téléfilm : L'Ordre amoureux.  
22.25 Série : Le Saint.  
0.05 Magazine : Émotions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes.  
21.32 Correspondances.  
22.00 Communauté des radios.  
22.40 Les Nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
23.09 Concert (en direct de Victoria Hall à Genève).  
0.00 L'Heure bleue.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Victoria Hall à Genève).  
0.00 L'Heure bleue.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Hérétiques en chasuble

JOURNÉE mondiale oblige, Christine Ockrent consacrait son dossier du jour au sujet. A ce propos, elle avait invité Jeanne Moreau, présidente de la Commission d'avances sur recettes du cinéma, qui a subventionné un film de témoignages de personnes séropositives. Elle avait aussi invité le docteur Amedeo Marty-Laveuzelle, président d'AIDES, association d'aide aux malades. Ni l'un ni l'autre n'avaient rien de particulièrement neuf à dire sur la question, mais l'important était qu'ils fussent là, que leur présence manifestât comme une petite bougie dans la nuit la permanence, dans la mauvaise conscience collective, du problème sida, soumis à la rude concurrence du froid et des SDF.

On discutait donc. Et soudain : « Cette orchestration médiatique doit vous paraître dérisoire, à vous qui vivez ce problème nous les jours », lança Christine Ockrent au docteur Marty-Laveuzelle. Comme si elle était étrangère à cette orchestration, qui lui paraissait dérisoire à elle aussi.

Comme si la Christine Ockrent qui se rebellait ainsi contre l'absurdité du système, et dénonçait l'orchestration médiatique, venait brutalement d'évincer la soliste virtuose qui jouait sa partition, précisément en consacrant dix minutes au sida, sans autre justification que le Journée mondiale du lendemain. L'épisode fit cou-

venir d'un eigne identique de PPDA, quelques heures plus tôt. « Un mot sur un conflit dont on parle peu, celui de Burundi », avait glissé entre deux nouvelles plus consensuelles la présentatrice de TF 1. Ce ne fut, en effet, qu'un mot, sans images, un mot si bref qu'on l'oublia aussitôt. Mais le mot importait peu. Seule importait la scène de PPDA exhumant ses deux limbes : les morts de Burundi qui n'intéressaient pas le « système ». Le PPDA qui s'adressait ainsi à nous n'était pas celui qui, fure de place, ne consacrait une « brève » à la guerre du Burundi qu'un soir sur dix, mais celui qui précipitait brutalement la loi du silence, et avait le courage de réchauffer d'un mot ces morts oubliés.

Christine Ockrent et PPDA nous adressaient ainsi un signal. Certes, ils étaient les premiers officiels d'un système dans lequel les Bonnes nouvelles, les chômeurs, les agriculteurs, le verges, Christine Villenot et Murielle Rolie constituaient une rude concurrence aux morts du Burundi ou aux érudits. Certes, les capacités de compassion populaire ne sont pas élastiques. Mais ce système, ils en ressentent mieux que quiconque toute l'absurdité. Ils s'en effaçaient en même temps dissidents. De cette religion, les grands prêtres étaient aussi les premiers hérétiques. De cette hérésie, les coupables portaient chasuble d'or.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : \* Signifié dans le Monde radio-télévision ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 2 DÉCEMBRE

TF 1

6.00 Série : Passions (et à 4.15).  
6.28 Météo (et à 6.58, 8.33).  
6.30 Club mini Zig-Zag. Joyeux Wili Kweck Kwack.  
7.00 Journal.  
7.20 Club Dorothée avant l'école.  
8.35 Télé-shopping.  
9.05 Feuilleton : Hôpital central.  
9.45 Feuilleton : Heine et passions.  
10.25 Série : Côté cœur.  
10.55 Série : Tribunal.  
11.25 Feuilleton : Santa Barbara.  
11.50 Jeu : La Roue de la fortune.  
12.20 Jeu : La Juste Prix.  
12.60 Magazine : A vrai dire.  
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.  
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.  
14.30 Série : Cannon.  
15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.  
16.15 Jeu : Une famille en or.  
16.40 Club Dorothée.  
17.50 Série : Premiers baisers.  
18.20 Série : Héloïse et les garçons.  
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !  
19.50 Divertissement : Le Bébé Show (et à 0.25).  
20.00 Journal, Tierset et Météo.  
20.50 Série : Vrai Loc, un grand fil de Marseille.  
22.20 Magazine : Damin, il fera beau.  
23.20 Série : Crimes passionnels.  
0.30 Journal et Météo.  
0.35 Série : Mémoires.  
1.00 TF 1 nuit (et à 1.40, 2.40, 3.35, 4.10, 4.40).  
1.10 Documentaire : Histoire naturelle (et à 2.45).  
1.45 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pacard (2 épisodes).  
3.45 Série : Intrigues.  
4.45 Musique.  
5.05 Documentaire : L'Équipe Cousteau en Amazonie.

FRANCE 2

5.55 Feuilleton : Monsieur Belvédère.  
8.20 Dessin animé.  
8.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.  
8.30 Feuilleton : Amour, amour, gloire et beauté.  
9.20 Magazine : Martin bonheur.  
11.15 Flash d'informations.  
11.50 Jeu : Pyramide (et à 4.45).  
12.25 Loto, Journal et Météo.  
13.40 INC.  
14.50 Série : Le Renard.  
15.40 Série : Les deux font la paire.  
15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.10). Émission présentée par Pascal Sevran.  
16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
17.05 Magazine : Giga.  
18.40 Jeu : Un pour tous.  
19.20 Jeu : Qui le meilleur gagne.  
20.00 Journal, Journal des courses, Météo et Point rouge.  
20.50 Magazine : Envoyé spécial.  
22.25 Divertissement : Juste pour rire.  
23.30 Journal et Météo.  
23.50 Magazine : Le Cercle de minuit.  
1.00 Série : Les Diamants de la vengeance.  
2.25 La Magazine de l'emploi (rediff.).  
3.25 Magazine : Mascarines (rediff.).  
4.25 24 heures d'info.  
4.40 Dessin animé.

FRANCE 3

7.00 Premier service.  
7.15 Bonjour les petits loups.  
1.00 L'Or, le tigre et les autres : Kimbo ; Les Histoires du père Castor ; Coup de bleu dans les étoiles.

8.00 Continentales.  
8.15, 8.30, 8.45, 8.55, 9.05, 9.15, 9.25, 9.35, 9.45, 9.55, 10.05, 10.15, 10.25, 10.35, 10.45, 10.55, 11.05, 11.15, 11.25, 11.35, 11.45, 11.55, 12.05, 12.15, 12.25, 12.35, 12.45, 12.55, 13.05, 13.15, 13.25, 13.35, 13.45, 13.55, 14.05, 14.15, 14.25, 14.35, 14.45, 14.55, 15.05, 15.15, 15.25, 15.35, 15.45, 15.55, 16.05, 16.15, 16.25, 16.35, 16.45, 16.55, 17.05, 17.15, 17.25, 17.35, 17.45, 17.55, 18.05, 18.15, 18.25, 18.35, 18.45, 18.55, 19.05, 19.15, 19.25, 19.35, 19.45, 19.55, 20.05, 20.15, 20.25, 20.35, 20.45, 20.55, 21.05, 21.15, 21.25, 21.35, 21.45, 21.55, 22.05, 22.15, 22.25, 22.35, 22.45, 22.55, 23.05, 23.15, 23.25, 23.35, 23.45, 23.55, 24.05, 24.15, 24.25, 24.35, 24.45, 24.55, 25.05, 25.15, 25.25, 25.35, 25.45, 25.55, 26.05, 26.15, 26.25, 26.35, 26.45, 26.55, 27.05, 27.15, 27.25, 27.35, 27.45, 27.55, 28.05, 28.15, 28.25, 28.35, 28.45, 28.55, 29.05, 29.15, 29.25, 29.35, 29.45, 29.55, 30.05, 30.15, 30.25, 30.35, 30.45, 30.55, 31.05, 31.15, 31.25, 31.35, 31.45, 31.55, 32.05, 32.15, 32.25, 32.35, 32.45, 32.55, 33.05, 33.15, 33.25, 33.35, 33.45, 33.55, 34.05, 34.15, 34.25, 34.35, 34.45, 34.55, 35.05, 35.15, 35.25, 35.35, 35.45, 35.55, 36.05, 36.15, 36.25, 36.35, 36.45, 36.55, 37.05, 37.15, 37.25, 37.35, 37.45, 37.55, 38.05, 38.15, 38.25, 38.35, 38.45, 38.55, 39.05, 39.15, 39.25, 39.35, 39.45, 39.55, 40.05, 40.15, 40.25, 40.35, 40.45, 40.55, 41.05, 41.15, 41.25, 41.35, 41.45, 41.55, 42.05, 42.15, 42.25, 42.35, 42.45, 42.55, 43.05, 43.15, 43.25, 43.35, 43.45, 43.55, 44.05, 44.15, 44.25, 44.35, 44.45, 44.55, 45.05, 45.15, 45.25, 45.35, 45.45, 45.55, 46.05, 46.15, 46.25, 46.35, 46.45, 46.55, 47.05, 47.15, 47.25, 47.35, 47.45, 47.55, 48.05, 48.15, 48.25, 48.35, 48.45, 48.55, 49.05, 49.15, 49.25, 49.35, 49.45, 49.55, 50.05, 50.15, 50.25, 50.35, 50.45, 50.55, 51.05, 51.15, 51.25, 51.35, 51.45, 51.55, 52.05, 52.15, 52.25, 52.35, 52.45, 52.55, 53.05, 53.15, 53.25, 53.35, 53.45, 53.55, 54.05, 54.15, 54.25, 54.35, 54.45, 54.55, 55.05, 55.15, 55.25, 55.35, 55.45, 55.55, 56.05, 56.15, 56.25, 56.35, 56.45, 56.55, 57.05, 57.15, 57.25, 57.35, 57.45, 57.55, 58.05, 58.15, 58.25, 58.35, 58.45, 58.55, 59.05, 59.15, 59.25, 59.35, 59.45, 59.55, 60.05, 60.15, 60.25, 60.35, 60.45, 60.55, 61.05, 61.15, 61.25, 61.35, 61.45, 61.55, 62.05, 62.15, 62.25, 62.35, 62.45, 62.55, 63.05, 63.15, 63.25, 63.35, 63.45, 63.55, 64.05, 64.15, 64.25, 64.35, 64.45, 64.55, 65.05, 65.15, 65.25, 65.35, 65.45, 65.55, 66.05, 66.15, 66.25, 66.35, 66.45, 66.55, 67.05, 67.15, 67.25, 67.35, 67.45, 67.55, 68.05, 68.15, 68.25, 68.35, 68.45, 68.55, 69.05, 69.15, 69.25, 69.35, 69.45, 69.55, 70.05, 70.15, 70.25, 70.35, 70.45, 70.55, 71.05, 71.15, 71.25, 71.35, 71.45, 71.55, 72.05, 72.15, 72.25, 72.35, 72.45, 72.55, 73.05, 73.15, 73.25, 73.35, 73.45, 73.55, 74.05, 74.15, 74.25, 74.35, 74.45, 74.55, 75.05, 75.15, 75.25, 75.35, 75.45, 75.55, 76.05, 76.15, 76.25, 76.35, 76.45, 76.55, 77.05, 77.15, 77.25, 77.35, 77.45, 77.55, 78.05, 78.15, 78.25, 78.35, 78.45, 78.55, 79.05, 79.15, 79.25, 79.35, 79.45, 79.55, 80.05, 80.15, 80.25, 80.35, 80.45, 80.55, 81.05, 81.15, 81.25, 81.35, 81.45, 81.55, 82.05, 82.15, 82.25, 82.35, 82.45, 82.55, 83.05, 83.15, 83.25, 83.35, 83.45, 83.55, 84.05, 84.15, 84.25, 84.35, 84.45, 84.55, 85.05, 85.15, 85.25, 85.35, 85.45, 85.55, 86.05, 86.15, 86.25, 86.35, 86.45, 86.55, 87.05, 87.15, 87.25, 87.35, 87.45, 87.55, 88.05, 88.15, 88.25, 88.35, 88.45, 88.55, 89.05, 89.15, 89.25, 89.35, 89.45, 89.55, 90.05, 90.15, 90.25, 90.35, 90.45, 90.55, 91.05, 91.15, 91.25, 91.35, 91.45, 91.55, 92.05, 92.15, 92.25, 92.35, 92.45, 92.55, 93.05, 93.15, 93.25, 93.35, 93.45, 93.55, 94.05, 94.15, 94.25, 94.35, 94.45, 94.55, 95.05, 95.15, 95.25, 95.35, 95.45, 95.55, 96.05, 96.15, 96.25, 96.35, 96.45, 96.55, 97.05, 97.15, 97.25, 97.35, 97.45, 97.55, 98.05, 98.15, 98.25, 98.35, 98.45, 98.55, 99.05, 99.15, 99.25, 99.35, 99.45, 99.55, 100.05, 100.15, 100.25, 100.35, 100.45, 100.55, 101.05, 101.15, 101.25, 101.35, 101.45, 101.55, 102.05, 102.15, 102.25, 102.35, 102.45, 102.55, 103.05, 103.15, 103.25, 103.35, 103.45, 103.55, 104.05, 104.15, 104.25, 104.35, 104.45, 104.55, 105.05, 105.15, 105.25, 105.35, 105.45, 105.55, 106.05, 106.15, 106.25, 106.35, 106.45, 106.55, 107.05, 107.15, 107.25, 107.35, 107.45, 107.55, 108.05, 108.15, 108.25, 108.35, 108.45, 108.55, 109.05, 109.15, 109.25, 109.35, 109.45, 109.55, 110.05, 110.15, 110.25, 110.35, 110.45, 110.55, 111.05, 111.15, 111.25, 111.35, 111.45, 111.55, 112.05, 112.15, 112.25, 112.35, 112.45, 112.55, 113.05, 113.15, 113.25, 113.35, 113.45, 113.55, 114.05, 114.15, 114.25, 114.35, 114.45, 114.55, 115.05, 115.15, 115.25, 115.35, 115.45, 115.55, 116.05, 116.15, 116.25, 116.35, 116.45, 116.55, 117.05, 117.15, 117.25, 117.35, 117.45, 117.55, 118.05, 118.15, 118.25, 118.35, 118.45, 118.55, 119.05, 119.15, 119.25, 119.35, 119.45, 119.55, 120.05, 120.15, 120.25, 120.35, 120.45, 120.55, 121.05, 121.15, 121.25, 121.35, 121.45, 121.55, 122.05, 122.15, 122.25, 122.35, 122.45, 122.55, 123.05, 123.15, 123.25, 123.35, 123.45, 123.55, 124.05, 124.15, 124.25, 124.35, 124.45, 124.55, 125.05, 125.15, 125.25, 125.35, 125.45, 125.55, 126.05, 126.15, 126.25, 126.35, 126.45, 126.55, 127.05, 127.15, 127.25, 127.35, 127.45, 127.55, 128.05, 128.15, 128.25, 128.35, 128.45, 128.55, 129.05, 129.15, 129.25, 129.35, 129.45, 129.55, 130.05, 130.15, 130.25, 130.35, 130.45, 130.55, 131.05, 131.15, 131.25, 131.35, 131.45, 131.55, 132.05, 132.15, 132.25, 132.35, 132.45, 132.55, 133.05, 133.15, 133.25, 133.35, 133.45, 133.55, 134.05, 134.15, 134.25, 134.35, 134.45, 134.55, 135.05, 135.15, 135.25, 135.35, 135.45, 135.55, 136.05, 136.15, 136.25, 136.35, 136.45, 136.55, 137.05, 137.15, 137.25, 137.35, 137.45, 137.55, 138.05, 138.15, 138.25, 138.35, 138.45, 138.55, 139.05, 139.15, 139.25, 139.35, 139.45, 139.55, 140.05, 140.15, 140.25, 140.35, 140.45, 140.55, 141.05, 141.15, 141.25, 141.35, 141.45, 141.55, 142.05, 142.15, 142.25, 142.35, 142.45, 142.55, 143.05, 143.15, 143.25, 143.35, 143.45, 143.55, 144.05, 144.15, 144.25, 144.35, 144.45, 144.55, 145.05, 145.15, 145.25, 145.35, 145.45, 145.55, 146.05, 146.15, 146.25, 146.35, 146.45, 146.55, 147.05, 147.15, 147.25, 147.35, 147.45, 147.55, 148.05, 148.15, 148.25, 148.35, 148.45, 148.55, 149.05, 149.15, 149.25, 149.35, 149.45, 149.55, 150.05, 150.15, 150.25, 150.35, 150.45, 150.55, 151.05, 151.15, 151.25, 151.35, 151.45, 151.55, 152.05, 152.15, 152.25, 152.35, 152.45, 152.55, 153.05, 153.15, 153.25, 153.35, 153.45, 153.55, 154.05, 154.15, 154.25, 154.35, 154.45, 154.55, 155.05, 155.15, 155.25, 155.35, 155.45, 155.55, 156.05, 156.15, 156.25, 156.35, 156.45, 156.55, 157.05, 157.15, 157.25, 157.35, 157.45, 157.55, 158.05, 158.15, 158.25, 158.35, 158.45, 158.55, 159.05, 159.15, 159.25, 159.35, 159.45, 159.55, 160.05, 160.15, 160.25, 160.35, 160.45, 160.55, 161.05, 161.15, 161.25, 161.35, 161.45, 161.55, 162.05, 162.15, 162.25, 162.35, 162.45, 162.55, 163.05, 163.15, 163.25, 163.35, 163.45, 163.55, 164.05, 164.15, 164.25, 164.35, 164.45, 164.55, 165.05, 165.15, 165.25, 165.35, 165.45, 165.55, 166.05, 166.15, 166.25, 166.35, 166.45, 166.55, 167.05, 167.15, 167.25, 167.35, 167.45, 167.55, 168.05, 168.15, 168.25, 168.35, 168.45, 168.55, 169.05, 169.15, 169.25, 169.35, 169.45, 169.55, 170.05, 170.15, 170.25, 170.35, 170.45, 170.55, 171.05, 171.15, 171.25, 171.35, 171.45, 171.55, 172.05, 172.15, 172.25, 172.35, 172.45, 172.55, 173.05, 173.15, 173.25, 173.35, 173.45, 173.55, 174.05, 174.15, 174.25, 174.35, 174.45, 174.55, 175.05, 175.15, 175.25, 175.35, 175.45, 175.55, 176.05, 176.15, 176.25, 176.35, 176.45, 176.55, 177.05, 177.15, 177.25, 177.35, 177.45, 177.55, 178.05, 178.15, 178.25, 178.35, 178.45, 178.55, 179.05, 179.15, 179.25, 179.35, 179.45, 179.55, 180.05, 180.15, 180.25, 180.35, 180.45, 180.55, 181.05, 181.15, 181.25, 181.35, 181.45, 181.55, 182.05, 182.15, 182.25, 182.35, 182.45, 182.55, 183.05, 183.15, 183.25, 183.35, 183.45, 183.55, 184.05, 184.15, 184.25, 184.35, 184.45, 184.55, 185.05, 185.15, 185.25, 185.35, 185.45, 185.55, 186.05, 186.15, 186.25, 186.35, 186.45, 186.55, 187.05, 187.15, 187.25, 187.35, 187.45, 187.55, 188.05, 188.15, 188.25, 188.35, 188.45, 188.55, 189.05, 189.15, 189.25, 189.35, 189.45, 189.55, 190.05, 190.15, 190.25, 190.35, 190.45, 190.55, 191.05, 191.15, 191.25, 191.35, 191.45, 191.55, 192.05, 192.15, 192.25, 192.35, 192.45, 192.55, 193.05, 193.15, 193.25, 193.35, 193.45, 193.55, 194.05, 194.15, 194.25, 194.35, 194.45, 1



## AU JOUR LE JOUR

## Aphorismes

Un sénateur traite l'armée de terre française d'armée peu de chagrin ou d'armée en piqué. Tant elle a de mal à s'adapter à la conjoncture. A la manière de Cyrano, il aurait pu dire bien d'autres choses encore. A propos de la marine nationale, qu'elle va à l'eau. Et de l'armée de l'air, qu'elle bat de l'aile ou qu'elle chute en piqué.

Le parlementaire pose son diagnostic : c'est faute de crédits suffisants que l'armée en serait à devoir alléger ses effectifs en dépit d'une explosion de

ses missions. Aphorisme pour aphorisme. Dès lors que la finance vient à manquer, c'est le nerf de la guerre qui est atrophié.

Déjà, au service de l'empereur, puis du roi de Pologne qui lui demandait, au XVII<sup>e</sup> siècle, comment emporter des victoires, le prince Raimondo Montecuccoli, qui combattait contre Turin, avait coutume de répondre : «Sire, c'est simple. Il y faut trois choses : de l'argent, de l'argent, de l'argent».

PROCYON

## L'ESSENTIEL

## DÉBATS

Famille : «Pour l'allocation de libre choix», par Jacques Chirac ; «Exception culturelle» : «Réponse à Hervé Bourges», par Pierre Delanoë, Claude Brulé, et Guy Seligmann ; Revues, par Frédéric Gausson : «Mettre de la politique dans le moteur européen» (page 2).

## INTERNATIONAL

## Les faux reflets de l'Asie

Comme d'autres régions du monde, l'Asie de l'Est renvoie désormais à l'Occident un reflet de son image. Dena nos pays, le «miracle» asiatique est pourtant souvent perçu de manière déformée (page 3).

## Pérou : les fantômes d'un massacre

L'exécution sommaire par un commando spécial de l'armée, près de Lima, le 19 juillet 1992, de neuf étudiants et d'un professeur de l'université de la Centuta est un véritable casse-tête pour le gouvernement Fujimori (page 5).

## POLITIQUE

## Le «dossier médical» est adopté

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, mardi 30 novembre, le projet de loi sur le droit public et la protection sociale voté le 26 octobre dernier par le Sénat (page 5).

## SOCIÉTÉ

## La «mort douce» aux Pays-Bas

Le Sénat néerlandais a voté la loi reconnaissant à titre exceptionnel la pratique de l'euthanasie. Celle-ci sera soumise à des conditions strictes, définies par les tribunaux (page 13).

## ÉDUCATION • CAMPUS

## Université 2000 : le désenchantement

Difficultés de financement et cafouillages administratifs retardant sérieusement la réalisation du plan de développement de l'enseignement supérieur (page 17).

## CULTURE

Le 15<sup>e</sup> Festival de cinéma des trois continents

Du 23 au 30 novembre, à Nantes, le 15<sup>e</sup> Festival des trois continents a organisé son voyage annuel sur la planète cinématographique (page 18).

## ÉCONOMIE

## Budget de relance en Grande-Bretagne

Le budget annoncé mardi 30 novembre par le chancelier de l'Échiquier prévoit un tour de vis fiscal modéré, afin de ne pas nuire à la reprise naissante de l'économie (page 22).

## Recul de la production industrielle au Japon

Les mauvaises nouvelles qui s'accumulent au Japon montrent que l'économie nipponne n'est pas sur la pente de sortie de la récession (page 22).

## Services

Abonnements..... X  
Annonces classées... 18-19  
Automobiles..... 26  
Cartes, Mots croisés... 26  
Marchés financiers... 24-25  
Météorologie..... 26  
Radio-télévision..... 27  
La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3617 LMDOC  
et 36-29-04-56

## Demain

**Le Monde des livres**  
Le Caire vu par deux romanciers égyptiens, S. Ibrahim et G. Ghazir, Jacques Derrida et les «spectres de Marx», Luc Boltanski, le «spectacle» de la souffrance et la poésie, Annie Ernaux «la Clémence» d'Anna Tristram. Et en littérature : Scott Fitzgerald, Hans Henry Jahn, Roger Grenier, Pierre Gascar...

Le numéro du «Monde» daté mercredi 1<sup>er</sup> décembre 1993 a été tiré à 482 994 exemplaires

Le numéro du «Monde» daté mercredi 1<sup>er</sup> décembre 1993 a été tiré à 482 994 exemplaires

En raison du prochain retour de l'Irak sur le marché international

## Le prix du pétrole ne cesse de s'éroder

Simple crainte en début d'année, l'ombre d'un contre-choc pèse chaque jour un peu plus sur le marché pétrolier, où les cours du baril ne cessent de s'effriter. Aux derniers jours de novembre, le prix du baril, la référence en mer du Nord, est même brièvement tombé sous les 14 dollars, son plus bas niveau depuis cinq ans, alors qu'il se négociait encore à 17 dollars en janvier. Toutes les qualités de pétrole sont touchées par cette soudaine érosion qui mine les cours depuis plus d'un an, ramenant en devises constantes les prix à leur niveau du premier choc pétrolier de 1973.

Si les causes sont multiples — profusion d'offres, accélération de la production des gisements norvégiens ou britanniques, impossibilité de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) de limiter fortement leur débit, le tout dans un environnement économique affecté par un tassement de la demande, — les principales raisons de cet affaiblissement viennent d'Irak.

Ce pays, qui, en envahissant le Koweït au mois d'août 1990, avait entraîné une flambée des cours portant le baril à 40 dollars, tire aujourd'hui les prix vers le bas, par la simple évocation de son prochain retour sur le marché. Depuis trois ans, Bagdad, qui était l'un des principaux producteurs de pétrole avec 3 millions de barils par jour, est frappé d'embargo par l'ONU. La levée de cette interdiction reste liée à l'engagement de Saddam Hussein de procéder au désarmement à bon terme.

## Des retours difficiles

A la surprise générale, vendredi 26 novembre, l'Irak a finalement accepté la mise en œuvre de la résolution 715, qui prévoit un tel processus. Pour les responsables des Nations unies, cette acceptation «lève un obstacle majeur» concernant un retour à la normale ; une période probatoire de six mois est désormais nécessaire pour tester le fonctionnement du mécanisme de contrôle du désarmement. Le processus de retour sur le marché pétrolier sera donc très progressif. Néanmoins, la réaction a été immédiate sur les prix.

Redouté mais attendu depuis plusieurs mois, le geste de l'Irak a provoqué une chute des cours lundi 29 novembre, le baril à Londres tombant à 13,97 dollars. Une fois l'effet d'annonce digéré, le marché s'est très rapidement ancré au-dessus de 14 dollars, bien qu'aucune question essentielle ne soit encore résolue.

La gestion de ce retour devra s'effectuer à l'intérieur de l'OPEP, dont l'Irak est l'un des douze membres. Ce qui n'est pas sans soulever des difficultés, car son absence a vite été comblée et rien ne dit que les différents partenaires du cartel, dont les revenus tirés du pétrole baissent, soient aujourd'hui prêts à se restreindre pour lui laisser retrouver une part du marché. Contrairement à ses habitudes, pendant l'envahissement

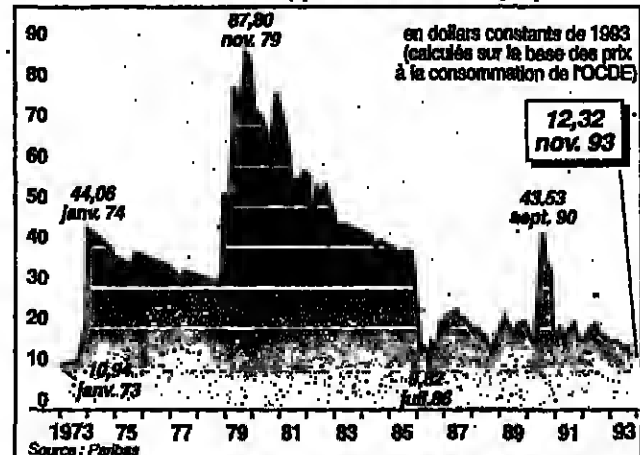
des intérêts politiques ou économiques de chacun sont différents.

Malgré leurs divergences, et bien décidés à soutenir les cours, les douze membres de l'OPEP se réunissent en septembre à Vienne et parviennent après cinq jours de discussions laborieuses à un accord limitant pour six mois leur production à 24,5 millions de barils par jour.

## En attendant le froid

Cette décision n'eut aucun effet sur les marchés mais, compte tenu des difficultés de la négociation, elle ne fut pas remise en cause par l'OPEP lors de sa réunion du 23 et 24 novembre à Genève. Comme si chaque membre du cartel vou-

Cours du baril (qualité arabian light)



cours d'août 1990, l'OPEP autorisait les pays membres à extraire au maximum de leurs capacités pour combler le trou provoqué par l'arrêt de production du Koweït et par l'embargo sur l'Irak.

En décembre, malgré l'absence de ces deux pays, l'Organisation produisait autant qu'avant l'été. L'un des principaux bénéficiaires était alors l'Arabie saoudite, dont la production passait de 5,38 à 8,5 millions de barils par jour.

Depuis la fin de la guerre du Golfe, sur fond de crise économique mondiale, l'OPEP a dû gérer le retour progressif du Koweït dans l'organisation au fur et à mesure de la remise en service de ses installations. Cette réintégration, faite non sans mal, n'est rien comparée à celle attendue de l'Irak. Des efforts pourraient être demandés à chacun des pays, ce qui semble une tâche ardue tant

DOMINIQUE GALLOIS

Sous réserve de l'accord du FMI et de la famille Dart

## La dette commerciale du Brésil va être allégée

Le Brésil et ses principales banques créancières sont parvenus, lundi 29 novembre, à un plan de restructuration de la dette commerciale du pays. Portant sur 35 milliards de dollars (206 milliards de francs), ce plan complexe ne pourra entrer en application qu'avec l'approbation d'une riche famille américaine, les Dart, propriétaire de 4 % de cette dette et après la signature d'un accord de crédit stand-by avec la Fonds monétaire international (FMI).

## NEW-YORK

## de notre correspondant

Après plus de trois ans de négociations et de multiples rebondissements, les autorités brésiliennes et les banques créancières du pays se sont finalement mises d'accord, lundi 29 novembre à Toronto (Canada), sur un plan de restructuration de la dette commerciale du Brésil (35 milliards de dollars de capital et 17 milliards d'intérêts). Ce plan s'inspire du modèle mis en place à la fin des années 80 par le secrétaire du Trésor américain, Nicholas Brady, et déjà appliqué pour le règlement de la dette de plusieurs autres pays d'Amérique latine. Le Brésil est le pays en développement le plus lourdement endetté dans le tiers-monde, avec une dette totale à long et moyen terme de 120 milliards de dollars environ, l'essentiel étant dû à des États ou organismes financiers internationaux.

A l'occasion de la cérémonie de signature de cet accord, le président

de la Banque centrale brésilienne, Pedro Malan, a indiqué que ce plan devrait conduire à une réduction de la dette et du service de la dette d'environ 25 % au total. Le patron du comité chargé de négocier au nom des 800 banques créancières, William Rhodes, vice-président de la Citibank, a pour sa part déclaré que cet accord «permettrait au pays de normaliser ses relations avec tous ses créanciers, redonnant au Brésil un plus grand accès au marché international des capitaux».

Malgré le nombre important de banques internationales ayant d'ores et déjà donné leur signature à l'accord (les signataires représentent plus de 89 % des créances), deux obstacles subsistent avant que celui-ci puisse être mis en œuvre. Tout d'abord il est conditionné par un accord de prêts entre le FMI et le Brésil. Les négociations en cours devraient aboutir d'ici au 15 avril prochain. Le ministre de l'économie brésilien, Fernando Cardoso, avait indiqué aux banquiers qu'il avait bon espoir de parvenir à cet accord dès le début de 1994. Il a présenté, vendredi à Rio, un ensemble de mesures (hausse d'impôts et réduction de dépenses) qui devrait aider à réduire l'inflation (un rythme mensuel de 35 %).

## Une famille dure en affaires

Le second obstacle est plus original : il réside dans l'attitude d'une riche famille du Michigan, les Dart, père et fils, des industriels qui se sont enrichis dans des secteurs très variés (le café, les matières plastiques, le transport, la finance). Au

début de 1992, les Dart, très secrets mais très durs en affaires d'après le portrait qu'en dresse le *Wall Street Journal*, ont acheté à des fins spéculatives des titres de la dette brésilienne, dont les banques étaient alors heureuses de pouvoir se débarrasser. Evidemment, ils n'achetaient pas cette dette à leur valeur nominale mais à des prix cassés, représentant 25 % à 40 % de la valeur affichée. Ils auraient ainsi accumulé quelque 1,4 milliard de dollars de dette brésilienne (le montant le plus élevé de la dette d'un pays souverain jamais détenu par des individus), soit 4 % de la dette commerciale totale. La famille aurait aussi acheté des titres de la dette d'autres pays, comme l'Équateur ou la Pologne.

Les responsables brésiliens veulent que les Dart se joignent à l'accord signé avec les grandes banques commerciales. Or pour l'instant, Kenneth Dart, trente-huit ans, le fils, a fait savoir que, pour la famille, les conditions proposées n'étaient pas suffisantes. Le gain que réaliseraient les Dart ne s'élèverait, d'après des évaluations d'experts, qu'à 270 millions de dollars. «Nous pensons qu'ils vont comprendre qu'il est de leur intérêt de signer», a déclaré à Toronto le négociateur brésilien, André Resende. «Nous pouvons obtenir la signature de 95 % des banques concernées — seul nécessaire pour que l'accord puisse être considéré comme valable — sans la famille Dart», a pour sa part expliqué M. Rhodes. «Le dossier de la dette brésilienne n'est pas encore clos», commentait mardi un banquier new-yorkais.

ERIK IZRAELEWICZ

## Trois morts dans une collision ferroviaire dans l'Oise

Trois personnes sont mortes et au moins vingt-sept autres ont été blessées dans une collision, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, vers 7 h 45, lors d'un accident de chemin de fer à proximité de la gare de Saint-Leu-d'Esserent (Oise). Selon la préfecture de l'Oise et la SNCF, le train de voyageurs assurant la liaison Paris-Beaumont-Creil, parti à 7 h 5 de Paris, a déraillé pour une raison inconnue non loin de la gare de Saint-Leu. La première voiture s'est franchie le balais et s'est couchée sur une voie parallèle. A ce moment, un autre autorail, esquivant la collision, a heurté la première voiture. La plupart des victimes se trouvaient dans la première voiture du convoi qui a déraillé. Les blessés graves ont été acheminés vers les hôpitaux de Creil et Senlis.

## Catherine Tasca nommée président de Canal Horizons

L'ancien ministre délégué à la communication du gouvernement de Michel Rocard, Catherine Tasca, nommée en septembre conseiller d'André Roussiat, président de Canal Plus, a été nommée, le 25 octobre, président du conseil d'administration de Canal Horizons. Cette chaîne cryptée hertzienne et par satellite, filiale de Canal Plus, est diffusée depuis décembre 1991 sur l'Afrique et le Proche-Orient. Canal Horizons émet un programme basé sur la même concept que Canal Plus et compte environ 26 000 abonnés.

[Née à Lyon le 13 décembre 1941, Catherine Tasca, ancienne élève de l'ENA (promotion Marcel-Froutot), est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et licenciée en droit. Elle est entrée en 1967 au ministère des affaires culturelles en qualité d'administrateur civil. Femme de culture, Catherine Tasca a été successivement directrice de la Maison de la culture de Grenoble, de 1973 à 1977, chargée de mission à l'Office national de diffusion artistique (ONDA), en 1978, administrateur général de l'Ensemble InterContemporain — aux côtés de Pierre Boulez — et enfin codirectrice, avec Patrice Chéreau, du Théâtre des Amateurs de Nanterre. Nommée membre de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), en octobre 1984, par le président de la République, M<sup>me</sup> Tasca devient ministre délégué, chargée de la communication, en mai 1988. En mai 1991, elle est nommée ministre déléguée à la francophonie dans le gouvernement d'Edith Cresson et devient, un an plus tard, secrétaire d'État à la francophonie et aux relations culturelles extérieures dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy.]

## Epargne-Placements

Le Monde publie, dans ses éditions datées 3 décembre, un cahier spécial de 10 pages consacré à l'épargne et aux placements.

La baisse des taux, à la fois sur le court terme et sur le long terme, a eu pour effet de réorienter l'épargne vers des placements beaucoup plus longs qu'auparavant. Si les placements monétaires ont été les grandes perdantes de ce mouvement, les principaux bénéficiaires ont été l'assurance-vie et les obligations sur le bilan des banques. La hausse du plan d'épargne en actions (PEA) et celui du grand emprunt d'État, ainsi que la forte mobilisation des épargnants pour les privatisations confirment le changement d'attitude des Français.

## CLEFS — Économie

**Le système financier français**  
Bernard Delpit  
Marc Schwartz

**CLEFS**

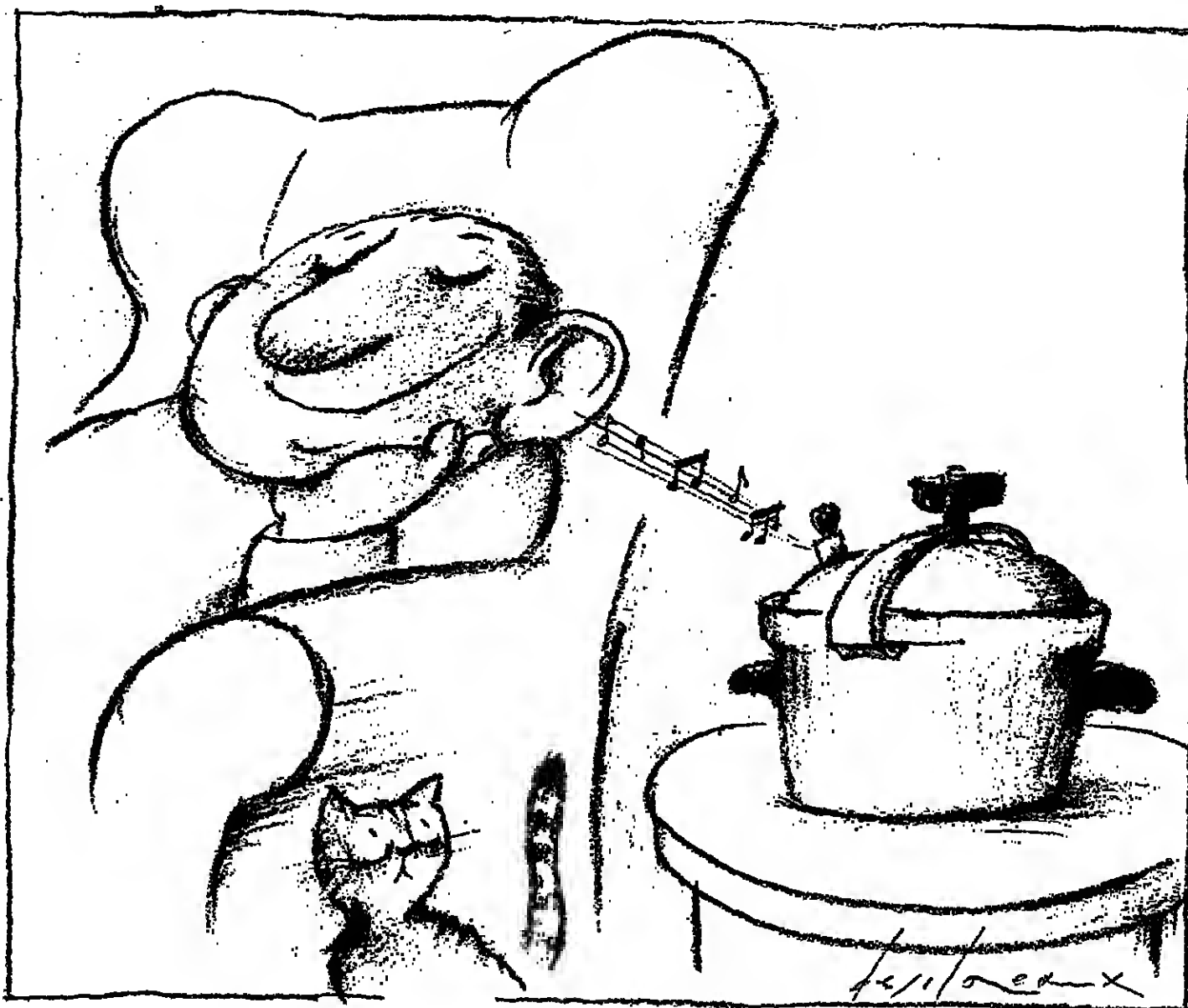
Montchrestien

Pour se faire une idée  
Prix unique 60 F



# ARTS • SPECTACLES

## SPECIAL DISQUES



Depuis trois mois, les ventes de musique enregistrée en France se sont un peu ragaillardies. On achète à nouveau des disques, mais ce ne sont pas toujours des disques nouveaux. Les multinationales raffinent chaque jour l'art de la réédition, jouant sur toute la gamme, de l'intégrale qui peut remplir à elle seule des mètres d'étagères à la compilation publiée dans une collection bon marché. Les paradoxes abondent : ce sont les éditeurs de musique classique qui proposent des collections bon marché d'excellente qualité alors que les amateurs de rock se voient proposer des objets d'un luxe extrême. Dans tous les domaines de la musique, voici quelques pistes qui devraient permettre de s'engager dans cette jungle. Enfin, pour ne pas oublier que, tout au long de l'année, paraissent des disques vraiment nouveaux, chroniqués chaque semaine dans le supplément « Arts et Spectacles », et qui font la musique d'aujourd'hui, on trouvera — pour la musique classique, le jazz, le rock, la chanson, les musiques du monde et les productions pour enfants — un récapitulatif des meilleures perutions de l'année qui s'achève.

## LE MONDE ENCHANTÉ DES COMPIL'

**S**UR un disque compact, on peut faire tenir jusqu'à quatre-vingts minutes de musique. C'est-à-dire les dernières chansons d'une vedette de variétés, le récit d'un pianiste, une symphonie et une ouverture du même compositeur, un album de jazz enregistré en 1954 auquel on aura ajouté les prises alternatives. Ce sont les usages communs du CD. Mais en quatre mille huit cents secondes, on peut faire entendre bien d'autres choses : les plus belles tempêtes de la musique classique ; les remixes techno des génériques de l'île aux enfants, Aglaé et Sidonie ou Colargol ; les chansons de Mai 68 ou l'art du saxophone. Ces mélanges savants s'appellent des compilations, mais on peut parler de compil' sans qu'elles s'offusquent.

Les compilations sur disque sont vieilles comme le 33 tours. Des plus beaux airs du tango à l'âme éternelle de la Russie en passant par les grands succès des Beatles interprétés par le Carnaby Street Orchestra, ces disques, généralement à bon marché, ont toujours trouvé leur place sur les étagères. Ils donnent en général une image en négatif des centres d'intérêt musicaux de leur propriétaire : un vrai fan de musette ne se contentait pas d'un double album de peso-dobles interprété par un orchestre de bal anonyme, il exige les grands interprètes, Yvette Horner ou Aimable. Au temps du vinyle, les compilations faisaient d'excellents ersatz, qui masquaient à peu de frais un coupable manque d'intérêt pour un domaine musical : « Comment, je n'aime pas le rock ? Mais je possède les trente-deux plus grands rock'n'roll de tous les temps interprétés par Burt Bianca chez Music for Pleasure ! ».

L'apparition du disque compact a considérablement alourdi la charge de travail des compilateurs. C'est que l'achat d'un lecteur de CD implique la reconstitution d'une discothèque. Les grandes multinationales du disque ont vu là l'occasion de vendre une seconde fois des produits (dans une maison de disques, le responsable de la promotion d'un artiste s'appelle « chef de produit ») que l'on croyait arrivés au terme de leur existence commerciale. Grâce à sa durée (le double en gros de celle d'un disque en vinyle), le disque compact peut se donner des airs de somme définitive. On trouve en ce moment un coffret de dix CD résumant « Dix siècles de musique religieuse », et même une compilation de la compilation qui présente sur deux disques les meilleurs moments des douze heures résumant les dix siècles.

Le déferlement permanent des « compilations », quel que soit le genre musical que l'on considère, prend des allures diluviennes à l'approche des fêtes. Tout est prétexte à réunir sur un ou plusieurs disques compacts des œuvres inoubliables mutilées et des chansons nettes qui n'auraient jamais dû être exhumées. Petite cartographie du monde enchanté des compil'.

Mais la compilation compendium n'a pas fait disparaître la compilation ersatz. Sous le titre *Saxophone*, dans un coffret qui suit à la lettre l'esthétique « jazz » telle que la publicité l'a fixée pour l'éternité (lumière bleutée, instrument cuivré luisant doucement dans la pénombre), on trouvera la réunion de deux douzaines et demi de thèmes. On remarquera la présence de Charlie Parker et Stan Getz au générique — ils jouent respectivement le premier et le dernier morceau. Comme si l'on espérait que l'acheteur pressé ne s'apercevra pas que Duke Taylor, saxophoniste inconnu, interprète les quatre cinquièmes des titres, parmi lesquels on aperçoit *Hey Jude* des Beatles ou le thème de *Bagdad Café*.

Et puis il y a les plus belles des compil', celles qui reposent sur l'idée géniale d'un as du marketing, sur un concept. A l'occasion d'un passage au rayon classique d'un grand magasin (spécialisé, supermarché), il ne faut pas manquer de lire le

générique de *La pub se la joue classique*. La photo représente l'un des ces fiers voltiers qui fendent aujourd'hui les flots en portant les couleurs d'un saucisson aux nitrates ou d'un établissement de crédit. Le disque réunit quelques extraits d'opéras ou de musique concertante qui ont eu l'honneur de servir de fond sonore à des films publicitaires. Au dos du boîtier, on peut lire les titres de ces œuvres énoncés sur le modèle suivant : « Vivagel (la tourte aux champignons), *Moment musical* n° 3, de Schubert, Michel Dalberto, piano. » C'est bien fait pour Schubert, c'est lui qui s'est lancé dans la poissonnerie le premier avec le quintette que l'on sait. On trouvera également sur ce disque les rencontres inoubliables entre Verdi et la serviette hygiénique (Vania, « *Cheur des bohémiennes* » extrait de *la Traviata*) et Mozart et le riz long incollable.

Après ce trait de génie, les autres concepts apparaissent bien faibles, même si l'on garde une tendresse pour *Tekno Kids*, qui rassemble les thèmes de feuilletons pour enfants des années 70 passés à la moulinette techno-house. On discerne bien la manœuvre : le digne représentant de la « génération Casimir » qui suit aujourd'hui des études de gestion achète *Tekno Kids* en se promettant de l'offrir à son petit frère. Mais à chaque fois qu'il invite ses amis pour guincher, entre Nirvana et Noir Désir, il réclame le silence et demande à ses congénères : « Vous vous souvenez d'Aglaé et Sidonie ? ». Car la nostalgie est la matière dont on fait les compil'. Vingt-cinq ans après, les maoïstes chenus et les trotskistes blanchis sous le harnais disposent de deux compilations concurrentes qui voudraient donner à entendre la bande-son de Mai 68. Le magazine *Billboard* propose des compilations par année, à offrir sur le modèle du « quotidien du jour de votre naissance ».

Enfin, la compilation est le moyen de rendre à la musique sa fonction d'accompagnement de la vie de tous les jours. Philips, puisant dans son catalogue classique, propose des disques pour la vie *A la campagne* (« le Matin » du *Peer Gynt* de Grieg, « l'Été » des *Quatre saisons* de Vivaldi) ou les *Moments tendres* (l'*Impromptu* n° 2 de Schubert succède au *Love Theme* de la bande originale de *Superman*). Chaque disque est joliment illustré par le Néerlandais Joost Swaarte, grand prêtre de la ligne claire. De loin, on ne dirait vraiment pas des CD classiques.

THOMAS SOTINEL

## SPECIAL DISQUES

**CLASSIQUE.** — Le palmarès 93 et une sélection des œuvres les plus célèbres du répertoire (pages II et III). Archives du Festival de Salzbourg, Callas à la Scala : la tendance est à la restauration (lire l'article d'Anne Ray page III).

**ROCK.** — Palmarès 93 et une sélection de coffrets (page IV). *Good Vibrations-Thirty Years of the Beach Boys* : une rétrospective exemplaire de l'œuvre des Beach Boys (lire l'article de Stéphane Davet page V).

**POUR LES ENFANTS.** — Une sélection des meilleurs disques de l'année (page V).

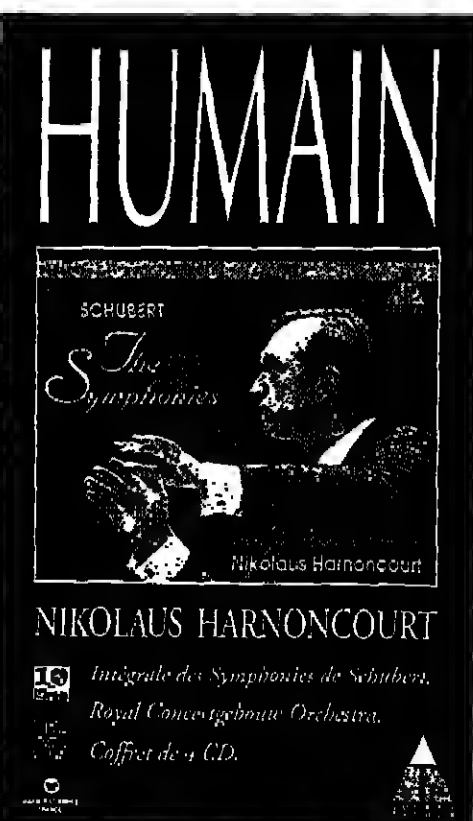
**JAZZ.** — Palmarès 93 et une sélection de coffrets (pages VI et VII). *The Complete Fantasy Recordings* : Bill Evans de 1973 à 1977 (lire l'article de Francis Marnaud page VII).

**CHANSON.** — Sélection, coffrets et rééditions (page VII).

**MUSIQUES DU MONDE.** — Sélection et meilleures collections de l'année (page VIII).

## LE SPECTATEUR

La chronique de Michel Braudeau (page IX).





SPÉCIAL DISQUES

# CLASSIQUE

## Une discothèque pour temps de crise

par Alain Lompech et Anne Rey

Si les microsillons économiques pouvaient légitimement inspirer la crainte avec leurs pochettes hideuses, leur gravure et leur pressage peu soignés, le disque compact a une qualité qualitativement la production des éditeurs. Ce support interdit le laisser-aller : un CD mal pressé est rejeté par le lecteur - il sera donc échangé par le disquaire, ce qui ne se produisait qu'en cas de catastrophe avec le microsillon. Le passage au disque laser a par ailleurs magnifié des prises de son que l'on pensait, à tort, mauvaises. Les enregistrements d'EMI et de Sony ont été les principaux bénéficiaires de cette amélioration. Il y a maintenant trente-cinq ans que l'on enregistre en stéréophonie et les prises de son ne se sont pas améliorées avec le temps. La preuve ? Le célèbre « Ring » de Decca reste un modèle insurpassé de sophistication technique. Riches d'un fonds de catalogue où cohabitent les interprètes les plus prestigieux, les grands éditeurs ont reporté leurs meilleurs enregistrements du passé sur disque compact. Et avec le plus grand soin : leurs techniciens ont utilisé les bandes originales et les ont restaurées avec soin. Une façon de faire qui n'est plus réservée aux seuls documents historiques. C'est ainsi qu'il est possible de se constituer une discothèque à moindre frais. La sélection qui suit ne retient que quelques-unes des œuvres-phares du répertoire. Techniquement et musicalement, ces interprétations ne craignent en rien la concurrence avec les disques des séries de prestige.

### Albeniz

*Isle de Laroche (piano)*  
Eugénie il y a trente ans, cette intégrale du chef-d'œuvre de la musique espagnole reste la meilleure des trois versions de Laroche.  
2 CD EMI CMS 7 64504-2.

### Bartok

*Intégrale des concertos pour piano - Concerto pour orchestre*  
Geza Anda (piano), Orchestre radio-symphonique de Berlin, Ferenc Fricsay (direction).  
Dans cette interprétation, la rigueur rythmique se conjugue à la plus grande liberté d'expression.  
2 CD Deutsche Grammophon « Dokumenta » 427 410-2.

### Beethoven

*Intégrale des symphonies*  
Orchestre de Cleveland, George Szell (direction).  
Szell dans Beethoven ? C'est « Toscanini » magnifié par une prise de son idéale.  
5 CD Sony « Essential Classics » SB5K 4836.  
Symphonies n° 1, 3, 6, 9  
Orchestre philharmonique de Vienne, Pierre Monteux (direction).  
Pierre Monteux avait du style ; sa rigueur, sa franchise d'allure dans Beethoven en témoignent à tous les beethoveniens patiens. Son *Héroïque*, sa *Pastorale* sont des modèles.  
2 CD Decca « Caracore » 433 422-2.  
*Intégrale des concertos pour piano - Triple Concerto*

*Leon Fleischer (piano), Orchestre de Cleveland, George Szell (direction).*  
Méconnue en Europe, cette intégrale des concertos de Beethoven restera à jamais la progression de son style. Magnifique !  
3 CD Sony « Essential Classics » SB3K 4837.  
*Missa Solemnis*  
Gundula Janowitz, Christa Ludwig, Walter Berry, Fritz Wunderlich, Orchestre philharmonique de Berlin, Herbert von Karajan (direction).  
Le meilleur quatuor jamais réuni à ce jour pour cette œuvre. L'orchestre et le chœur sont pas mauvais non plus.  
2 CD Deutsche Grammophon 423 913-2.  
*Sonata « Hammerklavier »*  
Rudolf Serkin (piano).  
Reconnu au sommet.  
1 CD Sony « Essential Classics » SBK 47666.

### Berlioz

*Symphonie fantastique*  
Orchestre symphonique de Detroit, Paul Paray (direction).  
Avec son orchestre, Paul Paray réussit là où Nottboin et Gardiner ont échoué : faire pour ce rendant aux vents leur caractère groupé.  
1 CD Philips-Mercury 434 328-2.

### Brahms

*Intégrale des symphonies*  
Orchestre de Cleveland, George Szell (direction).  
Lire le commentaire des symphonies de Beethoven !  
3 CD Sony « Essential Classics » SB3K 48398.  
Concertos pour piano n° 1 et 2 -

## Palmarès 93

### BACH

*Six Partitas, par Christophe Rousset (clavecin).*  
Un coffret de 2 CD L'Oiseau-Lyre-Decca 440 217-2.

### BACH

*Variations Goldberg, par Pierre Hantel (clavecin).*  
1 CD Opus 111 OPS30-84.

### BACH

*Passion selon saint Matthieu, par des solistes vocaux, les Chœurs et l'Orchestre Baroque Orchestra, Ton Koopman (direction).*  
Un coffret de 3 CD Erato 2 282-45 814-2.

### BARTOK-BERG

*Concertos pour violon et orchestre, par Régis Pasquier (violin), l'Orchestre de Budapest, Erich Bergel (direction).*  
1 CD Valois-Auvidis V 4891.

### BEETHOVEN

*Variations, par Olli Mustonen (piano).*  
1 CD Decca 436 834-2.

### BOCCHERINI

*Quintettes à deux altos, par l'Ensemble 415.*  
1 CD Harmonia Mundi HMC 90 1402.

### BRAHMS

*Deuxième Symphonie - Ouverture tragique, par les London Classical Players, Roger Norrington (direction).*  
1 CD EMI « Classical » CDC 7 5485-2.

### BUSONI

*Turandot-Arlecchino, par des solistes vocaux, le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, Kent Nagano (direction).*  
Un coffret de 2 CD Virgin-EMI 7 593132 7.

### CHOSTAKOVITCH

*Préludes et fugues, par Keith Jarrett (piano).*  
Un coffret de 2 CD ECM 437 189 2.

### COUPERIN

*Leçons de ténors du mercredi saint, par le Séminario Musicale, Gérard Lesne (chant et direction).*  
1 CD Harmonic Records HUCD 9140.

### DEBUSSY

*Métopes, par Véronique Dietschy (soprano) et Philippe Cassard (piano).*  
1 CD Accord-Musidisc 202682.

### GLUCK

*Orfeo ed Euridice, par Sylvia McNair, Derek Lee Ragin, Monteverdi Choir, English Baroque Soloists, John Eliot Gardiner (direction).*  
Un coffret de 2 CD Philips 434 083-2.

### HOLLIGER

*Scherzando-Zyklus, par Aurèle Nicolet, London Voices, Ensemble Modern, Heinz Holliger et Terry Edwards (direction).*  
Un coffret de 2 CD ECM 437 441-2.

### KORNGOLD

*Symphonie-Chants de l'adieu, par Linda Finnis, l'Orchestre philharmonique de la BBC, Edward Downes (direction).*  
1 CD Chandos-Media 7 CHAN 9171.

### KRENEK

*Johnny Spielt auf, par Heinz Kruse, Alessandra Marc, chœur et orchestre du Gewandhaus de Leipzig, Lothar Zagrosak (direction).*  
Un coffret de 2 CD Decca 436 636-2.

### LULLY

*Armide, par Guillemette Laurens, Howard Crook, Véronique Gens, Noémi Rime, Bernard Deletré, Gilles Ragon, Chœur et orchestre du Collegium vocale et de la Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction).*  
Un coffret de 2 CD Harmonia Mundi 901 456 57.

### MADERNA

*Hyperion, par Jacques Zoon, Pénélope Walmsley-Clark, Bruno Ganz, Asko Ensemble.*  
Un coffret de 2 CD Disques Montagne 782014.

### MOMPOU

*Intégrale de la musique pour piano, Josep Colom (piano).*  
Un coffret de 4 CD Mendele-Harmonia Mundi MAN 4809/12.

### PURCELL

*Didon et Enée, par Carolyn Watkinson, George Moleey, Monteverdi Choir, English Baroque Soloists, John Eliot Gardiner (direction).*  
1 CD Philips 432 114-2.

### RACHMANINOV

*Intégrale des préludes, par Moura Limpany (piano).*  
Un coffret de 2 CD Erato 4509 91714-2.

### RACHMANINOV

*Troisième symphonie - Dances symphoniques, par l'Orchestre de Saint-Petersbourg, Mariss Jansons (direction).*  
1 CD EMI « Classical » CDC 754877-2.

### ROSSINI

*La Cenerentola, par Cecilia Bartoli, William Mat- teau, Alessandro Corbelli, etc., le Chœur et l'Or- chestre du Théâtre de Bologne, Riccardo Chailly (direction).*  
Un coffret de 2 CD Decca 436 902-2.

### ROTA

*Musique pour piano seul, par Danièle Lavel (piano).*  
1 CD Valois-Auvidis Auvidis-Valois 4698.

### SAINT-SAËNS

*Symphonie avec orgue, par l'Orchestre de l'Opé- ra-Bastille, Myung Whun Chung (direction).*  
1 CD Deutsche Grammophon 435 854-2.

### SCHUBERT

*Intégrale des symphonies, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Nikolaus Harnon- court (direction).*  
Un coffret de 4 CD Teldec 4509 91184-2.

### STRAUSS

*Burlesque pour piano et orchestre, par Martha Argerich (piano), l'Orchestre philharmonique de Berlin, Claudio Abbado (direction).*  
1 CD Sony Music SK 52 565.

### TCHAIKOVSKI - SIBELIUS

*Concertos pour violon, par Gil Shaham (violin), l'Orchestre Philharmonia, Giuseppe Sinopoli (direction).*  
1 CD Deutsche Grammophon, 437 540-2.

### TCHAIKOVSKI

*Eugène Onéguine, avec Neil Shicoff, Nuccia Focile, Dmitri Hvorostovsky, l'Orchestre de Paris, Samyon Bychkov (direction).*  
Un coffret de 2 CD Philips 438 235-2.

### TCHAIKOVSKI

*Grande Sonate pour piano, par Tatiana Nikolova (piano).*  
1 CD Relief-Media 7 CRCD 911 028.

### THOMAS

*Hamlet, par Thomas Hampson, June Anderson, Samuel Ramey, Denyce Graves, les Ambrosian Singers, l'Orchestre philharmonique de Londres, Antonio de Almeida (direction).*  
Un coffret de 3 CD EMI CDS 7 54 820-2.

### WOLFF

*Lieder, par Elisabeth Schwarzkopf (soprano) et Gerald Moore (piano).*  
1 CD EMI « Festival de Salzbourg » CDH 7 64 906.

### DUOS ITALIENS ET FRANÇAIS

*Duos d'opéra, par Samuel Ramey (baryton), Jerry Hadley (ténor), l'Orchestre national écos- sais, Carlo Rizzi (direction).*  
1 CD Teldec 9031-75283-2.

### ★ 150 F environ le disque compact.



Alfred Brendel.

### Ouvertures - Variations sur un thème de Haydn

*Claudio Arrau (piano), Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Bernard Haitink (direction).*  
L'un des miracles du disque. Prise de son superbe.  
2 CD Philips « Duo » 438 563-2.  
*Concerto pour violon*  
Leonid Kogin (violin), Orchestre Philharmonie, Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire, Kyriell Kondrachine et Constantin Silvestri (direction).  
Le Concerto de Brahms, mais aussi ceux de Tchaïkovski et de Beethoven et la *Symphonie espagnole* de Lalo joués par l'un des violonistes qui ont dominé le siècle.  
2 CD CDS 7 67732-2.

### Bruckner

*Symphonie n° 7*  
Orchestre Philharmonique de Vienne, Karl Böhm (direction).  
S'il y a un compositeur dans les symphonies duquel Böhm est à son affaire plus que dans tout autre musique orchestrale, c'est bien Bruckner. On en dira autant de l'orchestre. Prise de son impeccable.  
1 CD Deutsche Grammophon « Galleria » 419 858-2.

### Symphonie n° 4

Orchestre philharmonique de Vienne, Karl Böhm (direction).  
Ce qui vaut pour la septième Symphonie vaut pour la quatrième la plus lente et mystérieuse de la discographie.  
1 CD Decca « Ovation » 426 036-2.

### Chabrier

*Esprans - Fête polonoise - Ouverture de Gwendoline - Dances slaves - Joyeuse marche - Bourée fantasque*  
Orchestre symphonique de Detroit, Paul Paray (direction).  
Le meilleur antidépresseur pour les jours pluvieux.  
1 CD Mercury-Philips 434 303-2.

### Chopin

*Valses - Impromptus - Ballades - Scherzos*  
Samson François (piano).  
Samson François-Piano-Chopin ? Une équation sans inconnue.  
2 CD EMI « Rouge et Noir » CDS 7 62 568-2.

### Debussy

*Œuvres pour orchestre*  
Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Bernard Haitink et Edouard Van Beinum (direction).  
Il y a Debussy, bien sûr, chez Sony, mais il y a aussi Bernard Haitink. Le Debussy du Batave est plus atmosphérique.  
2 CD Philips « Duo » 438 742-2.

### Préludes Livres 1 et 2 - Images - Arabesques - Etudes Livre 2 - L'Isle

Samson François (piano).  
Ce qui vaut pour le Chopin de Samson François, vaut pour son Debussy.  
2 CD EMI « Rouge et Noir » CMS 7 68 434-2.

### Dvorak

*Concerto pour violoncelle*  
Janos Starker (violoncelle), Orchestre symphonique de Londres, Antal Dorati (direction).  
Les confères de Starker s'efforcent à imiter une telle perfection.  
1 CD Mercury-Philips 432 001-2.

### Falla

*L'œuvre pour piano*  
Alicia de Larrocha (piano).  
Larrocha n'a jamais aussi bien joué cette musique en studio.  
1 CD EMI CDM 7 64527-2.

### Granados

*Goyescas - Escenas romanticas*  
Alicia de Larrocha (piano).  
Premier et meilleur (de loin !) des trois enregistrements intégraux des Goyescas par Larrocha.  
2 CD EMI CMS 7 64524-2.

### Liszt

*Intégrale des poèmes symphoniques*  
Orchestre philharmonique de Londres, Bernard Haitink (direction).  
Liszt a inventé et porté à son sommet le genre du poème symphonique. Haitink est le seul à les avoir tous enregistrés.  
2 coffrets de 2 CD Philips « Duo » 438 751-2 et 438 754-2.

*Concertos pour piano n° 1 et 2*  
Sviatoslav Richter (piano), Orchestre

### symphonique de Londres, Kyriell Kondrachine (direction).

Les doigts, la tête, l'innocence, le cœur.  
1 CD Philips 434 163-2.

### Sonate pour piano

*Merka Argenti (piano)*  
Horowitz, Richter, Gilels, Aron, Brendel, Podkaminer sont les seuls pianistes qui rivalisent sérieusement avec Argenti dans cette œuvre. En complément, la *Deuxième sonate* de Schumann et la *Sixième rhapsodie hongroise* de Liszt.

### 1 CD Deutsche Grammophon « Galleria »

437 252-2.

### Etudes d'écriture transcrite

Georges Ciffra (piano).  
On n'a jamais joué du piano ainsi !  
1 CD EMI CDM 7 69111-2.

### Rhapsodies hongroises

Georges Ciffra (piano).  
Aucun pianiste ne saurait être comparé à Ciffra dans ces œuvres qu'il semble inventer à mesure qu'il les joue.  
2 CD EMI CDS 7 67688-2.

### Mahler

*Symphonie n° 2*  
Christa Ludwig (mezzo-soprano), Ilsema Coiriba (soprano), Orchestre philharmonique de Vienne, Zubin Mehta (direction).

Une interprétation qui rivalise sans peine avec celles de Klemperer et de Walter. Prise de son magnifique.

2 CD Decca « Caracore » 433 413-2.

### Symphonie n° 4

Margaret Price (soprano), Orchestre philharmonique de Londres, Jascha Horenstein (direction).

Un exemple de la perfection que peut atteindre le disque.

1 CD EMI CDM 2 53841-2.

### Symphonie n° 9

Orchestre philharmonique de Chicago, Carlo Maria Giulini (direction).

Cette interprétation mahlienne a été fêlée comme un grand événement lors de sa publication au milieu des années 70.

Elle reste la première ligne musicale et techniquement. DG publie aussi la splendide version de studio de Karajan complétée avec les *Kinderlieder* et les *Richardlieder* chantés par Christa Ludwig sur deux CD au minutage généreux (438 678-2).

### 2 CD Deutsche Grammophon 423 810-2.

### Mendelssohn

*Concertos pour piano - Concerto pour violon*  
Rudolf Serkin (piano), Jascha Stern (violin), Orchestre de Philadelphie et Orchestre Philharmonie, Eugene Connolly (direction).

Les interprètes seraient à eux seuls une grande. Et ils se sont surpassés.

1 CD Sony « Essential Classics » SBK 48842.

*Le Songe d'une nuit d'été*  
Heather Harper (soprano), Dame Janet Baker (mezzo-soprano), Orchestre Philharmonie, Otto Klemperer (direction).

Depuis trente ans, Klemperer intimide ses confrères qui s'attaquent au chef-d'œuvre de Mendelssohn.

1 CD EMI CDM 7 64144-2.

BUXTEHUDE  
L'Œuvre d'orgue  
RENÉ SAORGIN

Coffret de 5 CDs  
PRIX SPÉCIAL

disques harmonia mundi

مكتبة الأمل



SPÉCIAL DISQUES

Mozart

**Intégrales des concertos pour piano**  
English Chamber Orchestra, Daniel Barenboim (piano et direction).  
A ce jour, Barenboim n'a pas réédité ce coup de maître.  
10 CD EMI C2S 7 62828.  
Concertos pour piano n° 20 et 21, 25 et 27.  
Friedrich Gulda (piano), Orchestre philharmonique de Vienne, Claudio Abbado (direction).  
Pour un Mozart vivant, inventif (les cadences de Gulda sont épatantes), votons Gulda-Abbado. Quasiment les seuls interprètes à s'être émancipés du modèle Haskil-Barenboim.  
2 CD Deutsche 415 842-2 et 415 479-2.  
Symphonie n° 21 à 41.  
Orchestra of the Concertgebouw d'Amsterdam, Josef Krips (direction).  
La clarté des lignes, l'épaisseur de la pâte orchestrale, le rebond rythmique. Avant Harancourt, Krips avait retrouvé les secrets de l'interprétation mozartienne ancienne... donc moderne. En prime, un disque de répétition.  
Un coffret de 5 CD au prix de 4 Philips 433 886-2.

Rachmaninov

**Intégrales des concertos pour piano**  
Rafael Orozco (piano), Royal Philharmonic Orchestra, Elihu Israli (direction).  
Presque aussi bien que le compositeur lui-même, mais dans un son splendide.  
2 CD Philips 438 886-2.

Ravel

**Bohème - Ma mère l'Oye - La Valse**  
Orchestra symphonique de Londres, Pierre Monteux (direction).  
Depuis le début des années 60, ce disque parfaitement enregistré est considéré comme le modèle d'interprétation révélique.  
1 CD Philips 420 886-2.  
**Rhapsodie espagnole - La Valse - Le Tombeau de Couperin - Alborada del Gracioso - Pavane pour une infante défunte**  
Orchestra symphonique de Detroit, Paul Paray (direction).  
Le Ravel de Paray est tranchant, vivant. Son interprétation orgueilleuse de la Valse ferait rougir un bataillon de Marines.  
1 CD Mercury-Philips 432 003-2.  
**Les deux concertos pour piano - L'œuvre pour piano seul**  
Werner Haas (piano), Orchestra de l'Opéra de Monte-Carlo, Alessandro Galante (direction).

Bien oublié Werner Haas. Cet élève de Gieseking jouait pourtant largement aussi bien que son maître. Et ses disques sont enregistrés à la perfection.  
2 CD Philips 438 886-2.

Schubert

**Les trois dernières sonates - Klavierstücke op. posthume**  
Alfred Brendel (piano).  
Ce qui était jugé sublime, il y a vingt ans, l'est toujours.  
2 CD Philips 438 886-2.  
**Quintette « Les Trilles » - Quatuor « Le Jeune Fils et la morte »**  
Clifford Curzon (piano), Octave et Camille de la Philharmonie de Vienne.  
Parmi les nombreuses et excellentes versions de la Trille, celle-ci demeure curieusement l'une des moins connues. Elle n'est pourtant pas loin d'être l'une des rares qui puissent rivaliser avec celle de Serkin et de ses amis de Marlboro.  
1 CD Decca 417 458-2.  
**Symphonies « Inachevées » et n° 9 et 10**  
Orchestra de Cleveland, George Szell (direction).  
Lire le commentaire de l'intégrale des symphonies de Brahms!  
1 CD Sony « Essential Classics » 89K 40208.  
**La Belle Meunière - Le Voyage d'Ishak - Le Chant du cygne**  
Dietrich Fischer-Dieskau (baryton), Gerald Moore (piano).  
Les duettistes du siècle dans le domaine du Lied.  
2 CD EMI CMS 7 63558-2.

Schumann

**Carnaval - Toccata - Arabesque - Bunte Blätter**  
Youri Egorov (piano).  
Un disque Schumann pour en oublier beaucoup d'autres.  
1 CD EMI CDM 7 63163-2.  
**Fantaisie - Fantasiestücke op. 12**  
Marta Argerich (piano).  
Passions, tendresse, fulgurances sont les marques de fabrique de la pianiste argentine.  
1 CD EMI CDM 7 63576-2.

Sibelius

**Intégrale des symphonies**  
Orchestra philharmonique de Vienne, Lorin Maazel (direction).  
Regroupée en trois disques compacts, cette intégrale, qui en occupe quatre habituellement, n'a aucune rivale sérieuse.  
3 CD Decca 430 778-2.

Stravinsky

**Une vie de héros - Ainal parlait Zarathoustra - Don Juan - III l'Épilogue**  
Symphonie alpestra  
Orchestra symphonique de Chicago et Orchestra de la Radio bavaroise, Sir Georg Solti (direction).  
Solti fut l'assistant de Richard Strauss et son association avec l'Orchestra de Chicago, qui a tant fait pour la musique du compositeur allemand aux États-Unis, reste un modèle.  
2 CD Decca « Casse-tête » 433 418-2.

Stravinsky

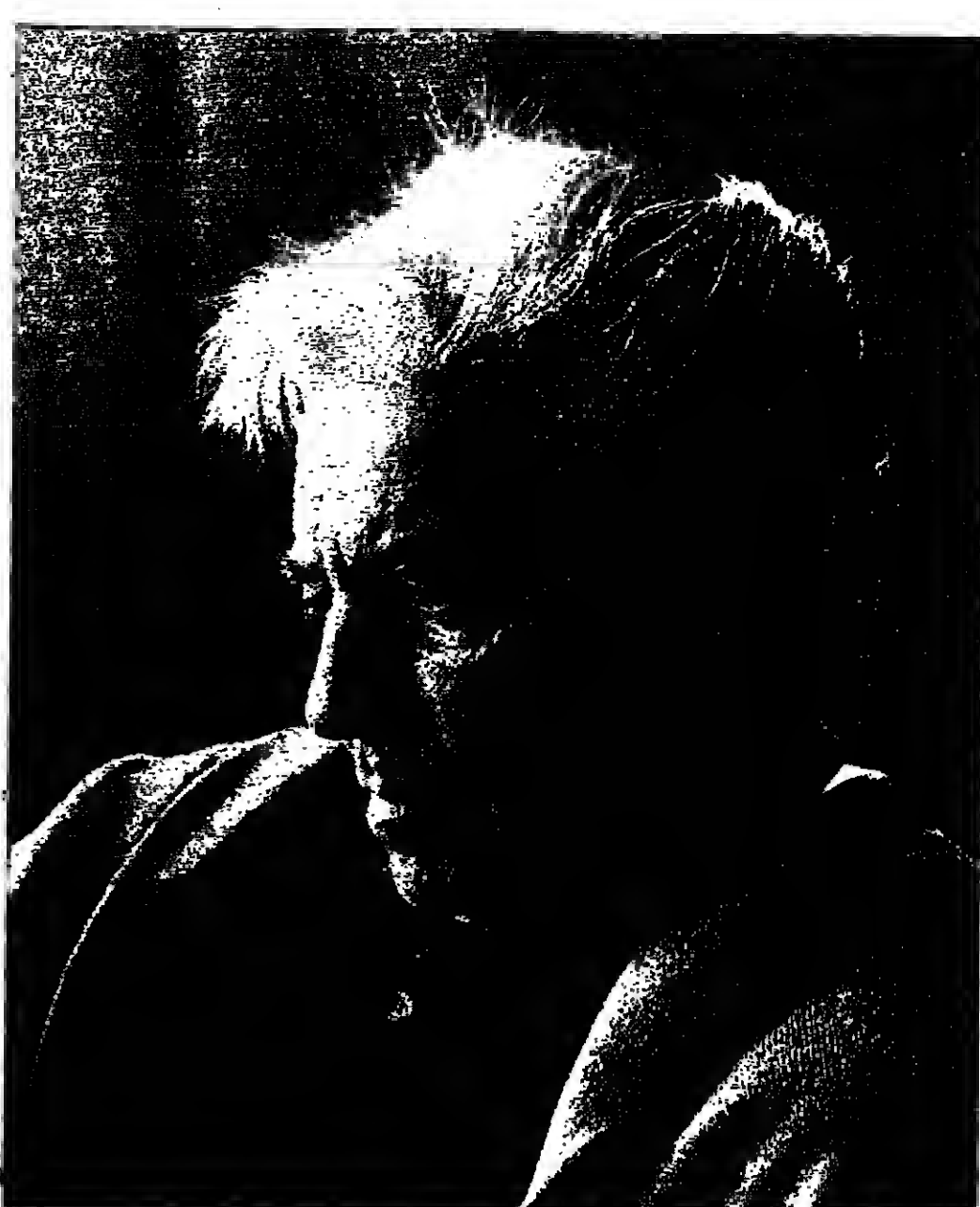
**Le Serre du printemps - Petrouchka - Divertimento - Pulcinella**

Prokofiev

**La Pas d'acier - Suite de l'Amour des trois oranges - Suite symphonique**  
Orchestra national de France, Orchestra Philharmonique, Igor Markevitch (direction).  
Markévitch n'avait pas son pareil pour décrire les rythmes les plus compliqués. Pour lui, le Saccré était un jeu d'enfant. Il en explique les règles.  
2 CD EMI « Rouge et Noir » C2S 7 62847-2.  
**Tchaïkovski**  
**Symphonies n° 4, 5 et 6 « Pathétique »**  
Orchestra philharmonique de Saint-Petersbourg, Evgueni Mravinsky (direction).  
Enregistrées en 1960, à Londres, lors d'une tournée de l'Orchestra soviétique, cette interprétation des trois symphonies de Tchaïkovski a fait le « ménage » autour d'elle. Prise de son exceptionnelle.  
2 CD Deutsche Grammophon 418 745-2.

Monique Haas (piano)

**Préludes de Debussy - Concertos de Ravel - Trois pièces concertos de Bartók**  
Orchestra radio-symphonique de Berlin, Francis Pitzner (direction), Orchestra national de France, Paul Paray (direction).  
Comment avait-on pu oublier Monique Haas, artiste magnifique, pianiste formidable? Son jeu, admirablement capté, est un modèle : le son de Gieseking, la netteté de conception de Pollini.  
2 CD Deutsche Grammophon 438 886-2.  
« Ces disques compacts sont tous inscrits dans des séries économiques. Leurs prix s'échelonnent de 55 F environ à 80 F environ l'unité. Les prix des disques sont donc, des variations non négligeables peuvent être observées selon les points de vente ».



Herbert von Karajan.

ARCHIVES DE SALZBOURG CALLAS A LA SCALA

**P**ARADOXE? Plus les récitals, soirées symphoniques, opéras de toutes sortes se multiplient dans les grandes villes - et seulement là, il est vrai - plus s'affirme la curiosité du mélomane pour les concerts auxquels il n'assistera jamais. Furtwängler dirigeant *Fidèle* et retrouvant, dans une indescriptible émotion des musiciens et du public, la ferveur de Salzbourg en 1950; Schwarzkopf condensant toute sa connaissance du style d'Hugo Wolf dans un récital d'anthologie, en 1958; Callas incarnant pour la première fois, en 1952, le rôle de la monstrueuse Lady Macbeth et suscitant dans les rangs de la Scala un semblant d'émeute... Ces moments miraculeux, ces tranches de vie qui n'auront plus jamais lieu, ces instants que la mémoire du disque n'a pas fixés, sinon quelques pirates par-ci par-là, on veut aujourd'hui se les réapproprier. Marché prometteur, sans doute, dans une conjoncture déprimée. Mais croyance aussi qu'à l'époque des technologies triomphantes rien n'est impossible aux majors méritantes. Surtout pas de remonter le temps.

La tendance est donc non plus tant aux rééditions d'enregistrements historiques (beaucoup a été fait, il est vrai) qu'à la restauration de bandes radio d'âge vénérable et donc, forcément, en mauvais état. L'art qui préside à ces réanimations a ses lois et, bien sûr, ses limites techniques. Mais il exige des choix, des options esthétiques, une connaissance affinée de l'itinéraire, du style et du « son » des artistes, qu'il s'agisse d'orchestres, de chanteurs ou de pianistes. On aura compris que la restauration, comme on la pratique aujourd'hui, est presque une réinterprétation.

Ce sont donc forcément des musiciens, et non des techniciens, qui la pratiquent. Le professeur Gottfried Kraus, pour être né en 1936 à Vienne, et pour avoir été plus de trente ans critique musical et producteur de radio, est une mémoire à lui seul. A ce titre, il est devenu dans les années 80 producteur de séries historiques chez Orfeo. C'est lui qui a réuni les documents d'un

LA RESTAURATION A L'OREILLE

coffret édité par Deutsche Grammophon pour le cent cinquantième anniversaire de la Philharmonie de Vienne. C'est lui, surtout, qui a pris la direction de la collection « Salzburger Festspieldokumente » dont trois marques (EMI, Orfeo et, plus chichement, Deutsche Grammophon) se partagent désormais la publication.

L'arrivée sur le marché de ces documents, rachetés à la radio autrichienne, n'est pas tout à fait récente. Il y a quelques années déjà, EMI sortait un *Don Giovanni* dirigé dans la ville de Mozart par Furtwängler en 1954. Mais, explique le professeur Kraus, tout s'est en fait décidé dans la mouvance du « Nouveau Salzbourg » de Gérard Mortier. Un logo a été inventé et les bandes ont été sélectionnées en nombre pour être traitées par les moyens appropriés. « Nous travaillons exactement comme des restaurateurs de tableaux », souligne le spécialiste autrichien. « Nous nous efforçons de ramener une image ancienne à la vie. Pour le *Fidèle* de Furtwängler, il n'existait pas de bande originale mais différentes sources. Bien sûr, notre ambition fut de sélectionner la meilleure dans chaque cas. Nous avons su que nous avions gagné quand les connaisseurs, après avoir acheté le coffret, nous ont dit : vraiment, nous n'avions jamais

entendu ça aussi bien (1). » Quelles sont ces intelligentes machines dont se servent nos modernes restaurateurs? Des ordinateurs programmés pour éliminer tous les bruits de fond, souffles, éclats parasites, salissures. « Le logiciel a été mis au point il y a dix ans, il est employé systématiquement depuis environ cinq ans », explique Rami Jacobs, qui travaille actuellement, au siège d'EMI-France, sur un nouveau coffret de 4 CD de la pianiste Marcelle Meyer. Les documents, dans ce cas, datent pour la plupart de 1953, l'enregistrement a été réalisé par André Charlin (2), la prise de son est formidable. Mais les bandes, avec le temps, en ont pris un coup. Dans les zones de nuance forte, ça crache terriblement!

Quels sont alors les pouvoirs de l'informatique? « Filtrer. Mais, en éliminant les scories, on assombrir le son. Or il faut offrir à l'auditeur moderne une perception acceptable, sans toutefois altérer la couleur originale du document : des choix, toujours des choix, un casse-tête, un vrai supplice chinois. »

Les trois coffrets d'opéra ressuscitant la Callas des années 50 sont également l'une des réalisations d'EMI. « Le son était pourri. La radio italienne était très en retard, comme l'était d'ailleurs la radio française, sur les radios allemandes et autrichiennes. Là aussi, les restaurateurs ont commencé par filtrer l'ensemble. Puis ils ont décidé, selon les cas, de travailler scène par scène ou d'aborder l'ensemble d'une traite : l'auditeur doit absolument garder l'impression d'unité, de continuité, propre au direct. Un peu plus d'aigus pour rendre son éclat à la voix, un peu d'écho artificiel pour que l'ensemble sonne moins sec? Ce qu'on gagne d'un côté, on sait qu'on le perdra de l'autre. Le travail, pour ces trois coffrets, a été particulièrement ardu. Il n'existait qu'une seule source pour chaque œuvre, un document fixé une fois pour toutes. C'est là que l'oreille du musicien-restaurateur est toute-puissante, elle seule lui dicte les décisions à prendre. Décisions toujours subjectives, bien sûr. »

Le coût de ces remises en état? « Élevé, répond Rami

Jacobs. Pour la *Traviata* dirigée par Giulini à la Scala en 1955, les frais ont été de 100 000 F. » Mais combien faudrait-il déboursier pour s'offrir une nouvelle *Traviata*? « Entre 1 et 2 millions, selon les cachets. » On comprend, d'une certaine façon, que les grandes marques investissent dans la réhabilitation...

« Il a fallu, de surcroît, s'acquiescer des droits voisins, précise encore Rami Jacobs. EMI a engagé une procédure pour s'assurer la propriété de tous les documents enregistrés où Callas apparaît, à condition qu'il s'agisse d'œuvres complètes et non d'extraits. Ainsi un cadre légal a été trouvé concernant les royalties versées aux ayants droit de la diva. C'était pour nous une garantie, mais également une question de déontologie à l'égard d'une artiste que nous avons eue toute sa vie en exclusivité. »

A. Ry.

- (1) *Opéra Welt*, numéro du 10 octobre 1993.
- (2) André Charlin est crédité de l'invention de la tête artificielle. Ce procédé de prise de son consiste à placer deux micros de chaque côté d'une fausse tête humaine.
- « Salzburger Festspieldokumente. - Opéras : Beethoven, *Fidèle*, avec Flagstad, Patzak, Schöller, Greindl, Schwarzkopf, Dermota, Chœur et Orchestra de la Philharmonie de Vienne, direction Furtwängler (1950) : EMI 7 64901-2. Gluck : *Orfeo ed Euridice*, avec Simonato, Jurinac, Scitti, Chœur et Orchestra de la Philharmonie de Vienne, direction Karajan (1959) : DG 439 101-2. Liebermann : *Pénélope* (première exécution publique), avec Goltz, Rothenberger, Dösch, Berry, Lorenz, Equiluz, Chœur et Orchestra Philharmonique de Vienne, direction Szell (1954) : Orfeo C 328 391. B. Réchals : Dietrich Fischer-Dieskau, *Lieder avec orchestre 1951-1983* : Orfeo C 336 931 B. *Grands airs d'opéras 1956-1983*, Dietrich C 335 931 B. *Réchals 1956-1977*, 10 CD Orfeo C 339 930 T. Christa Ludwig : *Lieder de Mahler, Brahms, Pfizner et Strauss 1953-1968* : Orfeo C 331 931 B.

« Callas à la Scala. - *Macbeth* de Verdi, direction de Sebata (1952) : 2 CD EMI CMS 7 64944-2. *Anna Bolena* de Donizetti, direction Gavazzoni (1957) : 2 CD EMI CMS 7 64941-2. *Il Pirata* de Bellini, direction Rescigno (1959) : 2 CD EMI CMS 7 64938-2.

**Cadeaux**

« Un catalogue de ses plus beaux récitals : Chants sacrés, Rigoletto, *Macbeth* et *Traviata*. »  
Coffret 2 CDs : 754992 et MC  
Également disponible en 1 CD : 754992

« Un enregistrement dans la plus pure tradition de l'opéra français. Une distribution de stars. »  
Coffret 2 CDs : 754702

« Georges Cizeau au sommet de son art. Un must des années pour piano de LUXE. »  
Coffret 4 CDs : 744822

« Un coffret rembourré 5 "meublement" de la collection "La Voix de son maître" qui ont marqué l'histoire du disque : Maurice ANDRÉ, Marie CALLAS, SANDRON FRANÇOIS, Herbert von KARAJAN, Yehudi MEYERSON. »  
Coffret 5 CDs : 479652

**DISQUE**



## SPÉCIAL DISQUES

# ROCK

## Mausolées et catafalques

par Thomas Sotinel

Ce sont de gros objets carrés au format des anciens 33 tours, à moins qu'ils ne gardent la taille d'un boîtier de CD, en plus épais. Les coffrets réunissent entre deux et neuf disques compacts. Ils célèbrent les gloires passées (Yardbirds, Jefferson Airplane) ou les labels disparus (Stax, Charisma). Ils procèdent parfois d'un amour éperdu de quelque collectionneur pour un moment de l'histoire de la musique populaire et ce sont des petits morceaux d'histoire. Le plus souvent, ils sont une manière élégante, consciencieuse, de perpétuer le mouvement de réédition qui a saisi l'industrie du disque avec l'arrivée du disque compact. En voici quelques-uns.

## Coffrets

### THE YARDBIRDS

*Train Kept A-Rollin' / The Complete Giorgio Gomelsky Productions*

Eric Clapton, Jeff Beck, Jimmy Page forment la trinité de la guitare électrique anglaise. Ces trois guitaristes se sont succédé au poste de soliste pour les Yardbirds. L'histoire de ce groupe, dont les débuts furent contemporains de ceux des Rolling Stones ou des Animals, relève de la légende. Les Yardbirds ne bénéficièrent jamais du soutien organisé d'une grande maison de disque comme les Stones, les Beatles ou les Who. Leur manager, Giorgio Gomelsky (qui avait eu un temps des visées sur les Stones) ne leur facilita probablement pas la vie. La légende des Yardbirds est née de cette conjonction de déboires (une bonne part de leurs enregistrements sont longtemps restés indisponibles), de bonnes fortunes (les quelques titres qui remportèrent un succès commercial, *For Your Love*, *Stall I'm Sad*, sont typiques, très loin du blues qui fut le raison d'être du groupe), et de fortes personnalités.

*Train Kept A-Rollin'* permet de donner chair à cette légende. Le résultat est souvent décevant, d'autant qu'aucune prise

alternative ne nous est éparpillée. On découvre quelques beaux solos, quelques moments étonnants, lorsque le groupe enregistre avec le bluesman américain Sonny Boy Williamson. Et, surtout, on a tout le temps de méditer sur cette translation bizarre qui fit que, au début des années 60, une génération de musiciens anglais d'origine celtique ou saxonne s'empare d'une musique africaine née en Amérique pour en faire leur blues. Livret factuel et très complet.

\* Un coffret de 4 CD Charisma CD LIX BOX 3 distribués Média 7.

### THE COMPLETE STAX / VOLT SOUL SINGLES

Volume 2 1968-1971

Cette énorme chose (9 disques compacts) succède au premier volume qui rassemblait l'intégralité des 45 tours publiés par le label de Memphis au moment de sa plus grande gloire, alors qu'il était lié par un accord de distribution à la firme Atlantic. En 1968, Stax coupe les ponts avec Atlantic (qui vient d'être rachetée par Warner) et tente de devenir une major à part entière. On retrouve, tout au long de cette immense histoire, quelques-uns des acteurs qui ont fait la gloire de Stax : Booker T and the MG's, Eddie Floyd, Carla Thomas. Et quelques autres personnages dont les noms sont familiers : le bluesman Albert King, le groupe féminin The

Emotions, les Staples Singers et leur gospel séculier. Mais l'exhaustivité même de l'entreprise démontre très vite que Stax n'était plus un grand label sur lequel soufflait l'esprit du siècle, simplement une maison de disque qui, comme les autres, publiait sa part de disques ratés.

Il faut porter beaucoup d'intérêt à la musique noire du sud des États-Unis pour se plonger dans cette somme (le seul lecteur du livret prendra plus d'une heure). Il n'empêche que, d'un strict point de vue historique, l'effort est vite récompensé. Cette compilation chronique aussi l'effacement des scènes locales aux États-Unis, la normalisation du son au niveau d'un continent et aussi, pour les plus optimistes, la persistance envers et contre tout d'idiosyncrasies locales. Mais quand même, 9 CD ?

\* 9 CD Canter 4411 2.

### ELVIS COSTELLO AND THE ATTRactions 2 1/2 Years

Deux ans et demi, c'est le temps qu'il a fallu à Elvis Costello pour enregistrer *My Aim Is True*, *This Year's Model* et *Armed Forces*, ses trois premiers albums. Ils sont aujourd'hui réédités, augmentés chacun de divers simples, faces B, disques promotionnels, que le prolifique Elvis ne pouvait s'empêcher d'enregistrer. Ces trois albums sont disponibles

séparément. Mais il faut acheter le coffret pour trouver *Live at El Mocambo*, un enregistrement public réalisé au célèbre club de Toronto. Certains costellophiles se souviennent que *Live at El Mocambo* resta en rayon quelques jours de 1978 avant d'être retiré de la vente. Ceux qui retèrent l'occasion découvriront ou retrouveront avec plaisir l'atmosphère d'hypertension des premiers concerts de Costello, au moment exceptionnel où son succès public fut proportionnel à sa réputation critique.

Reste que *Live at El Mocambo* n'est pas un grand disque en public, surprenant Elvis et les Attractions bien avant qu'ils ne parviennent à la maturité herculeuse du début des années 80. En revanche, la possession des trois albums en studio s'impose. Ce sans-faute n'a que peu d'équivalents dans l'histoire du rock (la suite *Let It Bleed*, *Sticky Fingers*, *Exile on Main Street*, sans doute), et les nostalgiques retrouveront, grâce à un astucieux système de dépliants, l'intégralité des éléments visuels des pochettes d'origine, agrémentées de quelques remarques sibyllines de la main même du maître. Une mise au point nécessaire.

\* 1 Coffret de 4 CD DPAM BOX 1 Distribution Média 7.

## Palmarès 93

### APACHE INDIAN

*N° Reservations*

Island 514 112 2

### THE AUTEURS

*New Wave*

1 CD Hut 7 distribution Delabel

### BJORK

*Debut*

1 CD One Little Indian/Island 519

715 2

### BOO RADLEYS

*Giant Steps*

1 CD Creation 72439 3900725

### JOHN CAMPBELL

*Howlin' Mercy*

1 CD Elektra/WEA 7569 61440

### CHAKA DEMUS AND PETERS

*Tease Me*

Mango/Island

### ELVIS COSTELLO AND THE BRODSKY QUARTETT

*The Juliet Letters*

Warner Bros/WEA 9392 45190 2

### CROWDED HOUSE

*Together Alone*

1 CD Capitol/EMI 7243 9 27048

### THE DIVINE COMEDY

*Liberation*

1 CD Setanta 72438 3902422 distribué par Virgin

### BOB DYLAN

*World Gone Wrong*

1 CD Columbia 474857-2

### TERRY LEE HALE

*Oh What a World*

1 CD Normal 152 CD, distribué par Média 7

### JIMMIE DALE GILMORE

*Spinning Around the Sun*

1 CD Elektra/WEA 7569 91502

### JOHN HIATT

*Perfectly Good Guitar*

1 CD A&M/Polydor 540 130 2

### CHRIS ISAAK

*San Francisco Days*

1 CD Reprise/WEA 9392 45119 2

### DANIEL LANOIS

*For the Beauty of Wynona*

1 CD Warner Bros/WEA 9362

454030 2

### THE LEMONHEADS

*Come On Feel the Lemonheads*

1 CD Atlantic/Carrère 7567 825

372

### MASSILIA SOUND SYSTEM

*Choumou*

1 CD Roker Promotion/Bondage

BRCD 9365

### NIRVANA

*In Utero*

1 CD Geffen GED 24539 distribu-

tion BMG

### PET SHOP BOYS

*Very*

1 CD Parlophone/EMI 8972129

### THE POSIES

*Frosting on the Beater*

1 CD Geffen GED 24522 distribu-

tion BMG

### SQUEEZE

*Some Fantastic Place*

1 CD A&M/Polydor 540 140 2

### SUEDE

*Suede*

1 CD Nude/Squatt 01 473735 10

U2

### Zooropa

1 CD Island CIDU29 519047-2

US3

### Hand on the Torch

1 CD Blue Note distribution EMI

8088325

### SILVAIN VANOT

*Silvain Vanot*

1 CD Weekend distribué par Virgin

892 432

### LES WAMPAS

*Simple et tendre*

1 CD RCA BMG 74321 1126342

### WORLD PARTY

*Bang!*

1 CD Ensign/EMI 3 21 991 2

## « Tougher Than Tough, the Story of Jamaican Music »

## L'île au trésor

LES meilleures des compilations sont celles qui racontent une histoire. Et la musique de la seconde moitié du vingtième siècle n'a sans doute pas donné d'histoire plus belle que celle de la Jamaïque. *Tougher Than Tough* (un titre emprunté à l'un des succès de Derrick Morgan, père fondateur du rocksteady, qui engendra le reggae, qui engendra le dub et le raggamuffin) relate comment, en des temps anciens, une petite colonie britannique, inondée de rhythm'n'blues par les stations nord-américaines, tenta d'imiter les succès de La Nouvelle-Orléans.

La première disquette s'ouvre sur *Oh Carolina*, un titre enregistré par les Folkies Brothers, qui égrementèrent la chanson d'un tambour africain, joué par un rastafarien descendu de ses collines, Count Ossie. La dernière disquette se clôt sur *Oh Carolina*, interprété par Shaggy, représentant promoteur de la vague raggamuffin. Il a copieusement échantillonné le disque des Folkies Brothers pour donner à la musique jamaïcaine son dernier succès international en date.

La coïncidence était trop amusante pour que Steve Barrow, le compilateur de *Tougher Than Tough*, ne le mette pas à profit. Mais le mouvement entre les deux *Oh Carolina* n'a rien de circulaire. Il s'agit d'une croissance en ligne droite, d'un développement continu qui donne très vite une musique unique, irrésistible. Au début du premier des quatre disques de cette compilation, on perçoit l'apparition, un par un, des éléments constitutifs de la musique jamaïcaine : le façon de marquer la contretemps par un accord d'orgue électrique (*Midnight Track* d'Owen Gray), le ralentissement du tempo d'un boogie jusqu'à le rendre tout à fait élastique (*Easy Snappin'* de Theophilus Beckford), la frénésie du rock à contretemps au service d'une sensualité bon enfant (*Housewives' Choice* de Derrick and Patsy).

Parallèlement, l'histoire de la Jamaïque prend forme : en 1962, *Forward March*, encore de Derrick Morgan, salue l'indépendance avec une jubilation communicative. Deux ans plus tard, *Simmer Down* des Walters, emmenés par le jeune Bob Weller, marque le début de la chronique des *rude boys*, les jeunes délinquants de Kingston dont la frustration est à la mesure des espoirs déçus de l'indépendance. C'est le moment de l'irruption du ska sur la scène européenne, via l'Angleterre où de nombreux jamaïcains ont émigré. On retrouve *My Boy Lollipop*, interprété par Millie d'une voix courante, irrésistible. Cette chanson fut le premier succès jamaïcain hors de l'île. Avec l'argent que lui rapportèrent les sept millions d'exemplaires vendus à travers le monde, Chris Blackwell, Jamaïcain d'origine anglaise, qui venait de fonder Island Records, posa les fondations de sa fortune personnelle, mais aussi d'une maison de disques qui, en temps et en heure, devait jouer un rôle déterminant dans la diffusion du reggae. En 1972, Blackwell prend sous contrat Bob Marley et les Walters, qui deviendront les ambassadeurs itinérants du reggae, du rastafarisme, de la *ganja*. Ici, ils ne sont représentés que par un titre, l'inévitable *No Woman No Cry*.

Une fois la machine reggae lancée, les évolutions stylistiques sont moins frappantes qu'au cours de la première décennie. Il n'empêche que le reggae est d'une infinie diversité, musicale et poétique, des rythmes austères de l'Roy à l'érotisme moite de Max Romeo, du mysticisme de Burning Spear au réalisme policier de Junior Murvin. Il faut attendre la fin des années 80 pour que le choc en retour du rap (qui doit tant au reggae) se fasse entendre et donne naissance à la brutalité ondulante de Shabba Ranks ou Buju Banton.

La livret de Steven Barrow est un modèle (pour ceux qui lisent l'anglais) de pédagogie et de science chasteuse qui guidera l'auditeur au long des quatre-vingt-quinze titres. Et si la compilation fait le point belle aux enregistrements dont Island détient les droits, elle ne néglige pas les autres grandes écoles de l'île, le label Trojan ou le Studio Number One. Dernier mérite, ce n'est pas le moindre, en ne présentant que deux – au maximum – titres de chaque artiste, *Tougher Than Tough* ne défile pas l'intérêt qu'elle éveillé pour chacun d'entre eux.

\* 1 coffret de 4 CD Mango/Island IBXCD 1.



Shaggy.

Ecoutez voir

**COMMUNE**

mise en scène Eric Vigner

27 novembre - 19 décembre

à Aubervilliers

48 34 67 67

**la pluie d'été**

Marguerite Duras

هكذا من الامل



« GOOD VIBRATIONS - THIRTY YEARS OF THE BEACH BOYS » **SPÉCIAL DISQUES**

# BRIAN WILSON SURFEUR D'ARGENT



The Beach Boys, 1966.

**C**OMPILÉE par trois fanatiques, Marl Linett, David Leaf et Andy Paley, *Good Vibrations - Thirty Years of The Beach Boys* est une rétrospective exemplaire de l'œuvre d'un des plus anciens groupes pop américains encore en activité. Ce coffret modèle rassemble le meilleur de trente années et retranscrit l'itinéraire chaotique d'un génie perturbé, leur leader, Brian Wilson. Un livret de soixante pages couleurs, riche de photos inédites, retrace méticuleusement leur histoire; cinq disques alignent près de cent cinquante témoignages musicaux. C'est à la fois un best of exhaustif et un florilège d'anecdotes et de documents passionnants permettant de découvrir la genèse de l'art du groupe (un CD est entièrement consacré à des extraits bruts de sessions d'enregistrement). C'est aussi - surtout - la première occasion de découvrir ce qui reste d'un grand album que l'on croyait perdu, *Smile*, enregistré il y a vingt-cinq ans.

Cette présentation chronologique surprend le groupe

dès ses balbutiements. Au moment de la maquette de *Surfin'*, enregistrée en octobre 1961, il rassemble trois frères à peine sortis de l'adolescence. Brian, Denis et Carl Wilson ont respectivement dix-neuf, dix-sept et quinze ans, leur cousin, Mike Love, vingt ans, et Al Jardine, un copain de lycée, dix-neuf.

Les composantes qui caractériseront la première période de l'histoire du groupe (de 1961 à 1965) sont déjà en place : une rythmique empruntée à Chuck Berry, des chœurs inspirés du doo-wop et des groupes vocaux des années 50 comme les Four Freshmen. Le son du groupe est caractérisé par le falsetto de Brian et la voix de canard de Mike Love. Leur chant évoque le rouleur des vagues, leurs textes font l'éloge des plaisirs balnéaires de la côte californienne. Ils miment alors les jeux et l'insouciance sage de teen-agers propets. Surf, flirt et volutes de sport.

Si les Beach Boys n'ont pas la morgue des mauvais garçons de la *surf music* (Dick Dale, les Trashmen),

leur don des hymnes instantanés (*Surfin' USA*, *Fun Fun Fun*, *Little Deuce Coupe*) les fera triompher au sommet des meilleures ventes de disques. Mais lorsque l'on compare les maquettes de certains de ces titres avec les versions publiées, on découvre, derrière le talent méthodique de Brian Wilson, un perfectionnisme exacerbé. On sait aujourd'hui la pression tyrannique qu'exerçait sur ses fils Murray Wilson, père violent et manager à poigne. Brian déclarait récemment : « J'ai passé ma vie à essayer de lui prouver qu'il avait tort. »

Le désir d'égaliser ses idoles poussera Brian Wilson à franchir de nombreux paliers. Son admiration pour Phil Spector et la magie de ses symphonies pop obligera ce chanteur-bassiste-pianiste-compositeur à se surpasser dans les domaines de l'arrangement et de la production. Les raffinements des chansons datant de 1964 comme *Don't Worry Baby* ou *When I Grow Up (The Be a Man)*, annoncent ceux - plus éblouissants encore - de *She Knows Me Too Well* ou de *California*

*Girls* en 1965. La déferlante Beatles, l'écoute de *Rubber Soul* en particulier, constitueront d'autres défis. Ils persuaderont définitivement Brian Wilson que la perfection se nourrit de travail et d'isolement. L'album *Pet Sounds* sera, en 1966, le fruit de cette réflexion nouvelle. C'est à la fois une exploration des ressources de la technique et une plongée dans la profondeur de ses inquiétudes.

Imprégnée d'une nostalgie de l'enfance, cette suite de symphonies miniatures d'une beauté lumineuse fait du disque un sommet inégalé. Si ce n'est par le simple suivant, *Good Vibrations*, chef-d'œuvre de constructions harmoniques et de bricolage obsessionnel. A cette époque, Brian Wilson s'isole dans sa musique jusqu'à ne plus écouter que ses voix intérieures. Cette claustration et l'abus des drogues lui feront côtoyer la démence.

On explique souvent l'échec de *Smile*, le successeur prévu de *Pet Sounds*, par la déconvenue par Brian de *Sgt Pepper's* sorti au même moment. Démoralisé par la qualité de l'album des Beatles, le Beach Boy aurait jeté son travail au panier. Le coffret nous restitue trente minutes de cet album maudit et révèle que cette décision a sans doute sauvé la vie de Brian Wilson. Son génie s'exprime encore dans des morceaux cistes comme les versions originales de *Heroes and Villains* ou *Surf's Up*, mais l'artiste paraît menacé d'engloutissement. Des comptines enfantines comme *Vegetables* ou *Do You Like Worms* sont habitées de cauchemars. Une idée reçue veut qu'il n'y ait pas de vie après *Good Vibrations*. Le mérite du coffret est de démontrer en une quarantaine de titres que le talent de Brian Wilson survécut à ses dépressions. Par intermittence certes, mais des albums comme *20/20*, *Wild Honey*, *Surf's Up* ou *Sunflower*, en sont la preuve sensible.

Les années 80 virent la prise de pouvoir de l'antipathique Mike Love. Elles ne sont représentées ici que par deux chansons, dont *Kokomo* qui, malgré sa naïveté, restera un de leurs plus grands succès. Confié aux soins d'un psychiatre, le mystérieux Dr Landy, Brian Wilson, essayait pendant ce temps, avec plus ou moins de réussite, de renouer avec la grâce absolue qui avait tenu, un temps, entre ses mains.

STÉPHANE DAVET

\* Un coffret de 5 CD Capitol, distribué par EMI, C2 0777 7 81294 2 4.

## ENFANTS

### La patrouille des Castafiore juniors

par Anne Bustaret

Genre délicat s'il en est que le disque vendu sous la dénomination « pour enfants ». Il existe bien là, en effet, un public immense, ouvert en principe à toute tentative créative ou pédagogique. Un public cependant privé d'initiatives financières et longtemps dans l'impossibilité d'exprimer clairement ses goûts, ses désirs, ses plaisirs. Ce sont, comme chacun sait, les parents qui achètent les disques destinés à leur progéniture. Qui, bien souvent, préfère à « Pierre et le loup », Prince, Charles Trenet ou la « Quarantième Symphonie » de Mozart.



#### La Barbe bleue

par Guy Villard et la Cantatrice

La musique de scène donne le mouvement, le texte original de Perrault glace le sang, et le reportage imaginaire du récitant sème le rire sur le mariage royal, la visite touristique du château ou le suspense de la fin : un régal pour qui connaît déjà un peu l'histoire.

K7 ou CD U 310048 Unidisc Aurédis.

#### Crasse-Tigrouse

par Un drame musical instantané

Comment, à l'instar du Dr Hoffmann traduit par Cavaune, faire horreur (pour rire) avec des sons et des voix aux « vilains enfants » qui suient déjà leur pouce et se balançaient sur leur chaise en 1845. Un enregistrement live de trois brutes-fer inspirés : Jacques Birgé, Gérard Sicausse et Bernard Vitet.

K7 ou CD U 310043.

#### L'ombre du zèbre

n'est pas rayée

par la compagnie Le Cercle

Sept légendes tirées des contes nigérs de Blaise Cendrars, dites à deux voix par Abbi Patriz et Agnès Chavason. Leurs complices en musique, Alain Gilbert et Bernard Chéze, tissent un fond de perceptions légères comme le pas de l'arabesque dans la brousse.

K7 ou CD U 310038.

#### Le Roi démonté

de Steve Waring et Alain Gilbert

Un opéra junior réalisé avec des enfants de Villiers-sur-Marne. Free jazz, mélodies partagées et jeux vocaux pour un roi en morosité.

K7 ou CD U 310038.

#### Le K

par Richard Bohringer et Un drame musical instantané

Quel est ce monstre marin qui a pris dans ses rires l'esprit de Stefano? Pour de l'attrait on attrait de la peur, le destin de l'enfant en sera marqué à jamais. Le texte de Buzzati dégage une force telle que la musique paraît redondante. Mais des onze-douze ans, les amateurs d'émotions fortes seront comblés.

K7 ou CD Unidisc Aurédis 310040.

#### Chansons et poèmes

pour Noël et l'hiver

par Agnès Chavasson, des enfants et les musiciens d'Enfance et musique.

Entre un *Petit Bonhomme Noël* et un *Grand Saint Nicolas*, Entre les *Étoiles* et les *Clochettes de mon pays*, entre le *bois* et l'âne gris que trouvez-vous *Petit garçon*? Des recettes de sorcières, des rois

magas et surtout le plus rafraîchissant des disques de Noël entendus depuis longtemps.

Livre-cassette ou CD Enfance et Musique.

#### Bien câlin

par Dominique Fleux et le groupe Enfantsillages

Pas facile d'avoir deux ou trois ans et de « s'occuper tout seul ». Sauf quand on entend comme ici le sourire dans les voix, et le silence à travers les arrangements délicats.

K7 ou CD Arc-en-ciel 12 22 53.

#### Tournez fabulettes

d'Anne Sylvestre

On l'adore ou on ne peut plus l'entendre, c'est selon... Le talent pourtant ne s'est pas perdu en route, la voix s'est plutôt épanouie et François Rauber est là. Ici, tout tourne en chanson et même au chef-d'œuvre quand on entend *la Toupie* s'accélérer en virelangue ou le *Ventilateur* souffler son air chaud!

CD 6 Adès EPM 982 542.

#### La Grande Panthère noire

par Philippe Noiret, musique d'André Popp

Heureuse pédition au Père Cassor d'une belle histoire de poursuite et de disparition mise en valeur par la parfaite osmose de l'image et du son. Un classique à offrir dès cinq ans.

Coffret livre-cassette Père Cassor Flammarion.

#### Histoires à conter

dans la main

de Gilles Vigneault

Deux aventures écologiques comme on commente à les aimer vers sept-huit ans.

CD Unidisc U 310020.

#### Les Ogres

Contes choisis par C. Archambault

Un magnifique bouquet d'ogres, d'ogresses et de monstres dévorants en neuf contes tirés de la tradition orientale ou occidentale et parfois signés Calvino, Gribaudi, Ozon, Gogouad ou Kérouac.

Lecture à plusieurs voix, transitions musicales bien choisies, de quoi évacuer tous les phantasmes de dévoration des cinq à dix ans!

Coffret 2 cassettes « Jeunes » Radio-France K 1678.

#### Darius Milhaud

par la maîtrise et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon

Réjouissantes images de l'école des années 30, écrits pour solistes et chœurs d'enfants, dans une interprétation précise dirigée par Claire Gibault. Une réalisation intelligente et drôle, qui manquait au catalogue.

CD Opus 111 LC 5716.

#### Le Chant des enfants

du monde

Volume 1 : Guinée, Sénégal

Chansons à messages, chansons de travail, de jeu, d'initiation, de prière ou d'amour, de deuil ou de fêtes : c'est la tradition que les enfants s'approprient en la transformant plus ou moins. La présence vocale et rythmique des enfants africains, la qualité de la prise de son, l'intérêt du répertoire font bien augurer des huit volumes à suivre.

CD Arion ARN 84259.

\* Il paraîtrait normal de pouvoir écouter un disque pour enfants avant de l'acheter. C'est généralement impossible dans le catalogue, sauf à Chantelivre, 132, rue de Sévres, 75006 Paris.

## GOULD JOUE BACH

COFFRET 3 CD EXCLUSIVITÉ fnac

**L'ÉDITION GLENN GOULD**

Déjà 25 références disponibles en CD, dont 5 nouveautés, entièrement remasterisées, plébiscitées par la critique.



***A nous  
la liberté***

Depuis la fin du capitalisme d'Etat en Hongrie, on ne trouve plus les délicieux yaourts locaux qui servaient de petites madeleines aux proustiens inspirés de Buda et de Pest. En revanche, on peut acheter à peu d'argent des yaourts infiniment moins fins, mais sous toutes les marques et venus de partout. C'est donc la liberté. Le marché du disque inspire une analogie ivresse de liberté. A la différence qu'on n'a plus le temps de s'attarder aux mauvais disques. Il suffit pour s'en convaincre de débâbler devant les rayons des grands pourvoyeurs en croquant une pomme d'un air niaisot. Entre rééditions, collections, compilations, pirates et décoctions, chacun trace sa route à la machette. Tantôt le jazz recule derrière le blues, tantôt la fusion l'emporte, ce sont des variations saisonnières dont les courbes collent aux heures d'ensemoilement, et ce qu'on appelait le public finit par dessiner une carte très pertinente de la musique achetée en galette. Après triage, on souscrit.

## Palmarès 93

DEE DEE BRIDGEWATER  
*Keeping Tradition* 1 CD Polygram  
5198072

STEVE COLEMAN  
*The Tao of Mad Phat*  
RCA 63 160/BMG

MILES DAVIS  
*Live at Montreux*  
WEA 833

RICHARDO GALLIANO  
*Vaggio*  
Dreyfus 36562

JAM GARBAREK  
*Twelve Moons*  
ECM 519500

JOE HENDERSON  
*So Near So Far*  
VERVE 517 674-2/Polygram

KEITH JARRETT  
*Bye Bye Blackbird*  
ECM 1476

WYNTON MARSALIS  
*Citi Movement*  
Columbia/Sony 473055

MARCUS MILLER  
*Sun Don't Lie*  
FDM 36560

MICHEL PORTAL  
*Anyway*  
LBC 6544

JOSHUA REDMAN  
*Wish*  
WEA 945 365

LOUIS SCLAVIS  
*Ellington On The Air*  
DA 032/OMD

HENRI TEXIER  
*An Indian's Week*  
LBC 8558

McCOY TYNER  
*Journey*  
Polygram, 5199412

RANDY WESTON  
*Volcano Blues*  
Verve/Polygram

BARNEY WILEN  
*Essential Ballads*  
ALCR 281/OMD

**ISABEL MUÑOZ**  
FLAMENCO

EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES  
3 DÉCEMBRE AU 31 DÉCEMBRE 1993  
DU LUNDI AU SAMEDI  
DE 11 H À 19 H  
(FERMÉ LE 25 DÉCEMBRE)  
ENTRÉE LIBRE  
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE  
19 PLACE VENDÔME  
75001 PARIS

 **CRÉDIT FONCIER**

## Coffrets

**Sidney Bechet, *La nuit est une sorcière*; Spirits of New Orleans (avec Albert Nicholas et Milton «Mezz» Mazzrow), Dizzy Gillespie, *Playel 48*; Max Roach, *Quintet 49*; Lionel Hampton, *Real Crazy*; James Moody, *Frank Foster, Sax Talk*; Gerry Mulligan, *Playel Concerts 1954*, volumes 1 et 2; Zoot Sims, *Tenorly*.**

Graphisme superbe et couleurs chatoyantes, la série « Américains en Paris » est remarquable à trois titres : nonchalamment étalée sur une table basse de salon, elle attire sur son contenu de ce que les compacts peuvent rendre ; tous les enregistrements, souvent « historiques » pour les Parisiens parce qu'ils ont Paris pour épigone (Dizzy 48, Gary Mulligan 54) sont d'un intérêt évident (direct, son d'époque, mélange avec les accompagnateurs régionaux, parfois) ; le catalogue ainsi rassemblé est une espèce d'histoire du jazz miniatures sur un principe à la Porec – d'ailleurs, il doit figurer assez souvent parmi les applaudissements. Ces huit disques font suite aux douze publiés en 1992 (dès des trésors, de Buck Clayton à Mary Lou Williams en passant par Coleman Hawkins et Monk).

★ 8 CD Vsgse 74321  
134-142-082-152-092-102-112-132,  
distribúes par BMC.

**Intégrale en studio 1949/1958.**

Tout y est, et les titres disent tout, comme une fatrasie surréaliste du temps où Bechet se faisait expulser d'Angleterre et de France : *Ce monsieur qui parle, Buddy Golden Story, Bachet Creole Blues, Ni queue ni tête, Moulin à café, Careless Love, Francis Blues, Embraceable you, Madame Gécasse, Promenade aux Champs-Élysées, Blues in The Cave, Sidney's Wedding Day, Ghost of the Blues, Si tu vois ma mère, Pattes de mouche, le Marchand de poisson, As-tu le cafard, Dans les rues d'Antibes, Au clair de la lune, O! Man River, le Loup,*

la biche et le chevalier, La nuit est  
une sorcière, Pleure pas Nelly, Un  
ange comme ça, la Cane de Jessine,  
l'Enchaînée d'amour, A moi d'payer,  
le Train du vieux Noir, J'en ai marre,  
J'ai deux amours, Bonjour Paris,  
Premier bal, Pas d'blague, Au secours,  
Soprano blues, Blues du Papa Noël,  
les Oignons st, évidemment, Petite  
fleur - version du 21 janvier 1951.

**Résumé :** Bechet (prononcer «Béché») est aimé. Dans ces plages, il joue du saxophone soprano et pas de la clarinète. Vibrato et timbra, il est l'origine revendiquée su soprano de Steve Lacy et John Coitane (histoire du jazz, haine du fond et stéréotypes à ravoir de fond en comble). La trentaine d'insécrets (14 juillet) et la beauté de présentation font de ce coffret un cadeau tout terrain. Mais ce qu'on aime le plus, ce sont les airs trop connus. Seule les grands musiciens populaires et les chanteuses atteignent cet étrange plaisir de le reparaître.

\* 1 coffret de 9 CD Voone, BM 106.

**Creole Genius (1926-1939).**

Il porte un nom des polar : Ferdinand Joseph La Mothe. A moins que ce ne soit une coïncidence. Entre les deux, il y a tout de même la distance d'un siècle. Plus belle pompe du quartier, les plus belles pompes du quartier. Ici en Louisiane en 1885, il quitte la plénitude en 1941, à Los Angeles, après avoir inventé le Jazz. C'est du moins ce qu'il prétend très précocement et ce n'est pas tout à fait exact. Veudette des plus symptomatiques bordels de La Nouvelle-Orléans – son surnom de Jelly Roll pourrait avouer, dit-on, son sens évocateur –, il accorde le ragtime à des formes exotiques et opère, à la main gauche, cette délicate mutation qui change le pompiérisme gaulois des pompes en théatralisé swingue. Comme Thelonious Monk, il est aux Ellington de l'après-guerre, l'un des fondateurs majeurs d'une musique qui n'a pas fini de nous faire courir. Ses premiers morceaux de fayots rubiconds (*Red Hot Poppers*) et son disque de miniatures en solo sont des réussites absolues de l'histoire du jazz.

En fait, ce qu'il faisait le mieux

(l'émour, piper les dés, gagner aux cartes, arnaquer au billard, mener une vie de patachon, éclater de rire, boire avec science) ne figure que très allégoriquement sur ces meigres et somptueuses traces phonographiques – ce qui en dit long sur l'infirmité des bien nommés « compacts » et sur la vanité des enregistrements humains, fussent-ils très sophistiqués.

★ 1 étui de 3CD (vol.1) ZE 266,  
distribué par EPM/ADES.

***On Dial. The Complete Sessions.***

Du 5 février 1946 au 17 décembre 1947, tout est aligné chronologiquement de l'œuvre de Charlie Parker gravée par Ross Russell, avec un *Portrait of Charlie Parker*, *Horne-Cooking* (chanson, anglais), *Portrait of Charlie Parker* (chanson) quand Parker sortit de l'hôpital de Camarillo. La bouleversante interprétation de *Lower Man*, entre effondrement et ivresse absolue, figure dans ces pages. Michel Contat la rapproche judicieusement de « la crise émotionnelle de Turin » dont Nietzsche na devait plus émerger, Parker donnera, à partir d'elle, l'expression contraire de la joie – soit, toujours selon Nietzsche, « l'accomplissement du destin d'un génie ».

Outre sa pertinence, cet écho s'impose, ne serait-ce que pour rappeler qu'il faut entendre Parker à hauteur des plus grands créateurs, des penseurs les plus suscitant de ce siècle, et à hauteur de ceux, parmi les plus grands, qui ont empruntés les voies les plus heureuses et les plus dures. Faut de quoi, on se condamnerait à l'admirer parce qu'il chaffait les sables et jouait plus vite que son ombre (voir le film *Écho*). Un peu comme celui qui émerait lui-même Nietzsche sous prétexte qu'il y a beaucoup de voyelles et pas mal de consonnes.

\* 1 coffret de 4 CD Spotlite SPJ 101, distribué par Média 7.

**Beauty is a Rare Thing.**

C'est, avec *Inédits*, livrat soigné, textes d'Ornette Coleman et de Don Cherry, l'intégrale, moins les

quinze heures de bandes perdues par le feu, des enregistrements historiques d'Ornette Coleman pour Atlantic. Oubliions, s'il vous plaît, si elle doit faire écran, l'étiquette de « free jazz » [au fait, pourquoi tant d'acharnement dans la haine de la « liberté » chez ceux qui en veulent ou « free » ?], les mélodies d'Ornette sont les plus légères, les plus acides, les plus douloureusement gales de l'aventure contemporaine du jazz (le *Monde* du 15 octobre 1993). Les plus fraîches aussi, et les plus chantantes.

\* 1 coffret de 6 CD WEA.

***Dialogology (1936-1948).***

Aux noces de la liberté et de l'âme noire qu'un appel de mort de l'âme blanche, *il était* normal que l'Europe dédaigne un manouché, les Gipsies du Nord, ces Egyptiens partis des Indes sans qu'un seche bien pourquoi et probablement pour partir (*la Morte* du 17 juin 1993). Que ce manouché fût Djingo semble aujourd'hui la plus promise des évidences. Qu'il eût refait de toutes pièces une technique pour avoir perdu deux doigts dans l'incendie de sa roulotte et que cette technique soit, s'agisse de son jeu de phénix, ce qui est probable, la vite et le plus plus étonner grand mensonge. Pas plus que chez Becher ou chez Fats Waller, j'aimais on ne se lasse chez Djingo de ce qui paraît (ce n'est qu'apparence) toujours égal.

★ 10 CD EMI France 806602-12-22-32-42-52-62-72-82-92.

**The Complete Prestige Recordings.**

**Old Flames**, le dernier disque de Sonny Rollins, devrait logiquement déclencher, à sa parution, des jugements plus mitigés que le complet de chez Prestige (le monde du 18 février 1993). De Miles à Monk, tous les inventeurs d'un des âges d'or (milieu des années '50) du jazz sont

**« The Complete Fantasy Recordings »  
1973-1977**

## Bill Evans lui-même



**Bill Evans. 1980.**

TOUT le plein moderne vient de là. On imagine mal Bill Evans (1929-1980) en orchestre de danse. C'est pourtant par là qu'il a commencé. On l'imagine encore moins à l'armée. Il s'y est engagé trois ans. La rencontre de George Russell et le premier disques avec Paul Motian font tout basculer. Nous sommes en 1956, le titre choisi est très clair : *New Jazz Conceptions*. Il s'agit, oui, de renouvellement de la conception du jazz. Les rôles sont reformulés. La basse s'insinue dans le discours du clavier, fait jeu égal. La percussion — difficile de parler de batterie avec Paul Motian — renvoie leur dialogue à sa déficience. Un nouveau mode de circulation des énergies, des inconscients, est au point. Personne ne marque le tempo qu'éclate chez tous.

Miles Davis emprunte Bill Evans à Mingus. C'est l'autre face de mai 1958 (*Basic Miles, Stella by Starlight, On Green Dolphin Street*), moins dramatique, plus posée, qui aboutira à une tournée de plusieurs mois et à ce monument du jazz moderne qu'est *Kind of Blue* (CBS, 450603-2). Mais l'entrée en trio fixe définitivement le destin du pianiste. Sa fidélité à Motian et sa rencontre avec le jeune Scott LaFaro suffisent à expliquer que le jazz ouvre une piste dont il ignorait tout quelques mois auparavant.

Scott LaFaro traite la basse comme personne n's jamais cru pouvoir le faire avant lui, il en joue comme un guitariste flamenco, se promène sous la mélodie par nappes et développements insensés, lance des traits fulgurants, libère le jeu du pianiste, se fond dans celui de Motian, moyennement quoi, plus de trente ans après sa mort accidentelle (1981), on continue de moquer un instrument qui n'a jamais existé sauf dans l'oreille malade d'un farceur, en faisant doum-doum-doum...

Bill Evans sera à l'origine d'une lignée de bassistes qui inversent les rôles de l'instrument, aucun néanmoins comme LaFaro : Chuck Israels, Gary Peacock, Eddie Gomez, Marc Johnson se relaieront dans ce rôle très complexe qu'il leur assigne, aux côtés de batteurs qu'aucune routine ne vient compliquer (Larry Bunker, Joe Hunt, Philly Joe Jones, Marty Morell, Elford Zigmund). Car le trio reste, à quelques exceptions près (en particulier avec Herold Land, dans ces plages), le formule magique, basique, profane. Comme la valse (*Waltz for Debby*) reste son modèle préféré, et le 3/4 son rythme de prédilection. On peut imaginer une interprétation sollersienne (autour de la trinité, bien sûr), musicologique (la caractérisation par le tempo) ou plus secrète (pourquoi cet amour de la valse chez deux fondueurs de la modernité, Bill Evans et John Coltrane ?) mais on peut se demander à l'infini la posture des corps devant le piano du jazz, cette fascination, cette adoration, cette adhésion (Glen Gould et lui). Cela ne viendra jamais à bout du toucher, du phrased, du *flow* et de la capacité d'invention harmonique de Bill Evans, qu'une plongée vaine dans les états d'exception soit augmentée sans doute, au moment donné, tout en compromettant sa vie. Laquelle se confondait d'ailleurs avec la musique.

On disposait déjà de l'intégralité des enregistrements effectués pour la firme Rhinocéros (coffret de 10 "CD 91.8, distribué par Caribel), ils regroupent les norms et les phrases essentielles de la carrière de Bill Evans qui s'emballe comme trouvée d'emblée. En quoi se trouve justifié ce nouveau coffret, qui couvre, sans exhaustivité, la période de 1973 à 1977 où furent gravés ces pièces pour le label Fantasy. Outre des inédits et une longue conversation enregistrée, on reconstitue ici, chronologiquement, les douze albums naguère publiés, miracles, bizarreries (avec Tony Bennett) et faux pas compris (*Crosscurrents*). Bill Evans est à chaque accord, à chaque phrase, à ce point lui-même que ses enregistrements ne sont que le suif de la musique jouée devant un micro ouvert. On n'a rien de mieux, jamais, même à la fin du siècle, qu'on glisse sur l'éternelle sérénité dans une mivellerie qui fait passer les plus fidèles de ses fidèles, ne laisse tranquille.

\* 1 coffret de 9 CD Fantasy FCD 1012-2, distribué par WEA.

هكذا من الأصل

**Retrospective**  
**BELMONDO**



SPÉCIAL DISQUES

# CHANSON

## Chères locomotives

par Véronique Mortaigne

La chaîne, un moment brisée, se reforme : la jeune génération reprend l'histoire de la chanson là où l'irruption du rock anglo-saxon l'avait laissée, sans pour autant renier les acquis de ces trois décennies d'électricité et de haute énergie. Le chanteur français des années 90 aime le violoncelle, l'accordéon et la guitare acoustique. Il épure les formes, se réfère à Montand, à Barbara et à la chanson réaliste. Les 78 tours sortent des armoires des collectionneurs, et les amateurs de Neil Young ou de pop anglaise les écoutent. Les ponts sont jetés. Selon le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP), la variété nationale a progressé de 16 % en valeur sur les dix premiers mois de l'année 1993, contre 3,6 % pour la variété internationale. Un bel espoir d'inverser des proportions jusque-là défavorables à la production nationale. Aux causes conjoncturelles - sortie d'albums porteurs, comme le dernier Souhoun; trentième anniversaire de la mort d'Edith Piaf, - s'ajoutent un penchant accentué, universellement partagé aujourd'hui, pour la recherche identitaire. Il n'est plus honteux d'être né dans l'hexagone lorsqu'on est guitariste, batteur ou bassiste. Qu'on ne se leure pourtant pas. Sur la quarantaine de jeunes artistes ou groupes français ayant intégré les rangs d'une major cette année, une bonne moitié, plutôt incolore, se classe dans le domaine de la variété formatée aux exigences des « FM jeunes ». Et si la chanson française a retrouvé une santé, c'est aussi parce que les « anciens » ont assuré : on les a vus en scène, ils ont enregistré de nouvelles chansons. Bref, ils n'avaient jamais baissé les bras.



Les Têtes raides.

### LES VALEURS SÛRES

#### Juliette Gréco

Juliette Gréco, sur des paroles d'Etienné Roda-Gil, refait le monde à sa manière : affrontée toujours, intuitive et élitiste.  
1 CD Phonogram 5737.

#### Claude Nougaro

Nougaro assume son âge et son irrémédiable swing, avec des musiciens français triés sur le volet (Vander, Katché, Lockwood, Goyane, Galliano...).  
1 CD Phonogram 521 117.

#### Brigitte Fontaine

French Connection. Au Japon, l'album a deux ans, mais jusqu'à cette année la route lui était barrée en France. Les Nouveaux sont pourtant une perle de dévotion comme seule Fontaine sait en fabriquer.  
1 CD EMI 7 94086.

#### Julien Clerc

Un mariage avec l'auteur fétiche Roda-Gil. Chansons à écouter. Au-delà du vibrato de la voix, des mélodies et des mots impliqués dans l'époque.  
1 CD Virgin 866 922.

### LES CONFIRMATIONS

#### Jean-Louis Murat

Vénus. Le pendant country et acoustique de Murat. Rens défaits et murmures, ce long développement, mais aussi en formats courts et incisifs.  
1 CD Virgin 391 862.

#### Nilda Fernandez

Confirmation des talents d'auteur-compositeur d'un chanteur du Sud, qui invente des climats et des histoires au gré de sa folie contenue. Un très bel album.  
1 CD Polygram 519 747.

#### Kent

D'un autre Occident. Un peu mélancolique, Kent invente des chansons à rallonger la course, accordéon et beaux développements mélodiques.  
1 CD Barclay 511 484.

### LES NOUVEAUX ARRIVANTS

#### Dominique A.

Si je connais Harry. Univers minimaliste d'un chanteur troublé par la profusion. Textes en forme de jeux de piste. Voix détachée.  
1 CD Lithium 391862.  
Distribué par Virgin.

#### Les Têtes raides

Flours de jazz. Trombone, violoncelle, accordéon, tôle ondulée pour construire un univers tout en énergie festive sur des textes notés jusqu'à l'absurde.  
1 CD WEA 46093234.

#### Silvain Vanot

Silvain Vanot. Guitares déchirées, mais non dominantes, références à Neil Young et Barbra, textes écrits.  
1 CD Weekend 682582.  
Distribué par Virgin.

#### Jérôme Dahan

Savez-faire. Underground chic et référence climatique à Wim Wenders, voix tranquille, textes limpides. L'initiation commande.  
1 CD Phonogram 514 584.

#### Nina Morato

Je suis la mieux ! Beaucoup d'énergie, des peurs de jeunes filles affichées (« Maman, j'ai peur de sortir le soir »), une belle voix et des envies d'aller plus loin. Très agréable.  
1 CD Polygram 517 713.

#### Juliette

Indéfectible. Juliette est une chanteuse française, dans la lignée des grandes interprètes du genre. Humour, textes cruellement ambigus, signés par l'ancien parolier de Jean Guindon.  
1 CD Sealon Disc MT102.

### Coffrets

WILLIAM SELLER, Carnets de note : un coffret de 4 CD Philips 514 761.

EDITH PIAF, Versions inédites en public : un coffret de 2 CD Polygram 518175. Intégrale Edith Piaf 1936-1945 : un coffret de 4 CD Polygram 834 506 (disponibles séparément). Intégrale Edith Piaf 1946-1963 : un coffret de 10 CD EMI 8271352-1442. Une compilation tirée de ce coffret est disponible en 2 CD intitulés Trentième anniversaire : EMI 8270972.

LÉO FERRÉ, Premières chansons : 1 CD Le Chant du monde LDX 274967. Les années Odéon 1953-1958 : un coffret de 8 CD Columbia 770-475055. Avec le temps 1960-1970 : un coffret de 11 CD Barclay 8412602.

YVES MONTAND, Les Années Odéon 1945-1958 : un coffret de 9 CD Columbia 779-475854.

PIERRE DESPROGES, Les réquiescentes, un coffret de 3 CD, plus un volume « zéro » vendu séparément, Epic 475 505.

BRIGITTE BARDOT, Initiales BB : un coffret de 3 CD Phonogram 514 673.

la, complets au générique. Saxophone Colossus, Tenor Madness, Sonny Rollins + Four, etc. Pas de discographie sans les prestigieux Rollins.  
\* 1 coffret de 7 CD Prestige Recording 4407-2, distribué par EMI.

#### LESTER YOUNG

Volume 1 (37-39) et Volume 2 (39-42).

Parmi les collections érudites et sérieuses, composées avec rigueur, compétence (dans la présentation chronologique) et soin minutieux (dans les textes de présentation), la série « Masters of Jazz » aux airs de « Piédestal » (fillet rouge sur fond blanc, médaille centrale) est un modèle. On peut piocher selon le goût (Charlie Christian, par exemple, ce prince intendant de la guitare) ou selon l'histoire. C'est donc pour tout public, puisque chaque album est réalisé avec la même rigueur, et pour collectionneur.

Avec sa typographie empruntée au Herald Tribune et ses textes d'accompagnement déplorables comme un journal, la collection « Jazz Tribune » remplit un rôle semblable, élégant, plaisant et historique. A supposer que l'on s'en tienne aux trois chapitres de plusieurs disques déjà publiés, on aura constitué une discographie classique très proche des fondamentaux du jazz (RCA distribué par BMG).

La remarque vaut pour la collection « Classica », cinq éditions chorales mois d'intégrales chronologiques des grands musiciens de l'époque dite classique, plus de deux cents disques déjà publiés (distribué par Mélo-dia).

\* Lester Young, 2 CD Masters of Jazz, distribués par Mélo-dia.

#### CHET BAKER

Young Chet. Pas de Noël sans Chet. Pas de Chet sans jeunesse. Young Chet : péronasse. Simple prime, l'interprétation la plus bouillonnante et la plus froide de My Funny Valentine, deux minutes dix-sept, Los Angeles, le 15 février 1954.  
2 CD Gémeaux Emarey 516 518/ Polygram.

#### Dee Dee Bridgewater

Keeping Tradition. Ce qui est éblouant, outre la beauté du visage de cette chanteuse, c'est le paradoxe de cette tradition. Intelligemment conseillée, Dee Dee dépense pas mal d'énergie pour expliquer sur les ondes, avec beaucoup de grâce d'ailleurs, qu'elle n'est pas une chanteuse de jazz au sens jazz du jazz, que le jazz n'est plus le jazz et qu'il faut en finir justement avec ce mot de jazz. Par derrière, too, sans crier gare, accompagnée d'une quadrille inégalable (Thierry Eliez, Hein Van de Geyn, Dédé Ceccarelli), elle sort le disque de jazz le plus imparfaitement jazz à force de standards de jazz et d'expression de jazz. Bref, ou l'aimé. On aime le paradoxe. Et l'on songe à la page 41 d'Écriture (Duras, Gallimard) : « Je le jure. Tout, je le jure. Je n'ai jamais menti dans un livre. Ni même dans ma vie. Sans aux hommes. Jamais... »  
1 CD Polygram 519 6072.

#### Laurent Cugny

Thromboso. Un big band qui sonne juste et vite, une légion de jeunes gens, le tempo qui ne

file jamais, des circonstances pourtant contraires, une écriture soutenue, et pour autant, un disque lumineux, une fête de l'esprit et du cœur.  
1 CD Emarey 514 303 distribué par Polygram.

#### Miles & Quincy

Live at Montreux. Conté, incontestable, le dernier disque, Montreux, juillet 1991, cinquante-sept musiciens sur scène, les arrangements historiques de Gil, la passion, la peur de trébucher, Miles, deux mois avant sa mort.  
1 CD Warner Bros WE 833.

#### Vic Dickenson

Septet. Le trombone (péonnie, incertain, flâneur, jeu de cirque, instrument de collégien) est ici traité comme l'apogée par Greenaway, comme la pulsation par Coma Base, comme la guitare par Freddie Green, comme la carresse par des fiancés, comme la liberté par Ornette, comme la demi-volonté par El Paula, comme la basse par Charlie Haden, comme la mélodie par Chet Baker, comme la douleur par Perçonne. Séances de décembre 1953 et novembre 1954, avec Ruby Braff (trompette), Edmond Hall (clarinette), Sir Charles Thompson (piano), Steve Jordan (guitare), Walter Page (basse) et Jo Jones. L'art classique en son insensibilité perfection.  
1 CD Vanguard WMD 350.

#### Gil Evans

Swingin' Manhattan, l'été 1973, chef-d'œuvre, Lincoln Center, chahut, jeu d'été de collégien, est ici traité comme l'apogée par Greenaway, comme la pulsation par Coma Base, comme la guitare par Freddie Green, comme la carresse par des fiancés, comme la liberté par Ornette, comme la demi-volonté par El Paula, comme la basse par Charlie Haden, comme la mélodie par Chet Baker, comme la douleur par Perçonne. Séances de décembre 1953 et novembre 1954, avec Ruby Braff (trompette), Edmond Hall (clarinette), Sir Charles Thompson (piano), Steve Jordan (guitare), Walter Page (basse) et Jo Jones. L'art classique en son insensibilité perfection.  
1 CD Act 9207-2/Mélo-dia 7.

#### Charles Gayle

Spirits before. Juste pour amateurs de suavité éthérée, de tétons velus, de chants d'amour, de cris d'émotion et d'émotions fortes. Bonis de fond d'abstrait.  
1 CD SH 117 distribué par OMD.

#### Charles Mingus and his jazz groups

Mingus Dynasty. Rien à prouver. Ceux qui connaissent ont déjà remplacé leur galette noire. Ceux qui découvrent ouvrent des yeux très ronds. Mingus dans sa splendeur et dans le disque, et pour l'éternité, Zee Zee de Marvin Hamlisch Peterson.  
1 CD Columbia, CCL 473804, CH 731.

#### Enrico Rava

Rava, l'opéra. Les grands airs qu'on a en tête joués par un Italien qui les tient en bouche, après péripéties par New York et détours d'avant-garde. Dernière Puccini et Gounod, le Shéhérazade de Pergolèse comme un secret. Rava, un sextet de jazz, un quatuor classique. Grand.  
1 CD Label Bleu.

#### David S. Ware

Third Eye Recitation. Comme Gayle, ce qu'on s'attendrait plus souvent à les tenir en bouche, après péripéties par New York et détours d'avant-garde. Dernière Puccini et Gounod, le Shéhérazade de Pergolèse comme un secret. Rava, un sextet de jazz, un quatuor classique. Grand.  
1 CD Label Bleu.

#### Laurent de Wilde

Open Changes. La sérénité juste et trouvée d'un trio (lin Coleman à la basse et Billy Drummond aux drums) pour ce petit chef-d'œuvre du pianiste Laurent de Wilde, qui invite l'auditeur à réécouter le piano, la modernité intègre et les airs quand on les joue à hauteur d'histoire.  
1 CD ICA 035 distribué par OMD.

## Au bonheur des anciens

Tandis que la mode Fréhel connaît son chemin chez les plus jeunes, les albums consacrés aux années passées sortent en rafale. Chez les majors, les fonds de catalogue, hier considérés comme une rente de situation, sont aujourd'hui mis sur le marché au même titre que les produits nouveaux.

Une fois passée la grande vague des rééditions (la transformation des microfilms en disques compacts), les producteurs sont allés fouiner chez les collectionneurs, les amateurs ont imposé leurs choix, et les éditeurs ont reconquis le terrain perdu du patrimoine français.

Les idées du Musée de la chanson sont dans l'air, et Esther Lekain (1960-1980) sort de l'oubli. En marge des grands (Fréhel, Doria, Piaf, Dramey, Baker, etc.) disponibles dans les collections

#### Chansophone, « Succès et raretés » et Music Memoria, « Les

Étoiles de la chanson », voici quelques curiosités récemment perues sur ces labels :

#### Chansophone

GILLES ET JULIEN 1932-1936  
1 CD Chansophone 118.  
ESTHER LEKAIN 1906 - 1933  
1 CD Chansophone 134.  
NITTA-JE 1930-1935  
1 CD Chansophone 133.  
Les disques Chansophone sont distribués par Mélo-dia.

#### Music Memoria

RINA KETTY 1937-1940  
1 CD Music Memoria 8391182.

#### ANDRÉ CLAVEAU

1936-1942  
1 CD Music Memoria 677392.

#### RAY VENTURA ET SES COLLÈGES

1936-1939  
1 CD Music Memoria 391542.  
Les disques Music Memoria sont distribués par Virgin.

#### Coffret

ANTHOLOGIE DE LA CHANSON FRANÇAISE ENREGISTRÉE

Volume 1940-1950

1 coffret de 10 CD en vente par correspondance chez ERM, 138, boulevard Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 05-47-88-63 (numéro vert). 935 F. Les volumes consacrés aux années 30-40, 50-60, 60-70 sont également disponibles.

Ecoutez voir

Cinéma Trianon/Sceaux  
1<sup>er</sup> au 7 décembre

Rétrospective  
J.P. BELMONDO

Location : LES GEMEAUX  
(1) 46 61 36 67

Ecoutez voir

Au bonheur des anciens

Tandis que la mode Fréhel connaît son chemin chez les plus jeunes, les albums consacrés aux années passées sortent en rafale. Chez les majors, les fonds de catalogue, hier considérés comme une rente de situation, sont aujourd'hui mis sur le marché au même titre que les produits nouveaux.

Une fois passée la grande vague des rééditions (la transformation des microfilms en disques compacts), les producteurs sont allés fouiner chez les collectionneurs, les amateurs ont imposé leurs choix, et les éditeurs ont reconquis le terrain perdu du patrimoine français.

Les idées du Musée de la chanson sont dans l'air, et Esther Lekain (1960-1980) sort de l'oubli. En marge des grands (Fréhel, Doria, Piaf, Dramey, Baker, etc.) disponibles dans les collections

Chansophone, « Succès et raretés » et Music Memoria, « Les Étoiles de la chanson », voici quelques curiosités récemment perues sur ces labels :

Chansophone  
GILLES ET JULIEN 1932-1936  
1 CD Chansophone 118.  
ESTHER LEKAIN 1906 - 1933  
1 CD Chansophone 134.  
NITTA-JE 1930-1935  
1 CD Chansophone 133.  
Les disques Chansophone sont distribués par Mélo-dia.

Music Memoria  
RINA KETTY 1937-1940  
1 CD Music Memoria 8391182.

ANDRÉ CLAVEAU  
1936-1942  
1 CD Music Memoria 677392.

RAY VENTURA ET SES COLLÈGES  
1936-1939  
1 CD Music Memoria 391542.  
Les disques Music Memoria sont distribués par Virgin.

Coffret  
ANTHOLOGIE DE LA CHANSON FRANÇAISE ENREGISTRÉE  
Volume 1940-1950  
1 coffret de 10 CD en vente par correspondance chez ERM, 138, boulevard Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 05-47-88-63 (numéro vert). 935 F. Les volumes consacrés aux années 30-40, 50-60, 60-70 sont également disponibles.

Ecoutez voir

L'ENFANT DE LA TERREUR

André Chénier  
spectacle de Michel de Maulne

cordaifalio:  
L'Athor  
Maison de la Poésie  
10 novembre / 19 décembre

42 36 27 53



## SPÉCIAL DISQUES

MUSIQUES  
DU MONDEPépites  
et ersatz

par Véronique Mortaigne

Dans les grandes surfaces du disque, le rayon «Musiques du monde» a acquis une ampleur qui confine à la saturation. Les Best of de Ravi Shankar, les compilations consacrées à la flûte de pan ou les collections sexy – le pire donc – y côtoient le meilleur. Les genres se mélangent allégrement : pop africaine, gamelan javanais, rat, polyphonies pygmées, etc. Ce n'est pas un mal, mais cela provoque parfois des déceptions. Parti à la recherche d'un bon disque de «zoukous» zairois, l'amateur de danse (souvent privé des conseils d'un discaire spécialisé) risque d'acheter un ersatz fabriqué à la va-vite. Il passera à côté du Brésilien Caetano Veloso, un des chanteurs les plus créatifs du temps, et repartira avec un disque de lambada du groupe Kaoma. La remarque vaut pour des genres d'allure plus sérieuse. Ainsi, l'estampille «musique indienne» n'est-elle pas une garantie de qualité. Enregistrements sauvages de concerts, «remix» à l'européenne, méforme des musiciens : le résultat est souvent bien en deçà des talents annoncés. A quand le retour des cabines d'écoute chez les discaires ?

## MUSIQUES TSIGANES

## Latcho Drom

Bande originale du film  
Un splendide voyage en terres tziganes, de l'Inde du Nord à l'Espagne en passant par l'Égypte et l'Europe de l'Est.  
1 CD Virgin 392492.

## Flamenco

Chants de forges et de fûts  
Pepe de Benito, Tio José el Negro, Juan de los Reyes : la sauvagerie et la force à l'état pur. Détaillent en finesse.  
1 CD EPM 982472 distribué par Adèle/Musidisc.

## ANTILLES-REUNION

## Pierre-Edouard Décimus

Maracatu  
Un des fondateurs de Kassav', sorti du groupe pour regarder l'après-zouk en s'inspirant de la richesse afro-caribéenne.  
1 CD Celluloid/Médisse 88936.

## Boukman Eksperyans

Kellou Danjane  
Haiti est en grand danger : les Boukman Eksperyans, entre peinture naïve et conscience politique exacerbée, ne se lassent pas de le chanter. Tambours et guitares.  
1 CD Mango 16539927 distribué par Island.

## Zimbabwe

Des Réunionnais magiciens, qui ont entendu les leçons de la révolution rock et du maloya traditionnel et subversif.  
1 CD Mango/Island 514874.

## REGGAE

## Lucky Dube

Westlife  
Le reggae sud-africain attaque à nouveau les ressorts de la société moderne.  
1 CD Celluloid 88929 distribué par Médisse.

## Jimmy Cliff

Samba Reggae  
Le Jamaïcain marche sur les traces des Brésiliens de Salvador-de-Bahia : tambours nègres et reggae antillais.  
1 CD Celluloid/Médisse 08085.

## SALSA

## Septetos Cubanos

Sones de Cuba  
Salsa des champs : une vingtaine d'orchestres cubains perpétuant le son, enregistrés en 1990. De vieux maîtres inconditionnels, artisans parfaits de cette sauce si dansante.  
1 coffret de 2 CD Corason MTC113/114 distribué par Media 7.

## Gloria Estefan

Mi Tierra  
Salsa des villes : Cuba a inventé les rythmes, l'Amérique cosmopolite et technologique, le reste.  
1 CD Epic 01473799.

## TANGO

## Carlos Gardel

Les 60 Mejores Canciones  
Mi Buenos Aires Querido et Adios Muchachos, cinquante-huit perles au milieu. Avec livret.  
1 coffret de 2 CD P6008/07 El Bandonon/Planet distribué par Night & Day.

## AFRIQUE

## Cesaria Evora

Mina Perhumado  
L'album est sorti à la toute fin de l'année dernière, mais les moments nostalgiques de Cesaria ont dominé l'année 1993.  
1 CD Celluloid/Médisse.

## Omou Sangaré

Ko Sira  
Une grande griotte malienne dans l'exercice de ses fonctions : la voix plonge dans l'histoire et la beauté africaines.  
1 CD World Circuit distribué par Media 7.

## Koffi Olomide et Orchestre Quartier latin

Parfaite machine à danser, qui sait faire aussi dans le languoureux. Synthés, guitares tricotées, zouk et rumba. Le Zaïre après Franco. Koffi Olomide a une très belle voix.  
1 CD Sonodisc 92018.

## Zao

Merveilleux chanteur congolais à l'humour perçant, à l'ironie cruelle. Après les anciens combattants, voici les soldats et le mariage égarés en beauté.  
1 CD Barclay 513457.

## Geoffrey Oryema

Heart the Border  
Avec Jean-Pierre Alarcia à la guitare, une touche de Brian Eno et de Peter Gabriel, l'Ugandais joue de lamellophone et chanteur grave influencé par Leonard Cohen bête un univers sonore et spécial.  
1 CD Real World CDW17 distribué par Virgin.

## Ray Lema et les Volx bulgares

Mariage en finesse entre un homme du



Zao.

monde, le Zaïrois Ray Lema, le professeur Stefanur et les voix très pures de l'ensemble Pirin.

1 CD Buda Records 92550 distribué par Musidisc.

## Vusi Mahlasela

When You Come Back  
Les balades de ce jeune Sud-Africain des ghettos, admirateur de Victor Jara, et amateur de folk, se marient aux couleurs zouloues avec une grâce particulière.  
1 CD Indigo LBL2505 distribué par Harmonia Mund.

## Afrique du Sud

1950's South African Country and Small Towns Sound  
On comment on jouait le blues et le jazz dans les campagnes et les petites villes. Blues profond, harmonica, voix de basse, guitares et mains frappées, enregistrées vers 1950 par Hugh Tracey.  
1 CD Original Music distribué par Night & Day.

## BRÉSIL

## Caetano Veloso

Circulé au vivo  
Un des plus beaux albums de Veloso, en version publique, avec ajouts de versions très personnelles de chansons des Beatles ou de Michael Jackson. Soprano.  
1 CD Philips 518070.

## Alceu Valença

7 Dances  
Le Nordestin Valença, entre la veulerie des cannes à sucre, le baroque des églises et le bleu de la mer. Rock tropical et balades en forme de rap ancien et mystique du Sertão.  
1 CD Pias Music 592225.

## Mônica Passos

Caernment  
Un humour fou, des chansons urbaines en diable : la musique de Mônica Passos est surprenante, décapante, neuve. Une bossa au milieu, une complainte de l'air en passant.  
1 CD Azimut Production EPC30 distribué par Harmonia Mund.

## Toots Thielemans

Brass Project, volume 2  
L'harmoniste de jazz néerlandais Toots Thielemans est un amoureux du

Brésil où il compte de nombreux amis. De Gilberto Gil, à Chico Buarque, ils sont tous venus chanter pour lui.  
1 CD BMG 0100582110.

## Gilberto Gil

Songbook  
Toutes les stars du Brésil ont voulu interpréter une chanson de Gilberto Gil, en hommage au Bahianais citoyen-écrivain et tonique.  
3 CD Lumina Discos LD01-02-0332 vendus séparément, distribués par Dam.

## MONDE ARABE

## Cheikha Rimitti

Les racines du raï  
Merveilleuse chanteuse des premiers temps du raï moderne. Filles, larges tambours et autorité inébranlable. Ou sème et on souffre sans souci du compromis social.  
1 CD Buda Musique 62874 distribué par Médisse.

## Khaled

N'ni, N'ni  
Quand l'ex-chef d'Oran regarde vers l'Égypte avec des producteurs avant-gardistes.  
1 CD Barclay 519898.

## Aïla

Le Foundou de Béchar  
Fils de mineur, épicière dans le sud algérien, Aïla joue du oud, le loth. A sa manière, délicieusement décalé.  
1 CD Al Sur ALCD111 distribué par Media 7.

## Munir Bachir

Musagat  
Enregistrées à Budapest en août dernier, des pièces classiques cristallines jouées par le maître irakien de l'oud, que la guerre du Golfe avait isolé en son pays.  
1 CD Inédit W 260050 distribué par Auvidis.

## Les archives de la musique arabe

Shaykh Yusuf Al Maryatani  
Comment retrouver les merveilles de la Nalida, la renaissance culturelle arabe de la fin du siècle, et de ses continuations, grâce au témoignage des 78 tours. Au début du siècle, Al Maryatani était un chanteur exceptionnel.  
1 CD Club du disque arabe AAA065.

## INDE

## Musicians and Poets of Rajasthan

Une merveille de flûtes, de voix modulées, de vibrantes vieilles sarangi, de rythmes irrésistibles. Ces chanteurs populaires d'Inde du Nord sont le point de départ du voyage tzigane offert par Latcho Drom (lire ci-dessus).

1 CD WMD/FNAC Music. Collection grand large.

## Sulochana Brahhashpati

Raga pour le saison des pluies  
Une des voix les plus mystérieuses, les plus profondes de la tradition classique d'Inde du Nord (en compagnie de Zakir Hussain au tabla et Sultan Khan au sarangi) pour un Raga Miam Malhar de toute beauté.  
1 CD Adès 110212 distribué par Musidisc.

## FRANCE

## Voix de Bretagne

De Yann Fanch Kemener au jeune Deuz Frigant, un panorama complet des chanteurs bretons d'aujourd'hui. Voix superbes.  
1 CD La Quercy/France 3 RS CD205. Distribué par Keltis Musique.

## Pietru Guelfucci

Casaca  
Du fond des forêts, le chant à gorgé déployé du sentiment d'existence de la Corse, tenace et fleurie.  
1 CD Olib Music 870010 distribué par Sonodisc.

## ACCORDÉON

## Tony Murena

Value et swing  
Irresistible swing d'un précurseur du genre.  
1 CD Silex Y225103 distribué par Auvidis.

## Accordéon musette/swing/Paris

Volume 2, 1925-1946  
Des orchestres dansants, des chanteurs coquins ou alanguis, de la joie de vivre le tout puisé dans les trésors de la discothèque des Halles.  
1 coffret de 2 CD discographique des Halles FA006 distribué par Night & Day.

## Marc Perrone

Cinéma mérois  
Un catalogue parfait de célèbres musiques de film, jouées avec brio sur un accordéon diatonique.  
1 CD Le Chant du monde, LDX 27496 distribué par Harmonia Mund.

## Raul Barboza

Geste  
Argentin, Raul Barboza joue du bandoneon et retrouve la tradition du chamame de la pampa.  
1 CD La Lichère L11167. Distribué par Night & Day.



## Grandes collections

## L'esprit planétaire

Le choix du consommateur de musiques du monde est souvent motivé par les affinités personnelles qu'il entretient avec tel ou tel pays, tel ou tel continent. Mais un parcours bien commencé donne souvent l'envie d'aller plus loin. Où trouver le fil conducteur ? D'abord en faisant confiance à certains labels qui ont développé un style, maintenu une qualité optimale : les anglo-saxons World Circuit, Planet Records et Globe Style pour les musiques actuelles, Original Music pour les rééditions, l'allemand Piranha, les français Silex pour les musiques traditionnelles d'ici, Buda Records dans un esprit plus universel. Et Bandonon publie l'intégrale des enregistrements de Carlos Gardel et réédite les grands succès du tango d'avant les années 50. Tumbao poursuit sa formidable mise en valeur du son cubain, la Maison des cultures du monde/inédit bâtit son intégrale des musiques arabo-andalouses du Maghreb. La France s'apprête à lancer de nouvelles séries planétaires (Grand large, chez FNAC Music/WMD), une autre à l'Institut du monde arabe.

Quant aux grandes collections de musique ethnique et traditionnelle, elles ont leurs charmes et leurs défauts. Ainsi, les Japonais de la World Music Library écumant l'Asie et le Moyen-Orient, mais leurs enregistrements sont desservis par un son froid et distant. Radio-France (Ocora) et l'UNESCO (Musiques et musiciens du monde) sont toujours les références mondiales. Voici un périmètre de leurs meilleures publications de l'année.

## OCORA

## AMJAD ALI KHAN

Musique d'Inde du Nord  
Le sarod indien dans toute sa richesse.  
1 CD Ocora C560011.  
ALEM KASIMOV  
Azerbaïdjan  
Une des plus belles voix du monde, enregistrée l'année dernière au Théâtre de la Ville.  
1 CD Ocora C560013.

## CHINE

Nen Koun, volumes 4,5 et 6  
Chants courts de la Chine du Sud interprétés par Tsai Heiao-Yeh.  
1 coffret de 3 CD Ocora 580039/40/41.

## L'art du pipe

Neuf pièces jouées par Lin Shicheng, virtuose du luth pipe.  
1 CD Ocora C560046.

## ASIE CENTRALE

Traditions classiques  
Promenade en terres inconnues, initiée depuis trois ans par les ethno-musicologues Jean Daring et Ted Levin.  
Un coffret de 2 CD Ocora C580035/36.

## PORTUGAL

Tras-os-Montes  
Chant du blé, cornemuses de berger. Réédition d'une musique enregistrée dans les années 70 et presque disparue.  
1 CD Ocora C580035.

★ Les disques Ocora sont distribués par Harmonia Mund.

## UNESCO

## JAPON

Chants des Ainou  
Étonnantes voix modulées des habitants de l'île d'Hokkaido, de Sakhaline et des Kouriles, enregistrées en 1980.  
1 CD Unesco D8047.

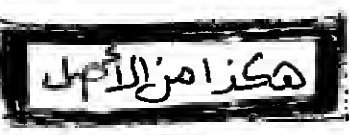
## BADAKHSHAN

Musique tadjike du Badakhshan  
Subtile, fluide, envoûtante, la musique des confins de la Chine associe luth, bombarde et voix.  
1 CD Unesco D8212.

## CÔTE-D'IVOIRE

Musique vocale baoulé  
Des voix d'enfants, des voix de coco racées, des battements de mains, des hochets, des cloches de fer.  
1 CD Unesco D8048.

★ Les disques UNESCO sont distribués par Auvidis.





toujours en résine et en réduction, bien sûr, des modèles portatifs, pratiques, que l'on peut prendre avec soi pour le week-end. Au même endroit, un livre d'or à la disposition du public reçoit les compliments et quelques injures. Une dame s'est irritée par écrit de voir le vulgarité commerciale envahir ce sanctuaire culturel.

Comme il a vu grand, le petit Chinoïa, et comme il le bien fait : c'est par ses dimensions exceptionnelles que l'ensemble tient et peut contenir une foule sans qu'on en souffre jamais. Les pyramides, les grands comme la petite renversée, communiquent avec le ciel, les toits du Louvre. On ne se sent nullement enfermé comme dans le métro, ni mitraqué comme dans les grands magasins traditionnels ou les galeries marchandes ordinaires, celles de l'atroc Forum des Halles, par exemple. Au contraire, on respire une atmosphère de luxe clair, on glisse aisément sur la pierre blonde et polie des escaliers, on peut passer une heure à regarder les vitrines, un peu casse-gueule par moments (évider les frigos brusques avec des aemelles de cuir, adoptez la suite «patrin», un peu lâche mais sûr), on admire le bureau de poste, plus beau qu'aucun de ses confrères existant en surface, on vit dans un monde qui ressemble au vrai, le nôtre, avec des boutiques et des restaurants, mais magnifiés. Le grand de Moscou, si les nouveaux voyous du libéralisme qui fait rage ne l'ont pas abîmé ni tagué, doit encore donner cette impression de majesté pour tous.

**P**AS d'étalages au dehors dans les malls, pée de frîpes, pas de mousquette sérénité pour leurrer le menupe poiscuile. La société immobilière SARI, que surveille l'Etablissement public du Grand Louvre, a reçu des consignes assez strictes. On n'autorise ni vendeurs de glaces avec jolis chariots à coupples, ni baraquas à frites, ni kiosques à journaux, ni fontaines Wallace ni vespasiennes. Il faut tenir son rang, on n'est pas rue de la Huchette. Il n'y a même pas d'enseignes apparentes, ce qui est tout de même un soulagement pour l'œil. Si dans certains quartiers, dans certaines villes, le néon est tolérable, parfois inventif comme à New-York ou Hongkong, s'ane parler de l'orgesme électrique qui est chaque nuit de l'année le centre de Las Vegas, on ne peut que s'indigner de voir un des plus élégants paysages urbains (*skyline*, disent les Américains) d'Europe, juste derrière le Louvre, massacré quotidiennement par les enseignes de la Samaritaine et de Conforama, deux cauchemars nocturnes abhorrés.

On n'a permis ici que l'installation de boutiques haut de gamme, pour parler comme les garagistes. Lallique vend du cristal, très distingué. C'est pour tous les jours. Esprit vend des vêtements détruits mais reconstruits dans la ligne école la plus riche. On trouve un comploir du parfum absolument soignant, une cascade de cravates italiennes exubérantes, une boutique pour monomaniaques de la tour Eiffel (tee-shirts, boucles d'oreilles, colifichets à l'effigie de la grande seringue, et lampes tronçonnées en bronze à

2 600 F). Chez Body Shop, on trouve des produits pour le bain qui n'aliment pas l'environnement, ni la peau, et des crèmes en petits pots. Chez Nature et découvertes, plein de choses indispensables et dont on croyait bêtement pouvoir se passer, des baguettes de sourcier, des bougies en cire d'abeille, des lampes de jardin, des plaquettes de survie et même un mini-jardin en sable blanc et cailloux, format dessous de plat, fourni avec le petit râteau, pour faire comme à Kyoto, quand on est moine, peigner la girafe et connaître le tao.

**V**IRGIN à construit sa deuxième cathédrale parisienne et propose des hectares de compacts et des écouteurs pour faire son choix, ce qui nous rappelle le bon vieux temps du Lido-Musique, sur les Champs-Élysées, quand nous étions des personnages de Truffaut. La librairie du Musée, un franc sautoir dès le départ, est la plus fleurissante. On y trouve des catalogues de moulages d'art qui sont exposés à l'étage au-dessus. Ce qui est pas donné. Un tout petit Satyre jouant de la flûte revient quand même à 3 355 F. Dans la boutique des Pyramides la gros *Curs de Pompon* (la moitié d'un bassin, environ) coûte 1 410 F, le modèle plus petit (un quart de chihuahua), 400 F. Un *Esclave* de Michel-Ange, format buste, en résine, 2 630 F, ce qui est effrayant. Mieux vaut se rebattre sur la boutique de la Réunion des musées nationaux, où la *Vénus de Milo* se négocie à 665 F et la *Victoire de Samothrace* à 585 F.



## Les entrées à Paris

Etrange semaine. Le mercredi 24 novembre a vu sortir dix nouveaux films, disposant, ensemble, de 38 écrans. Aucun n'atteint les 7 000 entrées. Quatre sont français, les autres sénégalais, roumain, russe, canadien, polonais, algérien. Pas d'américains. D'autre part, après quinze jours d'« avant-première » dans une seule salle, qui lui a permis d'engranger 86 000 spectateurs, *Aladdin* effectue sa véritable sortie, sur 44 écrans, attire quelque 210 000 admirateurs (dont près de 70 000 le samedi et autant le dimanche) et approche donc les 300 000 au total. Vive l'exception culturelle !

Lois derrière *Aladdin*, on trouve encore deux films américains sur le podium : *Nuits blanches à Seattle*, avec plus de 70 000 spectateurs devant ses 41 écrans (et quelque 155 000 entrées en deux semaines), et *Soleil levant*, près de 45 000 en troisième semaine et dans 34 salles (225 000 en trois semaines). Ces trois titres sont les principaux bénéficiaires

d'une semaine à nouveau en hausse sur celle de l'an dernier. Vient ensuite le peloton des films entre 30 000 et 35 000 entrées, résultat qui correspond à des carrières très variées : pour *Maurice Maïkhaï* (550 000 en sept semaines), bonne stabilité du seul film français un peu compétitif ces jours-ci, les *Mermozes* (170 000 entrées en trois semaines), chute brutale pour *Chasse à l'homme* (qui approche les 100 000 en quinze jours), ralentissement un peu plus rapide que prévu de *Jurassic Park*, qui dépasse pourtant les 1 175 000 entrées en six semaines. A signaler enfin le franchissement de seuils significatifs par les deux « gros porteurs » français de l'année : les *Vistules* ont atteint les 2,5 millions d'entrées à Paris et *Germinal* les 700 000.

J.-M. F.

\* Chiffres : Le Film français.

## Reprise

## Sept ans de réflexion

de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe, Tom Ewell, Evelyn Keyes, Sonya Tufts. Américain, 1958 (1 h 45). Richard voudrait rester tranquillement à gouter les joies et les fantasmes du célibataire temporaire qu'il est redevenu. Mais à l'école au-dessus habite Marilyn. Ceux qui ne connaissent pas le coup de la bouche d'aération ont un page.

VO : Grand Action, 6 (43-23-44-40) ; 36-85-70-83 ; Mac-Mahon, 17 (43-23-75-89) ; 36-85-70-83.

## Festivals

## Fin d'études à Poitiers

Pour leur dix-septième édition, les Rencontres d'Annecy en apportent cette année encore la preuve, à travers une sélection de productions récentes, que le jury, présidé par Gilles Jacob, devra départager. Au programme, les nouveaux films de Pupi Avati, Fabio Carpi, Liliana Cavani, Marco Ferreri, Maurizio Nichetti, Ennio Gualtieri et Ettore Scola. Côté rétrospective, un hommage à Alberto Sordi, en sa présence, et un regard sur le cinéma de la Sicile et le cinéma.

Jusqu'au 5 décembre, au Théâtre de Poitiers, au cinéma Le Castille et au Centre Boulevarde de Poitiers. Tél. : 49-41-80-00.

## Annecy persiste et signe

Non, le cinéma italien n'est pas mort ! Les Rencontres d'Annecy en apportent cette année encore la preuve, à travers une sélection de productions récentes, que le jury, présidé par Gilles Jacob, devra départager. Au programme, les nouveaux films de Pupi Avati, Fabio Carpi, Liliana Cavani, Marco Ferreri, Maurizio Nichetti, Ennio Gualtieri et Ettore Scola. Côté rétrospective, un hommage à Alberto Sordi, en sa présence, et un regard sur le cinéma de la Sicile et le cinéma.

Du 3 au 12 décembre, au Centre Bonlieu, 1, rue Jean-Jaurès à Annecy. Tél. : 50-33-44-00.

## Hollywood et la féodalité

Les cinéastes hollywoodiens ont dépeint le Moyen Âge comme une époque pleine de bruit et de fureur. (Yankee, Prince Vaillant, Merlin l'Enchanteur, Robin des Bois, mais aussi Jeanne d'Arc, le Cid et bien d'autres encore chevauchent et ferraillent sous la direction de Cecil B. DeMille, Otto Preminger, Henry Hathaway ou Anthony Mann.)

Le Moyen Âge vu par Hollywood, jusqu'au 13 décembre, au Musée des monuments français, 1, place du Trocadéro à Paris. Tél. : 44-06-39-10.

## Familles, je vous aime

Is sont venus, ils sont tous là, arrivés de Grande-Bretagne (*The Snapper*, de Stephen Frears, *The Long Day Closes*, de Terence Davies), d'Italie (*La Famille*, d'Ettore Scola, *Une famille formidable*, de Mario Monicelli), d'Amérique (*Mac*, de John Turturro), de France (*Ma saison préférée*, d'André Téchiné) et d'ailleurs, pour célébrer les joies, tristesses, drames, conflits, réunions et complexités de famille. Convivialité assurée, pour le moins, au cinéma Rutebeuf de Cléry, dans le cadre du festival O'de Seine Première.

Jusqu'au 7 décembre, au cinéma Rutebeuf, 16-18, allée Gambetta à Cléry. Tél. : 47-39-90-19 et 47-39-28-58.

## Les nuits magiques de l'animation

« Quel de neuf ? L'Est dans le cinéma d'animation ? La question sera posée dans le cadre des Nuits magiques de Pesca, qui présentent également des programmes sur l'érotisme et l'humour, le cinéma d'animation français et le policier, ainsi qu'une sélection de films d'images de synthèse.

Jusqu'au 7 décembre, au Ciné Jean-Eustache à Pesca. Tél. : 56-86-43-81.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon

## THEATRE

## Scène(s) de ménage

mise en scène d'Ivan Moros, avec Jean-Paul Audrain et Brigitte Fauré. L'affrontement d'un couple : tous l'ont vécu, beaucoup l'ont écrit. Deux acteurs le jouent.

Théâtre, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Nanterre. A partir du 2 décembre. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-45-46-47. 80 F et 100 F.

## Sœurs et frères

d'Olivier Cadot, mise en scène de Ludovic Lagarde, avec Pierre Beux, Mireille Roussel, Violaine Schwartz, Valérie Philippin et Benoît Vergne.

Cinq frères et sœurs retrouvent la maison familiale, retrouvent leur enfance, se retrouvent.

Paroissiales, 65, rue de Reuilly, 12<sup>e</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> décembre. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 44-75-63-75. Durée : 1 h 10. 90 F.

## Un chapeau de paille d'Italie

d'Émile Labiche, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Patrick Pineau, Marc Batton, Marie-Paula Trystram, Bourdieu Allain, Gilles Arbore, Louis Bayle, Jean-Marie Bodiglin, David Burstein, Jean-Michel Cannone, Carolin Cêtre, Philippe Marier-Garnaud, Sylvie Orsler, Alain Parrot, Jessica Pognant, Jean-Philippe Seliéro, Delphine Seikin, Nathalie Villeneuve et Albert Tovi.

Enfin, arrive à Paris le légendaire vaudeville-cauchemar de Labiche-Lavaudant.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4<sup>e</sup>. A partir du 7 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 140 F à 90 F.

## Une ardente patience

d'Antonio Skarmeta, mise en scène d'Asietta Téphan, avec Pierre Meyrand, Gil Baledou, Laurent Fribert, Friederike Laval et Dominique Wier.

Dans un coin perdu du Chili, Pablo Neruda enseigne à un jeune poète comment séduire une jeune fille, malgré l'opposition (politique) de son père.

Théâtre Silvia-Monfort, 108, rue Branclon, 15<sup>e</sup>. A partir du 7 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-31-10-96. 90 F et 120 F.

## Paris

## Cabaret Valentin

de Karl Valentin, mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Yvan Collette, Morna Heftre, Denis Lavant, Patricia Pizzo et Katja Rupé.

Chansons d'élit, ironie de toujours. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 50. De 80 F à 150 F.

## Cachafaz

de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias, avec Kalla Silva, Rodolfo de Souza, Federico Guearin, Susana Lastreto et Roberto Navarro.

Comment l'on devient autophagophage quand on est travesti à Montevideo.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Melba-Brun, 20<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 12 h 30. Matinée à 15 heures. Tél. : 43-68-43-80. De 160 F à 80 F.

## Cinna

ou la Clémence d'Auguste

de Pierre Corneille, mise en scène de Jean-Claude Drouot et Annette Barthélemy, avec Jean-Claude Drouot, Hélène Arié, Laurent Natella, Philippe Maccagné,

Muriel Gorius, Florence Viala, Vincent Bousard, Laurent Rey et Michel Albertini.

Jean-Claude Drouot a mis en scène et interprète cette tragédie de la raison d'Etat.

Théâtre 13, 24, rue Daviel, 13<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-58-62-22. 80 F et 110 F.

## La Conquête du pôle Sud

de Manfred Karge, mise en scène de Stanislas Nordey, avec Gérard Ballard, Massimo Ballini, Marc Bodnar, Magali Fouchault, Pierre Marek, Laurent Sarrange, Jean-Jacques Simonin et Virginie Voimant.

Quelques jours encore pour assister aux étranges aventures de cinq chômeurs aventureux.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.

Dernière représentation le 5 décembre.

## De mes propres mains

de Pascal Rambert, mise en scène de l'Institut, avec Charles Berling.

Dernières paroles d'un jeune homme qui croyait vouloir renoncer à la vie.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 h 30. Tél. : 48-14-70-00. De 100 F à 130 F.

Dernière représentation le 5 décembre.

## En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Philippe Adrien, avec Bruno Putzulu, Eric Caravaca, Cyril Dubreuil, Gilles Millin et Jean-Luc Orlino.

Sous leurs oripeaux de vieux, ils sont jeunes, et leur vitalité renouvelle l'attente légendaire des « clochards métaphysiques ».

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 43-28-36-58. Durée : 2 h 15. 90 F et 110 F.

## L'Epidémie ;

Un rat qui passe

d'Agota Kristof, mise en scène de Michel Raskine, avec Anne Alvaro, Philippe Crubézy, Christian Druilaud, Arno Feffer, Judith Guitier, Jean-François Lapalun, Marie-Christine Orry, Yves Robin et Christian Ruché.

Deux fables d'une belle drôlerie sur l'universel maché des tics humains.

Théâtre Paris-Villiers, 211, av. Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup>. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-02-02-88. De 70 F à 135 F.

Dernière représentation le 4 décembre.

## Esclaves de l'amour

d'après Knut Hamsun, mise en scène de Marc François, avec Nathalie Bessard, Nicolas Bonnot, Laurence Camy, Régis Candore, Eric Champigny, Catherine Coutour, Jean Devy, Martin-Eve Edelstein, Marc François, Didier Girard, Mireille Guerra, Laurent Julien, Marie-Anne Kergoat, David Laroque, Sylvain Laroque et Gérard Watkins.

La solitude, le désir, la crainte, la fureur : des vies en fragments pendant une nuit sans fin.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Garches. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-33-28-30. 110 F et 130 F.

Dernière représentation le 5 décembre.

## Finir, finir encore...

d'après Samuel Beckett, mise en scène de Stéphane Verne, avec Anita Dolepin, Willy Demarre, Thierry Dupont, Didier Ginguene, Guillaume Gurski, Claudine Kergoat, Petrelin Pnkmanian et Vlatko Samojedski.

Comment la difficulté d'être raconte le théâtre de l'absurde. Et pourtant il arrive de rire.



EUROPE 1



Julien Clerc  
à l'Olympia  
COMPLET  
PROLONGATIONS  
A PARTIR DU  
5 AVRIL 1994

Télérama



Sidost

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lemaire, gérant.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-86-11  
Microfilms : (1) 40-88-28-33

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie  
de « Le Monde »  
12, r. M. Dunsberg  
94832 Ivry Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-93  
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90  
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif FRANCE SUS-BELG. AUTRES  
PAYS PAYS-BAS  
3 536 F 572 F 790 F  
6 1 038 F 1 123 F 1 500 F  
12 1 898 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner,  
renvoyez ce bulletin  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invi-  
tés à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en  
indiquant leur numéro d'abonné.

Le Monde  
PUBLICITE

Président directeur général :  
Jacques Lemaire  
Directeur : M. M. M. M. M.  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guis, Isabelle Tadié

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-63-72-72  
Téléc : MONDIPUB 534 128 F  
Tél. : 46-63-72-72 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de M. M. M. M. M.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-16 - Tapez LEMONDE  
Le Monde - Documentation  
36-17 LEMONDE ou 36-25-04-58

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL

36-15 Tapez LEMONDE  
codo d'accès ABO

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Vous avez l'obligation d'écrire sous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.

301 MON 01 PP-Paris RP

هنا من الامم







# LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## ARTS

### Nouvelle exposition

#### Holger Triltsch

Vidéo, sculptures, installations, photos, lumières, croquis, son. En deux expositions, Holger Triltsch explore de multiples supports et médiums, souvent monumentaux, pour traiter du problème de la guerre et de l'environnement des technologies. On commente le spectateur devient complice d'un spectacle troublant.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 49-80-25-06. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures, samedi de 14 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé les 25, 26 décembre, 1<sup>er</sup> et 2 janvier 1994. Jusqu'au 3 janvier 1994.

#### Paris

#### Art & Language

Si Art & Language, groupe anglais d'artistes conceptuels formé en 1968, ne compte plus aujourd'hui que deux membres, Michael Baldwin et Michael Ramsden, ceux-ci sont toujours très actifs. L'exposition les montre à leurs jeux favoris d'aujourd'hui, la critique de la peinture par la peinture, convoquant par exemple Lenine et Pollock, Manet et Courbet. Pas triste.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 2 janvier 1994. 35 F.

#### Around an chef-d'œuvre de Matisse

La commande de la Danse pour décorer la salle principale de la fondation Barnes tracera Matisse pendant trois ans. Qui travaille trois versions monumentales. Celles-ci - la Danse incandescente, retrouvée en 1992, la Danse de Paris, exposée en permanence au Musée d'art moderne, la Danse de Merion, mise en place à la fondation en 1933 - sont réunies pour la première fois, accompagnées d'une quarantaine d'œuvres préparatoires et de photographies du travail en cours. Un régal.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures, vendredi jusqu'à 21 heures. Visite commentée les jeudi et vendredi à 12 h 30, samedi à 14 h 30. Réservation à la Fnac. Jusqu'au 8 mars 1994. 35 F.

#### Günter Brus

De peintures gestuelles en photos et vidéos d'actions dramatiques et violentes, d'images en textes, de poèmes en grands dessins au crayon de couleur, l'Autrichien Günter Brus ne cesse de pencher une œuvre qui prend le corps à partie, par tous les bords, tous les trous, se ment entre Eros et Thanatos, beauté et laid. En héritier direct de la Vienne fin de siècle. Une révélation.

Centre Georges-Pompidou, galerie du Centre d'art contemporain, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

#### Pierre Chareau

Première grande rétrospective d'un architecte et créateur splendide de meubles dans l'entre-deux-guerres, qui a peu produit, mais de l'original et du raffiné. Et s'est rendu célèbre en aménageant, à Paris, la maison du docteur Dalsace, dite la Maison de verre.

Centre Georges-Pompidou, galerie du Centre d'art contemporain, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 17 janvier 1994.

#### Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes

Aucune des quelque 2 000 œuvres acquises par Albert C. Barnes pour sa fondation n'était, jusqu'au printemps dernier, sortie de Merion, près de Philadelphie. En voici soixante-douze (vingt Cézanne, seize Renoir, dix Matisse, sept Picasso, un Manet, deux Monet, Seurat...) qui, au Musée d'Orsay, sont présentées, mêlées aux collections.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Légation, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 46-49-49-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h 30 à 18 heures, mardi de 9 h 30 à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Conférences le 27 novembre. Jusqu'au 2 janvier 1994. 50 F.

#### De Khorsabad à Paris : la découverte des Assyriens

Parmi les découvertes que le visiteur de la nouvelle aile du Louvre pourra faire, celle de la cour de Khorsabad (Assyrie) et ses ténements androcephales est certainement l'une des plus spectaculaires. Une exposition du département des antiquités orientales accompagne la mise en place de l'ensemble monumental découvert il y a exactement 150 ans.

Musée du Louvre, aile Richelieu, Entrée par la pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, vendredi les mercredi et jeudi jusqu'à 21 h 15. Colloque les 21 et 22 janvier : « Le palais du roi Sargon II d'Assyrie ». Jusqu'au 14 février 1994. 35 F.

#### Dityon

Dans la photo documentaire, riche en France, il y a des valeurs sûres, des auteurs surévalués et d'autres injustement oubliés. Dityon fait partie de ces derniers. Une exposition et un livre montrent l'ampleur du photographe, la complexité de son œuvre : Mai 68, tournois de films, bidouilles, plagues, écluses, usines, pêches, rucs, ports, routes, villes.

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carée - 4 à 8, grande galerie, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 décembre. 10 F.

#### Eli Lotar

C'est la première rétrospective d'Eli Lotar, photographe d'origine roumaine, le moins connu du groupe moderniste : une œuvre de dilutant, courte dans le temps (1921-1937), parfois confondue avec celle de Germaine Krull, avec qui il a travaillé. Mais ses images souvent

étranges, parfois reboutantes, sont à découvrir.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Programmation cinématographique au Cinéma du musée. Jusqu'au 23 janvier 1994.

#### Quand la peinture était dans les livres

Au XV<sup>e</sup> siècle, alors que fleurit le tableau de chevalet, le livre est, en France, un haut lieu de la peinture. Aussi, sans le recours aux bibliothèques qui conservent les manuscrits enluminés, nous connaîtrions mal nos grands peintres que furent Fouquet, Mazarin ou Quignon.

Bibliothèque nationale, galerie Mazarin et Mazarine, 88, rue de Richelieu, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 47-03-51-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 18 janvier 1994. 30 F.

#### Trésors de Mongolie

De l'Altai au Grand Khingan, la Mongolie est plus connue pour ses cavaliers et son désert de Gobi que pour ses productions artistiques, réalisme socialiste incliné. Pourtant, convertis au bouddhisme lamaïque tibétain depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, les Mongols ont pratiqué un art étrange, qui domine la figure de Zanabazar, à la fois sculpteur et chef religieux du XVII<sup>e</sup> siècle. Découverte et dépassement garantis.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 19 heures. Jusqu'au 14 mars 1994. 33 F (comprendant la visite du musée).

## Régions

### Als

#### Pierre-André Benoît

Les artistes subissent une étrange fascination de la part des poètes : Pierre-André Benoît avait su résumer autour de lui certains parmi les meilleurs. Alechinsky, Dorny, Guittet et bien d'autres qui furent ses amis rendent hommage, avec des œuvres récentes, à l'écrivain-éditeur récemment disparu.

Musée-Ethnologique Pierre-André Benoît, 52, montée des Lauriers, Rochelle, 30107. Tél. : 89-88-98-89. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 février 1994.

### Angers

#### Le Matin des peintres

Proposer un regard nouveau sur les « primitifs » du Musée des beaux-arts d'Angers, tel est l'objectif de cette réunion d'une quarantaine de tableaux sur bois des quatorzième, quinzième et seizième siècles provenant de différentes écoles (Siennais, Florentins, Avignonnais, Angevins, Flamands, Hollandais). La moitié ne sont généralement pas exposés, certains ont été restaurés.

Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, 49100. Tél. : 41-88-44-65. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 février 1994.

### Annecy

#### Giuseppe Penone

En nourrissant son œuvre de choses de la nature plutôt que de culture et d'histoire, le Turinois Giuseppe Penone a

pris du champ par rapport au mouvement Arte Povera dont il est issu. Arbres, Mues et Pommes de terre, dessins, marbres, bronzes et terres cuites... Le Musée d'Annecy propose un panorama de son travail depuis trois ou quatre ans.

Musée-château, place de château, 74000. Tél. : 50-45-29-66. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 janvier 1994.

### Besançon

#### Albert Gleizes

La Fondation Albert Gleizes vient de mettre en dépôt vingt-cinq œuvres graphiques du peintre et théoricien du cubisme au Musée de Besançon. Qui les expose accompagnées de quelques autres œuvres permettant de mieux situer l'artiste.

Musée des beaux-arts et d'archéologie, 11, place de la Révolution, 25000. Tél. : 81-81-44-47. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 24 janvier 1994. 16 F, entrée gratuite les mer. dim. et jours fériés.

### Bourgoin-Jallieu

#### Magdalena Abakanowicz

Cette artiste polonaise de tout premier plan depuis plus de trente ans fait œuvre de sculpteur en osant, tressant, manipulant des fibres végétales. Elle en a tiré des grandes formes monumentales enveloppantes (Abakans), et des têtes sans corps et des corps sans tête qu'elle dispose en assemblages.

Musée Victor-Charveton, rue Victor-Hugo, 38300. Tél. : 74-28-19-74. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 19 décembre.

### Le Cateau-Cambrésis

#### Matisse, sculptures, dessins

Quarante-cinq des soixante-neuf sculptures de Matisse ont été rassemblées. Autant de dessins les accompagnent pour un dialogue serré. Les œuvres viennent de collections privées, de musées d'Europe, des États-Unis.

Musée Matisse, palais Fénélon, 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé le 25 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier. Jusqu'au 5 février 1994.

### Châteauroux

#### Riopelle

Vingt-deux tableaux, cela paraît bien maigre pour une exposition. Pas quand il s'agit de Riopelle, dont les travaux de ces dernières années confinent au génie, et parviennent souvent à l'« éblouissement ». En contrepoint, une série d'œuvres sur papier, et une quinzaine de sculptures en bronze témoignent d'un étrange bestiaire tiré des limons du Saint-Laurent.

Couvent des Cordeliers, rue Alain-Fournier, 36000. Tél. : 84-08-33-00. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 3 janvier 1994.

### Grenoble

#### Alighiero e Boetti

Le Magasin présente deux œuvres de l'artiste italien : *En attendant l'1 à 100* et *De bouche à oreille*, des histoires de cartes en progression quantitative. De la première série aux cartes noires par des séries d'une trentaine d'écoles d'art françaises, des tisserands du Pakistan ont tiré cinquante kilims. Quant à la deuxième, qui est faite d'enveloppes et de timbres, ce sont les postiers et La Poste qui en sont les artisans.

Centre national d'art contemporain, 156, cours Berliet, 38000. Tél. : 78-21-85-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 27 mars 1994. 5 F.

### Nice

#### Ettore Spalletti, Julie Knifer, Johan Creten

Les sculptures minimalistes d'Ettore Spalletti ont des couleurs de fresque et la forme des chapeaux de Piero della Francesca. Les peintures et les dessins de Julie Knifer sont noirs et d'extrême rigueur. Quant à Johan Creten, un jeune Belge, il débute avec ses sculptures en céramique. Les trois artistes ont en commun d'avoir résidé à la Villa Arson.

Ville Arson, galerie, 20, avenue Stephen-Léger, 06105. Tél. : 93-84-40-04. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 décembre.

### Saint-Etienne

#### Entre la sérénité et l'inquiétude

Bernard Ceysson poursuit sa salutaire recherche de l'art d'après guerre, et en particulier de l'histoire infiniment marquée de la peinture européenne, « Entre la sérénité et l'inquiétude », qui reprend un mot de Nicolas de Staël, entend montrer les tirailllements vécus par des artistes oscillant entre tradition et modernisme, au milieu des décombres de l'ancien Monde.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-65-53-53. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 janvier 1994.

### Strasbourg

#### Gustave Doré

Les musées de Strasbourg, déjà riches en œuvres de Gustave Doré, ont récemment acquis une impressionnante collection privée d'œuvres de l'artiste, un enfant du pays. Les plus belles pièces : aquarelles, gouaches, lavis, dessins, bois gravés, livres et albums, sont exposées au Musée des beaux-arts. Elles prendront place, en 1994, dans la *Doré* galerie du futur musée d'art moderne.

Musée des beaux-arts, palais Rohan, galerie Robert Heitz, 2, place de Château, 67000. Tél. : 88-32-48-96. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, dimanche de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 24 janvier 1994. 16 F.

### Villeneuve-d'Ascq

#### Escale-Stopover-Tussenstop

Ils sont vingt. Ils sont jeunes, âgés de 25 à 35 ans. Tous travaillent dans le nord-ouest de l'Europe : nord de la France, Belgique, Royaume-Uni. Ils ont été choisis après nombre de visites d'atelier par l'équipe du musée, pour nous dit-on, « l'exigence et l'actualité de la démarche individuelle ». Et chacun d'eux a en les moyens de réaliser une œuvre spécifique pour l'exposition.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi et les 25 décembre et 1<sup>er</sup> janvier de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 janvier 1994. 26 F.

La sélection « Arts » a été faite par Genevieve Brescatti et Henry Ballet « Photo » : Michel Guerin.

# Noël! Noël! Macintosh PowerBook 180 C 13 820 Fht.



Ecran couleur matrice active 4/160 Mo.  
13 820 Fht. 16 390 Fht.  
Option extension à 8 Mo. 1 990 Fht. 2 360 Fht.

#### Macintosh LC III

6 820 Fht.  
4/80 Mo. + moniteur couleur + ClarisWorks  
6 820 Fht. 8 088 Fht.

#### Macintosh Performa 400

5 475 Fht.  
4/40 Mo. + écran 256 couleurs + ClarisWorks 1.0  
+ At Ease + Echange PC/Macintosh  
+ Slim City + Prince of Persia. 6 490 Fht.  
Avec écran 14" Apple. 5 894 Fht. 6 990 Fht.

Avec des prix aussi exceptionnels, n'allez pas croire qu'offrir un Macintosh à Noël pourrait passer pour une quelconque mesquinerie de votre part : tout le monde sait bien que c'est le geste qui compte.



1<sup>er</sup> distributeur Apple d'Europe avec plus de 60 000 Macintosh installés, seul IC peut s'engager sur des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services. Vous devriez déjà être chez IC.

ENTRE APPLE ET VOUS ILY A IC

IC BRAYONNE PARIS 4 (1) 44 78 26 26 - IC VENDOME PARIS 18 (1) 42 96 90 90 - IC MICRO VALLEY PARIS 15 (1) 40 50 00 00 - IC MARSEILLE 91 37 25 05  
- IC TOULOUSE 61 25 62 32 - IC NANTES 40 47 08 62 - IC LYON 34 78 62 38 38 - IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 - IC AVIGNON 90 82 22 22  
Unité centrale, disque dur, mémoire, écran et clavier sont garantis d'origine Apple. Photo non contractuelle. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

